

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE SAMBRE AVESNOIS

PROJET ARRÊTÉ EN CONSEIL SYNDICAL
DU 22 JUILLET 2013



BILAN DE LA CONCERTATION ANNEXES



Arrêt de projet : 05 juillet 2016
Approbation : 03 juillet 2017

Vu pour être annexé à la délibération n° 17-09 du 07 décembre 2017
Alain Poyart, Président du SM SCoT Sambre-Avesnois



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

Annexes

- SCoT SA ANNEXE₁ DELIB CONCERT 2008
- SCoT SA ANNEXE₂ DELIB CONCERT 2012
- SCoT SA ANNEXE₃ CALENDRIER REUNIONS
- SCoT SA ANNEXE₄ DELIB BUREAU 110608
- SCoT SA ANNEXE₅ VDN 210409
- SCoT SA ANNEXE₆ PPT DIAG2009
- SCoT SA ANNEXE₇ VDN 111009
- SCoT SA ANNEXE₈ CS PADD 310511
- SCoT SA ANNEXE₉ CONF CIRCUITS COURTS 221112
- SCoT SA ANNEXE₁₀ CS DOO 300513
- SCoT SA ANNEXE₁₁ EXPO 2011
- SCoT SA ANNEXE₁₂ MEMENTO 2013
- SCoT SA ANNEXE₁₃ BROCHURE 2013
- SCoT SA ANNEXE₁₄ PUBLI VDN 070613
- SCoT SA ANNEXE₁₅ PUBLI HEBDOS JUIN 2013
- SCoT SA ANNEXE₁₆ PIGE PRESSE
- SCoT SA ANNEXE₁₇ COM PRESSE 2013
- SCoT SA ANNEXE₁₈ AFFICHETTES RP 2013
- SCoT SA ANNEXE₁₉ RPMARS2013
- SCoT SA ANNEXE₂₀ PPT PADD 2013
- SCoT SA ANNEXE₂₁ RP JUIN 2013
- SCoT SA ANNEXE₂₂ PPT DOO 2013
- WSCoT SA ANNEXE₂₃ REGISTRES DE PRESENCE

SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du COMITE SYNDICAL

SEANCE du Lundi 3 Mars 2008

L'an deux mille huit, le trois mars, le Comité syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAURVOS, Président, après convocation légale de ses membres le vingt-cinq février.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 44
- Nombre de présents : 26
- Nombre de votants : 29



DÉLIBÉRATION N° 08-06 – RÉFÉRENCE : MD/CM

OBJET : Modalités de concertation

PRÉSENTS À LA RÉUNION DU 03/03/2008 :

CA Maubeuge Val de Sambre	Rémi PAUVROS	Jacqueline BARD
CA Maubeuge Val de Sambre	Philippe DRONSART	Michel DORCHIES
CA Maubeuge Val de Sambre	Pierre ROCHE	Jacques MONTARON
CA Maubeuge Val de Sambre	Francis TRINCARETTO	Thomas DEPARDIEU
CA Maubeuge Val de Sambre	Michel LO GIACO	Christophe DI POMPEO
CA Maubeuge Val de Sambre	André MARCHAND	Francine HORVILLE
CA Maubeuge Val de Sambre	Bernard BAUDOUX	Robert LAGOMBLED
CA Maubeuge Val de Sambre	André-Jean FOURNEAU	Michel ERNESTI
CA Maubeuge Val de Sambre	Patrick BAUDEZ	Bernard LARZET
CA Maubeuge Val de Sambre	Michel DETRAIT	Évelyne CROIX
CA Maubeuge Val de Sambre	Patrick VILTART	Joëlle AUQUIERT
CA Maubeuge Val de Sambre	Philip PUTZEYS	Patrick LEDUC
CA Maubeuge Val de Sambre	Philippe BIAIS	Pascal THURETTE
CA Maubeuge Val de Sambre	Gérard PIREAUX	Jean-Claude VICAIRE
CA Maubeuge Val de Sambre	Jacky SAUTIER	Christine MARIN
CA Maubeuge Val de Sambre	Michel DUVEAUX	Denis DELANNOY
CA Maubeuge Val de Sambre	Bernadette LEJUSTE	Nicole MENU
CA Maubeuge Val de Sambre	Michel WASSE	Albérie PECHER
CC Action Fourmies et environs	Élisabeth KORAL	Jacques SENECHAL
CC Action Fourmies et environs	Jacques GOSTEAU	André MINAUX
CC Action Fourmies et environs	Jean-Luc PERAT	Marcel GRIMBERT
CC Action Fourmies et environs	Jean-François BAUDRY	Denis WILLIAME
CC de Mormal et de Maroilles	Dominique QUINZIN	Jean-Marie SCULFORT
CC de Mormal et de Maroilles	Marie-Odile VANDENBOSSCHE	Bernard DELVA
CC des Vallées de la Solre, Thure et Helpe	Daniel JOPEK	Pierre HERBET
CC du Bavaisis	Marie-Jeanne CUVILLIER	Danièle DRUESNES
CC du Bavaisis	Alain FREHAUT	Alain RUTER
CC du Pays d'Avesnes	Alain POYART	Jean-Marie VIN
CC du Pays d'Avesnes	Fabrice PIOTROWSKI	Colette WATREMEZ
CC du Pays d'Avesnes	Ghislain FRANCOIS	Guy CARPENTIER
CC du Quercitain	Robert BRASSEUR	Raymonde DRAMEZ
CC du Quercitain	Michel COPROS	Michel MANESSE
CC du Quercitain	Freddy DOLPHIN	Hervé FACON
CC du Quercitain	Bernard DUPONT	André FOURNIER
CC frontalière du Nord Est Avesnois	Jacques DEBRUYNE	
CC GUIDE du pays de Trélon	Bernard NAVARRE	François LOUVEGNIES
CC Nord Maubeuge	Philippe BRASSELET	Michel LEFEBVRE
CC rurales des deux Helves	Damien DUCANCHEZ	Alain PAUCHARD
CC Sambre Avesnois	Jacques BOLLE	Jean-Marie CONTESSE
CC Sambre Avesnois	Daniel DEVINS	Yvon DUBOIS
CC Sambre Avesnois	Georges KUNTZBURGER	Lucien SERPILLON
CC Sambre Avesnois	Joël WILMOTTE	Didier WILLOT
Commune de La Longueville	Michel PREVOT	Jean-Louis BROHET
Commune de Saint Waast-la-Vallée	Charles DEGARDIN	Daniel DAZIN

MEMBRES AYANT DONNÉ POUVOIR :

CA Maubeuge Val de Sambre
CC Pays d'Avesnes
CC du Quercitain

Philippe DRONSART à André MARCHAND
Ghislain FRANCOIS à Guy CARPENTIER
Robert BRASSEUR à Michel COPROS

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Sambre-Avesnois a vu son périmètre arrêté le 07/06/2004. Par délibérations concordantes, les EPCI et communes membres du syndicat ont décidé de l'élaboration du schéma. Ce document doit permettre de fixer les orientations stratégiques et mettre en cohérence les différentes politiques publiques sur un territoire pertinent, en matière d'urbanisme, de commerce, de gestion des flux, de développement économique, d'équipements et d'environnement.

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 02/07/2003 et ses décrets d'application, prévoit différentes modalités d'association d'un grand nombre d'acteurs : population du territoire, personnes publiques et autres organismes institutionnels.

La loi a étendu au SCOT le principe de la **concertation**. Celle-ci s'organise auprès de la population et elle présente un caractère obligatoire. Les modalités de cette concertation doivent être définies par une délibération.

La loi prévoit également l'**association** de personnes publiques au projet. L'article L.122-6 du Code de l'Urbanisme précise qu'à l'initiative du Président du syndicat mixte ou à la demande du Préfet, les services de l'Etat sont associés à l'élaboration du projet de schéma. Il en est de même des Départements, à l'initiative de leurs Présidents, et de la Région, à la demande de son Président.

Les textes précisent par ailleurs que sont **consultées** par le syndicat mixte, à leur demande, au cours de l'élaboration du schéma, les autorités suivantes :

- les Présidents des Conseils Régionaux,
- les Présidents des Conseils Généraux,
- les Présidents des établissements publics intéressés,
- les autorités compétentes en matière d'organisation des transports,
- les organismes de gestion des parcs naturels régionaux,
- les Chambres de Commerce et de l'Industrie,
- les Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- les Chambres d'Agriculture,

Il en est de même des Présidents d'EPCI voisins compétents en matière d'urbanisme et des maires des communes voisines.

Le Président du syndicat mixte peut enfin recueillir l'avis de tout organisme ou association ayant compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, de déplacements, d'aménagement ou d'environnement.

Par ailleurs, lors de la réunion en date du 26 septembre 2007, le comité syndical sur proposition de son Président a envisagé la consultation, au temps que de besoin, des entités périphériques du SCOT : la région Wallonne, le syndicat mixte pour le développement de la Thiérache, les communautés d'agglomération du Valenciennois, l'association qui porte le projet de métropolisation du Grand Lille.

Les dispositions du Code de l'Urbanisme prévoient que le comité syndical chargé d'élaborer le SCOT délibère sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Cette délibération doit être notifiée à l'ensemble des autorités désignées plus haut.

En conséquence, le comité syndical énonce et formalise comme suit les objectifs et les modalités de la concertation.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.122-4 et L.300-2,

Vu l'arrêté préfectoral du 07 juin 2004 fixant le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Sambre-Avesnois,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 portant création du syndicat mixte du SCOT de Sambre-Avesnois,

Entendu l'exposé du président, **après avoir délibéré, le comité syndical**

DEFINIT les objectifs de la concertation suivants :

La concertation visera à associer, pendant toute la durée d'élaboration du projet, les habitants du territoire, les associations locales et les autres personnes concernées. Elle permettra d'informer la population concernée par l'élaboration du schéma aux différents stades de son élaboration. Elle favorisera l'expression des habitants et contribuera ainsi à la détection des enjeux, à la formulation des objectifs et des grandes orientations. Elle permettra de recueillir tous les avis, commentaires et observations susceptibles d'enrichir la réflexion et d'apprécier les aspirations de la population du territoire.

DECIDE

Les modalités de la concertation avec la population sont les suivantes :

1 – Des réunions publiques à l'échelle des cantons

2 – Tout moyen d'information approprié, notamment la parution d'articles, fournis par le Syndicat Mixte, pouvant être publiés lors des grandes étapes du SCOT, soit dans un journal du Syndicat lui-même, soit dans des bulletins périodiques municipaux, intercommunaux, ou de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre, articles de presse écrite, communication radio et/ou télévisuelle.

3 – Une exposition accompagnée d'un registre de remarques

4 – Création d'un site internet

Conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, le bilan de cette concertation sera présenté devant le syndicat mixte qui en délibérera.

DIT que conformément aux articles L.122-4 et L.122-7 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à M. le Préfet du Nord sous couvert de M. le Sous-Préfet d'Avesnes/Helpe,
- à MM. les Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- à MM. les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- à M. le Président du Syndicat Mixte du Parc naturel régional de l'Avesnois,
- à M. le Président du Syndicat Mixte du Val de Sambre, en tant qu'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains,
- à MM. les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunales compétents en matière de programme local de l'habitat,
- à MM. les Présidents des établissements publics intéressés.

DIT que conformément aux articles R.122-12- et R122-13 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant au moins un mois au siège du syndicat mixte, au siège des EPCI membres du syndicat mixte et dans les mairies des communes membres du syndicat mixte. Une mention de cet affichage sera faite dans un journal diffusé dans le département ; chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier peut être consulté.

Le Comité Syndical donne son accord à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le.....14 MARS 2008

Publiée ou Notifiée le.....14 MARS 2008

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

po le Président,
Le Vice-Président

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE
du **SCOT**
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

Pour extrait conforme,
po le Président Rémi PAUVROS
Le Vice-Président,

Alain POYART

DEPARTEMENT DU NORD**SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS****EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du COMITE SYNDICAL****SEANCE du Jeudi 11 Octobre 2012**

L'an deux mille douze, le onze octobre, le Comité Syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS, Président, après convocation légale de ses membres le trois octobre.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 42
- Nombre de présents : 27
- Nombre de votants : 27

DÉLIBÉRATION N° 12-07 – RÉFÉRENCE : MD/CM**OBJET : Modification des modalités de la concertation**

PRESENTS A LA REUNION DU 11/10/2012 :

Agglo Maubeuge Val de Sambre	Karima ARBIA Nicole DELBOUVE Dominique DELCROIX Christophe DI POMPEO Michel LO GIACO André MARCHAND Rémi PAUVROS Jean Paul RAOULT Pierre ROCHE Benjamin SAINT-HUILE	André COUVEZ Thomas DEPARDEU Christine DOUCET Chantal FRASEZ Christian GREGOIRE Daniel LEFERME Nathalie MONTFORT Yves RENAUD Ghislain ROSIER Josiane SULECK
	Jean Marie ALLAIN Bernard BAUDOUX Arnaud BEAUQUEL Patrick LEDUC Bernadette LEJUSTE Jean Claude MARET Annick MATTIGHELLO Michel WASSE	Daniel BARBAROSSA Evelyne CROIX Michel DETRAIT Jean Jacques HERBAUT Bernard LARZET Jacky SAUTIER Pascal THURETTE Patrick VILTART
CC Action Fourmies et environs	Dominique CESAR Mareel GRIMBERT Jacques THIBAUT Denis WILLIAME	Jean Philippe FERET Joëlle BOUTTEFEUX Jacques DERIGNY Jean François BAUDRY
CC du Pays de Mormal et de Maroilles	Corinne BOQUET Dominique QUINZIN	François LAFON Jean Marie SCULFORT
CC du Bavaisis	Pierre DUROUX Alain FREHAUT	Jean Jacques BAKALARZ Muriel RZESZUTEK
CC du Cœur de l'Avesnois	Jean Jacques ANCEAU Alain POYART Jean SEGUIN Damien DUCANCHEZ Daniel JOPEK	Bernard CABARET Colette WATREMEZ Jean Claude DUCARNE Mauricette FREHAUT Alain GILLET
CC du Quercitain	Robert BRASSEUR Michel COPROS Raymonde DRAMEZ Paul RAOULT	Jean Charles FLAMENT Jean Luc NEUMANN Christiane DEFONTAINE Pierre EVRARD
CC frontalière du Nord Est Avesnois	Maurice BOISART	Daniel MASSART
CC GUIDE du pays de Trélon	Bernard NAVARRE	Claude GARY
CC Nord Maubeuge	Philippe BRASSELET	Michel LEFEBVRE
CC Sambre Avesnois	Jacques BOLLE	François MONET
	Daniel DÉVINS	Yvon DUBOIS
	Georges KUNTZBURGER	Lucien SERPILLON
	Joël WILMOTTE	Didier WILLOT

MEMBRES AYANT DONNE POUVOIRS :

CC Action Fourmies et environs

CC Cœur de l'Avesnois

CC du Quercitain

Dominique CESAR à Jean Philippe FERET

Jean Jacques ANCEAU à Colette WATREMEZ

Damien DUCANCHEZ à Mauricette FREHAUT

Daniel JOPEK à Bernard CABARET

Robert BRASSEUR à Pierre EVRARD

Monsieur le Président explique qu'en conformité avec l'article L. 122-4 du code de l'urbanisme et l'article L. 300-2 du même code, les modalités de concertation ont été définies par délibération du comité syndical du SCoT du 3 mars 2008. Ces modalités sont les suivantes :

- des réunions publiques à l'échelle des cantons,
- la parution d'articles de presse écrite, communication radio et/ou télévisuelle,
- une exposition itinérante accompagnée d'un registre de remarques,
- la création d'un site internet.

A ce jour, une première phase de concertation a permis de mettre en place trois des quatre modalités de concertation : la création du site internet, l'exposition accompagnée d'un registre de remarques, une communication par voie de presse et radio. Il est important de préciser que la modalité de concertation sur les réunions publiques n'a pas encore été réalisée et fera l'objet d'une mise en place pour la suite de la concertation. L'échelle à laquelle ces réunions publiques seront organisées est remise en question.

La mutualisation des EPCI définie par la loi sur la réforme des collectivités territoriales en date du 16 décembre 2010 changera le paysage institutionnel de la Sambre-Avesnois. De futures centralités organisées autour de ces EPCI, cohérentes avec le fonctionnement en bassins de vie du territoire du SCoT, sont en émergence. Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, qui découle de cette loi, a été arrêté par l'Etat le 20 mars 2012, et définit les périmètres de ces futurs EPCI.

Cette nouvelle dimension intercommunale, non connue lors de la prise de la délibération sur les modalités de concertation lors du comité syndical du 8 mars 2008, invite à reconsidérer la pertinence de l'échelle des cantons pour la tenue des réunions publiques.

Dans un souci d'efficacité de la concertation, il semble plus judicieux d'organiser des réunions publiques à une échelle plus cohérente pour le SCoT, celle des futures EPCI définies par la réforme des collectivités territoriales.

Au regard des raisons exposées précédemment, il est proposé de prendre une nouvelle délibération ayant pour objet la modification des modalités de concertation définies par la première délibération du comité syndical du 3 mars 2008.

Ainsi la formulation du 1^{er} alinéa des modalités de la concertation figurant sur la délibération du 03/03/2008 : « des réunions publiques à l'échelle des cantons » serait remplacée par la formulation suivante : « Des réunions publiques à l'échelle des futures intercommunalités dont le périmètre est défini par le Schéma Départemental de Coopération Intercommunal du Nord (SDCI) approuvé par arrêté préfectoral en date du 20 mars 2012 »

Le comité Syndical donne son accord à l'unanimité sur cette modification.

Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... 19 OCT. 2012

Publiée ou Notifiée le... 19 OCT. 2012

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Pour extrait conforme,
po le Président Rémi PAUVROS
Le Vice-Président,

po le Président,
Le Vice-Président

Alain POYART

SYNDICAT MIXTE Alain POYART

du SCoT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe

SCOT SAMBRE AVESNOIS

Bilan de la concertation - Annexe 3/Calendrier des réunions

TENUE DES COMITES SYNDICAUX, COMMISSIONS THEMATIQUES, COMITES TECHNIQUES, SEMINAIRES ET REUNIONS PUBLIQUES

DATE	LIBELLE
27/03/2007	Arrêté création Syndicat mixte du SCoT
11/07/2007	Conseil syndical/Budget
26/09/2007	Conseil syndical/Organisation du Bureau
16/11/2007	Conseil syndical/Budget
06/02/2008	Conseil syndical/Organisation
03/03/2008	Conseil syndical/Modalités concertation
11/06/2008	Conseil syndical/Installation commissions thématiques
11/07/2008	Rencontre CC Pays de Mormal et de Maroilles
16/07/2008	Rencontre CC Pays d'Avesnes
17/07/2008	Rencontre des EPCI, à St Waast
18/07/2008	Rencontre CC Guide du Pays de Trélon
25/07/2008	Rencontre des EPCI, à La Longueville
09/09/2008	Rencontre CC du Bavaisis
23/09/2008	Rencontre CC Sambre Avesnois
28/09/2008	Rencontre CC Action Fourmies et Environs
06/10/2008	Rencontre CC des Vallées de la Sorle, de la Thure et de l'Helpe
08/10/2008	Rencontre CC du Quercitain
08/10/2008	Rencontre CC Frontalière Nord-est Avesnois
21/10/2008	Rencontre CC rurales des Deux Helpes
13/11/2008	Comission Démographie (démographie, logement, positionnement inter et intra régional)
27/11/2008	Commission Economie, agriculture (économie, agriculture, commerce et artisanat)
10/12/2008	Comission Paysage (Patrimoine urbain et paysager, qualité environnementale)
11/12/2008	Rencontre CA Maubeuge Val de Sambre
18/12/2008	Commission Aménagement, dont infrastructures et transport
16/01/2009	Commission Economie, agriculture
21/01/2009	Conseil syndical/Conseil syndical/Restitution travaux commissions
05/02/2009	Comission Paysage
05/02/2009	Commission Aménagement
11/02/2009	Commission Développement social, culturel (Développement social, culturel, sportif, touristique, services à la population, dont la santé)
12/03/2009	Conseil syndical/Avancement commissions thématiques
17/03/2009	Commission Développement social, culturel
31/03/2009	Comission Démographie
31/03/2009	Commission Economie, agriculture
31/03/2009	Commission Aménagement
02/04/2009	Conseil syndical/Présentation site Internet
17/04/2009	Colloque Santé
26/05/2009	Commission Développement social, culturel
16/06/2009	Comission Démographie
23/06/2009	Commission Aménagement
26/06/2009	Commission Economie, agriculture
02/07/2009	Conseil syndical/Avancement commissions thématiques
16/07/2009	Comission Paysage
10/09/2009	Comission Démographie
22/09/2009	Commission Aménagement
24/09/2009	Commission Développement social, culturel
28/09/2009	Comission Paysage
08/10/2009	Conseil syndical/Restitution Diagnostic (O'Ciné)
22/10/2009	Commission Développement social, culturel
27/11/2009	Commission Economie, agriculture
08/01/2010	Comission Démographie
09/02/2010	Commission Aménagement
02/04/2010	Conseil syndical/Grenelle II
09/07/2010	Conseil syndical/PCET, etude agricole et réunions territoriales
05/10/2010	Réunion territoriale Avesnes-sur-Helpe

06/10/2010	Conseil syndical/Etudes complémentaires et réunions territoriales
16/11/2010	Réunion territoriale Maubeuge
30/11/2010	Réunion territoriale Bavay
08/12/2010	Réunion territoriale Fourmies
21/12/2010	Conseil syndical/Avancement
14/04/2011	Conseil syndical/avancement PADD
31/05/2011	Conseil syndical/débat PADD et restitution Etude agricole
17/01/2012	Conseil syndical
27/01/2012	Réunion ADUS/CCI sur l'aménagement commercial
02/02/2012	Réunion ADUS/Région
13/03/2012	Conseil syndical
23/03/2012	Conseil syndical/Bilan carbone/PCET
26/03/2012	Présentation du SCOT Association de promotion et de fédération des Pays
03/04/2012	Présentation du livre blanc Commerce à Avesnes (CCI)
17/04/2012	Réunion ADUS/Département
23/04/2012	Point concertation CC Bavaisis
24/04/2012	Réunion avec le Conseil de développement
30/05/2012	Point concertation CC Quercitain
06/06/2012	Réunion avec les PPA sur les études complémentaires
12/06/2012	Réunion ADUS/CCI sur le foncier à vocation économique
14/06/2012	Point concertation CC Actions Fourmies
19/06/2012	Présentation du SCoTen bureau du PNRA
20/06/2012	Présentation du SCoT en Conseil communautaire du Quercitain
21/06/2012	Point concertation CC Guide du Pays de Trélon
29/08/2012	Réunion avec le SCoT du Valenciennois
25/10/2012	Réunion PNRA
10/11/2012	Conseil syndical/délibération concertation et calendrier SCoT
14/11/2012	Commission Aménagement commercial
22/11/2012	Conférence sur les circuits courts à Maubeuge
29/11/2012	Présentation du SCoT en Conseil Communautaire AMVS
04/12/2012	Réunion PNRA
13/12/2012	Conseil syndical/DAC et PCET
06/03/2013	Réunion publique/restitution du PADD à Avesnes-sur-Helpe
21/03/2013	Commission Aménagement commercial
21/03/2013	Conseil syndical/DAC et DOO
26/03/2013	Réunion publique/restitution du PADD à Le Quesnoy
28/03/2013	Réunion publique/restitution du PADD à Maubeuge
03/04/2013	Conseil syndical
24/05/2013	Réunion en sous préfecture (DDTM/DREAL/ et EPCI)
30/05/2013	Conseil syndical/Débat sur le DOO
10/06/2013	Réunion publique/présentation du DOO à Avesnes
13/06/2013	Réunion publique/présentation du DOO à Le Quesnoy
20/06/2013	Réunion publique/présentation du DOO à Maubeuge

SYNDICAT MIXTE du SCOT SAMBRE AVESNOIS

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du COMITE SYNDICAL

SEANCE du Mercredi 11 Juin 2008

L'an deux mille huit, le onze juin, le Comité syndical s'est réuni sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS, Président, après convocation légale de ses membres le trois juin.

- Nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 44
- Nombre de présents : 40
- Nombre de votants : 42



DÉLIBÉRATION N° 08-10 – RÉFÉRENCE : MD/CM

OBJET : Constitution du Bureau

PRÉSENTS À LA RÉUNION DU 11/06/2008 :

CA Maubeuge Val de Sambre	Karima ARBIA Nicole DELBOUVE Dominique DELCROIX Christophe DI POMPEO Michel LO GIACO André MARCHAND Rémi PAUVROS Jean Paul RAOUT Pierre ROCHE Benjamin SAINT-HUILE	André COUVEZ Thomas DEPARDIEU Christine DOUCET Chantal FRASEZ Christian GREGOIRE Daniel LEFERME Nathalie MONTFORT Yves RENAUD Ghislain ROSIER Josiane SULECK
	Patrick BAUDEZ Bernard BAUDOUX Arnaud BEAUQUEL Bernadette LEJUSTE Jean Claude MARET Annick MATTIGHELLO Philip PUTZEYS Michel WASSE	Jean Marie ALLAIN Evelyne CROIX Michel DETRAIT Bernard LARZET Patrick LEDUG Jacky SAUTIER Pascal THURETTE Patrick VILTART
CC Action Fourmies et environs	Dominique CESAR Marcel GRIMBERT Jacques THIBAU Denis WILLIAME	Yannick BERTIN Joëlle BOUTTEFEUX Jacques DERIGNY Jean François BAUDRY
CC du Pays de Mormal et de Maroilles	Corinne BOQUET Dominique QUINZIN	François LAFON Jean Marie SCULFORT
CC des Vallées de la Solre, Thure et Helpe	Daniel JOPEK	Emmanuel DURSANT
CC du Bavaisis	Pierre DUROUX Alain FREHAUT	Jean Jacques BAKALARZ Muriel RZESZUTEK
CC du Pays d'Avesnes	Jean Jacques ANCEAU Alain POYART Jean SEGUIN	Bernard CABARET Michel LANDOUZY Jean Claude DUCARNE
CC du Quercitain	Robert BRASSEUR Michel COPROS Raymonde DRAMEZ Paul RAOULT	
CC frontalière du Nord Est Avesnois	Maurice BOISART	Daniel MASSART
CC GUIDE du pays de Trélon	Bernard NAVARRE	Claude GARY
CC Nord Maubeuge	Philippe BRASSELET	Gérard DEHESTRU
CC rurales des deux Helves	Damien DUCANCHEZ	Mauricotte FREHAUT
CC Sambre Avesnois	Jacques BOLLE Daniel DEVINS Georges KUNTZBURGER Joël WILMOTTE	François MONET Yvon DUBOIS Lucien SERPILLON Didier WILLOT
Commune de La Longueville	Stéphane LATOUCHE	Jean Didier LEGOCQ
Commune de Saint Waast-la-Vallée	Charles DEGARDIN	Daniel DAZIN

MEMBRES AYANT DONNÉ POUVOIR :

CA Maubeuge Val de Sambre
CA Maubeuge Val de Sambre
CA Maubeuge Val de Sambre
CA Maubeuge Val de Sambre
CA Maubeuge Val de Sambre
CC Sambre Avesnois
CC Sambre Avesnois

Dominique DELCROIX à Rémi PAUVROS
Christophe DI POMPEO à Ghislain ROSIER
Michel LO GIACO à Christine DOUCET
Jean Paul RAOUT à Josiane SULECK
Bernard BAUDOUX à Jean Claude MARET
Daniel DEVINS à Didier WILLOT
Joël WILMOTTE à Lucien SERPILLON

Monsieur le Président rappelle que par délibération en date du 11 Juillet 2007, le Comité Syndical avait décidé de constituer un Bureau composé du Président, du Vice-Président, et de onze membres, chacun d'eux représentant avec le Vice-Président les douze E.P.C.I. de l'arrondissement d'Avesnes.

Considérant les candidatures des délégués représentant les E.P.C.I., le Comité Syndical après un vote à l'unanimité, désigne outre **Monsieur PAUVROS, Président**, et **Monsieur POYART, Vice-Président** représentant la Communauté de Communes du Pays d'Avesnes :

- Madame Annick MATTIGHELLO, déléguée de l'A.M.V.S.
- Monsieur Georges KUNTZBURGER, délégué de la C.C. Sambre Avesnois
- Monsieur Philippe BRASSELET, Président de la C.C. Nord Maubeuge
- Monsieur Alain FREHAUT, Président de la C.C. du Bavaisis
- Monsieur Michel COPROS, C.C. du Quercitain
- Monsieur Dominique QUINZIN, délégué de la C.C. du Pays de Mormal et de Maroilles
- Monsieur Damien DUCANCHEZ, Président de la C.C. Rurales des 2 Helves
- Monsieur Jacques THIBAUT, C.C. Action Fourmies et environs
- Monsieur Bernard NAVARRE, délégué de la C.C. GUIDE du Pays de Trélon
- Monsieur Daniel JOPEK, délégué de la C.C. des Vallées de la Solre, de la Thure et de l'Helpe
- Monsieur Maurice BOISART, Président de la C.C. Frontalière du Nord-Est Avesnois

Le Comité décide d'associer à ce bureau, sans voix délibérative :

- les parlementaires : Mme MARIN, Mrs BATAILLE et PERAT
- le Président du S.M. P.N.R.A.
- le Président de la C.C.I. d'Avesnes sur Helpe
- le Président de la Chambre d'Agriculture du Nord
- ainsi que le Sous Préfet de l'arrondissement d'Avesnes



Ainsi fait et délibéré en séance au jour, mois et an que dessus. Suivent les signatures.

DÉLIBÉRATION RENDUE EXÉCUTOIRE

Transmis à la Sous-Préfecture le... **18 JUIN 2008**

Publiée ou Notifiée le... **18 JUIN 2008**

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

po le Président,
Le Vice-Président

Alain POYART

Pour extrait conforme,
po le Président Rémi PAUVROS
Le Vice-Président,

Alain POYART

**SYNDICAT MIXTE
du SCOT
SAMBRE AVESNOIS
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe**



Actualité Maubeuge

Les élus se donnent un an pour présenter un projet territorial de la santé cohérent

Publié le 21/04/2009

La santé est l'un des deux maux de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe avec le chômage. On le sait, l'état des lieux n'est pas reluisant. Mais plus encore que le présent, c'est l'avenir qui préoccupe le syndicat mixte du schéma de cohérence territorial (SCOT). D'où le colloque « santé » organisé hier à l'hôpital de Liessies pour essayer d'améliorer l'offre de soins sur tout le territoire.

Il y a d'abord les chiffres qui tombent brutalement. « *Une surmortalité avant 65 ans anormale* » par rapport à la moyenne nationale. Des pathologies (cancers, maladies cardio-vasculaires ou de l'appareil respiratoire) qui classent l'arrondissement à la tête d'une liste morbide.

Une offre de soins (généralistes et spécialistes) particulièrement déficiente. Mais celle-ci présente en plus une particularité : si l'Agglomération Maubeuge - val de Sambre se situe dans la moyenne régionale, l'arrondissement « *est vraiment dans une situation préoccupante* », dicit Olivier Lacoste, directeur de l'observatoire régional de la santé. En clair, les médecins désertent le monde rural.

Face à cette disparité, Alain Poyart, maire d'Avesnes et vice-président du SCOT, a rappelé que « *maintenir une présence médicale sur l'ensemble de l'arrondissement, en quantité et en qualité, doit être une priorité du SCOT* ». C'est d'ailleurs pour amorcer une réflexion sérieuse en ce sens et « *porter un projet qui soit en mesure de proposer une organisation territoriale qui réponde aux enjeux* », selon Rémi Pauvros, président du SCOT, que ce colloque sur la santé a été organisé.

Malheureusement, si les praticiens ont répondu à l'appel, les élus ont boudé la réunion. En outre, les discussions ont montré que la cohérence territoriale était loin d'être acquise (*lire ci-dessous*). Si Rémi Pauvros a soutenu que pour attirer des praticiens il fallait un pôle hospitalier performant, et donc la création du futur hôpital de Maubeuge, idée d'ailleurs partagée par des médecins et spécialistes présents au colloque, Alain Poyart s'est montré méfiant face à cette concentration de l'offre de soins à Maubeuge. Reste à savoir si les élus réussiront à s'entendre sur un projet commun porté par le SCOT d'ici un an comme le veut Rémi Pauvros. Ou si les désaccords laisseront le champ libre à la loi « Bachelot » qui s'imposera alors à tous faute d'avoir pu proposer un aménagement territorial de la santé cohérent.

BARBARA FIRKOWICZ

La Voix du Nord

SCoT Sambre-Avesnois

Présentation du Diagnostic

SCoT SA ANNEXE 6



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

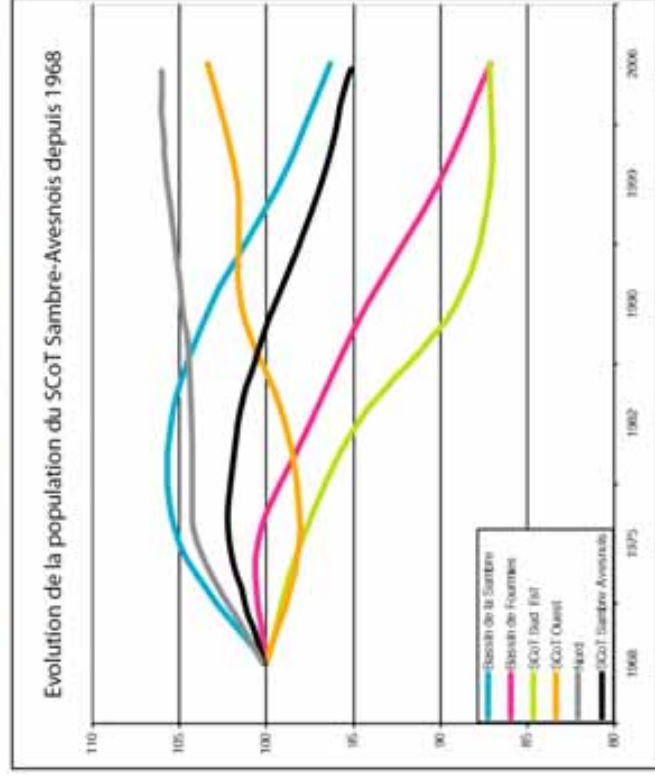
Démographie, logement et positionnement inter et intra régional



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Perte démographique

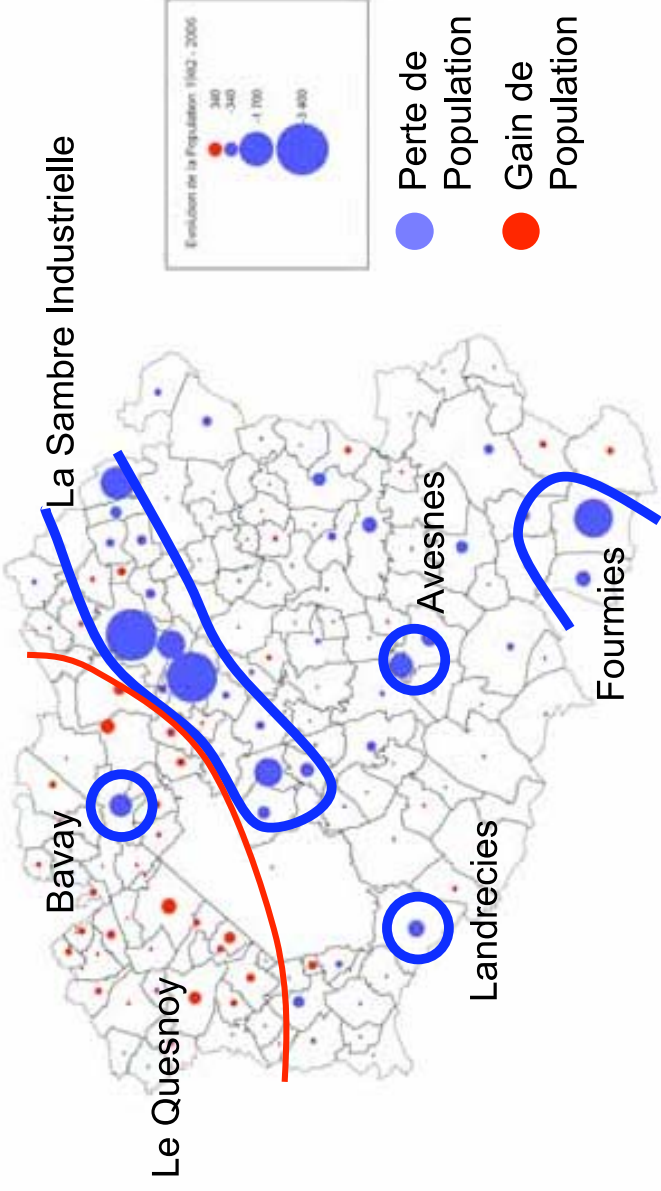


- Les pertes de population les plus importantes concernent encore les bassins industriels

- Une faible évolution favorable à l'Ouest (due, en partie à la périurbanisation valenciennoise)

- Une lente érosion, depuis les années 80
- Une perte d'influence des bassins industriels et des bourgs ruraux, ET une chute (stabilisée aujourd'hui) dans le pays rural

Evolution de population des Communes
1982 - 2006





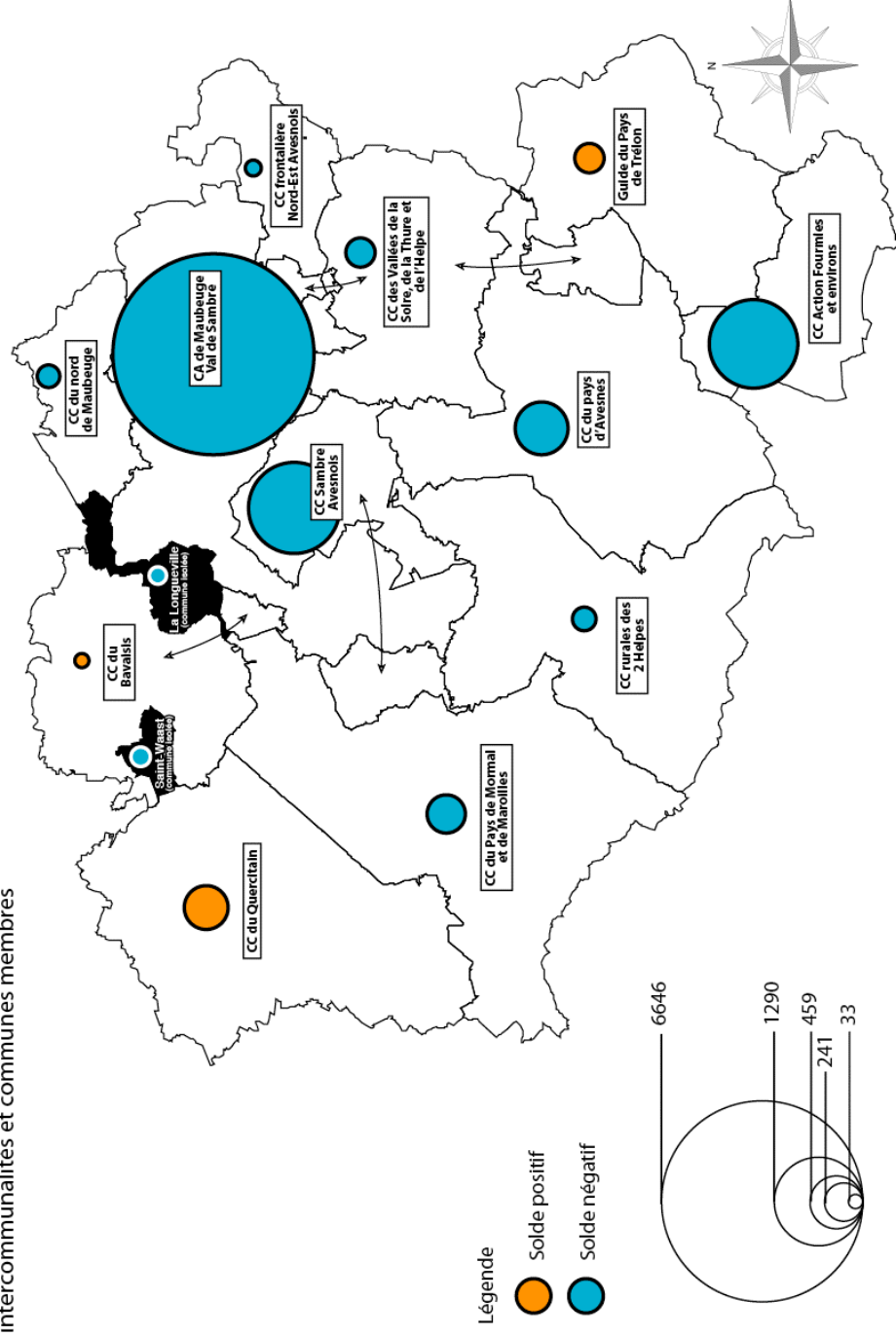
Un solde migratoire encore défavorable et un solde naturel qui trahit le vieillissement de la population en place

- Le territoire du SCoT perd encore plus de 1 400 habitants par an entre 1999 et 2006, par l'effet du déficit migratoire. C'est mieux qu'auparavant (1982-1999 : 1 800 habitants par an) et on enregistre même quelques inversions de tendance, dans le Pays de Trélon et dans le Bavaisis (solde migratoire redevenant positif)

- Le solde naturel positif s'affaiblit d'un tiers en volume, pour passer à 870 habitants supplémentaires par an en 2006. Tous les secteurs sont touchés par cette baisse, sauf le Quercitain et le secteur de Mormal-Marolles

- L'évolution de ces deux paramètres fonde la poursuite de la perte démographique

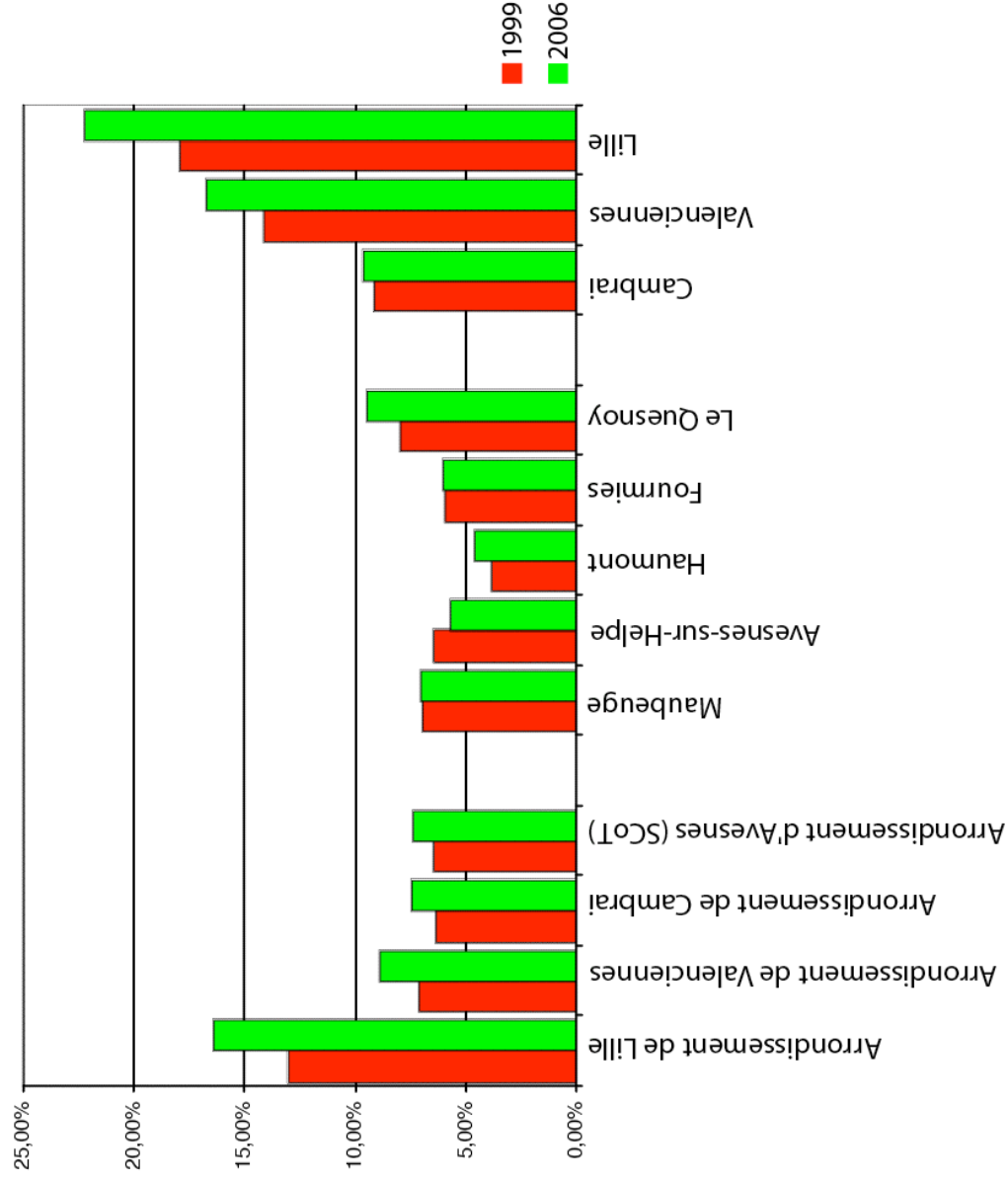
SCoT Sambre-Avesnois
Soldes migratoires de 1999 à 2006
des intercommunalités et communes membres





Une attractivité en question

La part des cadres, professions libérales dans la population active de 15 à 64 ans, en 1999 et en 2006



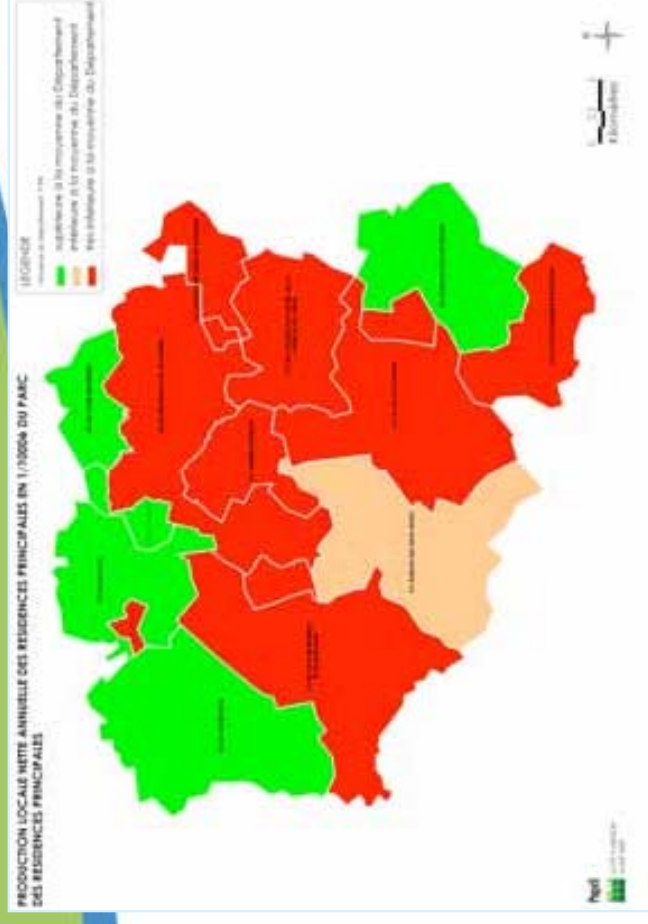
- La part des cadres, professions libérales et intellectuelles (Insee) progresse presque partout entre 1999 et 2006
- En Sambre-Avesnois, elle reste faible avec 7,35 % de la population active des 15 à 64 ans
- Dans les villes, elle peut s'avérer encore plus faible (7 % à Maubeuge ou 5,7 % à Avesnes-sur-Helpe)
- La situation est inverse dans les autres arrondissements, dont le chef lieu, pour cette catégorie, est toujours plus attractif que la moyenne



Un parc résidentiel qui progresse plus vite en accession à la propriété

- Le parc des résidences principales augmente de 550 unités par an entre 1999 et 2006. Rapportée au parc existant, cette évolution reste faible (environ 6 unités pour 1 000, chaque année)
- Sur le flanc nord-nord ouest, ainsi que dans le secteur de Trélon, les résultats sont meilleurs
- Dans la plupart des cas, l'indice d'évolution des résidences principales est très bas
- La construction nouvelle est alimentée par une offre parfois volontariste (politique locale de construction) ou par une offre d'opportunité (constructibilité de parcelles)

- Elle peut créer des transferts de population, d'un secteur à l'autre, sans rien résoudre de la question fondamentale de la croissance équilibrée
- L'augmentation des résidences principales est due pour 510 logements sur 550 à la propriété occupante
- L'augmentation nette du parc Hlm est devenue insignifiante, tandis que l'offre locative privée s'est réveillée dans le Bassin de la Sambre, le Pays d'Avesnes et le secteur de Mormal Maroilles



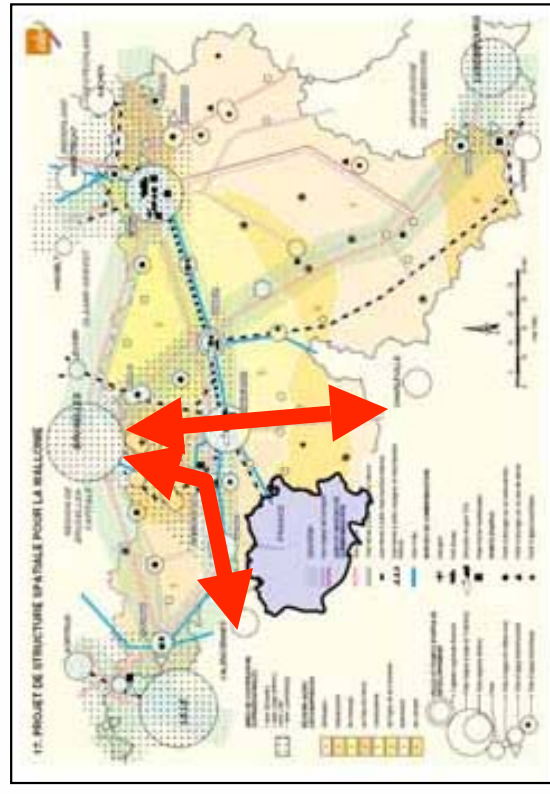
Production annuelle des RP	Entre 1999 et 2006	Entre 1990 et 1998
Propriété occupante	+509	+238
Location privée	+127	-99
Location Hlm	+17	+315
Occupation gratuite	-135	-64
Total	+550	+390



Positionnement inter et intra-régional de la Sambre-Avesnois



- La planification régionale indique, via le SRADT (2006), une volonté d'appui au développement local, et vise la structuration d'un système de gouvernance métropolitaine. Néanmoins, l'application du document demeure floue, hormis via la Trame Verte et Bleue
- Concernant la Région Wallonne, la question principale est la volonté affichée dans le SDER (Schéma de Développement de l'Espace Régional), document de planification wallon (1999), de prioriser les axes Mons-Valenciennes et Charleroi-Charleville, et de s'appuyer seulement sur le transport fluvial et ferroviaire vers la Sambre-Avesnois. Or, le trafic sur la Sambre et le trafic ferroviaire passagers transfrontalier sont aujourd'hui bloqués, et seul le fret circule bien



- La planification des territoires voisins dans la région n'envisage pas de projets communs : le Cambrésis se tourne peu vers la Sambre-Avesnois, hors quelques éléments touristiques, tandis que le Valenciennois semble ne retenir que l'effet de périurbanisation
- La Thiérache et l'Aisne n'ont pas encore de document de planification, mais des problématiques communes majeures sont à considérer : doublement de la RN2, réouverture de la Sambre...
- Des coopérations locales existent avec les territoires voisins extrarégionaux, notamment dans les domaines de la culture et de la santé. La problématique des infrastructures de transport a permis l'émergence de nouvelles coopérations (ex : *Initialité* pour la Sambre)

Patrimoine Urbain et Paysager, Qualité environnementale



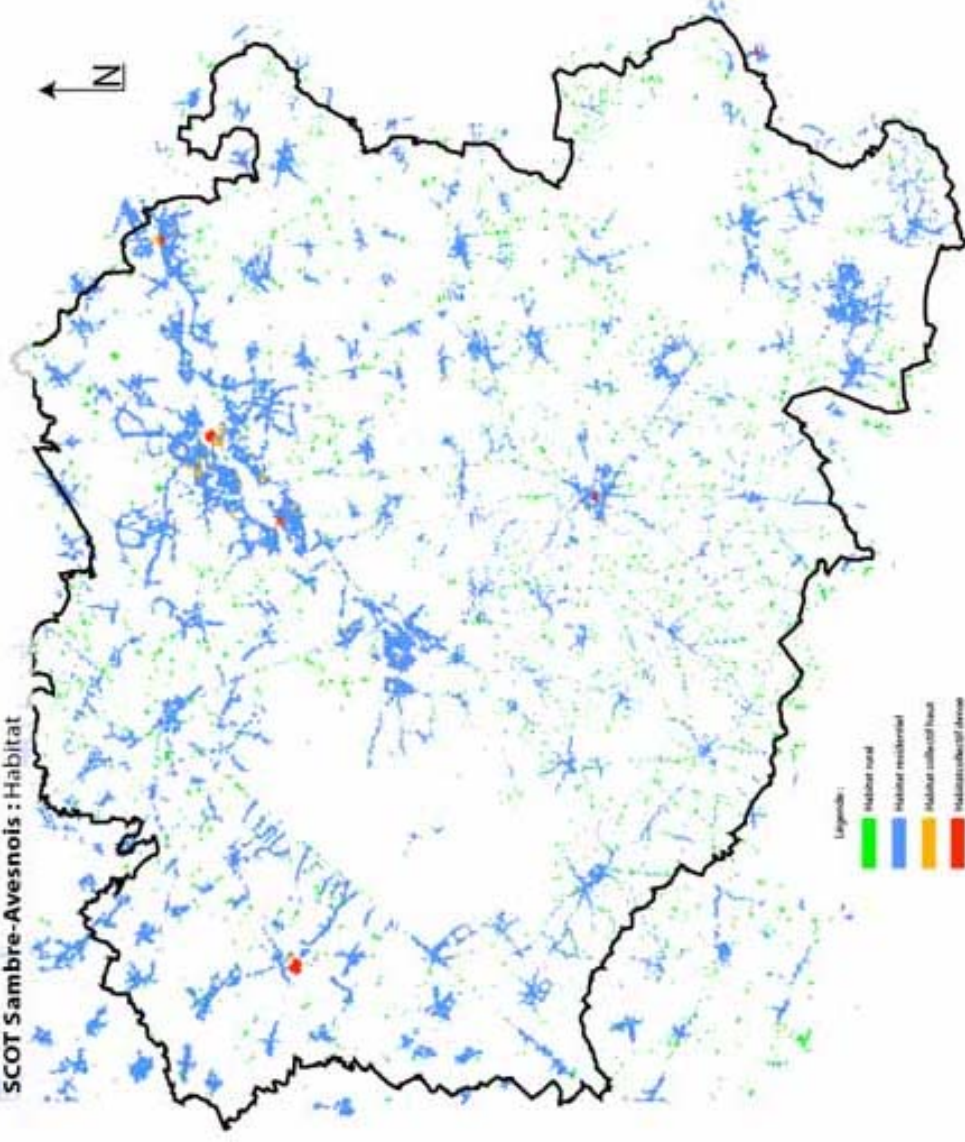
SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Patrimoine bâti et formes urbaines

Sur fond d'habitat agricole dispersé sur la quasi totalité du territoire du SCoT, une pléiade de villes et de villages se distingue par la forte **densité** du bâti qui fait centralité

SCOT Sambre-Avesnois : Habitat





Patrimoine bâti et formes urbaines



Friche industrielle à
Avesnes-sur-Helpe

On constate cependant une fâcheuse tendance au développement linéaire périphérique et une multiplication des zones à urbaniser, alors même qu'il y a décroissance démographique et présence de nombreux bâtiments et parcelles libres d'occupation au cœur des structures urbaines constituées

Pour plus d'attractivité, les villes multiplient leurs efforts de **renouvellement urbain** par la reconquête de leur **patrimoine** (Jeumont), et par le biais de procédures comme les OPAH en quartiers anciens (Avesnes) et les ZPPAUP (Le Quesnoy)



Reconversion de la gare de
Jeumont



Aménagement des bords de
la Sambre à Boussois

La **densification urbaine** basée sur la mixité sociale et programmatique doit s'appuyer sur la **qualification paysagère** des espaces publics (Hautmont), et sur la mise en scène des éléments de nature, l'eau en particulier (Boussois)



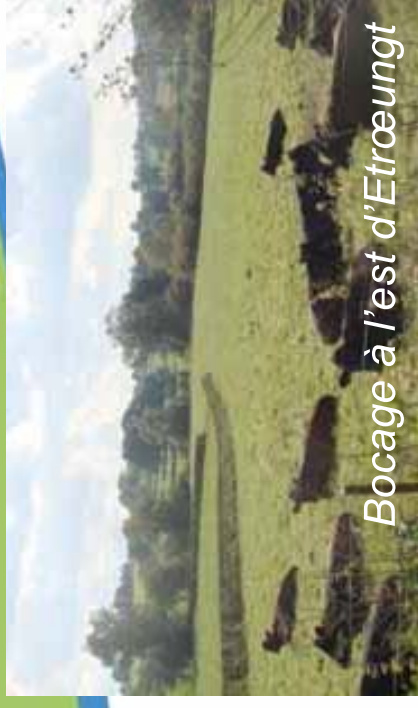
Densification du centre de
Hautmont



Les paysages de référence

Des paysages à dominantes rurales et naturelles, supports privilégiés pour la mise en œuvre de la trame verte

- Le bocage est la caractéristique paysagère dominante. Il est lié aux prairies permanentes et à l'agriculture d'élevage
- La forêt couvre environ 20 % du territoire du SCoT, sous 3 formes : le grand massif de Mormal, les boisements en lanières des « Haies », et les boisements énergétiques à l'Est
- Les rivières et ruisseaux couvrent le territoire du SCoT d'un réseau régulier s'écoulant vers le Nord-Ouest. Très peu de lieux sont à plus d'1 km d'un cours d'eau
- La Sambre a généré un axe urbain d'origine industrielle, qui se prolonge en Belgique



Bocage à l'est d'Etroëungt



La Haie d'Avesnes



Forêt de Mormal à Hargnies



L'Helpe Mineure à Maroilles



La Sambre à Maubeuge



Un territoire à haute valeur patrimoniale

Espaces protégés et inventoriés

- **Les espaces protégés :**

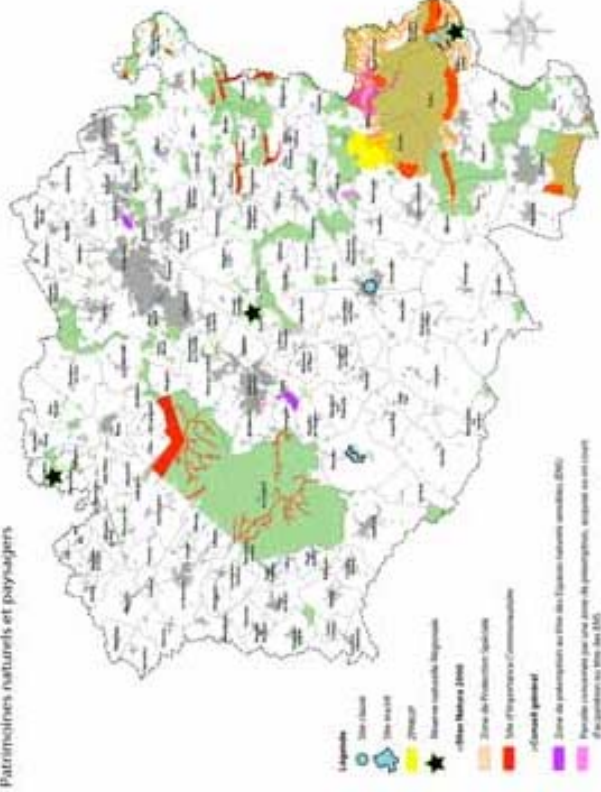
Les protections réglementaires : peu d'espaces font l'objet d'une mesure de protection. On recense seulement 1 ZPPAUP et une en projet, un site classé et quatre sites inscrits. Ces types de protection mériteraient d'être développés

Les espaces naturels : la biodiversité du territoire est protégée par diverses mesures. Les sites Natura 2000 (ZPS et SIC), espaces d'intérêt communautaire, les réserves naturelles régionales et les espaces naturels sensibles du département permettent ainsi la préservation de ces entités écologiques remarquables

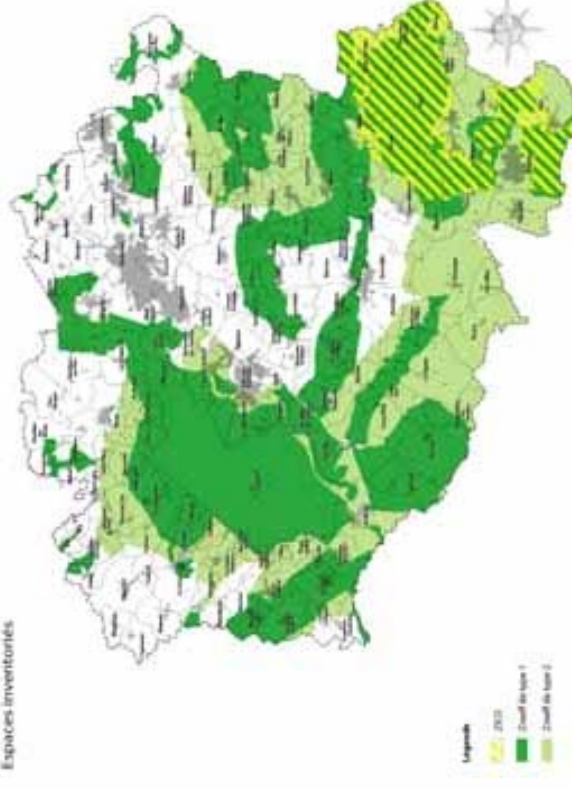
- **Les espaces inventoriés :** ils correspondent à des recensements réalisés dans le but de définir des secteurs écologiquement riches ou à fort potentiel. Cet inventaire devrait être modernisé en 2010. Il existe à l'heure actuelle **49 ZNIEFF de type 1**, secteurs de grand intérêt biologique ou écologique caractérisés par la présence d'espèces rares, **5 ZNIEFF de type 2**, grands ensembles naturels riches et **1 ZICO** (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux).

✎ **70 % du territoire** sont compris dans un espace inventorié ou bénéficient d'une mesure de protection réglementaire

SCOT Sambre-Avesnois :
Patrimoines naturels et paysagers



SCOT Sambre - Avesnois :
Espaces inventoriés





Un territoire fragile et menacé

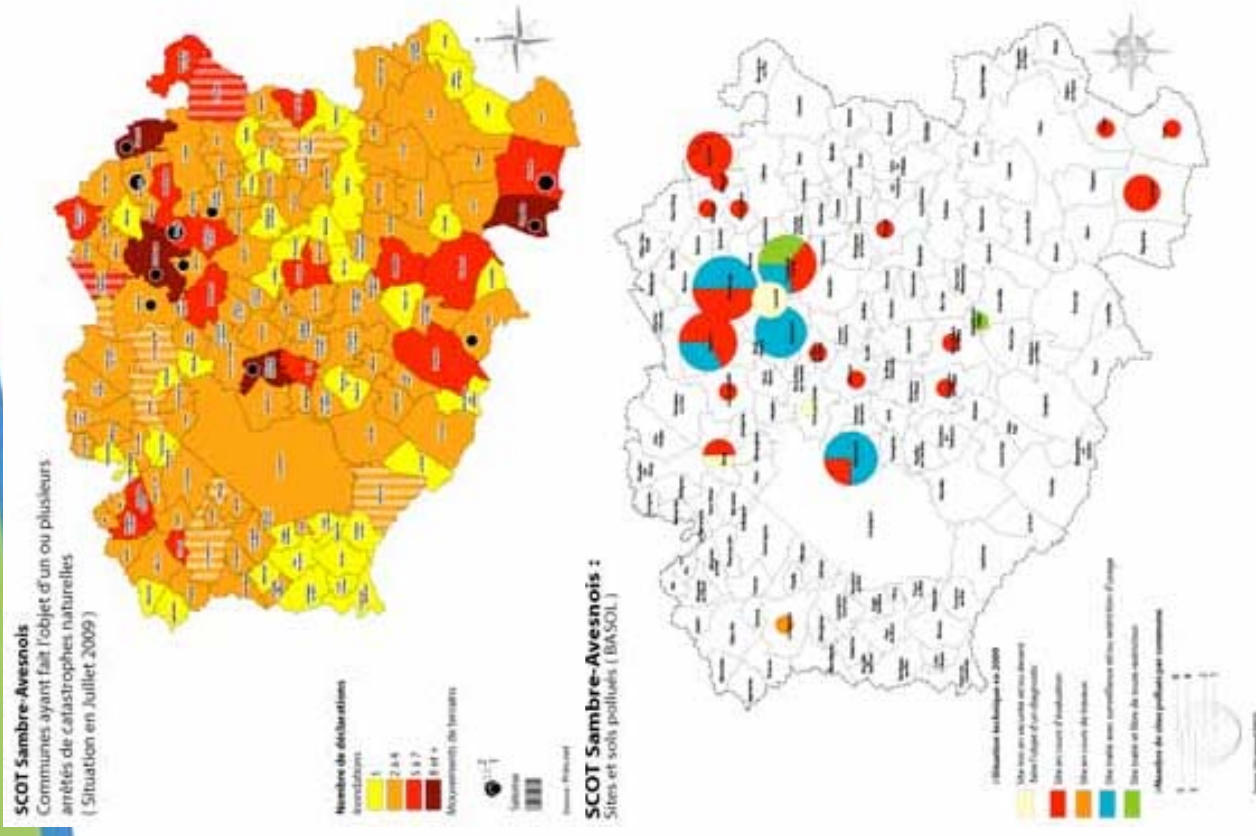
Risques naturels, technologiques et pollutions

- **Les risques naturels** : le réseau hydrographique dense du bassin de la Sambre et de l'Escaut favorise le risque inondation, phénomène récurrent. La structure géologique du sous-sol peut entraîner **séismes** et **mouvements de terrain** liés au retrait/gonflement des argiles

- **Les risques technologiques** (établissements SEVESO seuil haut et bas, et ICPE) sont dispersés sur l'ensemble du territoire mais se localisent en majorité dans la Sambre industrielle et les gros bourgs (Fourmies, Avesnes, Le Quesnoy...)

- **Sites et sols pollués** suivent la répartition des établissements à risques. La majorité des sites pollués est issue des activités industrielles des siècles précédents et se situe essentiellement dans les noyaux industriels

- **Les conséquences** de cette industrialisation sur les paysages, l'environnement et le cadre de vie pèsent lourdement : de nombreuses zones humides ont disparu, la superficie des espaces naturels s'avère fortement réduite. Canaux et cours d'eau contiennent fréquemment des sédiments pollués. Les eaux souterraines ou superficielles présentent des problèmes qualitatifs et quantitatifs, notamment au niveau de la Sambre et de l'Helpe Mineure à partir de Fourmies





Maintien et renforcement de la biodiversité

La Trame Verte et Bleue

- **Les continuités naturelles du PNR** : une adaptation de la Trame Verte et Bleue de la région

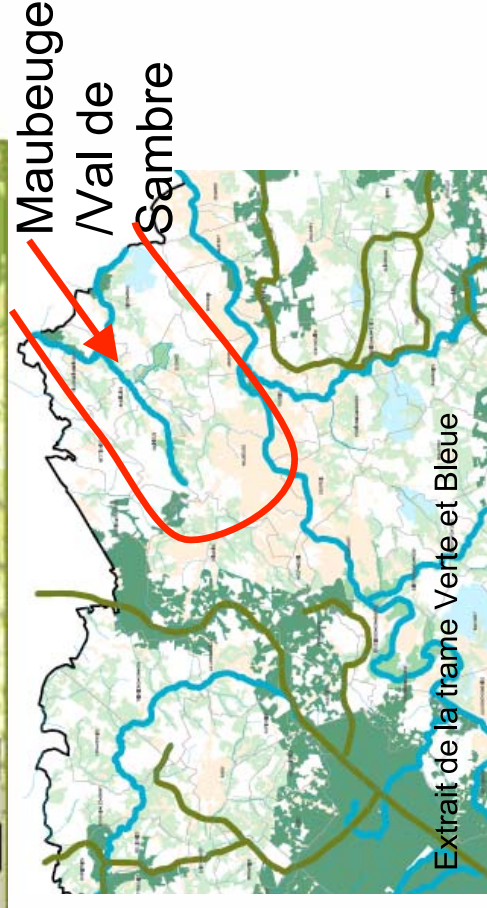
Les continuums écologiques correspondent à un maillage d'espaces naturels qui comporte les cœurs de nature (identifiés par le parc) reliés par des corridors (identifiés par les **forêts** de Mormal, Fourmies, Trélon, le **bocage** de la Thiérache, la **chaîne des étangs** de la Fagne, les **pelouses calcicoles** de Baives

- Pour le secteur non compris dans le périmètre du Parc : la Trame Verte et Bleue du Nord-Pas de Calais sera à interpréter et à appliquer (la Trame Verte et Bleue de l'AMVS est mise en oeuvre)

- L'identification de cœurs de nature ne suffit pas à créer une infrastructure environnementale, il faut connecter ces milieux entre eux

La mise en place de ces continuités naturelles permettra :
✂ d'identifier et protéger des milieux remarquables.

✂ **reconstituer** une infrastructure naturelle multifonctionnelle pour **renforcer les liens** entre les grands ensembles naturels et paysagers du territoire.





La ressource en eau

Un enjeu majeur pour le territoire

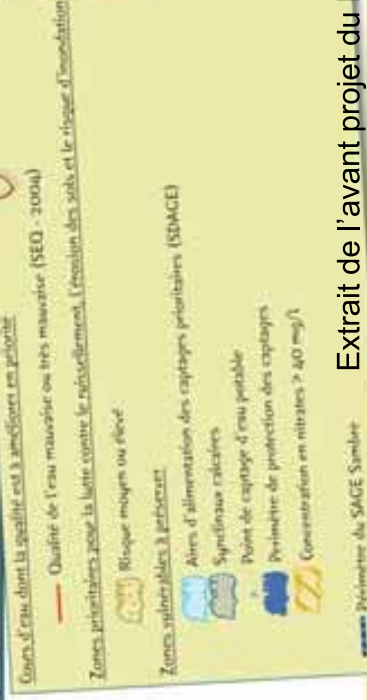
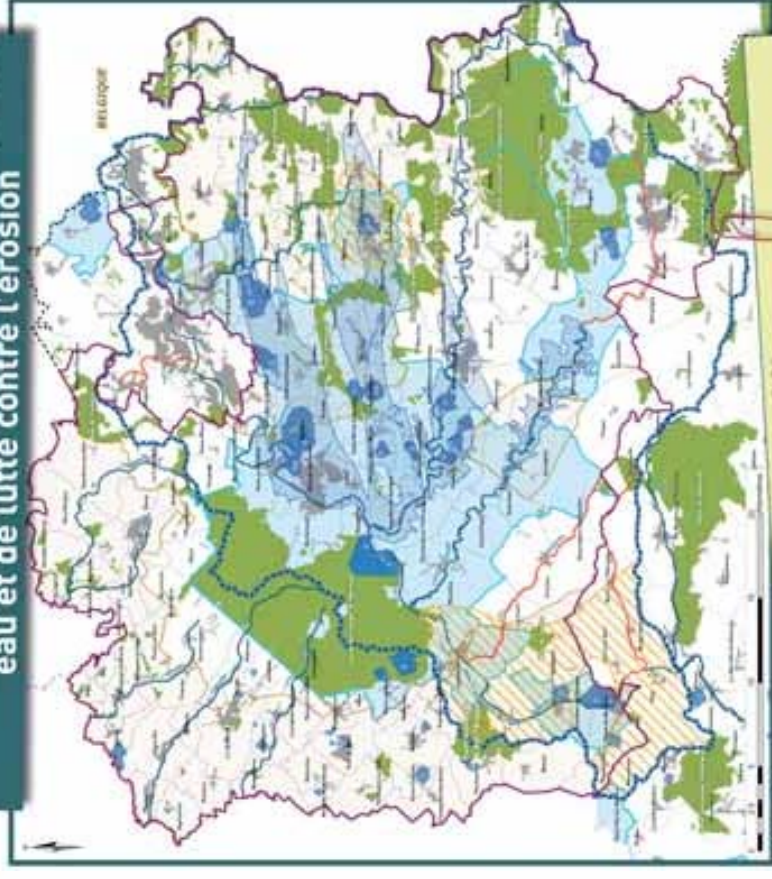
Le territoire est marqué par un **réseau hydrographique dense** (environ 2 100 km de cours d'eau) et d'une **multitude de milieux aquatiques** (plans d'eau, zones humides, prairies humides), à fort intérêt patrimonial

- **Qualité de la ressource en eau :**
- **les eaux superficielles** sont de faible qualité mais en constante amélioration pour les principaux cours d'eau
- **les eaux souterraines** sont globalement de bonne qualité mais ont tendance, localement à se dégrader (nitrates...)

- **La ressource en eau, un patrimoine vulnérable :**
- **les principaux aquifères se situent au niveau de synclinaux calcaires**, dont la géométrie et fissuration permettent le stockage de l'eau (120 millions de m³, la moitié pour le synclinal de Bachant, un quart pour le synclinal de Dourlers). De nombreux captages d'eau se situent sur ces synclinaux, particulièrement vulnérables à la pollution et à l'érosion du fait de leur structure géologique

Des zones de préservation plus vastes, ainsi que les périmètres de protection institués, doivent être définis pour lutter contre la pollution, diminuer les nuisances des infrastructures, de l'urbanisation, des activités...

Les zones de préservation de la ressource en eau et de lutte contre l'érosion



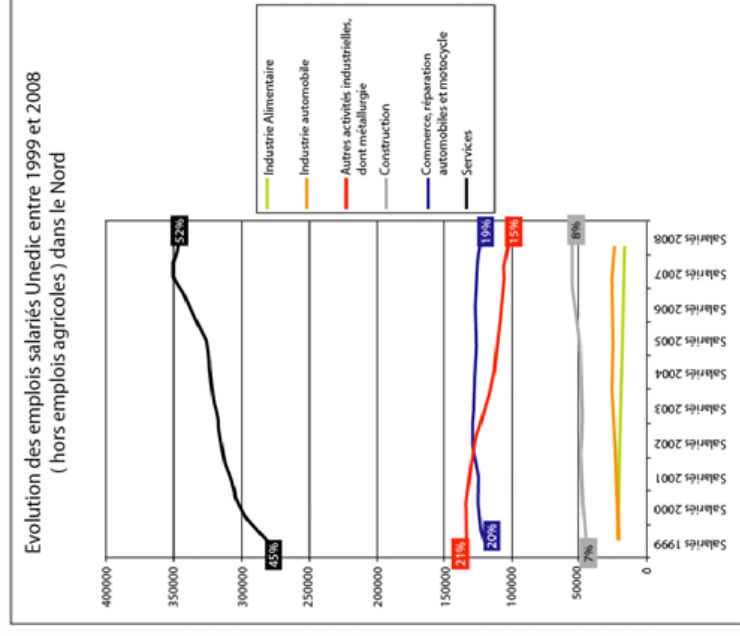
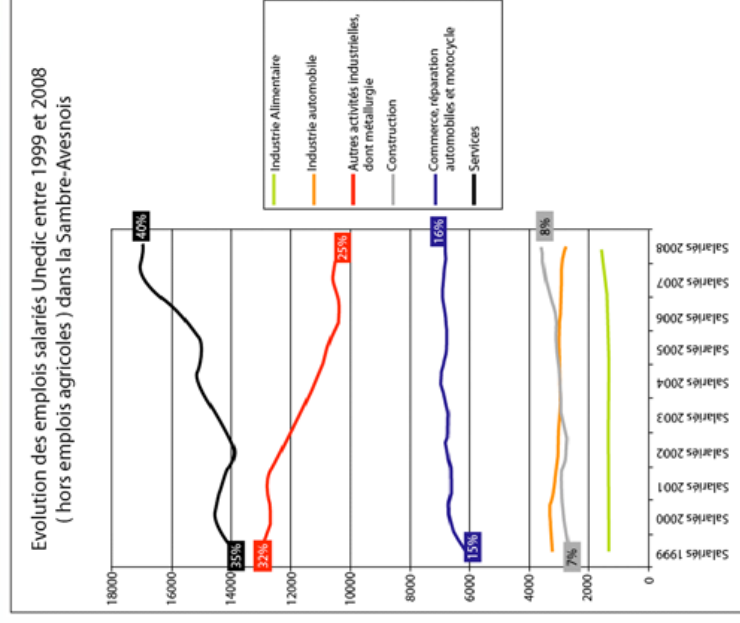
Economie, agriculture, commerce et artisanat



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

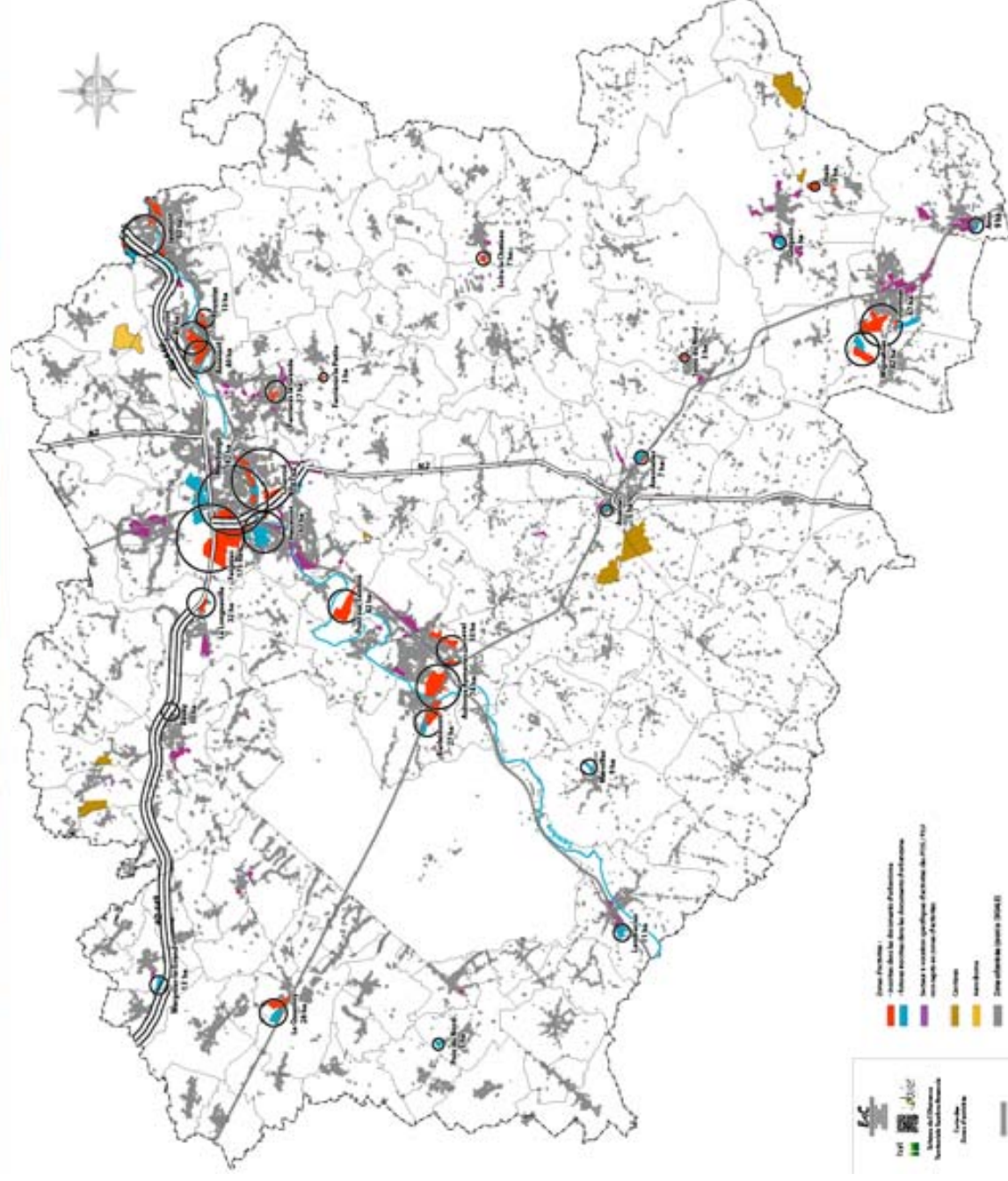


L'emploi privé marqué par la baisse de l'emploi industriel (hors automobile)



- Les emplois de service évoluent nettement, mais restent très en retrait par rapport au Nord : 52 % des emplois dans le Nord, contre 40 % seulement en Sambre Avesnois en 2008.
- Le commerce maintient un niveau assez faible par rapport au Nord (moins 3 points).
- Le décrochage de l'industrie (hors automobile et alimentaire) est de même amplitude que dans le Nord, tandis que l'industrie automobile ne le compense pas.

Les zones d'activités, concentrées sur quelques secteurs



- La moitié de la superficie totale des zones d'activités inscrites sur le territoire du SCoT se concentre dans les communes de Feignies, Maubeuge, Louvroil, Hautmont, sur l'axe RN 2/RD 649
- Apparaissent ensuite les principaux pôles d'industrialisation ancienne (Fourmies, Aulnoye, Pont-sur-Sambre, Jeumont et Boussois) qui comptabilisent 40 % des zones d'activités du territoire du SCoT
- Les pôles ruraux ferment la marche, leur part ne représentant que 10 % du total



Le commerce de détail, une préoccupation d'avenir

- Fortement concentré sur le pôle d'Hautmont-Louvroil (autour de l'enseigne Auchan), le commerce de détail de la Sambre-Avesnois est mal représenté dans les centres anciens
- La mise en service de pôles commerciaux rénovés (Valenciennes, Mons, voire Hirson) et la progression de la vente à distance, notamment sur Internet, érodent la part de consommation locale, au détriment des petites surfaces spécialisées, et même des commerces alimentaires de proximité (source : extrait étude consommation CCI du Hainaut)
- La question de la remise en scène des centres-villes traditionnels est plus que jamais posée, certains d'entre eux pouvant arriver au point de rupture
- Le maillage rural est assuré par les camions-tournée et les marchés forains, lorsqu'il n'y a pas de discounter alimentaire localement



L'artisanat : un secteur d'activité insuffisamment développé

- Les données Insee 2006 annoncent 8 500 emplois liés à l'artisanat en Sambre-Avesnois
 - 3 570 dans les services
 - 2 380 dans la construction
 - 1 200 dans le commerce
 - 1 100 dans l'industrie
 - 260 dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche
- Par rapport au département, ces effectifs (rapportés à la population) montrent un retard de 930 emplois
- Ce retard n'est pas lié au nombre d'artisans mais au nombre d'ouvriers qualifiés de l'artisanat (pour 800 emplois), ainsi qu'au nombre d'ouvriers qualifiés (pour 200 emplois)
- Enfin, par secteur d'activité, les retards relatifs les plus nets se retrouvent dans la construction (450 emplois) et dans le commerce (200 emplois), puis dans les services (450 emplois)
- Selon cette source, l'artisanat représente 12 % des emplois du SCoT
- Ces emplois progressent néanmoins de 10 % en nombre depuis 1999, presque uniquement dans la catégorie des « ouvriers non qualifiés de l'artisanat »



L'agriculture, une activité qui imprime le territoire

ESTIMATION DE LA PART D'EMPLOI AGRICOLE PAR L'EPCI
Intercommunalités et communes du SCOT de l'Avesnois
échelle : 1 : 100 000



SCOT de l'Avesnois
Élevage laitier par canton
échelle : 1 : 100 000



- La part de l'**emploi agricole** reste forte sur une bonne partie du territoire, présentant des taux supérieurs à 16 % des emplois totaux dans 5 EPCI sur 12
- L'**élevage laitier** domine nettement au Sud d'une ligne Landrecies-Couslre où la part de la STH est supérieure à 60 %. A contrario, la partie la plus septentrionale du territoire connaît une forte augmentation des terres labourables
- La **forêt avesnoise**, qui occupe 20 % du territoire du SCoT est peu exploitée, particulièrement quand il s'agit des forêts privées. Les entreprises locales de transformation du bois sont très peu nombreuses
- Les **activités de diversification agricole** sont encore peu développées
 - la **vente directe** bénéficie du label "Boutiques de l'Avesnois" et de la promotion du Parc
 - l'offre en **gîtes ruraux** est insuffisante

Aménagement, dont Infrastructures et Transports



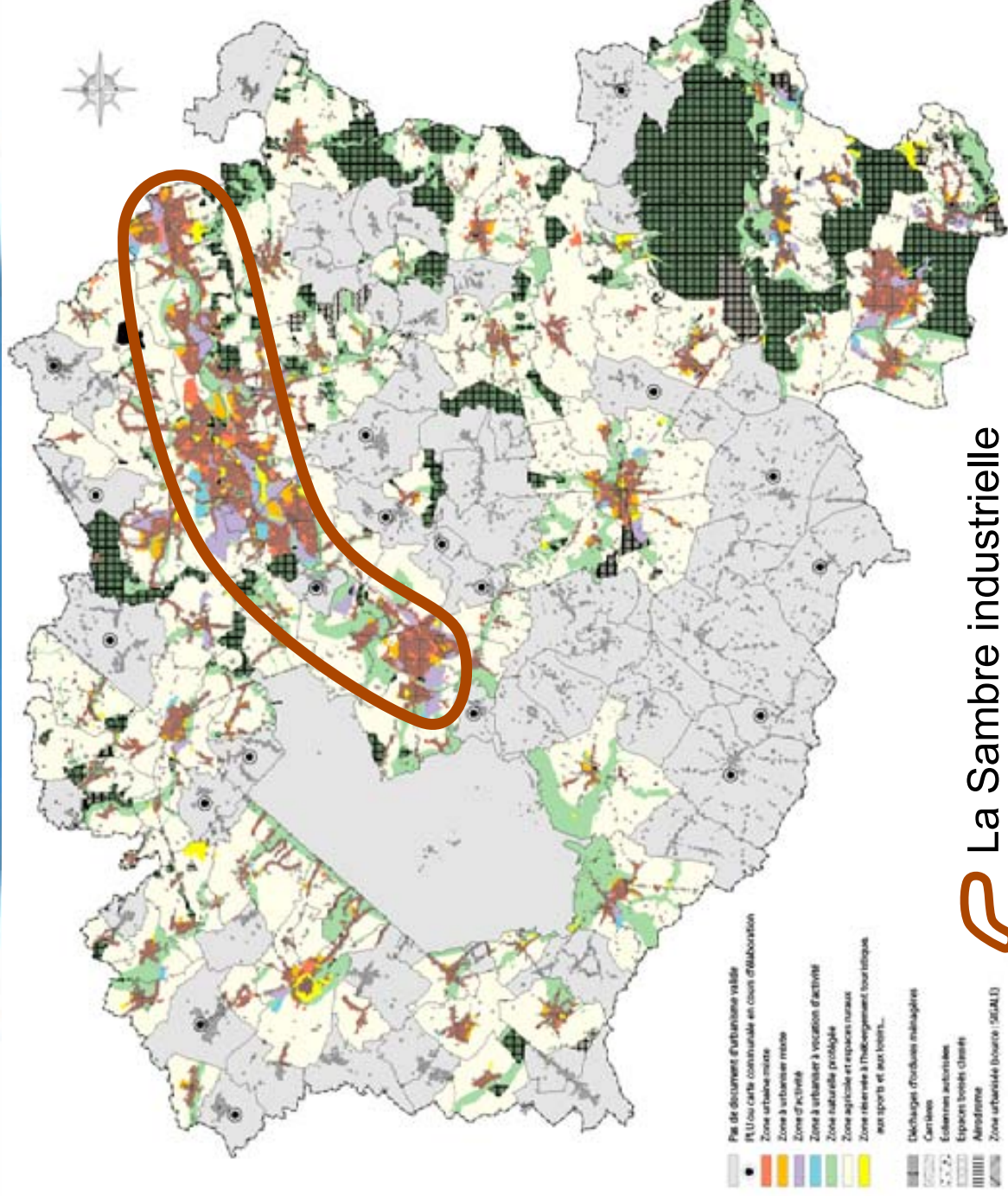
SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Les documents d'urbanisme sur le territoire

Zonages réglementaires en Sambre-Avesnois (juillet 2008)

- Sur le territoire du SCoT, 40 % des communes ne sont pas dotées d'un document d'urbanisme valide. Le tiers d'entre elles a toutefois entamé une procédure d'élaboration
- Les communes dotées d'un document d'urbanisme ancien (POS), sont parfois surdotées en terrain constructible du fait des anciennes habitudes de planification
- Les communes périurbaines du Quercitain et celles situées au Nord et au Sud de la Sambre industrielle sont peu dotées en documents d'urbanisme. C'est aussi massivement le cas des communes rurales de la Thiérache, engendrant un risque de développement incohérent dans des secteurs en croissance





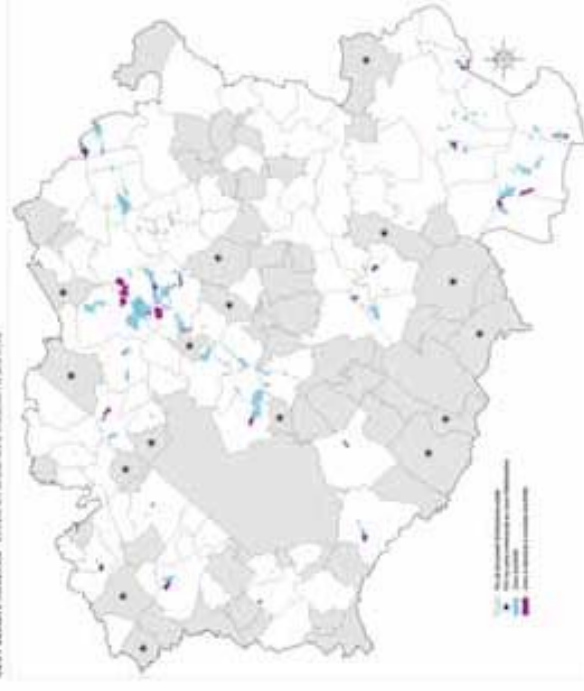
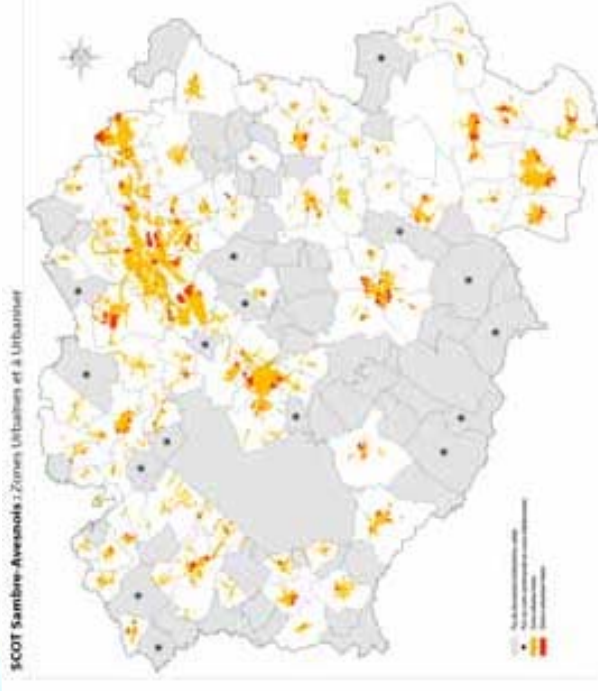
Les zones urbaines en Sambre-Avesnois

Zones d'urbanisation mixte et zones d'activités

- Sont classés : - 8 358 ha en zone urbaine mixte
 - 1 092 ha en zone d'urbanisation future mixte
- Cette superficie permet d'accueillir 30 000 habitants, soit deux fois plus que la population perdue entre 1982 et 2006
- Sont classés : - 1 710 ha en zone urbaine à vocation d'activités
 - 415 ha en zone d'urbanisation future d'activités
- Or, seuls 20 ha / an sont commercialisés (source : étude ORHA/CCI). La capacité d'accueil actuelle est donc suffisante pour 20 ans

• Les zones urbaines mixtes des documents d'urbanisme intègrent des friches (dents creuses, cœur d'îlots...) ou des bâtiments mutables inoccupés. Leur utilisation prioritaire peut permettre d'économiser des terrains agricoles : le SCoT doit « *déterminer les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers* » (Article L 122-1 du code de l'Urbanisme)

• La localisation, l'étendue et la destination des zones d'urbanisation future ne sont pas toujours adaptées à une utilisation optimale des ressources foncières : les zones d'urbanisation future sont, par exemple, parfois déconnectées des infrastructures de transport collectif et éloignées des commerces, équipements publics et services. Cette localisation contribue à multiplier les déplacements

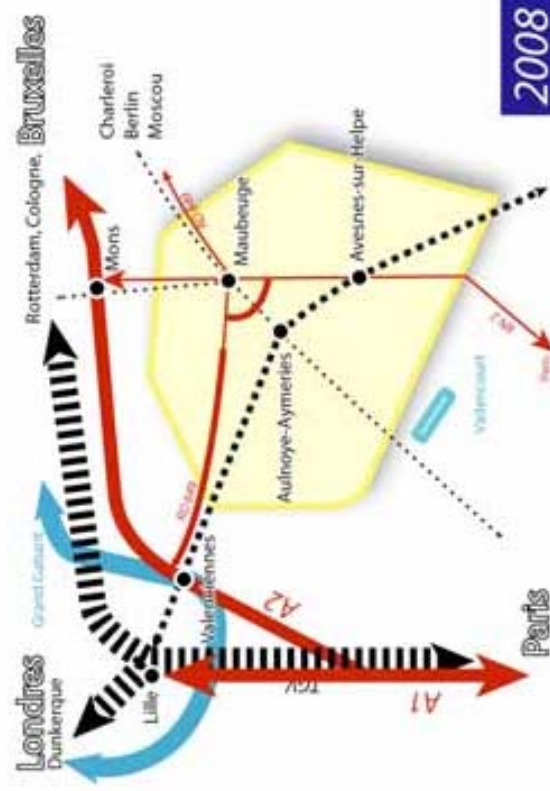
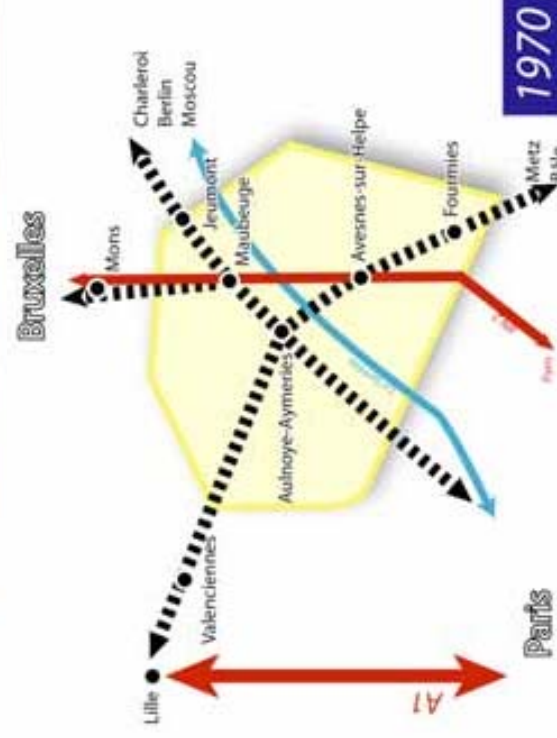




Les infrastructures de transport en Sambre- Avesnois

A l'échelle interrégionale : un territoire évité

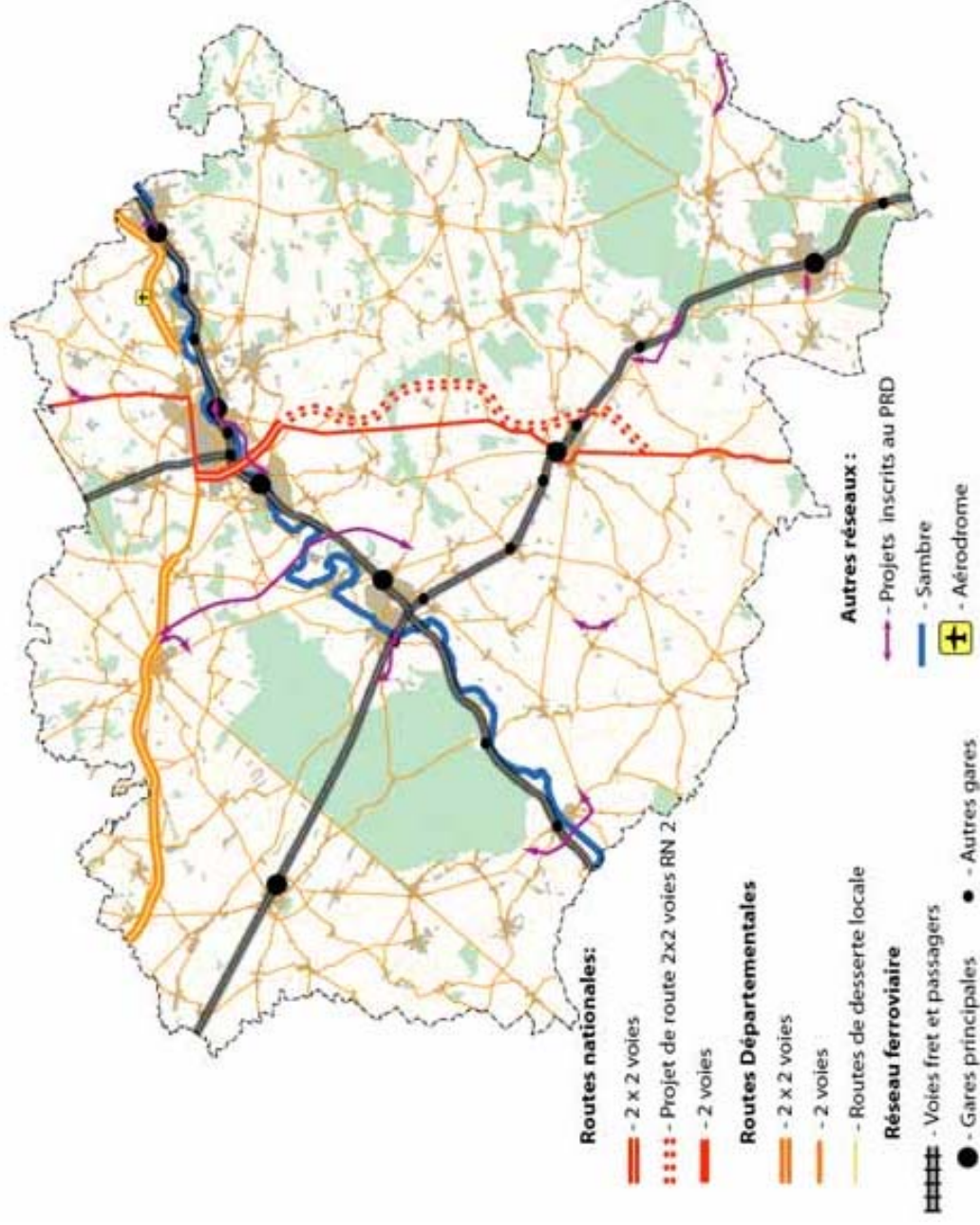
- Le territoire était encore bien desservi en 1970 (canal, rail, route) mais il a été évité par les nouveaux axes principaux, que ce soit par l'A2, la mise à Grand Gabarit de l'Escaut, ou encore l'ouverture de la ligne TGV Nord, de l'Eurostar et du Thalys
- Les nouvelles infrastructures sont marquées par des dysfonctionnements :
 - la modernisation du rail vers Lille réduit les temps de trajets de manière limitée mais de manière moindre que le TER-GV
 - la mise à 2 X 2 voies partielle de la RD 649, qui fonctionne vers Valenciennes, reste bloquée par l'absence du contournement nord de Maubeuge et de lien direct vers Charleroi
 - le doublement de la peu sûre RN 2, y compris vers Mons, reste en attente pour une durée toujours indéterminée
- Concernant les circulations transfrontalières, la fermeture des liaisons ferroviaires vers la Belgique est venue s'ajouter à des connexions routières de faible gabarit (RN 2 vers Mons, RD 649 vers Charleroi), alors que le réseau autoroutier européen est à quelques kilomètres au Nord du territoire
- Enfin, la fermeture de la circulation sur la Sambre a complètement bloqué le transport fluvial, empêchant le développement touristique (voire de transport fret) de cet axe





Les infrastructures de transport en Sambre-Avesnois

A l'échelle de l'arrondissement



- La Sambre et les lignes ferroviaires Paris-Moscou et Paris-Bruxelles ont servi de base à l'urbanisation de la vallée, de Landrecies à Jeumont, appuyée notamment par des capitaux de Charleroi. Le blocage de ces connexions remet profondément en cause l'urbanisation du territoire
- La ligne Calais-Bâle a soutenu l'industrialisation de la commune d'Aulnoye-Aymeries, située au croisement des 2 lignes principales du territoire, et de Fourmies, en lien avec Hirson. Ces secteurs sont de fait très dépendants des liaisons ferroviaires
- La croissance périurbaine de l'Ouest du territoire s'est appuyée sur la mise à 2 X 2 voies partielle de la RD 649, qui contribue à un développement lié à l'automobile vers Valenciennes, voire Lille par l'A 23.
- Les liaisons vers le Cambrésis, y compris ferroviaires, restent de faible qualité et faible gabarit et limitent les relations avec ce territoire

Développement social, culturel, sportif, touristique, services à la population dont la santé

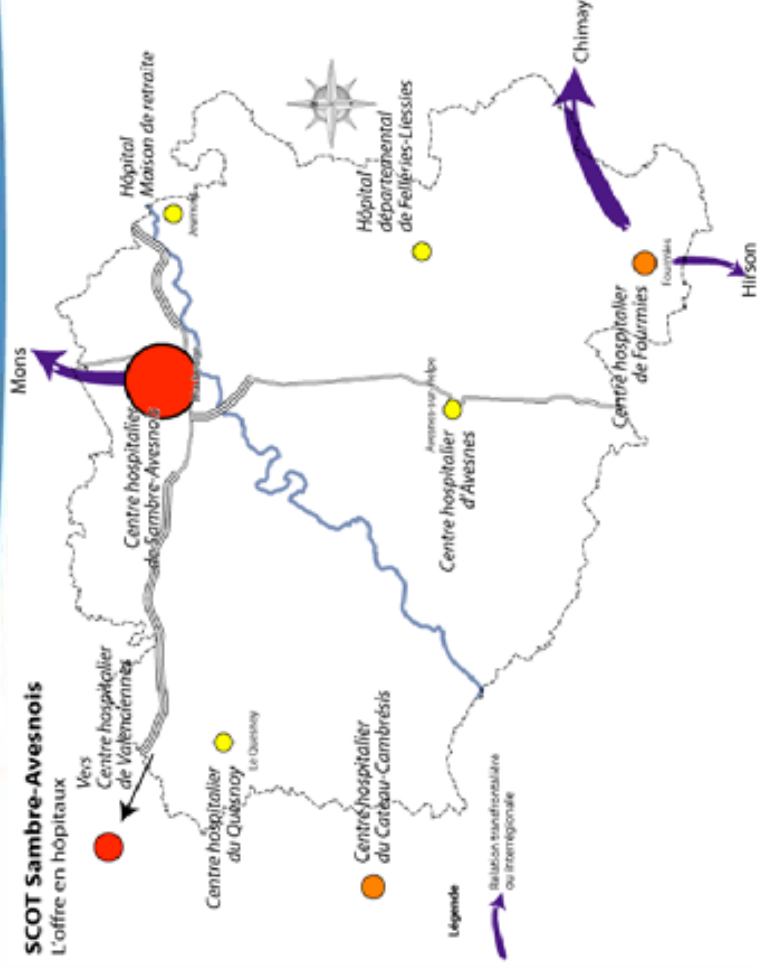


SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Un niveau d'équipement contrasté

L'offre en équipement sanitaire



- Les indicateurs de santé (indice de mortalité prématurée) sont « mauvais » par rapport au reste de la France mais dans une moyenne « acceptable » par rapport au reste de la région (5^e rang sur 13)

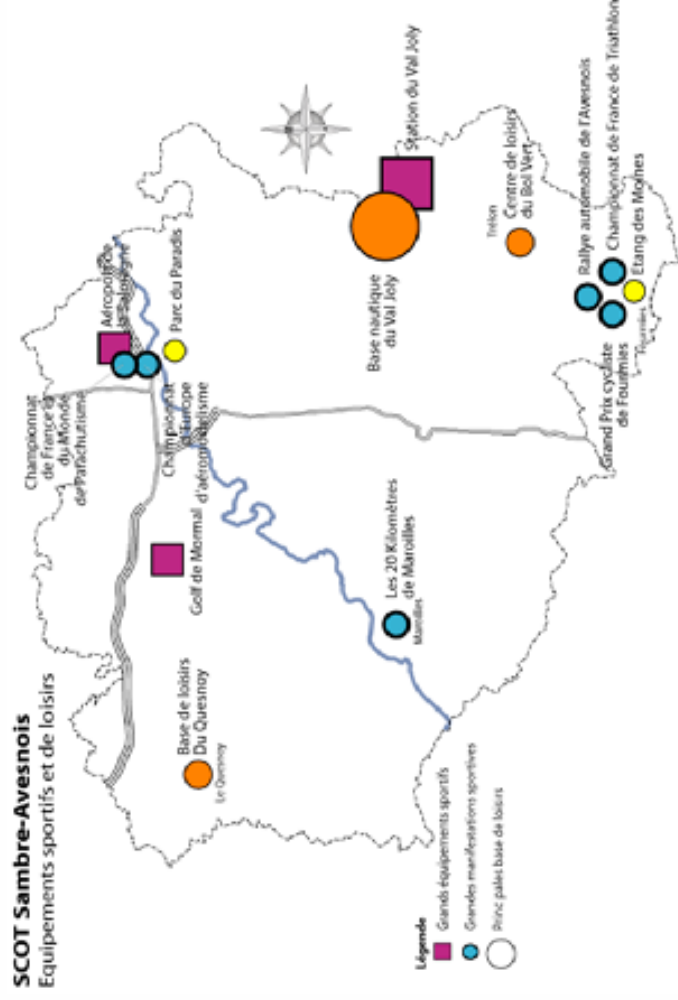
- Il existe un effet de « métropolisation » de l'offre de santé en faveur de l'agglomération de Maubeuge et au détriment des zones rurales

- De graves déficits existent en offre de soins à l'échelle de l'arrondissement (psychiatres, anesthésistes). Globalement, l'offre présente un déficit de 20 % par rapport au reste de la France
- Le non renouvellement des professionnels de santé, en zone rurale, s'accélère (non renouvellement des départs en retraite ou dans d'autres régions)
- Les coopérations hospitalières transrégionales (Fournies-Hirson) et transfrontalières (Maubeuge-Mons, Fournies-Chimay) se développent
- Une bonne irrigation du territoire, en terme d'offre de santé, passe par le renforcement du pôle de Maubeuge (afin de combler les lacunes existantes) et par le confortement des pôles santé au sein des bourgs ruraux (Avesnes, Fournies, Le Quesnoy)
- Il est nécessaire de mieux articuler prévention et soins



Un niveau d'équipement contrasté

Les équipements sportifs et de loisirs



- Le territoire accueille pourtant des **grandes manifestations sportives** à rayonnement national ou international
- Fortement marqué par la ruralité, **le tiers des communes** du territoire est totalement **dépourvu d'équipements sportifs**
- Trois **bases de loisirs** attirent largement un public extérieur à l'arrondissement : la station du Val Joly, la base de loisirs du Quesnoy et le centre de loisirs du Bol Vert à Trélon

Les **équipements sportifs d'intérêt intercommunal ou régional** sont en faible nombre et mal distribués spatialement. Tout l'Est du territoire est dépourvu de piscine. A l'exception de trois équipements d'importance, les autres équipements (stades, piste, salles spécialisées...) sont d'intérêt local

- Les **équipements nautiques**, le long de la **Sambre**, n'ont plus qu'une utilisation locale depuis la fermeture de la Sambre à la navigation
- Bon maillage par de nombreux **itinéraires de randonnées** pédestres, cyclistes ou équestres

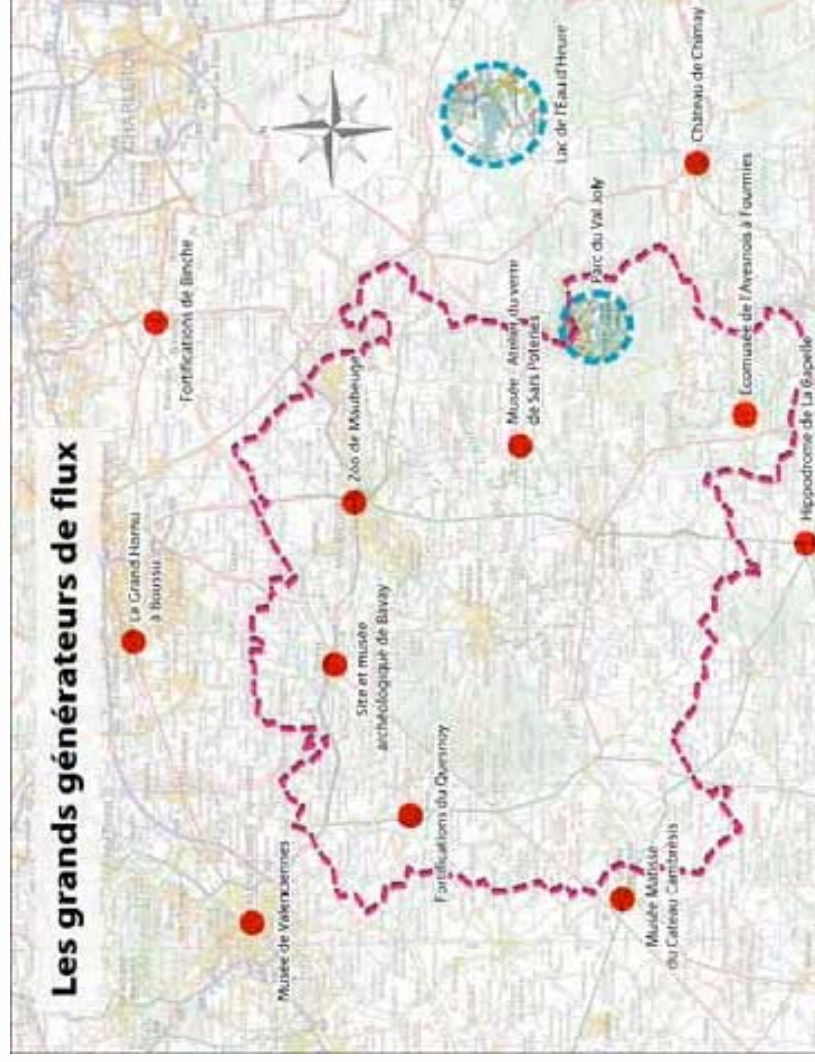


Un niveau d'équipement contrasté

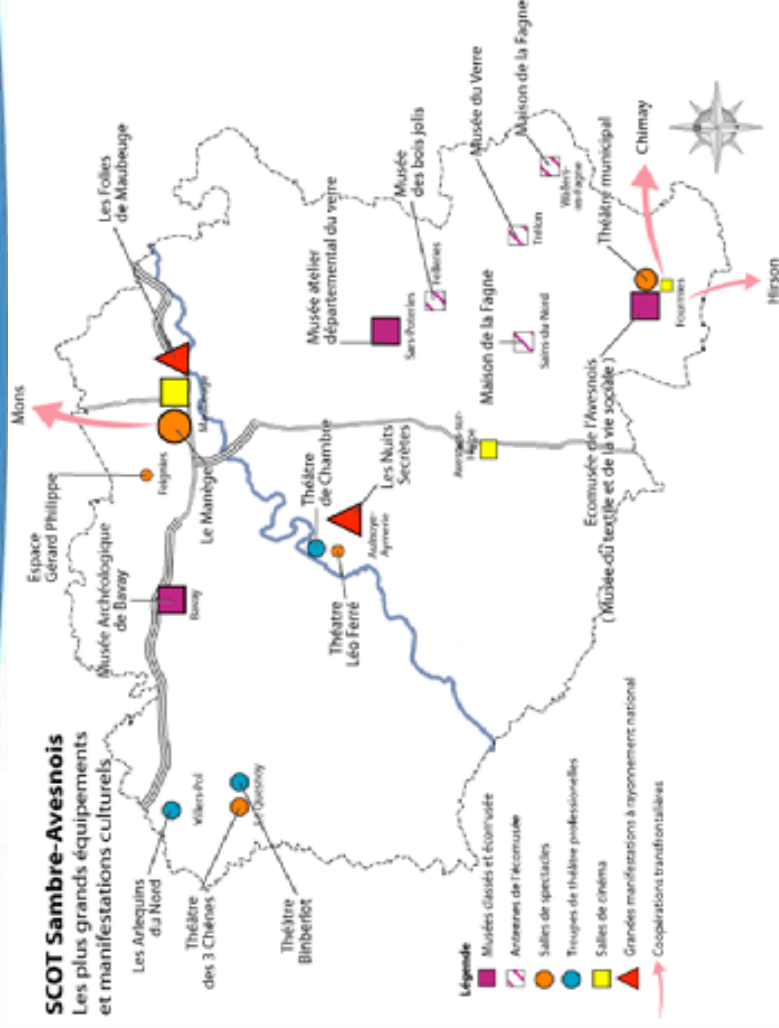
L'offre en équipement touristique

Toutefois ces grands générateurs, auxquels il faut ajouter un riche patrimoine diversifié, ne sont pas systématiquement mis en réseau pour créer, par exemple, une offre touristique de deux ou plusieurs jours. De ce fait, le tourisme local génère peu de nuitées et de repas

- Le tourisme fluvial est quasi inexistant depuis la fermeture du canal de la Sambre en 2006
- L'offre d'hébergement est peu importante, les places de camping occupées à l'année représentant les 2/3 des 10 000 places disponibles. Depuis 2008, la station du Val Joly représente une offre variée et de qualité qui pèse pour 15 % de l'offre totale. L'hébergement rural, lui, ne représente que 8 % de l'offre totale



- Le territoire possède de grands générateurs de flux touristiques mais aussi de grands équipements attractifs situés à proximité immédiate



- en réseau de **bibliothèques** qui, par l'intermédiaire de la Médiathèque départementale du Nord, irrigue largement les secteurs ruraux
- Les **pratiques culturelles** sont riches et diversifiées : les pratiques musicales ; les troupes de théâtre, amateurs ou professionnelles ; les associations à vocation artistique qui développent des pratiques culturelles en milieu rural ; le Manège à Maubeuge... animent le territoire et assurent une coopération transfrontalière dans le domaine de la culture
- Les **fêtes et manifestations** culturelles sont variées et se répartissent sur tout le territoire. Les festivals de retentissement national, les diverses fêtes de terroir, assurent la promotion touristique du territoire

- A l'exception de l'offre en **salles de cinéma** qui présente des lacunes territoriales, que ce soit en quantité ou en qualité, le territoire est bien doté :
 - en **offre muséographique** autour de trois points forts : Bavay, Sars-Poterie, Écomusée.
 - en **théâtres et salles de spectacles** présents dans les principaux pôles urbains

Un niveau d'équipement contrasté

L'offre en équipements sociaux, scolaires et de services

• Les équipements sociaux

- le ratio de Sambre-Avesnois sur l'accueil préscolaire est faible : 1, contre 3 au niveau national ou départemental
- les places d'accueil collectif, pour les enfants de moins de 3 ans, concernent les centres urbains les plus importants. A l'inverse, ces centres urbains présentent des déficiences quant au nombre de places d'assistantes maternelles, alors que la ruralité est bien irriguée
- le ratio en places d'hébergement pour personnes âgées est faible

• Les équipements scolaires

- face à un nombre d'établissements proportionnellement plus nombreux qu'en France ou dans le département, la baisse démographique fait craindre des fermetures de classes ou d'établissements
- le taux de scolarisation en lycée professionnel est plus faible en Sambre-Avesnois que dans le Département (10 % contre 13 %)
- l'Université, qui offre quelques formations pointues, mérite d'être requalifiée

• L'offre des services ordinaires

- s'il existe encore un bon niveau quant aux **services généraux** proposés à la population, les services de l'artisanat du bâtiment, et dans une moindre mesure les **services commerciaux de proximité** sont, par contre, peu développés



La Voix du Nord
AVESNES
Lundi, 12 octobre 2009

SCOT

La volonté affichée d'une seule voix pour l'arrondissement

La machine SCOT est lancée. Le diagnostic annoncé en juin 2008 a été présenté dans ses grandes lignes jeudi soir aux élus de l'arrondissement. La philosophie est là, reste à travailler et réunir. Qui n'a pas rêvé d'une voix d'envergure pour l'arrondissement? D'une seule voix capable de défendre notre territoire? Les élus veulent y croire. En tout cas, ils y travaillent. Difficile à imaginer quand par le passé Sambre et Avesnois n'ont pas été épargnées par les querelles de clocher. Maubeuge rêvant d'être sous-préfecture; Avesnes parlant de «délocalisation» pour le déménagement de l'entreprise Bigard à Feignies. Au sein même de la Sambre, il n'y a pas unanimité quand on évoque les transports... La conférence permanente a essayé de trouver cette unité, le SCOT y parviendra-t-il? Il le devra car il s'agit cette fois d'établir un document d'urbanisme qui, s'il doit au minimum être compatible, prévaudra sur tous les autres (PLU, cartes communales, programmes d'habitat...). 1. Au travail. Avant d'établir le document de référence, il s'agissait d'établir un diagnostic de points forts et faiblesses : « la photo de notre

Avesnois ». La soirée visait à présenter les grandes lignes de ce diagnostic entrepris depuis un an sur le territoire. «Nous sommes réunis ici pour travailler, faire avancer notre projet de cohérence du territoire. Cette rencontre est une étape du projet», a expliqué le président R. Pavvros. Un projet qui vise à trouver «équilibre et cohérence ». 2. La question du périmètre. «Nous avons été très ambitieux de décider que le SCOT devait avoir pour périmètre l'arrondissement. C'est la résultante du travail engagé à la conférence permanente de pays. Nous avons considéré cette échelle pertinente. Il s'agit de travailler au nom de, avec et pour 240000 habitants ce n'est pas rien. C'est l'échelle de beaucoup de départements de France, la responsabilité est grande.» 3. Responsabilité encore. «C'est un document qui a ses limites. Il faut prendre l'essentiel, fixer l'orientation, limiter les contraintes. C'est notre travail qui va fixer les orientations pour les vingt ans à venir. Là aussi la responsabilité est importante (...) On nous dit que le territoire est divisé que nous sommes incapables de porter un dossier. Nous affirmons ici

ensemble que nous avons comme volonté de parler du même projet.» 4. Développement durable. «Avec le Grenelle 1 puis le débat engagé sur Grenelle 2, le SCOT se verdit avec l'affirmation d'une orientation beaucoup plus volontariste en matière de développement durable. Le document sera à caractère programmatique.» 5. Avec concertation. «La méthode sera la concertation la plus large possible. Pour cela le site du SCOT est ouvert pour une interactivité avec les citoyens. Notre ambition est bien sûr d'afficher une orientation mais de partager la vision la plus forte de l'avenir de l'arrondissement. Mais pour ce faire il faut que le projet soit partagé, porté et donc élaboré par le plus grand nombre. Je lance un appel à tous, n'hésitez pas à nous interpeller. Bien sûr nous aurons des moments d'arbitrage mais surtout nous devons faire en sorte que nous parlions demain du même projet pour l'arrondissement. Nous avons tellement envie que notre Avesnois lève la tête. »

M. C.H.

COMPTE RENDU de la Réunion du Comité Syndical du SCOT Sambre Avesnois du Mardi 31 Mai 2011 à Cousolre

Le Comité Syndical du SCOT Sambre Avesnois s'est réuni le **Mardi 31 Mai 2011 à 18 H 30 au Centre Socio Culturel de la Thure à Cousolre**, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS.

Étaient présents :

Agglomération Maubeuge Val de Sambre : Rémi PAUVROS, Nicole DELBOUVE, Dominique DELCROIX, Michel LO GIACO, André MARCHAND, Jean Paul RAOUL, Pierre ROCHE, Jean Marie ALLAIN, Bernard BAUDOUX, Alain BORTOLUS, Bernadette LEJUSTE, Jean Claude MARET, Michel WASSE, Daniel BARBAROSSA (*Suppléant*)

CC Action Fourmies et environs : Jacques THIBAUX, Joëlle BOUTTEFEUX (*Suppléante*)

CC du Pays de Mormal et Maroilles : Dominique QUINZIN

CC des Vallées de la Solre, Thure et Helpe : Daniel JOPEK

CC du Bavaisis : Pierre DUROUX, Alain FREHAUT

CC du Pays d'Avesnes : Jean SEGUIN, Bernard CABARET (*Suppléant*)

CC du Quercitain : Paul RAOULT, Pierre EVRARD (*Suppléant*)

CC Frontalière du Nord Est Avesnois : Maurice BOISART

CC GUIDE du Pays de Trélon : Bernard NAVARRE

CC Nord Maubeuge : Philippe BRASSELET, Michel LEFEBVRE (*Suppléant*)

CC Sambre Avesnois : Jacques BOLLE, Georges KUNTZBURGER, Didier WILLOT (*Suppléant*)

Étaient excusés ou absents :

Agglomération Maubeuge Val de Sambre : Karima ARBIA, Christophe DI POMPEO, Benjamin SAINT-HUILE, Arnaud BEAUQUEL, Annick MATTIGHELLO,

CC Action Fourmies et environs : Dominique CESAR, Marcel GRIMBERT, Denis WILLIAME

CC du Pays de Mormal et Maroilles : Corinne BOQUET

CC du Pays d'Avesnes : Jean Jacques ANCEAU, Alain POYART

CC du Quercitain : Robert BRASSEUR, Michel COPROS, Raymonde DRAMEZ

CC Rurales des Deux Helpes : Damien DUCANCHEZ

CC Sambre Avesnois : Daniel DEVINS, Joël WILMOTTE

Ont assisté à la réunion :

- Olivier ANDRÉ, Sous Préfet de l'Arrondissement d'Avesnes
- Jean Luc PERAT, Député du Nord et Conseiller Général
- Marie Sophie LESNE, Conseillère Régionale
- Monique SIX, Hélène RICHARD, Rénald LEFEBVRE, et Jean Christophe RUFIN, Chambre d'Agriculture du Nord
- Maxime LOUGUET, Jeune Agriculteur
- Avit DELLIVYNE, Agriculteur
- Michel MAYAUX, Union Agricole d'Avesnes
- Philippe CARTIEAUX, ADARTH
- Damien RATAJCZAK, Pays Sambre Avesnois
- Rémi WERION, Xavier CAHN, et Sébastien DELCROIX, ADUS
- Michel DUBOIS, SM SCOT SA
- Michel BAUCHOT, Chambre de Commerce et d'Industrie
- Kathia STOUPIY, Chambre des Métiers
- Bernard FARREYROL, Charles DEMULDER, et Joël VARLET, Conseil de Développement
- Bruno GELLEREAU, Etudes et Cartographie
- Geneviève JOLY et Gérard MATHIEU, DDTM d'Avesnes sur Helpe
- Philippe BAYART, Adjoint au Maire de Bettignies
- Morad ZATAR, Ghislaine LIEKENS, et Marie Christine FROMONT-DANJOU, AMVS

Monsieur Maurice BOISART, Maire de Cousolre souhaite la bienvenue à l'assemblée.

Monsieur PAUVROS excuse l'absence de Monsieur POYART, retenu par ailleurs, et invite l'assemblée à avoir une pensée amicale envers Monsieur BATTIST, confronté à des problèmes personnels.

Le **procès verbal de la réunion du Comité Syndical du 14 Avril 2011** est approuvé à l'unanimité.

Monsieur PAUVROS propose une inversion de l'ordre du jour : l'adoption du PADD interviendra avant la présentation du diagnostic agricole par la Chambre d'Agriculture.

Monsieur PAUVROS invite ensuite Monsieur DUBOIS, Secrétaire du Syndicat Mixte, à présenter le **projet de budget primitif 2011**, qui s'établit comme suit :

Section de FONCTIONNEMENT

DÉPENSES	LIBELLÉS	Pour mémoire BP 2010	Réalisé en 2010	Proposition BP 2011
011	Charges à caractère général	135 000	19 128,22	141 578
6064	Fournitures administratives	7 500	1593,34	7 500
611	Contrats de prestations de services	30 000	251,16	30 000
6156	Maintenance	3 000	/	3 000
617	Etudes et recherches	15 000	/	16 000
6185	Frais de colloques et séminaires	15 500	4 982,53	16 000
6188	Autres frais divers	15 000	/	16 000
6225	Indemnités au comptable	1 000	179,16	1 000
6231	Annonces et insertions	3 000	/	4 000
6237	Publications	10 000	/	10 000
6251	Voyages et déplacements	10 000	170,45	10 000
6257	Réceptions	3 000	25,23	4 000
62878	Remboursements à d'autres organismes	12 000	11 926,35	14 078
6288	Autres services extérieurs	10 000	/	10 000
65	Autres charges de gestion courante	15 000	/	25 000
658	Charges diverses de la gestion courante	15 000	/	25 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	76 000	74 999,98	115 200
6218	Autres personnels extérieurs	60 000	60 000,00	99 200
64138	Personnel non titulaire – autres indemnités	16 000	14 999,98	16 000
TOTAL DÉPENSES DE GESTION DES SERVICES		226 000	94 128,20	281 778
023	Virement à la section d'invest.	141 280	/	218 260
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		367 280	94 128,20	500 038

RECETTES	LIBELLÉS	Pour mémoire BP 2010	Réalisé en 2010	Proposition BP 2011
74	Dotations, subventions et participations	231 200	239 293,50	239 293
746	Dotation générale de décentralisation	51 907	60 000,00	60 000
74751	Contribution des EPCI	179 293	179 293,50	179 293
TOTAL RECETTES DE GESTION DES SERVICES		231 200	239 293,50	239 293
Excédent de fonctionnement 2010		136 080	136 080,09	260 745
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		367 280	375 373,59	500 038

Section d'INVESTISSEMENT

DÉPENSES	LIBELLÉ	Pour mémoire BP 2010	Réalisé en 2010	Reste à réaliser	Proposition Nouvelle	TOTAL
202	Marché Etudes et Carto	200 355	47 361,60	152 993,40	57 781	210 774,40
	Etude agricole	11 907	/	11 907	39 458	51 365
	Etude Plan Climat				52 500	52 500
	Etude « DAC »				62 000	62 000
	Etude Consom. Foncière				62 000	62 000
202	Régularisation sur exercice clos				86 830,40	86 830,40
205	Achat de logiciels	4 018	/	4 018	/	4 018
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		216 280	47 361,60	168 918,40	360 569,40	529 487,80

RECETTES	LIBELLÉ	Pour mémoire BP 2010	Réalisé en 2010	Reste à réaliser	Proposition Nouvelle	TOTAL
10222	FCTVA	/			10 221	10 221
1068	Affectation du résultat	75 000	75 000	/	20 499,40	20 499,40
13	Subventions :					
	1322 : Région pour Etude Agricole				20 958	20 958
	1322 : Région pour Plan Climat Energie				24 300	24 300
2031	Régularisation sur exercice clos				86 830,40	86 830,40
021	Virement de la section de fonctionnement	141 280			218 260	218 260
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		216 280	75 000	/	381 068,80	381 068,80
Excédent 2010			27 638,40			
Excédent d'investissement reporté			120 780,60			
Excédent d'investissement de clôture			148 419,00			148 419,00
TOTAL GÉNÉRAL						529 487,80

Monsieur PAUVROS indique que « l'étude DAC » et l'étude sur la consommation foncière sont d'ores et déjà engagées.

Le budget primitif 2011 ne suscitant aucune question ni remarque, il est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

Projet de PADD :

Monsieur PAUVROS indique que Monsieur GELLEREAU a intégré dans le projet de PADD version Mai 2011 remis au Comité Syndical, les remarques formulées lors des réunions précédentes, notamment celle du 14 Avril 2011.

Monsieur GELLEREAU revient donc sur les différentes modifications par rapport au projet de PADD version Avril 2011 : **cf documents ci-après.**

Monsieur PAUVROS demande s'il y a des remarques sur les modifications : *« C'est une étape importante de l'élaboration du SCOT, pouvons-nous la franchir ? »*

Il indique avoir reçu de Madame Marie Sophie LESNE un courrier faisant état de ses préoccupations pour le Quercitain en matière de développement économique et de dynamique démographique notamment ; il dit ne pas voir dans le projet de PADD de contre-indication réelle par rapport à ces préoccupations. Il invite également le Comité Syndical à ne pas mélanger le débat sur la carte de l'intercommunalité avec le débat sur le SCOT, et à éviter de rentrer dans le vieux débat opposant le rural et l'urbain.

Concernant les polarités, Monsieur PAUVROS se fait le relais de Bernard BAUDOUX pour intégrer Aulnoye dans la continuité de la zone centrale urbaine Jeumont-Maubeuge-Hautmont.

Monsieur Michel LEFEVRE signale la nécessité de requalifier la friche douanière de Bettignies ; sur l'axe Maubeuge-Mons, une activité commerciale moyenne pourrait y voir le jour.

« On va faire le DAC » répond Monsieur PAUVROS, *« On y intégrera cette réflexion »*.

Monsieur EVRARD intervient sur la zone d'activités de Wargnies le Grand et fait part de ses doutes sur une mise en place rapide d'une desserte de transport en commun. Selon lui, la formulation *« Deux autres sites majeurs (dont Wargnies) pourront compléter le dispositif sous réserve d'une desserte cadencée et efficace en transport en commun »* est trop restrictive.

Actuellement, le site est trop petit pour y mettre une telle restriction.

Pour Monsieur GELLEREAU, la zone figure au PLU de Wargnies, mais dans un cadre plus vaste, il y aura des conditions de transport à mettre œuvre.

Pour Monsieur le Sous Préfet, la mise en place d'une desserte cadencée pourrait être faite sans difficulté.

Monsieur EVRARD regrette que cette condition soit mis en préalable et non en parallèle ; il suggère de remplacer la formulation *« sous réserve d'une desserte cadencée et efficace en transport en commun »* par la formulation *« en organisant les conditions d'une desserte cadencée et efficace en transport en commun »*.

Monsieur KUNTZBURGER remercie Monsieur GELLEREAU d'être venu rencontrer les membres de la C.C.S.A. le 20 mai pour apporter des réponses à leurs interrogations.

Monsieur KUNTZBURGER déplore d'une part le caractère incomplet du rapport de présentation, et d'autre part le fait que le PADD soit validé tout de suite alors que tous les décrets issus de la Loi Grenelle 2 ne sont pas encore sortis. Par ailleurs, pourquoi ne pas attendre les changements d'intercommunalités ?

Monsieur PAUVROS dit avoir le souvenir de réunions de bureau du Pays où le Sous Préfet de l'époque disait *« Attendez, les SCOT vont être supprimés ! »*. *« On sait aujourd'hui que ce n'est pas le cas, on a perdu 2 ans et je le regrette. Donc je ne suis pas pour le fait d'attendre, avançons d'un pas serein et assuré. Il faut sortir un document le plus consensuel possible, ensuite on évoluera et on l'améliorera »*.

Monsieur GELLEREAU indique avoir dit à Monsieur WILMOTTE qu'on en était à la phase des choix politiques du PADD ; après il y aura le DOO. Le rapport de présentation ne peut donc pas être complété maintenant puisqu'il doit justifier des choix du PADD (propos confirmés par le DDTM et Monsieur CAHN).

Monsieur PAUVROS indique que sur le plan de la procédure, il y a un moment où l'on devra recevoir des avis officiels du Conseil Général, du Conseil Régional, puis l'avis du Préfet en bout de course.

Aujourd'hui, c'est un document qui est encore perfectible.

Madame JOLY informe que la DDTM a fait des remarques sur le diagnostic qui nécessite une mise en forme.

Monsieur GELLEREAU confirme avoir reçu ces remarques et être en train de les prendre en compte.

Pour Monsieur PERAT, le PADD doit afficher une volonté forte dans le domaine de la santé ; il faut l'afficher car c'est un enjeu primordial.

« Les pôles santé sont intégrés au même titre que les lycées ou autres équipements » note Monsieur GELLEREAU. Il suggère de l'ajouter comme 5^{ème} objectif majeur (page 8 du PADD).

Monsieur RAOULT intervient sur la formulation de la page 12 – 3^{ème} colonne : « L'urbanisation nouvelle, si elle est nécessaire, devra se développer prioritairement au contact des noyaux urbains, tandis que les hameaux, constitués historiquement, pourront admettre le comblement des discontinuités, à l'exclusion de toute extension ». Quelle est la définition du hameau ?

« La réponse figure dans le document sur la maîtrise de l'urbanisation », répond Monsieur GELLEREAU.

« Herbignies, Carnoy, ce sont des hameaux » poursuit Monsieur RAOULT, « Toute extension y serait donc proscrite ? »

« Y a-t-il toujours un « noyau » dans chaque commune ? » interroge Monsieur le Sous Préfet (cf. commune de Potelle).

Monsieur PAUVROS suggère d'utiliser le conditionnel (l'urbanisation nouvelle devrait se développer prioritairement...) au lieu du futur (l'urbanisation nouvelle devra se développer prioritairement...).

Monsieur CABARET intervient : « A quel moment allez-vous informer les petites communes de l'avancement du travail sur le SCOT ? »

« Il y a une méthode » répond Monsieur PAUVROS, « Les communes sont représentées par leur EPCI respectif. Par ailleurs, il y a un site internet accessible à tous ».

Monsieur PAUVROS conclut : « Y a-t-il une opposition à l'adoption de ce PADD ? »

A l'unanimité moins deux abstentions (Monsieur KUNTZBURGER et Monsieur BOLLE), le Comité Syndical valide le projet de PADD issu du débat de ce jour.

Diagnostic Agricole :

Monsieur Philippe CARTIEAUX, de l'ADARTH, introduit le débat puis donne la parole à Hélène RICHARD, de la Chambre d'Agriculture, pour la restitution du diagnostic agricole (cf. **power point joint**).

A l'issue de cette présentation, le débat est ouvert :

Monsieur RAOULT félicite la Chambre d'Agriculture pour la qualité de l'étude, sous les petites réserves suivantes : la rubrique « drainages » serait à préciser, les zones humides mériteraient un peu de texte, la thématique « circuits courts » devrait être plus explicite.

Monsieur WASSE souligne l'intérêt qu'il y aurait à créer un « closter ». Un « closter » est une fédération d'entreprises qui travaillent ensemble afin de dynamiser une filière économique donnée. Dans le domaine du lait par exemple, cela permettrait de mettre en place localement une activité de transformation plutôt que de voir notre production traitée à l'extérieur.

Monsieur PERAT indique que la méthanisation est un axe important et une initiative à développer sur l'ensemble de l'Arrondissement.

Monsieur CARTIEAUX fait remarquer qu'un plan de performance énergétique est à faire avant.

Monsieur PAUVROS conclut sur le sujet en disant que l'on sent une attente du monde agricole ; l'étude montre qu'il y a des propositions qui viennent du SCOT ou d'ailleurs. Il propose d'organiser d'ici la fin de l'année, une conférence de l'agriculture dans le cadre du PLDE. Il ne s'agirait certes pas d'un débat national sur le devenir de l'agriculture, mais de la définition de quelques axes majeurs pour l'Avesnois.

Pour ce faire, il suggère la mise en place d'un groupe de travail spécifique qui serait chargé :

- de prendre en compte les préconisations
- organiser la conférence
- définir quelques axes à prendre en compte pour le SCOT.

Ce groupe de travail pourrait être composé de :

Paul RAOULT, Jean Jacques ANCEAU, Christine BATTEUX, Marie Sophie LESNE, Jean Marie ALLAIN, Jean Luc PERAT, André MARCHAND, Jacques BOLLE, Michel WASSE, Alain POYART, ainsi qu'un représentant de la CCI.

Avant de clôturer la séance, Monsieur PAUVROS adresse ses remerciements à Xavier CAHN, en partance pour le Conseil Général des Pyrénées Atlantiques, pour sa contribution à l'élaboration du SCOT.



Les circuits courts en Sambre Avesnois

Synthèse de la conférence débat sur les circuits alimentaires courts, organisée par l'ADUS (Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre) et le Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois (22 novembre 2009)

SCOT Sambre Avesnois



Les circuits courts alimentaires sont des circuits de distribution qui impliquent zéro ou un seul intermédiaire entre le producteur agricole et le consommateur. À cette définition officielle*, certains acteurs ajoutent la notion de proximité géographique entre le producteur et le consommateur. Si le concept est relativement simple à cerner, en revanche, valoriser et développer les circuits courts s'avère une tâche bien plus complexe à accomplir car comme le souligne Marie Decima du Cerdd (Centre Ressource du Développement Durable) : "Les projets de circuits courts alimentaires ne se décrètent pas !". Pour exister et fonctionner durablement, producteurs, consommateurs et partenaires institutionnels doivent chacun jouer un rôle déterminant.

DES AGRICULTEURS QUI S'ORGANISENT

En Sambre Avesnois, certaines conditions sont d'ores et déjà réunies pour faire avancer les choses. Côté production, d'abord. L'agriculture occupe une place économique importante. Les agriculteurs qui ont choisi d'orienter leur activité vers les circuits courts s'organisent progressivement pour faciliter les débouchés. Des coopératives ont vu le jour comme Norabio, qui rassemble principalement les producteurs de fruits et légumes bio des régions Nord-Pas de Calais et Picardie, ou CEVINOR, qui regroupe 1 500 éleveurs régionaux et dont la principale mission est de commercialiser leurs animaux et pas uniquement sur le territoire. Des associations se sont créées, comme l'ARVD (Association Régionale des Vendeurs Directs de Produits Laitiers), qui, en plus de pouvoir former ses adhérents à une spécificité laitière, les met en relation avec les différents débouchés. De plus en plus d'exploitations sociétaires (plusieurs exploitants sur un même terrain) émergent, et investissent dans les circuits courts. Des marchés

*Définition du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche (2009).

Les multiples bienfaits du développement des circuits courts ne sont plus à démontrer : création d'emplois non délocalisables, effets bénéfiques sur la santé, maintien de l'activité agricole, repeuplement des campagnes, diminution des gaz à effet de serre par la réduction des trajets de livraison... Parallèlement, dans la région, les savoir-faire alimentaires sont reconnus, les consommateurs s'orientent de plus en plus vers l'achat de produits locaux, le monde agricole s'est structuré pour se développer et les dispositifs d'accompagnement sont nombreux et efficaces.

Mais alors, pourquoi les circuits courts ont-ils peine à se développer en Sambre Avesnois ? Quels sont les freins ? Comment organiser leur essor ? Quelles sont les actions à engager ? C'est à toutes ces questions qu'ont tenté de répondre des acteurs économiques et sociaux de la région, à l'occasion d'une conférence débat organisée par l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre et le Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois. Cette initiative faisait suite à une étude réalisée par l'ADUS en collaboration avec le Parc Naturel Régional de l'Avesnois, la Chambre d'Agriculture et l'Association de Développement Agricole et Rural de Thiérache-Hainaut. Elle a été menée dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale, du Plan climat territorial et de la mise en œuvre du Plan Local de Développement Économique.

Conception-rédaction : Empreinte communication



premier Vice-Président de la Chambre d'Agriculture du Nord-Pas de Calais, "il ne faut pas négliger le lien social et la notion d'emploi non délocalisable" qu'apporte le développement des circuits courts. Et d'ajouter : "Il s'agit d'un choix, celui des acteurs politiques et des consommateurs".

SENSIBILISER ET ÉDUCER LES CONSOMMATEURS

Sixième constat, si la demande augmente, et le potentiel est important, il n'en demeure pas moins qu'elle est encore trop timide. En l'occurrence, le faible niveau de vie des habitants, les habitudes d'achat en grande surface, les habitudes de consommation et le prix sont autant de freins au développement de la vente en circuit court. De plus, la demande des consommateurs évolue vers des produits plus élaborés, qui peuvent nécessiter des investissements plus lourds. Enfin, l'éducation au goût est un challenge qu'il faut relever : "Un consommateur preneur est un consommateur éduqué au goût !" affirme Paul Raoult.

UNE INQUIÉTUDE : LA CONCURRENCE

Les circuits courts portent-ils atteinte aux petits commerçants et artisans ? La question a fait l'objet d'un long débat. Jean-Baptiste

Gorisse affirme que les deux modes de commercialisation sont complémentaires : "Il ne s'agit pas de prendre la place de qui que ce soit mais de compléter l'offre pour répondre à toute la demande possible". L'exemple des magasins ambulants le prouve. Par ailleurs, l'expérience des marchés, relayée par Yves Carpentier, directeur de CEVINOR, est éloquent sur la dynamique qui se crée lorsque des commerçants de même nature se côtoient : "[...] plus il y a de commerçants, plus il y a de business". Il ajoute que l'évasion de chiffre d'affaires concerne plutôt les grandes et moyennes surfaces dans les rayons de produits frais et de viande.

En conclusion de ces débats, Rémi Pavros, Président du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, a souligné l'urgence de créer un comité de pilotage qui soit en charge de porter collectivement un grand projet de développement du circuit court sur notre territoire. Il a également proposé à la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre de mettre à la disposition de ce comité de pilotage la ferme dont l'insitution est propriétaire. Elle est localisée en bordure de la RD 649 et en entrée d'agglomération. Ce comité de pilotage aura donc les moyens d'informer, de sensibiliser, de travailler avec l'ensemble des acteurs pour avancer.



sont réinvestis par des producteurs locaux. Parallèlement, des initiatives ont été engagées. Certains ont pris leur bâton de maréchal pour aller à la rencontre directe des habitants dans les villages, là où les petits magasins ont disparu. Et des commerces spécialisés, comme les 14 Boutiques du terroir, la dizaine de Restaurants de l'Avesnois ou les Boucheries du bocage, dont la plus ancienne a 31 ans, vendent des produits locaux.

DES INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS VOLONTAIRES

Côté institutions et associations, le territoire régional peut s'enorgueillir de disposer d'un panel de dispositifs d'aides et de structures d'accompagnement performantes ayant pour mission de favoriser le développement des circuits courts. Pour ne citer que quelques exemples, depuis les années 90, la Région offre des appuis aux projets individuels des agriculteurs (aide à la multifonctionnalité pour les investissements immobiliers, aide à la réalisation de projets agricoles multifonctionnels). Le territoire dispose également de structures d'accompagnement comme AVENIR, le mouvement associatif Terre de Liens ou les AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), destinées à aider les porteurs de projets à s'installer ou les agriculteurs déjà en place à se développer. Enfin, dernier exemple, depuis 2010, la Région a initié un appui aux territoires ayant des projets, la mise en réseau et le soutien aux réflexions.

En parallèle, le réseau d'Initiatives Paysannes Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale (InPPACT) a été créé. Il regroupe 12 associations, dont Terre de Liens et A petits pas, une couveuse d'entreprises permettant aux porteurs de projet de tester leur activité sur du foncier mis à disposition. L'objectif d'InPPACT est d'agir collectivement sur plusieurs niveaux : l'économie sociale et solidaire, l'activité de proximité, l'implication des citoyens, l'éducation populaire, le foncier (en partenariat avec le Parc Naturel Régional de l'Avesnois)...

Enfin, citons l'existence d'une plate-forme virtuelle (www.offrealimentaire-npdc.com), mise en place par la Chambre d'agriculture régionale, permettant la mise en relation des acheteurs professionnels avec les fournisseurs de produits alimentaires.

DES DÉFIS À RELEVÉ

Mais alors, pourquoi la Sambre Avesnois ne compte-t-elle que 88 exploitants (soit 5 %) commercialisant en circuits courts, un pourcentage nettement inférieur à la moyenne régionale (19 %) et à la moyenne nationale (15 %) ? Nombre de raisons ont été évoquées au cours des débats. Projet, diversité, taille des exploitations, organisation, coût, formation, communication, éducation... sont autant de paramètres entrés en ligne de compte dans les analyses et les témoignages qui se sont succédés.

INSÉRER LES CIRCUITS COURTS DANS UN PROJET DE TERRITOIRE

Dans notre région, on constate l'existence d'un foisonnement d'acteurs : Région, Départements, PNR, Chambres consulaires, associations, producteurs, consommateurs, intermédiaires. Une idée soumise est de les rassembler autour d'une table pour créer, ensemble, une dynamique et une cohérence dans les actions, en posant les questions de l'insertion des circuits courts dans un projet de territoire plus global et des moyens d'atteindre cet objectif.

ÉLARGIR L'OFFRE DE PRODUCTION ET TRAVAILLER EN RÉSEAU

Deuxième constat, l'offre territoriale est principalement centrée sur les produits laitiers et trop peu sur le maraîchage. De plus, elle est concentrée sur les secteurs d'Avesnes-sur-Helpe et de Maroilles et se pratique principalement en mode "vente à la ferme". L'offre est donc insuffisamment diversifiée pour répondre à certaines demandes, en particulier celle de la restauration collective. À ce niveau, le regroupement des producteurs semble impératif. D'ailleurs, certaines initiatives font mouche. Ainsi, dans le cadre de la création de "l'assiette durable", mise en place par le Département du Nord dans trois collèges tests du territoire, Jean-Baptiste Gorisse, producteur et administrateur de l'ARVD, s'est organisé avec d'autres producteurs de produits laitiers pour, ensemble, proposer au collège Saint-Exupéry de Hautmont, une gamme de produits laitiers plus importante. À une échelle plus large, Paul Raoult, Président du



PNR de l'Avesnois, pose la question du travail en réseau : *"En sommes-nous capables ? Cela suppose de dépasser l'individualisme, que l'ensemble des producteurs se soumette à une discipline collective, peut-être aussi l'ensemble des consommateurs"*.

FORMER LES PRODUCTEURS

Troisième constat, les producteurs se plaignent d'un manque de disponibilité et de formation. Ils sont à la fois producteurs, transformateurs et vendeurs, autant de métiers auxquels il faut ajouter une partie administrative non négligeable. Pour optimiser le développement de leur exploitation, ils devraient également maîtriser le relationnel, les techniques de commercialisation et de réponse aux appels d'offre, ainsi que la communication... Non seulement 24 heures de travail par jour ne suffiraient pas, mais, en plus, les agriculteurs ne sont pas suffisamment formés à ces dernières compétences.

ADAPTER LES APPELS D'OFFRE

Quatrième constat, l'inadaptation des appels d'offre aux dimensions des exploitations et à leur spécificité. Pour y répondre, il faut en effet posséder une structure administrative adéquate et être capable de fournir divers produits (viande, produits laitiers, légumes, fruits), ce qu'une petite exploitation ne fait pas

à elle seule. Les agriculteurs souhaiteraient que les lots soient moins éclectiques d'une part, et d'autre part, que le prix ne soit pas le critère unique de jugement.

CONCEVOIR LE COÛT DANS UN TOUT

Cinquième constat, le coût, longuement débattu, plus important en circuit court qu'en circuit industriel. Le mode et le temps de production en sont les raisons principales. *"Chacun connaît ici l'état des finances publiques et sauf peut-être quelques cas particuliers, très peu de communes acceptent de payer à un prix supérieur au prix actuel pour acheter des productions locales"*, explique Alain Poyart, Vice-Président du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois. Précisant qu'il croit davantage *"à la commercialisation des produits agricoles dans notre territoire, via le tissu commercial classique. Cette voie est peu développée à ce jour. De ce point de vue, les interlocuteurs devront être les intercommunalités. Elles ont toutes la compétence développement économique, et, en général, se penchent avec intérêt sur le développement de l'artisanat et du commerce"*. Les faibles moyens financiers des habitants du territoire et les budgets très "serrés" des collectivités locales invitent donc à prendre en considération le coût dans les choix de dépenses. Pour autant, comme l'évoque Bernard Pruvot,

COMPTE RENDU de la Réunion du Comité Syndical du SCOT Sambre Avesnois du Jeudi 30 Mai 2013 à Maubeuge

Le Comité Syndical du SCOT Sambre Avesnois s'est réuni le **Jeudi 30 Mai 2013 à 19H** à **l'Hôtel de Ville de Maubeuge**, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS.

Étaient présents :

- **Agglomération Maubeuge Val de Sambre :** Rémi PAUVROS, Karima ARBIA, Nicole DELBOUVE, Dominique DELCROIX, Michel LO GIACO, André MARCHAND, Benjamin SAINT-HUILE, Ghislain ROSIER (*suppléant*), Jean Marie ALLAIN, Arnaud BEAUQUEL, Patrick LEDUC, Annick MATTIGHELLO, Michel WASSE, Evelyne CROIX (*suppléante*)
- **CC Action Fourmies et environs :** Jean Luc PERAT
- **CC du Pays de Mormal et Maroilles :** Corinne BOQUET, Dominique QUINZIN
- **CC du Bavaisis :** Pierre DUROUX, Alain FREHAUT
- **CC du Cœur de l'Avesnois :** Alain POYART, Jean Jacques ANCEAU, Jean SEGUIN, Daniel JOPEK
- **CC du Quercitain :** Raymonde DRAMEZ, Paul RAOULT, Pierre EVRARD (*suppléant*)
- **CC Frontalière du Nord Est Avesnois :** Maurice BOISART
- **CC Nord Maubeuge :** Michel LEFEBVRE (*suppléant*)

Étaient excusés ou absents :

- **Agglomération Maubeuge Val de Sambre :** Christophe DI POMPEO, Jean Paul RAOULT, Pierre ROCHE, Bernard BAUDOUX, Bernadette LEJUSTE, Jean Claude MARET
- **CC Action Fourmies et environs :** Dominique CESAR, Jacques THIBAU, Denis WILLIAME
- **CC du Cœur de l'Avesnois :** Damien DUCANCHEZ
- **CC du Quercitain :** Robert BRASSEUR, Michel COPROS
- **CC GUIDE du Pays de Trélon :** Bernard NAVARRE
- **CC Nord Maubeuge :** Philippe BRASSELET
- **CC Sambre Avesnois :** Jacques BOLLE, Daniel DEVINS, Georges KUNTZBURGER, Joël WILMOTTE

Ont assisté à la réunion :

- Philippe CURÉ, Sous Préfet de l'Arrondissement d'Avesnes
- Christine BATTEUX, Vice Présidente du Conseil Régional
- Marie Sophie LESNE, Conseillère Régionale
- David SARRAZIN, AID Observatoire
- Bruno GELLEREAU, Etudes et Cartographie
- Geneviève JOLY, D.D.T.M. Nord, DT Avesnois
- Rémy WERION, Thomas PLAISANT, Lucile HAMOIGNON, ADUS
- Charles DEMULDER, Conseil de Développement AMVS
- François LETELLIER, DGS Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois
- Michel BAUCHOT, Gwenaëlle VANDEVILLE, Etienne DEBLOCK, CCI Grand Hainaut
- Morad ZATAR, Directeur de Cabinet AMVS
- Nathanaël BIZERAY, mission aménagement régional, Conseil Régional
- Kathia STOUPIY, Chambre de Métiers et de l'Artisanat
- Jean Christophe RUFIN, Chambre d'Agriculture du Nord
- Yvon BRUNELLE, Parc Naturel Régional de l'Avesnois
- Benoit LECOMTE, AMVS
- Jean Pierre BLAS, Adjoint au Maire à Bettignies
- Odile CHEVALIER, Adjointe au Maire à Beaudignies

Monsieur le Président Rémi PAUVROS accueille les participants et remercie Monsieur le Sous Préfet et Madame la Vice Présidente du Conseil Régional Christine BATTEUX de leur présence.

Il constate que le quorum est atteint et que le Comité Syndical peut donc valablement délibérer.

L'ordre du jour, préparé lors de la réunion du bureau du 17 mai, est le suivant :

- Approbation des procès-verbaux des comités syndicaux du 21 Mars et du 3 Avril 2013
- Débat sur le DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs)
- DAC (Document d'Aménagement Commercial)
- Demande de dérogation au titre de l'article L 122.2 du code de l'urbanisme pour le PLU de la commune de La Flamengrie (par Monsieur FRÉHAUT, Président de la CC du Bavaisis)

✓ **Les procès-verbaux des réunions des 21 Mars et 3 Avril 2013 n'appellent aucune remarque et sont approuvés à l'unanimité.**

Le Document d'Orientations et d'Objectifs :

Lucile HAMOIGNON commente le document de travail remis aux membres du Comité Syndical (ci-joint pour mémoire).

Ce document se décompose en 4 parties :

- une partie sur la question de l'artificialisation
- une partie sur le développement urbain et le développement économique, la localisation des futurs équipements
- une partie sur les transports
- une partie sur les questions environnementales

Les questions, qui ont fait débat en Comité Syndical en Octobre 2012, concernent essentiellement l'artificialisation et les règles proposées pour la localisation de l'urbanisation future.

Monsieur Rémi PAUVROS rappelle que l'orientation générale du SCOT c'est en même temps d'assurer un équilibre entre le développement nécessaire et indispensable du territoire sur le plan économique, développement démographique etc... et de protéger les caractéristiques de ce territoire, sa qualité environnementale, ses espaces naturels.

C'est cet équilibre là qui est proposé, en phase avec la Charte du Parc Naturel Régional, dans la même logique que cette proposition. Il ouvre ensuite le débat.

Monsieur Alain FRÉHAUT se fait l'écho d'un certain nombre de maires de petites communes, de communes rurales en particulier, qui ont demandé à leurs délégués de repasser une information, de remettre une couche sur les explications et surtout de les rassurer sur le fait que le SCOT n'est pas seulement une contrainte des législateurs mais que c'est surtout un outil qui nous permettra de travailler.

Deuxième point sur lequel il y a un achoppement assez important : les surfaces qui seront laissées à l'artificialisation, aujourd'hui certains ont le sentiment qu'on va travailler sur des études qui ont une vision de communes importantes pour tirer des conclusions dans les petites communes. Tout à l'heure il a été dit qu'il convenait de regrouper les maisons autour des commerces, de façon à éviter les déplacements.

C'est vrai dans les grandes et moyennes communes, mais c'est beaucoup moins vrai dans les villages où ça peut prêter à sourire. Si l'on veut aller au bout du projet sans rencontrer de gros blocages, il convient de revoir la communication de façon à rassurer les maires en prenant le temps de réflexion.

Les explications des techniciens ne sont pas toujours évidentes et Monsieur Alain FRÉHAUT se fait le porte-parole des 2 autres intercommunalités de son secteur (2C2M et CCQ) pour demander un temps de réflexion « *pour qu'on arrive à se convaincre nous-même et convaincre les autres* ».

Monsieur Rémi PAUVROS reprend la parole pour éclaircir le problème des délais pour éviter des faux débats : « *C'est un sujet qu'on a déjà abordé à plusieurs reprises. Je rappelle que c'est un chantier qu'on a commencé il y a plus de 5 ans ; toutes les réunions ont été ouvertes et chacun a pu y participer. Il n'y a pas eu seulement l'intervention des techniciens puisque je pense, avec Alain POYART, que nous avons suffisamment mouillé la chemise avec vous pour essayer d'approfondir chacun des sujets et d'apporter certains éléments de réponse.*

Aujourd'hui, on en est à « l'entonnoir » ; on arrive au moment où on a rassemblé les éléments ; on a fixé des orientations, on a avancé et on arrive au bout du bout sur les points les plus sensibles.

Il y a bon nombre de sujets, comme le Plan Climat et d'autres, qui n'ont pas fait l'objet de discussions ou de difficultés entre nous ; on a essayé de fonctionner en permanence avec l'unanimité, mais on arrive à un moment sur des points extrêmement sensibles : l'artificialisation, les zones d'activités commerciales, et l'aire de grand passage des gens du voyage.

Je veux écarter ce troisième point pour ce soir, il n'est pas à l'ordre du jour parce qu'un groupe technique y travaille, parce que c'est aussi de la responsabilité de l'Etat, même si le SCOT doit évidemment y apporter son intégration dans le projet. Il appartiendra aussi à l'Etat de prendre ses responsabilités en la matière ; c'est de sa compétence et je propose donc à Monsieur le Sous Préfet que nous reportions à une réunion spécifique sur le sujet, d'abord pour intégrer les propositions techniques et ensuite pour avoir le temps de l'examiner sereinement.

*Il reste donc 2 points sensibles : **sur les délais**, si nous ne respectons pas le calendrier que nous avons fixé ensemble, c'est à dire arriver en juillet à passer commande à nos techniciens de rédiger la mouture définitive, ça veut dire qu'on reporte après les élections municipales, et là ce serait de notre part, à mon avis, une défaillance et même une responsabilité vis à vis de nos concitoyens.*

Pourquoi ? Parce que si nous reportons après les élections municipales, c'est à dire après l'installation des intercommunalités, après l'installation du Syndicat Mixte, ça veut dire que nous reprenons un an, et dans un an on en sera à reprendre le projet à zéro. Je vous rappelle que nous avons dépensé plus d'un million d'euros ; personnellement et je pense qu'Alain POYART partage mon point de vue en tant que coresponsable, il nous appartient de faire attention à la justification de ces sommes engagées.

Les autres territoires de la région ont approuvé leur SCOT ou sont en cours d'approbation de leur SCOT, et nous sommes au moment où nous négocions les fonds européens de la nouvelle tranche 2014-2020, au moment où des contrats vont être signés, le fait de ne pas disposer de notre document d'orientation, qui fixe quand même au delà des problèmes d'artificialisation les orientations que nous voulons porter ensemble pour l'avenir de notre territoire à ce moment là, représentera une difficulté majeure pour la négociation que nous aurons à entreprendre ; car nous serons attendus par les uns et par les autres sur notre discours et sur notre projet. Donc je pense qu'il serait quand même préférable qu'on arrête d'examiner des dérogations au coup par coup à chaque fois qu'il y a un problème et qu'au contraire le SCOT permette effectivement aux municipalités, surtout à l'approche du nouveau mandat, de pouvoir engager l'avenir sur une base claire en connaissant effectivement les orientations dans lesquelles les PLU doivent s'engager.

Autant de raisons qui m'amènent à vous dire, et c'est la position que nous avons présentée au bureau, qu'à la mi-juillet nous vous proposerons de voter un texte et chacun devra prendre ses responsabilités. Je pense qu'il serait dommageable vis-à-vis, non pas de nous, mais vis-à-vis des habitants de notre territoire, de ne pas prendre nos responsabilités en la matière.

Je vous rappelle qu'une fois que nous aurons adopté le document, il y a 6 mois de procédures administratives devant nous, de sollicitations de l'Etat, du Conseil Général, du Conseil Régional. Pendant cette période, nous, au niveau de notre débat démocratique, nous n'y reviendrons plus car effectivement la procédure sera dans les tuyaux, par contre les collectivités, Conseil Général, Région, Etat, auront à travailler et nous aurons encore sans doute les allers et retours avec les uns et les autres.

Donc j'attire votre attention sur le fait - je sais que cette idée a émergé mais j'ai rencontré le Président de la CCQ depuis la publication de sa lettre, et je crois qu'il a évolué dans la prise de conscience du travail, je l'ai vu et je pense pouvoir vous dire, sous le contrôle de Marie Sophie LESNE qui était présente à notre échange, qu'il a des interrogations légitimes mais auxquelles on va essayer de répondre, et je crois que chacun a conscience qu'effectivement nous ne partons pas de rien, nous partons de 3 ans de boulot, donc il nous faut quand même à un moment prendre nos responsabilités.

Donc concernant les délais, j'insiste auprès d'Alain FRÉHAUT pour que ces arguments objectifs soient relayés au sein de son intercommunalité, et tout le monde peut vérifier auprès de l'ensemble de nos partenaires que le fait de ne pas disposer de ce document est un handicap et sera un handicap pour notre avenir collectif.

J'ajoute que depuis longtemps à Lille et à Paris, on entend dire que l'Avesnois est un territoire intéressant mais il n'arrive pas à se mettre d'accord sur son avenir ; moi je pense qu'il serait bien qu'au contraire on montre à ceux qui nous regardent avec un œil compassionnel, que nous sommes capables ensemble, et si

possible à l'unanimité, de porter un projet et de faire en sorte que l'Avesnois soit situé dans son avenir par un document qu'on pourra opposer.

Pour revenir au calendrier, nous n'allons pas arriver le 11 juillet comme ça, puisque je vous rappelle qu'entre aujourd'hui et le 11 juillet, nous avons trois réunions publiques où nous reviendrons devant tous ceux qui le souhaitent, et en particulier les élus, par territoire, sur l'ensemble des débats puisque c'est prévu dans nos textes et c'est ce que nous ferons Alain et moi, avec vous, avec le bureau SCOT évidemment, avec beaucoup d'attention ».

Monsieur Jean Christophe RUFFIN, de la Chambre d'Agriculture : *« Je voulais juste attirer votre attention par rapport au taux d'artificialisation, c'est vrai qu'on parle d'un taux de 5%, ce qui semble être en baisse par rapport à la consommation qui a pu être faite jusqu'à présent. Mais quand on parle d'artificialisation, on ne parle pas forcément de consommation de foncier : quand on parle d'artificialisation, on parle bien de ce qui est bétonné, construit... les espaces verts qui restent autour ce n'est pas artificialisé, mais c'est encore de la surface perdue pour l'agriculture. Par exemple, pour le projet Railenium, on parlait de 50 hectares, mais on sait aujourd'hui que les porteurs du projet partent sur 50 % en plus, en incluant la compensation écologique, et c'est encore de la surface perdue pour l'agriculture. »*

Monsieur Pierre EVRARD : *« Je voulais insister pour les communes rurales : en fait les Lois Grenelle 1 et Grenelle 2 ne sont pas encore descendues jusqu'au niveau de la population, des conseils municipaux, et effectivement, on n'a pas fait tellement avancer les choses. Hier on nous dit dans le Boulonnais on va vous manger 25 hectares par an, dans l'Arrageois 26 hectares, dans le Calaisis 45 hectares, dans le Cambrésis 40 hectares et 89 dans l'Avesnois, mais le discours arrive brutalement, il faut préparer la population ; on n'arrivera pas à avoir l'adhésion si on n'explique pas un peu le pourquoi, et ce qu'on peut faire malgré qu'on limite l'artificialisation assez brutalement ; je pense que là on a plusieurs mois d'explications à faire, ce qui n'empêche pas de poursuivre le dossier, mais actuellement c'est à mon avis très brutal pour les communes rurales et les habitants de ces communes rurales ».*

Monsieur Daniel JOPEK : *« Moi je compare un petit peu le SCOT à une grosse machine, il y a forcément des inquiétudes dans la ruralité. On l'entend bien ici, je compare un petit peu ça à l'hypermarché, qui petit à petit a fait fermer tous les petits commerces ; je vais à des réunions PLU, ça fonctionne déjà avec un modèle mathématique : vous avez construit 2 maisons sur 20 ans, donc sur les 20 ans que vous avez encore à avoir, on vous laisse 2 terrains pour construire. Alors c'est quand même dramatique pour les villages, parce qu'il faut quand même savoir que si vous avez moins de choix, moins d'offre de terrain, moins de maison, moins de développement pour la commune, vous risquez d'avoir des villages désertifiés parce que les gens ne vont pas venir construire. Il y a quand même aussi de la rétention foncière dans les communes. Un commerce, si vous n'avez pas d'achalandise, il ferme. Regardez la boutique cadeaux à Maubeuge près de l'église, elle ferme ; pourtant ils ont quand même du choix, mais malheureusement ça ne marche plus parce que le choix est plus grand dans les supermarchés. On va en arriver à la même chose avec les constructions, petit à petit ça va être comme ça ; le choix va se porter sur les gros centres, et dans la ruralité, on aura beaucoup moins de choix. C'est comme ça que je vois les choses, alors il faudrait peut-être réfléchir un peu autrement, je pense qu'il y a un modèle autre à voir avec les EPCI, il faut qu'il y ait une réflexion avec les communautés de communes pour voir comment on va orienter tout ça. Là on est en train de partir sur une grosse machine qu'on va avoir du mal à contrôler. Il n'y a pas que les techniciens qui doivent réfléchir à ça.*

Je voudrais aussi faire remarquer que c'est la première fois qu'il y a autant de monde, d'habitude on a du mal à avoir le quorum. Les élus ne sont pas trop préoccupés de cela et je pense que malheureusement tout le travail a été fait par les techniciens et maintenant on arrive au bout et on nous dit qu'il y a des délais à tenir et qu'il va falloir délibérer ; ça fait 3 ans qu'on est dessus et effectivement, il faut le faire. Je pense qu'il y a encore des petites réflexions à mener, plutôt au niveau des communautés de communes.

Vous avez tous bien lu les rapports que vous avez eus ? interroge Monsieur JOPEK, *« Je suis persuadé qu'il y a 80 % des gens ici qui ne les ont pas lus... Quand ça va arriver tout le monde va lever les bras au ciel en disant on nous impose ceci, on nous impose cela ! »*

« Ce document n'est pas une punition » tempère Monsieur PAUVROS, « C'est un document qui doit porter notre avenir, donc faites le avec enthousiasme ».

Marie Sophie LESNE : « Je partage avec vous l'avis, Monsieur le Président, que ce sont les élus qui ont travaillé pendant 3 ans sur le sujet qui doivent aller au bout de la démarche et voter le SCOT avant le renouvellement, c'est tout à fait logique, cohérent et souhaitable. Je partage la position d'Alain FREHAUT et des autres élus qui se sont exprimés : il y aura des conséquences importantes dès le lendemain de l'élaboration du SCOT qui va venir surplomber les PLU ; il y aura des révisions de PLU à gérer immédiatement, ce que les élus locaux n'ont pas tous intégré.

Au delà de ça, je m'interroge sur les souhaits de l'Etat, de la Région, notamment sur la réduction du taux d'artificialisation ; je prends l'exemple du Quercitain, on était à 206 hectares consommés sur les 10 dernières années, là on sera à 76. Ça illustre bien les conséquences importantes que ça va avoir tout de suite. Je pense qu'il faut que l'on réaffirme une volonté politique forte vis à vis des services de l'Etat et de la Région quant au souhait des élus de limiter la casse et de s'en tenir véritablement aux 5 %. La Région émet des avis successifs, on l'a vu sur le SCOT du Boulonnais, on l'a vu sur le SCOT du Cambrésis et du Calaisais, qui sont une volonté de restriction encore plus forte. Donc toutes les réserves qui ont été émises risquent d'être encore plus fortes si on ne s'en tient pas à 5 %.

C'est ma principale crainte aujourd'hui car notre territoire a besoin de développement, de foncier, même si on intègre bien entendu la nécessité de limiter l'artificialisation, il ne faudrait pas que l'on se tire une balle dans le pied en n'ayant pas tout à fait mesuré l'impact que va avoir cette réduction drastique. Je pense que les services de l'Etat doivent appliquer les lois Grenelle, doivent rendre des comptes aussi, mais n'ont pas mesuré que tout ça pourrait bien plomber durablement le développement d'un territoire qui a besoin d'avoir les moyens de son développement. On est l'un des arrondissements de France qui souffrent le plus du chômage, donc battons nous pour ces 5 %.

André MARCHAND : « Je m'étonne toujours que les ruraux soient inquiets vis-à-vis d'une grosse machine, comme vous l'avez dit tout à l'heure. Lorsqu'on a adhéré à l'AMVS, nous étions les petits poucets à côté de Maubeuge, Jeumont, Aulnoye etc... ; je dois vous dire qu'aujourd'hui on n'a pas à le regretter. Le fait d'être dans une structure importante amène pas mal de choses dans nos communes rurales et je ne pense pas que cet outil nous amènera des catastrophes. Nous on gère le problème du logement au travers du PLH du Val de Sambre, et chacun y trouve son compte. Donc n'ayez pas peur ! ».

Monsieur le Sous Préfet : « Je me permets de revenir sur un point qui a été reporté : celui de l'aire de grand passage des gens du voyage. C'est bien de la compétence des collectivités locales et non de celle de l'Etat. Cela dit pour revenir sur le SCOT lui-même, je comprends tout à fait votre volonté de respecter le calendrier défini, et votre souhait de faire œuvre de pédagogie. Néanmoins j'ai organisé quelques jours après la réunion de bureau, une réunion technique avec les services de la DREAL, de la DDTM, et les DG des EPCI, du PNR et quelques autres. La réunion a duré plus de 2H30 et a débouché sur un constat d'impossibilité de trouver une solution technique aux débats un peu vifs qui avaient commencé à surgir lors de la réunion de bureau. Ce qui ressort de cette réunion, c'est qu'on focalise sur ces fameux 5 %. Je rappelle que lors de la réunion de bureau, Monsieur POYART avait surpris un peu tout le monde en disant « moi sur la 3CA je peux m'en sortir avec 3,5 % ». Le schéma retenu prévoit une répartition par EPCI, le fond du problème est que vous êtes partis du taux et que vous l'avez décliné un peu mathématiquement.

Je m'interroge aussi sur le critère strictement démographique retenu pour cette répartition. La discussion entre techniciens montrait qu'on pouvait arriver en partant d'une analyse fine des territoires à un résultat différent qui satisfasse beaucoup mieux tout le monde, y compris les services de l'Etat, ainsi que ceux de la Région, et qui aurait probablement permis d'arriver non pas à 5% mais à moins.

Maintenant comment faire dans le délai ? Je crois effectivement sage de tenir un délai très serré, à la condition que ça ne fragilise pas le projet, mais comment faire en sorte qu'on parvienne à ne jamais atteindre les 5 % tout en permettant au Quercitain, ou à des communes, chacun selon ses volontés, d'arriver non pas à un taux mais à une utilisation de l'espace convenable. Vous allez me dire que je suis en train d'essayer de

donner raison à tout le monde, mais ce que je souhaite c'est que vous réfléchissiez- il reste un mois et demi - pour essayer d'amender le texte de façon à permettre d'infléchir un avis des services de l'Etat et de la Région qui pour l'instant n'est pas à 100 % positif. Il y a énormément de points positifs dans les documents provisoires que j'ai consultés, mais je ne suis pas du tout certain dans l'état actuel des choses que le Préfet donne un avis favorable. Ça n'empêche pas d'ailleurs le processus de continuer, on peut avoir un avis défavorable de l'Etat, mais ça n'est en rien un arrêt de mort donné au projet. Il y a ensuite les 6 mois que vous avez évoqués, il y a un débat public etc... il y a encore toute une série de possibilités. Il faut peut être repartir d'une lecture territoire par territoire, c'est peut être le moment pour les communes de faire remonter leurs objectifs précis. Donc on n'a pas tout perdu, mais on est sur un sentier difficile... »

Madame Annick MATTIGHELLO : *« Je parle non pas en tant que Maire de Louvroil, ni en tant que Conseillère Régionale, mais en tant que Vice-Présidente de l'AMVS puisque nous avons souhaité apporter notre contribution à l'élaboration de ce SCOT et pour rappeler brièvement ce que représente l'agglomération au sein de notre Arrondissement : 40 % de la population et 60 % des emplois. Ça nous met en position de vouloir conforter ces chiffres, voire les développer. La consommation d'espace de l'AMVS de 1998 à 2009 a été de 5,9 % ; la consommation de l'ensemble de l'Arrondissement a été de 7,7 % donc on voit bien que ce n'est pas le pôle le plus urbanisé qui a consommé le plus.*

Ce n'est pas parce qu'on n'a rien fait, on a fait énormément de développement, que ce soit à travers le PLH, que ce soient les zones d'activités économiques, que ce soient les zones d'activités commerciales, que ce soient les infrastructures routières, etc... Par rapport aux 5%, j'entends que c'est un chiffre qui peut évoluer, qui peut parfois se dégonfler à un endroit pour se regonfler à un autre ; ce qui compte ce n'est pas les 5 %, d'ailleurs je rappelle que ces 5 % ont été validés par la Charte du Parc qui regroupe 131 communes sur 151. Donc les 5 % ont déjà été validés, et pas par l'Agglo. On s'est appuyé au niveau de l'Agglo sur une démarche qui avait été construite et validée par 131 communes.

Par rapport à Monsieur le Sous Préfet, la force de conviction qu'on aura auprès de vous concernant ces 5 %, il n'y a qu'une porte : c'est la force du projet d'Arrondissement. Ce qui fédère, c'est le projet ; ce qui va faire qu'on va co-écrire le SCOT tous ensemble, ce n'est pas du virtuel, ce sera les projets additionnés de l'Arrondissement. Donc je pense qu'on peut faire bouger les lignes avec la Région, avec l'Etat, sans se mettre forcément le carcan des 5 %, mais tout dépendra de l'ambition et de la force de nos projets co-écrits et co-portés.

Concernant le calendrier, au niveau de l'Agglo, nous avons fait moult réunions, décentralisées, nous avons consacré une conférence en novembre dernier, ouverte à la société civile, aux institutions, sur l'aménagement de l'espace, sur nos projets à 20 ans.

Donc on arrive à quoi dans notre contribution ? On a la trame de ce qu'on souhaite pour l'Agglomération, pour notre population, pour notre jeunesse, pour le développement économique et la contribution à l'Arrondissement, au Département, à la Région et à la Nation.

Je voudrais dire aussi que le SCOT, à notre échelle, n'est pas vécu comme une contrainte. C'est vrai que ça soulève beaucoup d'interrogations et il y a une pointe de technicité qui est parfois difficile à maîtriser, mais quand on travaille, quand on dialogue, quand on pose les bonnes questions aux bons interlocuteurs, on arrive toujours à trouver des réponses même si elles ne sont pas toujours faciles à communiquer à la population. Donc pour moi le SCOT c'est un atout pour l'arrondissement, quelle force de frappe on peut avoir si on co-écrit ce projet d'arrondissement auprès de nos partenaires ! Quelle force de frappe pour les 230000 habitants de notre arrondissement ! On a une sacrée responsabilité, une page à écrire qui est assez historique ; on ne l'a jamais fait !

Le deuxième point, ça relève des projets que l'on considère à notre niveau comme des projets qui pourraient être répertoriés dans le supra régional, c'est à dire des projets qui ont un intérêt pas seulement d'arrondissement, mais aussi une dimension régionale, voire nationale, voire européenne :

- l'extension du parc d'activités économiques de Gréveaux les Guides sur Feignies (site Marlière)*
- l'extension du parc d'activités économiques de Gréveaux les Guides (site Fonds Saint Jacques)*

- l'extension du parc d'activités économiques de Gréveaux les Guides (site Voie du Moulin)
- les infrastructures de transports structurantes avec le contournement de Maubeuge
- le développement du Corridor Est (liaison directe entre Maubeuge et Charleroi)
- le projet Railenium

Au total ce que nous souhaitons, c'est de voir déduire du compte foncier d'arrondissement 280 hectares sur 20 ans.

Troisième point : les propositions de construction de logements neufs dans l'état actuel du document ne nous conviennent pas. Nous avons l'ambition de continuer à construire 550 logements par an. Le SCOT en prévoit 600 pour l'ensemble de l'Arrondissement, ce qui n'est pas compatible.

Quatrième point : les ZACom, nous proposons 3 zones d'activités commerciales :

- la zone du pôle de Jeumont, avec un ajustement du périmètre de plus d'un hectare par rapport à ce qui est déjà engagé sur la ville de Jeumont
- la zone de La Longenelle nord sur le parc d'activités du Gréveaux les Guides à Feignies compte tenu des activités commerciales existantes et du projet de développement d'une nouvelle surface commerciale
- la zone de la friche Usinor à Louvroil avec le développement d'activités de commerce mais également des activités de loisirs et de restauration dans la poursuite de la reconquête de la friche industrielle initiée avec le projet du complexe aquatique.

Christine BATTEUX, Vice-Présidente du Conseil Régional confirme également qu'il est judicieux d'approuver le SCOT avant les élections municipales, d'autant plus qu'un an après il y a les élections régionales. « Concernant la Charte du Parc : celle-ci a été conçue entre 2006 et 2010, donc bien avant les lois Grenelle et avant le SRCAE, il y a donc un bémol sur le sujet. Je rejoins Monsieur le Sous-Préfet sur la question des 5 %, c'est effectivement très cartésien et si on s'arrête sur cette position de 5 %, il y aura au niveau du Conseil Régional une démarche d'avis défavorable, d'où l'importance de la force du projet. En parlant de Railenium, le précédent Percheron évoque « Le Toulouse du Ferroviaire », nous sommes en train de travailler au niveau Régional avec l'Université de Valenciennes sur l'Université du Ferroviaire et les formations sur le ferroviaire qui n'existent nulle part en France, ce sera à terme un potentiel à la fois de population et aussi d'emploi. Concernant l'artificialisation, le travail qui est demandé au niveau régional, c'est de descendre à 625, je ne parle pas en pourcentage volontairement, mais si on fait simplement la soustraction de Railenium et des autres projets que vous avez évoqués, nous pouvons y arriver mais en défendant évidemment ce que vous venez de détailler. Sur le fond on est certes actuellement dans une démarche assez défavorable mais, sur la forme, si nous avons tous ces détails, nous pouvons bien évidemment la défendre. »

Madame Geneviève JOLY parlant au nom de la DDTM qui est un des services qui va donner un avis dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées sur l'arrêt projet. A ce titre là, ce qu'il convient de souligner c'est le projet lui-même, nous, on jugera les documents définitifs – pour l'instant ils ne sont que provisoires – On donnera un avis par rapport à l'expression d'un projet, mais un projet encadré par des textes qui peuvent paraître contraignants mais qui sont aussi des atouts qui permettent de repenser l'aménagement du territoire et l'urbanisme de manière différente, donc on jugera, on donnera un avis sur le projet territorialisé, le projet phasé, parce qu'on ne peut pas tout développer en même temps, évidemment le projet ce n'est pas uniquement de la consommation d'espace, ce n'est pas uniquement de l'artificialisation, c'est un vrai projet de territoire qui sera justifié et qui sera évidemment durable, qui impliquera une consommation raisonnée des espaces naturels et agricoles en fonction du diagnostic qui a été réalisé. A ce moment-là, si on a toutes les conditions réunies, il n'y a pas de raison qu'on n'aille pas vers un consensus.

Monsieur Rémy PAUVROS : Vous avez utilisé plusieurs fois le mot « juger » Madame Joly, vous n'êtes pas devenue magistrate ! ?

J'ai rectifié, **indique Madame Joly**, on donnera un avis et c'est Monsieur le Préfet qui signera !

Monsieur Benjamin SAINT HUILE, souhaite attirer l'attention des services, et notamment de la DDTM et de la Région également, il s'agit pour nous de trouver un point d'équilibre entre les chiffres qui viennent d'être mis à mal par la notion de projet parce que pour l'instant on s'est beaucoup arc-bouté sur les chiffres avec la capacité des uns et des autres à se dire qu'au-delà des chiffres il faut pouvoir répertorier et cataloguer les projets qui méritent qu'on aille sur une volonté partagée. La première remarque c'est que je crois que nous devons clairement, collectivement, à l'unanimité nous positionner sur les projets qui dépassent l'Arrondissement au sens du retentissement, et effectivement il a été beaucoup question du projet railenium et c'est normal c'est un des projets phare, et le projet qu'a égrené Annick Mattighello qu'on peut rassembler dans l'appellation axe Est-Ouest, qui démarre de Feignies jusqu'aux plaines d'Erquelines, traduit en réalité la capacité à monter ce grand axe qui permettra de rejoindre la connexion vers Charleroi et tous les débouchés économiques qu'on peut envisager. Bien sûr, il y a des règles, des règles qui sont vues par certains comme des impossibilités, d'autres qui les édictent sans doute comme des règles de maîtrise, mais il faut qu'on soit d'accord sur un point : nous avons besoin, les élus les premiers, de porter une ambition pour ce territoire et qu'à aucun moment, les règles, aussi intéressantes soient-elles, ne doivent empêcher ou contrecarrer les projets du territoire. Je suis assez embêté sur la question démographique car j'ai entendu depuis longtemps des scénarios catastrophes sur la question démographique et que finalement le volontarisme des EPCI, à travers les plans locaux d'habitat, ont contrecarré un certain nombre de scénarios très négatifs. Donc je veux dire qu'il appartient aux Services qui émettent des avis, de rappeler un certain nombre de règles, de rappeler une réalité, qu'il s'agisse d'une réalité considérée par certains comme brutale ou pas, mais il faut aussi accepter l'idée que les scénarios qui sont envisagés par les élus doivent être des scénarios d'ambition et donc ne pas envisager uniquement l'idée qu'une courbe qui se casse la figure depuis quinze ans n'aurait comme seule utilité que continuer à se casser la figure ; notre travail en tant qu'élus, c'est quand même d'essayer, sur un certain nombre de sujets, de relever les manches pour essayer d'inverser les courbes. Il ne s'agit de dire aujourd'hui, il y a deux cent trente-cinq mille habitants dans l'Arrondissement d'Avesnes, demain il y en aura quatre cent mille, mais il s'agit aussi d'intégrer qu'on n'est pas forcément voué à voir cette courbe continuer à décliner et s'entendre dire : donc considérons la projection, vous devez intégrer l'idée que demain vous serez sur une population qui continuera à décliner. Donc je veux dire ici : bien sûr, il y a un certain nombre de règles qu'il faut faire entendre et faire respecter, chacun ayant un certain nombre d'ambitions qui ont été fixées, mais il faut aussi intégrer une discussion et je le dis à double titre, en tant que maire, et en tant qu'élus au SCOT, la discussion ne sous-entend pas une décision fixée sur laquelle on ne peut pas discuter, dans ce cas-là la légitimité de la discussion est déjà remise en cause, donc je veux simplement, en accord avec ce qui a été dit aujourd'hui considérer que les élus ont sans doute à faire un travail sur les projets et à affiner les projets qui doivent être considérés et en même temps formuler le vœu que la discussion ait lieu, qu'il ne s'agisse pas uniquement de règles strictes auxquelles on soit confronté.

Jean-Jacques ANCEAU : Je ne parlerai pas d'artificialisation, pour moi elle est ce qu'elle est, et j'ai été un défenseur, j'ai été un acteur de la charte du parc, donc je ne vais pas revenir là-dessus. Ce que je veux mettre en exergue c'est la frilosité des maires ruraux. Annick Mattighello a parlé au nom de l'AGGLO, moi je parle au nom des maires ruraux. Quand on voit le document, on se dit quid de nos plans d'urbanisme, l'enveloppe urbaine ne tient pas du tout compte de ce qu'on va pouvoir urbaniser, et on est quand même près de nos finances, on est avant tout des gestionnaires de petites communes avec leurs difficultés, et il faudra qu'à un certain moment on remette en cause nos PLU ; si on nous disait il y aura un grand service au niveau du département, ou au niveau de l'Arrondissement, qui vous dira : oui on peut faire telle ou telle chose sans avoir à recommencer, je crois que l'ensemble des maires ruraux serait d'accord pour dire : oui, c'est bien, on a une ingénierie, on a des gens qui vont s'occuper de nous, on ne fera pas n'importe quoi, on aura des références, on saura à qui se référer, mais nous référer à des documents, je crois que c'est ce qui est à l'origine de la frilosité des maires ruraux.

Monsieur Rémi PAUVROS : ce que vient de dire Jean Jacques ANCEAU me paraît important dans deux aspects :

Je crois qu'il n'y a pas forcément eu – et c'est peut être un problème de pédagogie comme le disait Alain FRÉHAUT – une bonne compréhension de ce qu'est l'enveloppe urbaine. Je crois qu'il y a un contresens sur l'enveloppe urbaine.

L'enveloppe urbaine, ce n'est pas parce que ça s'appelle « urbaines » que ça ne concerne que les zones urbaines, c'est un problème de vocabulaire. Il s'agit bien de définir ce qui, dans chaque commune, bourg,

hameau – ça concerne tout le monde, pas seulement les grandes communes – est déjà « consommable ». Il s'agit de terrains qui sont à 50 mètres de part et d'autre au moins dans un linéaire bâti existant, qui sont disponibles, et qui sont en situation d'être constructibles ; nous en avons tous dans nos communes, même dans les plus petits bourgs. Je pense qu'il y a eu une confusion, c'est difficile de définir quel est le nombre total d'hectares que cela concerne – a-t-on une estimation Lucile ? –

Lucile : c'est effectivement difficile, car les délimitations d'enveloppe urbaine doivent se faire au niveau de chaque commune, actuellement l'ADUS et en train de faire un travail technique, ça nécessite de regarder finement la base de données, et d'autre part le gisement foncier que l'on peut identifier est à prendre avec des pincettes car il peut y avoir des terrains qui sont inconstructibles, parce qu'ils sont inondables ou pollués par exemple. Le chiffre global sur l'arrondissement serait de l'ordre de 3 sur 400 hectares, mais c'est indicatif.

Monsieur Rémi PAUVROS : Ce chiffre n'est pas concerné par les 5%, j'insiste là-dessus, ça n'intègre pas les 5%, de toutes façons après, ça relève des PLU, de la possibilité de construire des projets....Je vais prendre un exemple que je connais bien : à Sars Poteries, la 3 CA a acheté un terrain pour construire un EHPAD, ce terrain est dans l'enveloppe urbaine, il n'est pas dans les 5% consommables. Et là les maires sont dans leurs responsabilités, ils font ce qu'ils veulent dans le cadre de leur PLU.

2^{ème} question que pose Jean Jacques : l'ingénierie : rien ne nous empêche de faire ce que tu dis. A l'AGGLO nous avons l'agence d'urbanisme, nous accompagnons l'ensemble des communes dans leur PLU etc... Rien nous empêche de dire : on se dote d'un outil à la disposition des communes, au contraire ça nous donnerait une force encore plus importante, un outil technique à la disposition des intercommunalités, on verra ce qu'on fera après qu'on aura fait le SCOT, on pourra donner au Syndicat Mixte une autre perspective mais je crois que c'est une très bonne question parce que je pense qu'effectivement beaucoup de maires, beaucoup d'intercommunalités n'auront pas suffisamment de moyens pour aller plus en avant, ensemble on est capable de se doter d'un outil, avec une gestion collégiale. C'est une belle perspective.

Le débat que nous avons, je le ressens comme extrêmement important, il faut que notre SCOT soit l'affirmation collective de l'ensemble des élus de l'arrondissement sur le fait que nous, nous ne regardons pas notre arrondissement comme étant irrémédiablement en déclin, c'est ça l'affirmation de notre SCOT et c'est pas gagné. Je peux vous dire qu'à Paris, lorsque je suis en relation avec l'Administration Centrale, ils continuent à fonctionner sur les chiffres de l'INSEE qui n'ont pas de sens parce qu'ils fonctionnent sur des sondages, mais corrigent les sondages au regard d'une courbe, et comme la courbe était descendante depuis 10 ou 20 ans, lorsqu'ils projettent les chiffres sur la base des sondages, ils corrigent toujours la courbe de façon descendante, or, les chiffres que nous avons à notre disposition aujourd'hui montre que l'Arrondissement d'Avesnes a stabilisé sa population.

L'INSEE annonçait en 2000 qu'en 2020 l'Arrondissement d'Avesnes aurait moins de 200 000 habitants, que l'agglomération centrale serait à moins de 80 000 habitants, que Maubeuge serait à 20 000 habitants ! Dans l'administration centrale, c'est toujours ce qui a cours ! c'est à nous de dire non, notre territoire a stabilisé sa population, notre territoire est en cours de rattrapage en matière de développement, on vient de très loin et on ne nous a pas toujours aidé à la hauteur de nos difficultés ; c'est nous qui portons l'avenir de notre territoire, l'affirmation du SCOT c'est notre fierté de l'Avesnois, c'est notre capacité de dire à l'extérieur de l'Avesnois : oui nous pensons que l'Arrondissement d'Avesnes a un avenir devant lui pour sa population pour les nouvelles générations. Plus à l'EST, Fourmies, ce canton de Trélon, cette partie de notre territoire est l'une des plus touchées par la crise, c'est un des secteurs qui souffrent le plus. Ce secteur a besoin d'un certain nombre d'investissements, d'équipements, de zones d'activités, éventuellement d'une zone commerciale qui lui permette effectivement de porter une attractivité et d'aller vers l'avenir. Ensuite, le cœur de l'Avesnois, Landrecies, Maroilles, le Quercitain, le Bavaisis, le secteur de l'Agglomération et bien oui, nous avons des projets, nous portons les projets, et ces projets doivent nous permettre effectivement en nombre de constructions d'habitat, en rénovation d'habitat aussi, les zones d'activités économiques, en capacité d'attractivité, nous avons besoin de l'espace nécessaire, et nous avons affiché une orientation dans notre SCOT, j'insiste là-dessus et je le dis en particulier à Monsieur RUFFIN, nous avons commandité d'ailleurs une étude à la Chambre d'Agriculture dans ce sens, nous disons : nous voulons d'abord consommer les espaces inter urbains, et nous voulons consommer ce qui est consommable, les enveloppes urbaines, et je suis le premier à vous dire ça en tant que Maire de Maubeuge. Je prends toujours cet exemple :

vous prenez une photographie aérienne de votre ville de Maubeuge (on l'a fait avec la Mairie de Louvroil sur son projet ANRU. à Sous le Bois) : nous sommes en train d'utiliser toutes les dents creuses, comme à Maubeuge il y avait il n'y a pas si longtemps 35 000 habitants et que j'en suis à 31 300, j'ai une marge, parce qu'à partir du moment où on aura reconquis l'ensemble de ces dents creuses, les friches qui ont été abandonnées, les opérations DSQ non abouties, oui nous sommes capables de mener une politique extrêmement volontariste, c'est notre choix, ça veut dire que la consommation des terres autour des grandes villes est une consommation qui sera maîtrisée et qui sera mesurée, sur le PLU de Maubeuge nous sommes très attentifs à ne pas consommer de terres agricoles supplémentaires, ou d'échanger les terres pour permettre aux terres agricoles d'en retrouver ailleurs.

Nous disons que pour Railenium et le Corridor Est, l'axe Est Ouest qui est fondamental pour l'avenir de notre région, nous demanderons à la Région et à l'Etat de sortir les terrains nécessaires au chiffrage de l'artificialisation. Si Railenium n'est pas sorti, on l'abandonne, nous dirons au Président du Conseil Régional que dans ces conditions-là nous ne le ferons pas, c'est une condition. Nous faisons ce que d'autres n'ont pas osé faire, nous faisons ce que d'autres n'ont pas eu la capacité de faire, nous allons porter un projet qui est d'intérêt européen, alors on ne va pas quand même en pâtir, on ne va pas quand même en plus nous dire que c'est compté dans notre consommation de terres que l'autorité suprême voudra bien nous accorder. Je refuse et je le dirai à Daniel PERCHERON, je le dirai au Préfet car ce n'est même pas envisageable. C'est la même chose pour l'axe Est Ouest. Pourquoi ?

L'axe Est-Ouest, la connexion sur Charleroi, c'est d'intérêt régional, c'est pas d'intérêt simplement de Maubeuge, ou de Feignies, ou de la Longueville, oui nous demandons que les surfaces utilisées ne soient pas comptées dans notre consommation. A partir de là, Monsieur le Sous-Préfet, Mme la Vice-Présidente, nous sommes à 5 %, nous allons compter le nombre d'hectares, mais je ne crois pas qu'on soit loin, si vous assurez cet exercice je ne crois pas que nous sommes loin d'une consommation qui correspondra à ce que vous souhaitez. Encore une fois, il y a un problème de fond, nous affirmons l'avenir de notre territoire, et nous n'accepterons pas que le niveau régional et le niveau national puissent encore porter, je l'ai entendu ici il n'y a pas très longtemps, lors d'une réunion de bureau SCOT, j'ai entendu un fonctionnaire pour lequel j'ai le plus grand respect, comme tous les fonctionnaires, nous dire : ce n'est pas la peine de compter autant de terres pour construire de l'habitat puisque vous ne serez pas capables de tenir vos engagements : je n'accepte pas, ce n'est pas imaginable qu'on nous tienne encore ce type de discours. J'ai entendu un fonctionnaire dire lors d'une réunion de préparation de PLU, à un jeune maire, volontaire, de notre territoire qui essayait d'imaginer ce que pourrait devenir sa ville, cassée, malmenée par la révolution industrielle : c'est pas des nouveaux terrains que vous devez concevoir, vous devez déjà préparer la reconversion des friches des entreprises qui restent au centre de votre ville.

C'était pas des grandes entreprises. C'était AREVA, c'était Jeumont Industrie, c'était rien... ! Je n'accepte pas ce genre de propos, car au fond de lui-même, il porte l'idée que ce territoire est condamné et nous ne l'acceptons pas. Le SCOT c'est la possibilité pour nous d'affirmer notre ambition de façon très forte. J'ai bien entendu votre ouverture, Monsieur le Sous-Préfet, vous nous dites : ne vous focalisez pas sur les 5%, nous avons fait une proposition : vous retirez le nombre d'hectares que je viens d'évoquer, nous reprenons le calcul et je crois qu'on ne sera pas loin de ce que nous souhaitons pour nous, pour chaque commune, grande ou petite, mais qu'on nous laisse, mais que ce SCOT laisse la liberté à nos élus de pouvoir porter leur ambition pour leur commune et notre territoire. Je rappelle que l'Avesnois peut être une sorte de poumon vert extraordinaire pour la grande conurbation métropolitaine, la métropole n'a plus d'espace, le Valenciennois est une zone urbaine sans discontinuité jusqu'à notre territoire et là nous avons avec l'Avesnois une carte à jouer extraordinaire, nous sommes en situation de pouvoir porter un équilibre rural, urbain, industriel, de production agricole, c'est cet équilibre-là qui fait notre force, c'est une chance pour la région toute entière, il y a peu d'espaces qui ont cette possibilité, nous, nous en avons l'ambition, mais en même temps laissez-nous vivre, laissez-nous espérer, laissez-nous porter l'avenir de notre territoire, c'est notre combat de tous les jours, et ce combat-là rejoint celui de la Région car je rappelle quand même que personne dans la région ne peut justifier ses choix sans oublier à tout moment que le taux de chômage dans tout le Nord-Pas-De-Calais est un des taux de chômage les plus importants de France et qu'à partir du moment où un territoire comme le nôtre, qui subit ce chômage, le chômage des jeunes le plus important au-delà de la moyenne du chômage de longue durée au niveau européen, ce chômage là nous touche tous les

jours, donc je vous demande vraiment d'avoir cette dimension-là. Nous sommes à un moment historique, comme l'a dit Annick Mattighello, si nous sommes capables demain de porter un document, partagé, qui porte l'ensemble des projets de chacune de nos intercommunalités, de chacune de nos communes, je pense que nous aurons œuvré utilement pour notre population. Après il y a 20 ans devant nous, ça nous dépasse... quand j'entends revenir des querelles de clocher, des intercommunalités qui regardent les autres en portant des jugements, sur les finances ou la façon dont on agit, j'ai envie de dire ça nous dépassera tout ça, ce que nous sommes en train de bâtir aujourd'hui, nous ne serons plus là dans 20 ans pour réaliser tous les projets que nous portons, mais nous aurons au moins créé les conditions pour les rendre possibles. C'est pour ça que je vous invite à faire preuve de pédagogie autour de vous, Alain l'a dit, c'est compliqué, c'est souvent éloigné, c'est souvent techno, complexe, mais c'est à nous de porter le message avec force et conviction et je suis persuadé qu'on arrivera mi-juillet à une solution. Je vous propose Monsieur le Sous-Préfet, Mme la Vice-Présidente de Région, qu'entre aujourd'hui et mi-juillet, nous ayons la possibilité de nous retrouver à Lille, c'est là où tout se décide, qu'on est une réunion avec les services concernés, avec le Bureau du SCOT et qu'on essaye d'avancer, d'avoir un aller et retour pour trouver l'ouverture et la solution qui nous permette mi-juillet de voter un texte qui sera accepté et par l'Etat et par la DDTM. Je n'imagine pas un seul instant que la raison qui l'emporte ne vous emporte pas, ou alors vous êtes vraiment désespérés, et je ne le souhaite pas pour vous, j'espère pour vous que vous avez un avenir rayonnant, ou en tout cas que l'Avesnois a un avenir rayonnant, et donc qu'on ait une réunion la plus claire possible pour que le jour où on présentera la synthèse à la délibération, nous soyons sûr que le document ne sera pas mis demain sous le boisseau de la lourdeur administrative, administration qui est en même temps celle qui doit porter l'avenir de la France.

Monsieur PAUVROS demande donc mandat du Comité Syndical pour voir l'Etat et la Région, pour recalculer l'équilibre général, les trois réunions publiques, et pour revenir sur un pré-document qui vous serait envoyé le 1^{er} Juillet, ce qui permettra, entre le 1 et le 12, aux uns et aux autres de venir le 12 avec quelques corrections, quelques virgules à apporter, et faire en sorte que nous soyons unis sur le document de synthèse.

Le Comité syndical donne son accord à l'unanimité sur cette méthode.

Le document d'aménagement commercial

Lucile HAMOIGNON, rappelle la démarche d'élaboration du DAC : concernant l'aménagement commercial, ce que doit faire le SCOT : dans le DOO inscrire des objectifs concernant l'équipement commercial et définir les localisations préférentielles du commerce, et réaliser un document d'aménagement commercial qui précise les zones d'aménagement commercial à la parcelle. Ce document est en cours d'élaboration. Il y a eu une restitution du diagnostic en Conseil Syndical le 17 janvier 2012, dont la stratégie a été validée le 13 Décembre 2012 en Conseil Syndical, une stratégie qui vise à rétablir un équilibre entre les zones commerciales de périphérie et des commerces de centre-ville. Cette stratégie a détaillé une armature commerciale avec des pôles commerciaux principaux proposant des types d'achat par pôle. Aujourd'hui cette armature commerciale est déclinée de manière plus précise en zones d'aménagement commercial qui seront délimitées, et en centralité qui seront proposées, localisées, donc en commissions en mars 2013, puis en conseil syndical, il y a déjà eu un débat, une proposition a été formulée par le Cabinet AID Observatoire, et dans une logique d'aller-retour avec les EPCI, cette proposition a été formulée techniquement aux EPCI et des retours ont été faits et envoyés au Syndicat Mixte du SCOT. Cette proposition, non figée, fait l'objet du débat d'aujourd'hui, elle a été basée sur une évaluation du potentiel de construction de surfaces commerciales sur le territoire en fonction des ambitions que s'est donné le territoire dans sa stratégie, et qui a été évaluée à une vingtaine d'hectares sur l'ensemble de l'Arrondissement.

Lucile HAMOIGNON donne ensuite la parole à Monsieur SARRAZIN du Cabinet AID Observatoire pour la présentation des propositions et des retours. Cf power point ci-après.

A l'issue de la présentation de Monsieur SARRAZIN, Monsieur PAUVROS ouvre à nouveau le débat, et demande notamment l'avis de Monsieur BAUCHOT, Président de la CCI : « ce sont des éléments que l'on découvre aujourd'hui, éléments sur lesquels il faudra se positionner. C'est un peu différent de ce qu'on aurait pu imaginer, notamment sur le dernier point. Ça demande quand même une réflexion, on vous a fait parvenir un document complémentaire d'analyse des mètres carrés. Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'en prendre connaissance pour essayer de voir la cohérence de la demande supplémentaire qui était de 20 000 m², alors que le livre blanc sur le commerce que nous avons présenté allait bien en deçà de cette demande puisqu'elle se situait aux alentours de 5 000 m². A titre d'information, la CDAC depuis 2009 a accordé 43 000 m² de surface de vente supplémentaire, un certain nombre de ces mètres carrés ont été réalisés : 12 151 m² précisément, 3 600 m² ont été abandonnés, il reste aujourd'hui à créer ou en cours de construction 27 000 m². Sur ces 27 000 m², les projets sont identifiés : il y a Eura Sambre à Maubeuge pour 8 000 m², le Leclerc d'Aulnoye pour 6 300 m², le Retail Parc à Louvroil pour 8 000 m² et Fourmies pour 6 600 m². Ça reste encore à être concrétisé, par contre parmi les commerces de plus de 300 m² qui sont implantés ou autorisés à s'implanter sur la période 2008-2013 c'est 49 000 m² qui ont déjà été réalisés, donc on voit bien qu'il y a eu une extension très importante de ces surfaces et que concernant les mètres carrés supplémentaires qui sont demandés aujourd'hui, la question que l'on peut se poser : est-ce que cela se justifie réellement ? »

Voilà la question qui est posée et à laquelle on répondra.

Jean-Luc PERAT souhaite que l'on revienne sur la zone de Fourmies : ça a été évoqué par le Président dans sa première conclusion : effectivement ce serait dommage de pénaliser des territoires parce qu'il n'y a pas un projet qui va sortir demain matin, l'objet c'est de projeter à 20 ans ; dans 20 ans certains seront encore là, certains ne le seront plus, ou avec d'autres fonctions ou avec d'autres responsabilités. Si on prend la zone d'activités de Fourmies, ce n'est pas qu'une zone d'activité commerciale, il y a de l'économie autre que du commerce, ce qui veut dire que quand il y a eu le recensement des différentes zones, celle-là a été mise en zone commerciale mais en réalité elle a plusieurs entrées et aujourd'hui de par la configuration des terrains, on sait que la zone qui se trouve à droite est pratiquement occupée. Je répondrai à Monsieur MATHIEU, car il y a eu un peu de tension sur ce point en réunion de bureau, que cette zone est pratiquement occupée, c'est-à-dire que les documents sont faits, on a le permis de construire et le promoteur est en train de terminer son travail, et c'est du commerce. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, si on regarde ce qui existe sur la gauche de la présentation, tout est pratiquement occupé, ça veut dire que aujourd'hui, ce que j'appellerai cette peau de chagrin jaune que l'on nous accorde généreusement, ça me semble un peu dépassé et que je vois pas pourquoi notre territoire ne pourrait pas avoir de l'ambition. Si vous prenez Fourmies et si vous prenez un compas et que vous tracez un rayon de 30kms, vous n'avez pas d'autres villes plus importantes que Fourmies ; nous sommes aussi à proximité de la Belgique, on est dans un secteur où il a des besoins et des déplacements transfrontaliers. Donc je répète qu'il vaut mieux déclasser les terrains plutôt que ne pas les autoriser, aujourd'hui, c'est pas dire on veut des terrains pour avoir des terrains, c'est qu'on veut avoir possibilité de développer un territoire qui souffre et qui continue de souffrir, et que si on n'a pas d'ambition pour notre territoire, à quoi sert-on ?

C'est pas parce qu'on demande des terrains qu'on va arriver demain matin avec des projets, mais on doit se donner la possibilité d'avoir des projets, et moi je pense que c'est ça l'objet de la construction du SCOT et du développement de chaque territoire. Effectivement on est au bout, mais c'est pas parce que on est tout au bout qu'il faut dire on condamne encore plus. Sur ce secteur on se mobilise, bien sûr pas seuls, avec nos partenaires, on a un PIDE (Pôle Intercommunal de Développement Economique) sur notre territoire, grâce au Département, grâce à la Région, grâce à l'Etat, on a réussi à convaincre qu'on pouvait aussi avoir de l'ambition sur ce territoire. Le PIDE nous prend une partie de notre terrain, ça veut dire qu'on veut aussi se doter d'outils permettant de développer ce microterritoire qui a aussi de l'ambition et je pense que peut être pas pour l'intégralité de la zone bleue, mais qu'on ne soit pas à se dire : « pas de bol si jamais on a des projets, on n'aura pas la possibilité de les développer sur notre territoire ».

Monsieur Rémi PAUVROS : A ce stade, je propose de finaliser ce document et de le mettre à la délibération le 12 Juillet.

Monsieur SARRAZIN rappelle que dans le cadre du document d'aménagement commercial du SCOT, il va falloir justifier les zones d'aménagement commercial, non pas en terme de m² mais en terme d'assiette foncière : sur une assiette foncière de 4,5 hectares, on peut développer, avec des coefficients de densité normaux entre 80 et 100 000 m² de commerce. Moi je ne suis pas capable de justifier qu'on puisse développer 80 000 ou 100 000 m² de commerce sur le bassin de Fourmies ; par contre prenons un principe de précaution et révisons, c'est valable aussi à l'inverse, ayons du foncier avec une vocation économique qui n'est pas classé en zone d'aménagement commercial tout de suite, mais donnons-nous la possibilité de le faire à l'occasion d'une révision de SCOT, c'est-à-dire à 6 ans, ce qui me paraît une temporalité raisonnable. Mais entendez bien que les problématiques d'assiette foncière vont se poser au regard des critères de lecture des services de l'Etat notamment qui demanderont de justifier les espaces dédiés au développement commercial sur l'ensemble du périmètre du SCOT et je pense que certains sont moins justifiables que d'autres. C'est un point de vue technique qui est valable aussi sur Feignies et sur la friche COCKERILL où il conviendrait de distinguer, ce qui est à vocation commerciale de ce qui est à vocation économique, car si je vous ai dit qu'on pouvait faire 100 000m² de commerces sur 4,5 hectares, imaginez ce que ça peut faire sur 27 hectares ! C'est dans ce sens-là que je vous mets en garde.

Monsieur Rémi PAUVROS : Ce que vous évoquez, nous l'avons vécu, Alain me dit qu'il l'a vécu sur un projet et c'est ce que nous faisons à Feignies par rapport à la zone d'activité commerciale qui va être déclassée d'une zone d'activité économique. J'attire simplement votre attention, parce qu'on est en train de le vivre, sur le fait que si vous avez obtenu des fonds FEDER pour l'aménagement, il faut rembourser.

Monsieur Jean-Luc PERAT : Nous avons eu il y a quelques années une démarche intelligente : nous avions les PLU qui étaient en réalisation ou en modification : Fourmies, Wignehies. On a fait un PLU intercommunal, ça veut dire qu'on a mobilisé des financements, de la Région, peut-être de l'Etat et même de l'Europe, pour essayer de montrer qu'on était en capacité, bien qu'ayant ces limites administratives de chacune des deux communes, de pouvoir travailler de manière constructive et opportune. On a associé le monde agricole de façon très concrète ce qui a permis de faire avancer les choses et de ne pas être sur une situation de blocage ; alors après, sur les formules, sur la présentation, oui pourquoi pas, je ne voudrais pas que l'on soit obligé de mener je ne sais combien de démarches administratives pour faire bouger. Il faut trouver les formules administratives, techniques et autres, qui ne soient pas pénalisantes.

Monsieur Rémi PAUVROS : on sait pertinemment, comme le pense Monsieur BAUCHOT qu'en terme d'activités commerciales pures, on ne va en consommer 10 %, c'est là où il faut être attentif, dans les demandes formulées par les différents territoires, de ce qui relève effectivement du commercial, de ce qui relève d'autres types d'activité. Tout à l'heure Annick parlait de la zone de Louvroil, c'est évident qu'une activité de loisirs, par exemple un centre aquatique, ne relève pas de l'activité commerciale, donc il y a peut-être à vérifier dans l'ensemble des propositions la part exacte qui relève de l'activité commerciale.

Madame JOLY : Je souhaite exprimer la position de la DDTM, je comprends bien les ambitions, les souhaits, les projets des communes ; là j'ai des chiffres exprimés par la Chambre de Commerce : les hectares autorisés, les hectares consommés, les hectares restant à consommer, il y a des faits, il y a des mètres carrés à disposition ; nous on a exprimé notre position : privilégier les centres urbains, les centralités, les pôles gare autour de la multi-modalité, essayer de privilégier le développement commercial dans les centres urbains, afin d'essayer de renouveler la vie sur la ville, d'éviter de consommer en périphérie des espaces naturels et des espaces agricoles. Quand l'avis de la DDTM et de l'Etat devra être exprimé, on se basera aussi là-dessus.

Monsieur LEDUC souhaite s'exprimer sur la zone de Feignies, plus précisément de la Longenelle Nord, il ne s'agit pas là de créer une zone commerciale, il ne s'agit pas de l'étendre, elle existe déjà puisque comment qualifier une zone où aujourd'hui on retrouve 3 concessionnaires automobiles, un commerce de matériaux, un commerce de détail, une pépinière, un hôtel... Simplement l'observation que je fais ici, c'est de dire : on complètera demain l'offre commerciale par éventuellement l'installation d'un Leclerc. En ce qui concerne la qualification de cette zone, par rapport aux fonds européens, il s'agit bien de ne pas rembourser des sommes mais simplement de ne pas toucher un complément de subvention qu'on aurait pu espérer à hauteur de 200 000 euros.

Monsieur Rémi PAUVROS : *Il faut qu'on arrive à mieux comptabiliser le nombre de mètres carrés concernés, parce qu'on est sur des zones où j'ai peur que ça ne passe pas tel que c'est présenté là.*

Il faut vraiment cadrer, comme l'a dit Jean Luc, il y a des zones d'activité mais il n'y aura pas que du commercial dessus, c'est là où il faut que chacun fasse preuve de sagesse, un hyper marché de 2 ou 3 mille mètres carrés c'est énorme, il faut qu'on ait le souci de présenter ce qui sera considéré comme raisonnable.

Monsieur SARRAZIN revient sur le cas de la zone de Feignies : vous avez cité 3 concessionnaires automobiles, un hôtel, du commerce de gros, qui ne sont pas soumis à CDAC, ça veut dire que toutes ces activités, on n'a pas vocation à les intégrer dans une zone d'aménagement commercial. Si on les intègre dans une zone d'aménagement commercial, ça veut dire que demain les 3 concessionnaires automobiles peuvent muter en activité commerciale, c'est ça le choix et la décision. Entendez bien la nuance et je souscris tout à fait à cette proposition d'affiner, ne délimitons que ce que nous voudrions véritablement mettre dans une perspective commerciale, ce qui ne nous interdit pas d'avoir du foncier à vocation économique qui peut se transformer en foncier à vocation commerciale dans le cadre d'un processus de révision du SCOT

Evitons l'overdose, **intervient M Pauvros**, on sent bien que là, en projection à hauteur de 20 ans, avec ce qui existe déjà en offre, on fait fort !

Madame Annick MATTIGHELO revient sur la friche d'Usinor : quelques réflexions sur la demande de l'AGGLO : c'est le plateau qui est continu au complexe aquatique, le dispatching pour ceux qui connaissent, ce monument remarquable que nous ont laissé les patrons de la sidérurgie en cadeau de départ ... Je rappelle que dans le PLU nous avions souhaité à l'époque construire une résidence le long de la Sambre, le PLU a été retoqué, il a fallu un an de négociation avec l'Etat pour qu'on arrive un consensus qui fait qu'on ne fait plus de logements sur cette partie de la friche d'Usinor, dont acte. On a plutôt misé sur l'éco quartier en centre-ville et là aussi il a fallu ferrailler pour faire accepter qu'on puisse construire. Soit, c'est l'histoire, mais il faut avoir la mémoire de l'histoire, car on ne peut pas nous faire un coup un jour et nous reprocher de faire le reste le lendemain... donc je rappelle qu'on est sur une friche industrielle, qui n'est pas dans la consommation de l'espace, donc on ne prive personne de rien, on est sur une friche existante, on est sur une friche qui est desservie par un site propre, donc ça correspond à des critères que j'ai entendus de la part de la DDTM souvent, on est en centre-ville, demain dans la nouvelle intercommunalité, avec Hautmont, on sera entre les deux plus grosses villes de la Sambre, d'un côté Maubeuge et de l'autre côté Hautmont, et nous on est juste au milieu, on est donc une centralité.

Sur le plateau dispatching, nous avons accepté l'aire des gens du voyage, c'est un effort qu'a fait l'AGGLO en investissant sur 4 aires. A Louvroil on devait avoir 15 places par rapport à la taille de la ville de 7 000 habitants, on a construit une aire d'accueil pour 30 places donc on n'a pas négocié sur le foncier qu'on a offert à 1 € symbolique ; nous avons obtenu sur ce même territoire une CDAC et un permis de construire pour Terres et Eau, qui malheureusement après 3 ans de tergiversations, a renoncé à investir. Donc on avait déjà l'aval de tous les partenaires, avec la CDAC et le permis de construire validé par tout le monde, et aujourd'hui on nous dirait : on ne peut plus rien faire des friches...

Alors moi, je vous pose la question : aidez-moi à réfléchir, qu'est-ce qu'on fait de la friche Usinor ? alors j'entends bien qu'on peut distinguer le plateau, avec une référence ludique, sportive, loisirs, à côté du complexe aquatique, c'est quand même le grand plateau d'Usinor, c'est le plus grand, mais qu'on ne nous empêche pas de continuer nos projets sur l'autre partie qui rejoint le contournement Maubeuge Ouest et qui est desservie par ce contournement. Je ne parlerai de la friche Cockerill, puisque je ne suis intervenue que sur des propositions de l'AGGLO, mais je vous dis que le fait de ne pas mentionner la friche Cockerill à Hautmont, va être un point dur dans la lecture finale parce que le Conseil Général va construire une route du rond-point sortant de Maubeuge Ouest jusqu'à la friche Cockerill, si vous dites demain et vous voyez à quel point je suis rassembleuse ! Cette voirie est décidée, elle est votée, elle est budgétée, elle va être construite si vous dites-vous faites une route pour aller dans un champ de betteraves, ça va coïncider...

Monsieur Rémi PAUVROS : sur ce dernier point je donne la parole au représentant de la CCSA, je ne fais pas par hasard, on ne peut pas être plus royaliste que le roi, si on veut défendre son dossier, il faut être

présent aux réunions. On ne peut pas en même temps tout vouloir et ne pas être là ! vous avez eu un contact avec la CCSA ? demande M Pauvros aux techniciens, ils ont parlé de la friche de la friche Cockerill ?

Monsieur SARRAZIN : *oui ça fait partie des intentions, ils ont été sollicités comme tout le monde.*

Monsieur Rémi PAUVROS *propose de rassembler, d'affiner, de bien répertorier ce qui relève de ce qu'on peut appeler une zone commerciale, on ne va pas par exemple mettre 50 hectares sur la zone Gréveaux les Guides, on rassemble tout dans les documents, on fait les 3 réunions publiques, on aura la réunion avec les services de l'Etat, la DDTM, on demandera à Monsieur le Sous-Préfet de faire en sorte que les services de l'Etat soient présents, et la Région ; on essaiera d'avoir cet aller-retour avant un document qui vous sera envoyé le 1^{er} Juillet et qui fera l'objet d'une délibération le 12 juillet. Après nous sommes dans une procédure de réécriture et d'engagement, je reviens sur la première intervention d'Alain FRÉHAUT : on accompagnera dans un souci pédagogique, les propositions d'un argumentaire simple pour reprendre les éléments essentiels de notre stratégie. Je crois que tu as raison, il y a un effort à faire sur tout ce qu'on a évoqué ce soir. Je remercie les uns et les autres de la qualité des interventions parce qu'on a bien perçu à travers de vos observations, et je demande aux collaborateurs de bien y revenir, de pointer du doigt les points sensibles, car comme l'a dit Jean Jacques il y a des inquiétudes, des interrogations, il faut y répondre. On a un mois et demi devant nous...*

Dernier point : la demande de dérogation de la commune de La Flamengrie au titre de l'article 122-2 du code de l'urbanisme.

C'est Monsieur Fréhaut, Président de la Communauté de Communes du Bavaisis, qui se charge de la présentation :

La DDTM, dans une note signée de Mme Joly, suggère... (à ce stade Mme Joly précise une nouvelle fois que la DDTM n'intervient pas en tant que service associé, mais en tant que conseil au Syndicat Mixte du SCOT), de ne pas délivrer, dans le cadre de l'élaboration du PLU de La Flamengrie, la dérogation au titre de l'article L 122-2 du code de l'urbanisme, en raison d'une consommation trop importante de terres agricoles (de l'ordre de 8 hectares). Il est vrai que cette consommation peut paraître un peu importante, mais lors de la préparation du PLU, la chambre d'Agriculture a été partie prenante à toutes les réunions, et a été consultée sur le projet au titre des personnes publiques associées, et à aucun moment elle n'a mis en évidence des enjeux agricoles sur les parcelles concernées. Donc c'est difficile pour le maire d'une commune de s'entendre dire par un « conseiller » que ce n'est pas bien de consommer des terres agricoles, et de ne pas avoir de remarques sur la Chambre d'Agriculture ! Une réunion a eu lieu en Mairie à la réception de l'avis du Préfet, en présence de Messieurs APPLINCOURT et PAMART, afin de faire le point sur les évolutions à apporter au dossier et il a été convenu de prévoir des percées visuelles au travers de la zone vers la zone agricole adjacente, afin de conserver un caractère le plus rural possible, en accord avec son environnement. Il est bien évident que le Maire de La Flamengrie note que les réserves émises par le Préfet seront prises en compte dans le dossier définitif d'approbation du PLU à l'issue de l'enquête publique... La DDTM a un avis consultatif, et néanmoins, il propose une modification, et là j'ai besoin de votre éclairage aussi, parce que s'il propose une modification ça veut dire qu'on ne donne pas notre accord aujourd'hui, et qu'on attend qu'il ait fait la modification pour en reparler. La proposition qui est faite c'est : il semblerait que ce n'est pas tant la zone 1AU elle-même qui dérange, mais le linéaire U qui la prolonge vers le Sud Est de la rue haute. Donc je peux proposer de supprimer ce linéaire, le linéaire U de la rue Haute, ce qui diminuerait la quantité de terres agricoles impactées par ce PLU. Je pense qu'on ne peut pas honnêtement délibérer aujourd'hui sur le sujet puisqu'il propose une alternative, il faut donc qu'on ait cette alternative pour revenir devant le Comité Syndical à un moment donné. Même si je suis bien convaincu que ça fait partie des projets et des ambitions du Maire de La Flamengrie, je n'ai pas assez d'arguments d'autant qu'il me propose une correction, donc je suis un peu embêté, s'il ne me l'avait pas proposée je me serais battu d'arrache-pied pour défendre son projet, là il dit : on peut faire autre chose donc on va lui demander autre chose et on en reparle la prochaine fois.

Madame JOLY : *Effectivement, nous avons émis cet avis, mais encore une fois c'est le Syndicat Mixte du SCOT qui décide, donc pour être un peu cohérent et dans une attitude un peu schizophrène, notre*

proposition qui est émise aujourd'hui effectivement fait référence aussi à l'avis réservé de l'Etat, du Préfet, et à la demande de modification, notamment dans la consommation de l'espace, des espaces agricoles, donc nous avons voulu être cohérents, après je vois qu'il y a un certain nombre de zones déjà urbanisées qui sont incluses dans l'espace urbanisé, après se pose la question de l'urbanisation future, une zone AU, qui est en limite avec la frontière belge, là ça paraît de la configuration difficile pour de l'urbanisation, donc effectivement si des efforts sont consentis, pourquoi pas représenter le dossier lors d'une réunion ultérieure.

Monsieur Rémi PAUVROS demande l'avis de la Chambre d'Agriculture : Monsieur RUFFIN avoue découvrir le dossier aujourd'hui même, il souhaite donc voir la nouvelle proposition qu'il soumettra à ses techniciens.

En conclusion, Monsieur PAUVROS indique que ce dossier de la Flamengrie sera réinscrit à l'ordre du jour de la réunion du 12 Juillet.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur PAUVROS met fin à la réunion à 21h40 et invite les participants au verre de l'amitié.

À quoi sert le SCoT ?

QU'EST-CE QU'UN SCOT ?

Le SCoT est un document d'urbanisme et de planification intercommunal définissant un développement équilibré à l'échelle territoriale pour les 20 ans à venir. Il assure la cohérence des politiques d'urbanisme dans les domaines de l'habitat, de l'équi-

pement, des déplacements, du développement économique et de l'environnement. Le SCoT couvre 151 communes réparties dans 12 intercommunalités regroupées au sein du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, qui est le maître d'ouvrage.

Quelques
chiffres clés...

- 12 intercommunalités
- 151 communes
- 234 658 habitants (2006)
- 1 407 km²
- 19 856 euros de revenu brut moyen annuel
- 2,48 personnes par ménage (2007)



• L'Helpe à Avesnes-sur-Helpe



• Entreprise



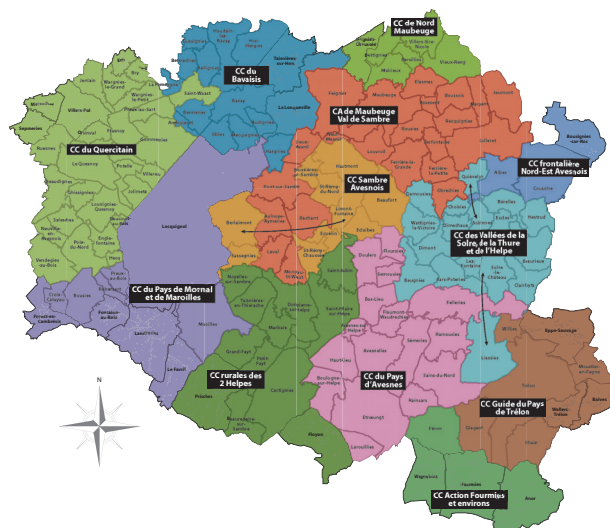
• Cinéma multiplexe de Maubeuge



• Boissements à Eppe-Sauvage

SCOT SA ANNEXE 4

INTERCOMMUNALITÉS ET COMMUNES MEMBRES



DE QUOI SE COMPOSE-T-IL ?

Le SCoT se compose de trois grands volets :

- le **rapport de présentation**, document informatif et explicatif, qui expose notamment le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement permettant de dégager les enjeux stratégiques,
- le **Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)**, projet politique du

territoire qui définit les grands choix stratégiques du Syndicat Mixte,

- le **Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)**, précise les orientations d'aménagement permettant la mise en œuvre du PADD.

QUELLES SONT LES AMBITIONS DU SCOT ?

Le SCoT vise principalement à :

- préserver et mettre en valeur les espaces naturels, agricoles et forestiers, remettre en bon état les continuités écologiques,
- lutter contre l'étalement urbain,
- favoriser le développement économique, social, culturel, touristique et les communications électroniques,

- optimiser les déplacements, les transports et l'implantation d'équipements structurants,
- rééquilibrer et diversifier l'offre de logements en économisant le foncier,
- fixer des objectifs en terme d'implantation commerciale.

À QUOI LE SCOT EST-IL OPPOSABLE ?

Le SCoT s'impose :

- aux Plans locaux d'urbanisme-PLU (ex-POS) et aux cartes communales,
- aux documents sectoriels définissant les politiques de transports (Plans de déplacements

- urbains-PDU), d'habitat (Programmes locaux de l'habitat-PLH),
- aux opérations foncières et d'aménagement.

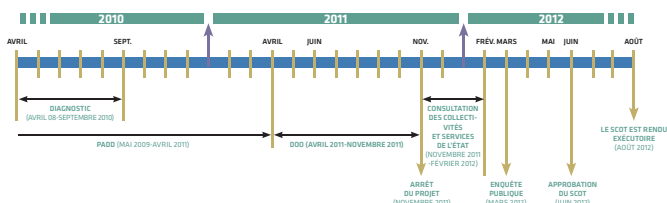
AVEC QUOI LE SCOT DOIT-IL ÊTRE COMPATIBLE ?

Le SCoT doit être compatible avec des documents "d'ordre supérieur", c'est-à-dire les textes législatifs et les documents d'urbanisme de rang supérieur :

- la Charte du Parc naturel régional,
- le SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux),

- le SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux).
- De plus, il doit tenir compte du Plan Climat Énergie territorial.

PLANNING PRÉVISIONNEL DE L'ÉLABORATION DU SCOT



• STIBUS stations gare et bus



• Habitat à Trélon



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

Un habitat à diversifier

Quelques chiffres clés...

- 234 658 habitants (2006)
- 100 593 logements (2007)
- 92 895 résidences principales (2007)
- 55 843 ménages propriétaires (2007)
- 17 140 logements HLM en 2006 contre 16 790 en 1999
- 8 % de petits logements (1 à 2 pièces)

CONSTAT

UNE POPULATION EN BAISSE

La population du territoire est en baisse depuis la fin des années 70. Des disparités existent puisque le secteur ouest (Quercitain, Bavaisis) connaît un regain depuis les années 80 alors que les bassins industriels de Fourmies et de la Sambre ainsi que le sud-est, de tradition rurale, poursuivent leur chute démographique.

Parallèlement, on constate un vieillissement de la population dû à l'accroissement de l'espérance de vie et à la réduction des classes jeunes.

Enfin, l'insuffisance des naissances par rapport aux décès ne compense plus les départs (0,5 %/an) de la population.

DES LOGEMENTS INADAPTÉS

Cette baisse de la population combinée à la hausse des résidences principales (1 % en 7 ans) et au taux de vacance des logements

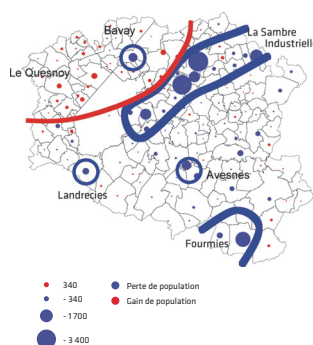
assez stable permet un accueil des populations nouvelles.

Cependant, la Sambre Avesnois souffre d'un manque de logements sociaux, principalement concentrés dans les villes les plus importantes, ainsi que d'une insuffisance de petits logements, accueillant les petits ménages (jeunes, nouveaux ménages, adultes séparés, personnes âgées).

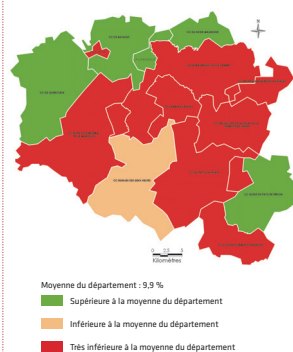
UN ÉTALEMENT URBAIN FORTEMENT PRÉSENT

L'habitat a tendance à s'étaler le long des routes de campagne. Cet étalement a favorisé le développement de l'automobile ainsi que les surcoûts, pour les communes, en matière d'équipements et d'infrastructures (réseaux d'assainissement, trottoirs, éclairage public...). Cette forme d'urbanisation a également contribué à réduire les terres agricoles et à banaliser le paysage.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES COMMUNES, 1982-2006



PRODUCTION LOCALE NETTE ANNUELLE DES RÉSIDENCES PRINCIPALES EN 1/1000^e DU PARC DES RÉSIDENCES PRINCIPALES DE 1999 À 2004



• Résidence ProperBois à Le Quesnoy

OBJECTIFS

STABILISER LA POPULATION

La baisse de la population peut être enrayerée en mettant en valeur la qualité de vie du territoire et en construisant un nombre suffisant de logements par an et en privilégiant la qualité de ces investissements.

DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENTS

Cela consiste à la fois à introduire du logement social en secteur rural et à prendre en compte :

- des possibilités de parcours résidentiel, c'est-à-dire l'évolution des besoins en logements en fonction des situations des familles tout au long d'une vie,
- des gammes de prix du marché,
- des performances énergétiques pour réduire les charges,
- de la facilité d'accès à des services de proximité publics ou privés (écoles, transports, services administratifs, culturels et sportifs, commerces...).

ASSURER LA MIXITÉ SOCIALE

Cette préoccupation permet d'éviter les concentrations excessives de populations défavorisées. Elle est à mettre en rapport avec la taille des logements, leur mode d'accès (locatif social ou privé, accession à la propriété...) et leur typologie (logements individuels ou collectifs).

RÉDUIRE L'ÉTALEMENT URBAIN

L'urbanisation nouvelle devra se développer prioritairement au contact des noyaux urbains, tandis que, dans les hameaux, on préférera combler les discontinuités ("dents creuses").

FAVORISER LE RENOUVELLEMENT URBAIN

Certains quartiers, friches ou constructions sont abandonnés, insalubres ou à réhabiliter. Parallèlement aux programmes de construction, il est important de les rénover. Certaines zones sont en cours de requalification par le biais de projets de rénovation urbaine.

PRIVILÉGIER DES FORMES D'HABITAT ADAPTÉES AU TERRITOIRE

La compacité des formes urbaines doit être accompagnée d'une amélioration du cadre de vie (espaces publics valorisés, qualité architecturale, qualité paysagère...). On choisira des formes d'habitat moins consommatrices d'espace comme par exemple des petits collectifs dans les centres-villes, des bourgs et des villages.



• Lotissement à Bouis



• Rue des Anciens à Maubeuge (projet)



• Logements à Féron



SCot Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

Des équipements à compléter

Quelques chiffres clés...

• 220 km de circuits de randonnées équestres

• 630 km de circuits de petite randonnée et 250 km de circuits GR

• 61 400 visiteurs de l'écumusee (2009)

• 1 000 m² prévus pour la construction d'une médiathèque à Fourmies

CONSTAT

UNE OFFRE NON OPTIMISÉE

Le pôle majeur de Maubeuge-Sambre bénéficie d'équipements de grande envergure comme le centre hospitalier, le pôle universitaire, le parc zoologique, le centre aquatique de l'Aiguade, ou l'aérodrome de Salmagne. Sur l'ensemble du territoire, il pourrait y avoir davantage de mise en réseau des grands équipements.

UNE OFFRE D'ÉQUIPEMENTS DE SPORTS ET LOISIRS ÉQUILIBRÉE

Le sport constitue un élément majeur de l'offre en loisirs du territoire.

Les parcs et les bases de loisirs assurent à la population et aux visiteurs des espaces uniques et conviviaux, dédiés aux activités récréatives de plein air, sportives et de détente. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire. Les plus importants par leur fréquentation sont, après le parc départemental du Val Joly (également station touristique), le golf de Mormal, la base de loisirs du Quesnoy, le centre de loisirs du Bol Vert à Trélon, les Étangs des Moines à Fourmies, ainsi que le parc zoologique de Maubeuge.

Les festivals culturels (Féron/Arts, Joly Jazz, Les Nuits secrètes, les Folies, Via...) et les

multiples événements participent à la visibilité régionale et transfrontalière du territoire. Enfin, les équipements culturels (musées, théâtres, salles de spectacle, bibliothèques, médiathèques...) sont nombreux. Ils comprennent une Scène nationale à Maubeuge.

ÉQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX

Si le territoire dispose bien d'une armature d'équipements scolaires quantitativement satisfaisante, il propose trois fois moins d'unités de garde d'enfants en âge préscolaire que sur le reste du département. Ce déficit se retrouve, de façon moins marquée, en matière d'accueil des personnes âgées autonomes et dépendantes, alors que ces établissements, certes concurrencés par la Belgique voisine, nécessitent de nombreux emplois qualifiés. Par ailleurs, les indicateurs de santé publique restent très en retrait, tandis que l'offre de service de médecine générale diminue de manière inquiétante, notamment hors de l'agglomération de la Sambre. L'éloignement géographique de la médecine spécialisée invite trop souvent les habitants à se déplacer vers Valenciennes ou Lille.



• Écumusee de Fourmies



• Clinique de Maubeuge

OBJECTIFS

ACCROÎTRE L'ATTRACTIVITÉ VIA, NOTAMMENT, LES ÉQUIPEMENTS

- Créer moins d'équipements mais de meilleure qualité.
- Miser sur la recherche de l'accessibilité maximale.
- Offrir des alternatives comme des équipements et services mobiles (cinémas, commerces ambulants...).
- Mener une réflexion intercommunale pour optimiser la mise en place d'un équipement ou d'un service.

VEILLER À UNE BONNE IRRIGATION ET HIÉRARCHISATION DU TERRITOIRE

L'implantation des équipements doit respecter la hiérarchie des polarités.

Le pôle majeur de Maubeuge-Sambre (Hautmont à Jeumont)

C'est le seul pôle où peuvent se développer certaines fonctions majeures à l'échelle du territoire : santé (centre hospitalier), enseignement-recherche (université), culture (bibliothèque centrale)...

Les pôles intermédiaires principaux : Avesnes-Helpe, Le Quesnoy, Fourmies, Aulnoye-Aymeries (pôle intermédiaire principal lié au pôle majeur "Maubeuge-Sambre")

Ils doivent permettre d'offrir les services suffisants à la population : santé, enseignement, animations culturelles, sportives, services à la personne...

Les pôles intermédiaires locaux (Bavay, Landrecies, Solre-le-Château)

Leur relative proximité avec le pôle de Maubeuge-Sambre ou du Quesnoy peut leur éviter d'implanter des équipements lourds (théâtre ou piscine

par exemple). Ils complètent l'offre de proximité en direction des villages ruraux.

En zone rurale

Il est nécessaire de rationaliser et de mutualiser les équipements de proximité entre plusieurs communes.

AMÉLIORER L'OFFRE MÉDICALE ET HOSPITALIÈRE

- Soutenir le projet d'implantation du nouveau centre hospitalier de Maubeuge.
- Poursuivre l'irrigation du territoire en équipements lourds (scanner...).
- Développer les coopérations transrégionales (Fourmies-Hirson) et transfrontalières (Maubeuge-Mons, Fourmies-Chimay).
- Assurer une bonne accessibilité par une offre de transport en commun.
- Compléter l'offre privée et publique.
- Viser un maillage des centres médicaux libéraux du territoire plus efficace et plus cohérent.

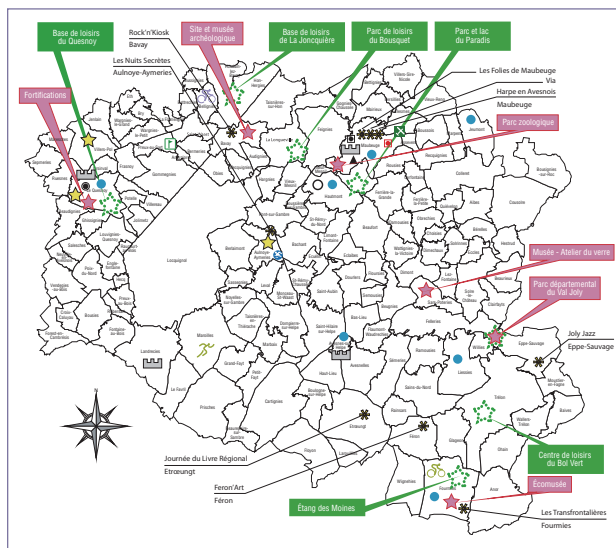
DÉVELOPPER LES ÉQUIPEMENTS SOCIAUX

Il s'agit de développer une offre adaptée en direction des personnes âgées, pour faire face au vieillissement de la population, et de la petite enfance (crèches, haltes-garderies).

AMÉLIORER L'OFFRE DES SERVICES ORDINAIRES

Cette offre de services de proximité ne pourra se réaliser qu'en renforçant les centralités des villes, des villages et des bourgs.

LES ÉQUIPEMENTS ET MANIFESTATIONS LES PLUS ATTRACTIFS POUR LE TERRITOIRE



• Théâtre de Le Quesnoy



• Centre aquatique de l'Aiguade à Aulnoye-Aymeries



• Val Joly



• Parc zoologique de Maubeuge.



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

Une économie à développer

Quelques chiffres clés...

- 17 % de taux de chômage (2010)
- 69 350 emplois locaux en 2006 contre 67 900 en 1999
- 56 % d'emplois dans les services en 2006 (62 % dans le Nord) contre 53 % en 1999
- + 22 % d'activités dans l'hôtellerie-restauration
- + 20 % dans les industries agricoles et alimentaires

CONSTAT

UNE INSUFFISANCE D'OFFRES D'EMPLOIS LOCAUX

En 2006, le territoire offre 69 350 emplois locaux pour 97 407 actifs, contre 67 900 en 1999 pour 94 697 actifs. La proportion des emplois locaux/actifs est donc en régression.

UNE SPÉCIALISATION INDUSTRIELLE QUI PERDURE

Les industries qui offrent le plus d'emplois par actifs résidents sont l'industrie automobile, la métallurgie et la sidérurgie. Parallèlement, sur les 602 créations d'entreprises en 2008, 43 % se font dans le domaine des services, un pourcentage inférieur à la moyenne régionale ; un retard en cours de rattrapage.

UNE POLARITÉ COMMERCIALE INSUFFISAMMENT ATTRACTIVE

La Sambre Avesnois manque de polarité commerciale attractive, attachée au tissu urbain, rapprochée d'autres sources d'attraction (culture, loisirs, services, détente...) et susceptible de fidéliser durablement les

clients les plus exigeants. Le grand centre commercial de Louvroil-Hautmont, lieu central du territoire, n'empêche pas pour autant l'évasion commerciale vers d'autres pôles comme Valenciennes, Mons-Belgique ou Hirson.

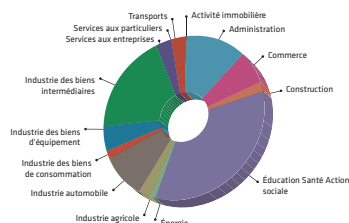
UNE DÉPRISE AGRICOLE IMPORTANTE

Le territoire est marqué par son caractère rural. L'activité agricole est particulièrement présente : prairies au sud, cultures dans l'ouest et le nord. Elle constitue une activité économique essentielle. Or la surface affectée à l'activité agricole est en baisse constante (- 9,3 % entre 1979 et 2000). Les causes sont multiples : urbanisation, friches, créations d'infrastructures, reboisement.

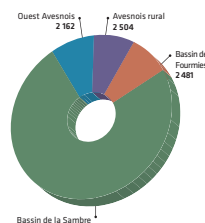
UN MANQUE DE CAPACITÉ D'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE

Le territoire possède, outre ses paysages naturels, bocagers et forestiers, un nombre diversifié de sites attractifs en terme touristique. Pour autant, les capacités d'hébergements font défaut (chambres d'hôtes, gîtes ruraux, campings, villages vacances, hôtels...).

LES EMPLOIS DES ÉTABLISSEMENTS DE PLUS DE 50 SALARIÉS EN 2007



LES EMPLOIS DES ÉTABLISSEMENTS DE PLUS DE 50 SALARIÉS EN 2007 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



• Centre commercial de Le Quesnoy



• Développer le tourisme

OBJECTIFS

DÉVELOPPER L'ACTIVITÉ TERTIAIRE

Parallèlement à la confortation de la spécialisation industrielle (ex : pôle de compétence mécanique), il est primordial de diversifier l'activité économique, dont celle issue du secteur tertiaire.

SOUTENIR LES FILIÈRES SPÉCIALISÉES

Les trois filières économiques du territoire méritent d'être soutenues et développées : la filière "lait", autour des laiteries, et son fameux Maroilles, seule AOC fromagère au nord de Paris, la filière "pierre" et la filière "bois".

RÉÉQUILIBRER L'OFFRE COMMERCIALE

Pour rééquilibrer l'offre commerciale sur l'ensemble du territoire, il faut considérer comme nécessaire :

- de reconstituer une offre commerciale diversifiée et maillée, adaptée aux besoins des consommateurs ;
- de provoquer la revitalisation commerciale des villes centres et des pôles intermédiaires ;
- de prendre en compte les évolutions nécessaires des modes de transport (doux et collectifs) pour repositionner géographiquement les priorités commerciales.

SOUTENIR L'ACTIVITÉ AGRICOLE

La sauvegarde de l'agriculture passe par la limitation de l'utilisation des sols concernés pour en faire autre chose. L'enclavement des terres agricoles et leur mitage par les constructions de logements, concourent fortement à réduire les surfaces agricoles.

La revitalisation des productions agricoles nécessite d'encourager l'agroalimentaire, la vente des productions aux collectivités, la vente directe aux particuliers et le développement de circuits de distribution "à la ferme".

ÉTENDRE L'OFFRE TOURISTIQUE

Il s'agit avant tout de développer les capacités d'hébergement, particulièrement en milieu rural. En parallèle, il est important de promouvoir les circuits touristiques, de développer des synergies entre les lieux touristiques et de réaliser des aménagements propices à la découverte du territoire (véloroutes, chemins de randonnées...). La réouverture du canal de la Sambre à la navigation de plaisance sera un atout supplémentaire.

DÉVELOPPER L'OFFRE DE FORMATION

Pour se développer économiquement, le territoire doit proposer des formations dans le domaine tertiaire (hôtellerie, restauration, sécurité informatique, professions médicales et paramédicales). Le secteur du bâtiment devra se former pour pouvoir s'adapter aux nouvelles exigences liées à l'environnement.

SOUTENIR ET DÉVELOPPER LA RECHERCHE

Les secteurs existants sont le symbole du devenir du territoire : biomatériaux, céramique, traitement de surface, pôle de compétence de visualisation, sécurité informatique, projet de centre d'essai ferroviaire en lien avec le pôle de compétitivité i-Trans.



• L'industrie résiste (ici MCA), l'activité tertiaire amorce un rattrapage



• Soutenir l'activité agricole et la filière spécialisée "lait"



SCot Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

Un réseau de transports à optimiser

Quelques chiffres clés...

- 78 % de ménages motorisés (2007)
- 91 % des actifs travaillent dans le département du Nord
- 78 % des trajets domicile-travail en voiture (2006)
- 5 % des trajets domicile-travail en transports en commun (2006)
- 4 059 passagers/jour en TER à la gare d'Aulnoye-Aymeries

CONSTAT

UN RÉSEAU ROUTIER MARQUÉ PAR DES RUPTURES

Si le réseau routier secondaire est important et irrigue bien le territoire, en revanche, les deux axes principaux (RN 2 et RD 649) sont sources de préoccupations.

La RN 2 traverse le centre d'Avesnes-sur-Helpe et génère des nuisances, dues, en particulier, au trafic poids lourds. De plus, elle n'est à 2x2 voies que sur la partie du contournement sud-ouest de Maubeuge. Les conditions de circulation ne permettent pas d'en faire un axe majeur européen. Quant à la RD 649, son doublement a permis d'améliorer la connexion de la Sambre Avesnois aux réseaux routiers européens. Néanmoins, les liaisons restent incomplètes, notamment vers la Belgique, pour assurer une pleine intégration du territoire.

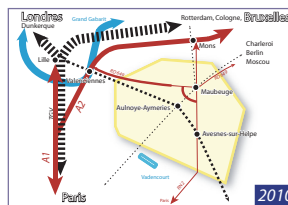
UN RÉSEAU FERRÉ ENCORE TROP "LENT"

La principale problématique du réseau ferroviaire de la Sambre Avesnois est que, malgré ses bonnes connexions sauf avec la Belgique, il pêche, globalement, par ses durées de trajets trop longues pour relier les pôles d'emploi principaux. Aussi, pour les trajets quotidiens domicile-travail, on lui préfère la voiture.

UN RÉSEAU DE BUS À AMÉLIORER

Le réseau de bus ne constitue pas encore une alternative à la voiture. Les réseaux de transports urbains (hormis Arc-en-Ciel, réservé principalement au transport scolaire) ne concernent que la Sambre industrielle, la Communauté de communes Sambre Avesnois et la Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre. Même si des améliorations ont été effectuées (Viavil, Filobus...) le réseau n'est pas suffisamment étendu et interconnecté.

POSITION DES GRANDS AXES DE CIRCULATION EN SAMBRE AVESNOIS EN 2010



LA SAMBRE AVESNOIS DANS LE RÉSEAU FERROVIAIRE EUROPÉEN



• Offrir une solution alternative au "tout voiture" et favoriser les déplacements doux



• Des investissements considérables engagés pour optimiser le réseau ferré

OBJECTIFS

REQUALIFIER LA RN 2

La mise au gabarit autoroutier de la RN 2 est un enjeu capital. Elle permettra de mieux drainer la Sambre Avesnois en direction du réseau autoroutier nord-européen, via Mons ou Charleroi, en direction de Paris et de l'axe Strasbourg/Milan, via Laon et Reims (A 26) et en direction des ports de l'Atlantique, via Saint-Quentin.

ACHEVER LA MISE À 2X2 VOIES DE LA RD 649 (CONTOURNEMENT NORD DE MAUBEUGE)

Le contournement nord de Maubeuge est une autre priorité car il correspond à la reconnexion de la RD 649 entre les tronçons à 2x2 voies vers Valenciennes, à l'Ouest et vers Jeumont, à l'Est. La mise en place de ce contournement permettra la mise à 2x2 voies vers Mons et/ou Charleroi et le reste du réseau autoroutier nord-européen. Cette démarche vise le désenclavement de la Sambre industrielle mais profitera également à l'ensemble de l'Avesnois.

OPTIMISER LE RÉSEAU FERRÉ

La ligne TER Lille-Hirson doit, à terme, permettre de relier Lille à Fourmies en 50 mn. Les investissements engagés sont considérables et devraient améliorer la mobilité des actifs vers les pôles d'emploi majeurs extérieurs que sont Lille et Valenciennes ou, du Sud de l'arrondissement vers le pôle de Maubeuge, sans accroître ou même en diminuant les déplacements automobiles.

ADAPTER L'OFFRE DE TRANSPORTS EN COMMUN

Les objectifs sont d'accroître la fréquence et l'amplitude horaire des bus, d'étendre les

réseaux vers les zones actuellement peu ou pas desservies et de faciliter, pour l'usager, le passage d'un système de transport en commun à l'autre sans rupture.

Un billet "unique" permettrait de faciliter l'intermodalité et la rendrait moins onéreuse. Le développement de plates-formes multimodales train/bus ou bus urbains/bus interurbains devra s'élargir sur le territoire.

Les zones d'activités économiques ne seront développées qu'en lien avec une **accessibilité en transport en commun**.

Beaucoup de trajets domicile-travail peuvent être facilités par la mise en place de transports haute fréquence reliant les bourgs centres mal desservis par les transports en commun (Landrezieux, Bavay...) vers les pôles d'emploi ou des pôles relais bénéficiant de plates-formes multimodales.

Un Plan de Déplacement Entreprises doit être envisagé pour réduire l'utilisation de la voiture.

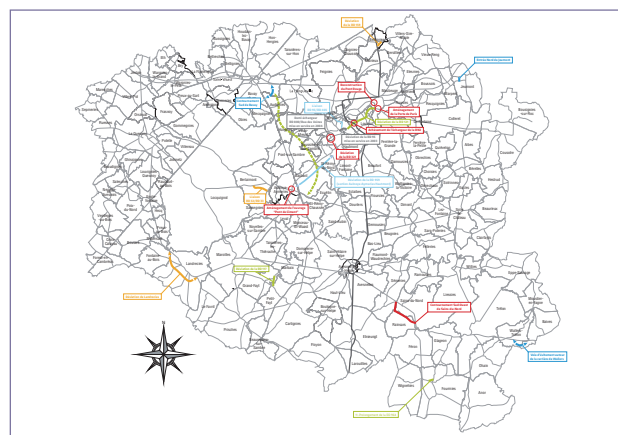
Enfin, le développement urbain doit s'adapter aux infrastructures de transport collectif et non l'inverse.

FAVORISER LES DÉPLACEMENTS DOUX (VÉLO, MARCHÉ)

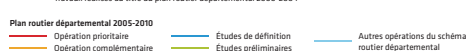
Cela passe notamment par :

- un meilleur partage de l'espace public entre automobiles, piétons et cyclistes,
- la réalisation de couloirs pour deux-roues,
- la requalification ou la réalisation de cheminements piétons,
- la réalisation de pistes cyclables,
- une offre de stationnement sécurisée et adaptée aux deux-roues.

VOIES NOUVELLES 2005-2010



Travaux réalisés au titre du plan routier départemental 2000-2004



• Favoriser les transports en commun (ici le STIBUS)



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

Un environnement à préserver

CONSTAT

UN GRANDE DIVERSITÉ PAYSAGÈRE

Le territoire de la Sambre Avesnois dispose de nombreux sites naturels recensés ou protégés en raison de leur biodiversité : 70 % de Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique, sites Natura 2000, Espaces naturels sensibles du département. En terme d'entités paysagères, le territoire se divise en trois parties : à l'est se déploie le massif forestier ardennais, au sud, on y trouve le bocage, à l'ouest sont présents les grands plateaux hennuyers. En dehors de son secteur plus urbain, la Sambre Avesnois est couverte en bonne partie par le Parc Naturel Régional.

À noter aussi que le territoire comprend la forêt de Mormal qui, avec ses 9 163 hectares, est le plus grand massif forestier de la région. La trame verte et bleue du Nord-Pas de Calais y présente régionalement la plus forte densité de cœurs de nature, y compris au niveau de Hautmont-Maubeuge-Jeumont.

UNE TENDANCE À LA DIMINUTION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Malgré un accroissement des surfaces boisées, les espaces naturels sont de plus en plus segmentés et interrompus. Le bocage est menacé par le remembrement, les maladies et le manque d'entretien. Les haies sont perçues comme une entrave à l'agriculture (difficultés à manœuvrer, rendements amoindris à proximité). Parallèlement, les espaces agricoles ont souffert de l'urbanisation anarchique et de l'implantation d'infrastructures de communication.

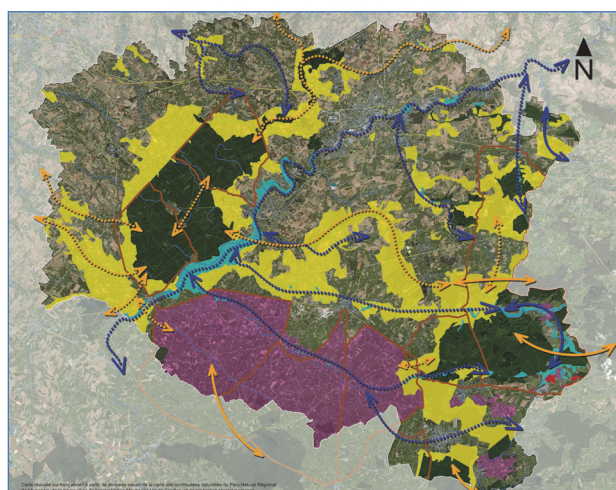
UN PATRIMOINE BÂTI TRÈS RICHE

Outre le patrimoine classé et officiellement reconnu, le territoire recèle une abondance de constructions relevant de différents types de patrimoine qu'il s'agit de protéger : religieux, militaire, rural, urbain, industriel, insolite et inclassable. En tout, 882 édifices ont pu être répertoriés.

Quelques chiffres clés...

- 17 % du territoire est couvert par des forêts (28 000 hectares)
- 10 000 km de haies
- 53 000 hectares de prairies

TRAME VERTE ET BLEUE EN SAMBRE AVESNOIS



Cœurs de nature à préserver	Les continuités	Les corridors de bocage et forêt :
Forêts	Les principaux continuums écologiques	• à conforter
Milieux humides et aquatiques	Les corridors de milieux aquatiques :	• à restaurer
Pelouses calcicoles	• à conforter	• à restaurer
Milieux bocagers	• à restaurer	Les espaces à étudier



• Hêpe Mineure à Marolles

OBJECTIFS

PRÉSERVER LA DIVERSITÉ ÉCOLOGIQUE

La biodiversité ne peut être maintenue que si sont préservés les corridors biologiques qui relient les milieux naturels d'intérêt majeur. La constitution de la trame verte et bleue s'appuiera sur celle qui est élaborée sur le territoire du Parc naturel régional et complétée par les études et plan d'actions mis en œuvre par l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre. Les grandes ambitions du SCoT consistent :

- à limiter ou empêcher toute artificialisation dans les secteurs reconnus de biodiversité remarquable,
- à préserver de toute urbanisation les corridors écologiques,
- à prendre en compte les continuités avec les territoires voisins régionaux, nationaux et internationaux.

LUTTER CONTRE LA DISPARITION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Le développement du tourisme "vert" (hébergement touristique, cheminements doux) ne doit pas appauvrir la biodiversité. Autre enjeu, celui de parvenir à un équilibre

entre préservation du patrimoine naturel et maintien d'une agriculture durable.

Il faut maîtriser l'urbanisation consommatrice d'espace : urbanisation linéaire, pavillonnaire, en extension de l'enveloppe urbaine existante. Les projets d'envergure régionale ou ceux qui concernent le périmètre du SCoT (ex : mise à 2x2 voies de la RN 2) ne devront pas empêcher le développement urbain des communes concernées par ces projets. Des objectifs complémentaires sont déjà évoqués dans le panneau consacré à l'habitat.

PRÉSERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE BÂTI ET NATUREL

Le patrimoine est un vecteur de dynamisme et de renouveau.

Outre l'attention toute particulière qui doit être portée aux entrées de ville, le SCoT encouragera les documents d'urbanisme locaux et les programmes d'aménagement à examiner chaque projet sous l'angle d'une approche environnementale et architecturale. Les documents d'ordre réglementaire intégreront, localement, des protections du patrimoine bâti et naturel.



• Préserver la diversité paysagère, notamment les bocages



• Lutter contre la disparition des espaces naturels



• Valoriser le patrimoine bâti : ici une maison en brique et en pierre bleue



• Exemple de pierre bleue



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

Un environnement à préserver

Quelques chiffres clés...

- 3 000 mares recensées
- 120 millions de m³ de réserve d'eau sur le bassin versant Est
- 29,5 millions de m³ d'eau souterraine prélevés (2003)
- 62 % des prélèvements destinés à l'alimentation en eau potable
- 38 % des prélèvements destinés à l'industrie

CONSTAT

L'EAU, UNE RESSOURCE ABONDANTE MAIS FRAGILE

Cours d'eau, plans d'eau, zones humides et nappes phréatiques abondent sur le territoire. La qualité des cours d'eau s'est améliorée en l'espace d'une décennie (1997-2006). La réserve d'eau souterraine, de bonne qualité, permet au territoire d'être autonome au niveau de l'approvisionnement pour les activités humaines (eau potable et industrie). Les captages en eau potable se situent principalement dans la Vallée de la Sambre et font l'objet de mesures de protection car cette eau est une ressource particulièrement fragile.

UNE FORTE PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Le passé fortement industriel du territoire a laissé de nombreuses traces : pollutions des sols, de l'eau, présence de nombreuses friches

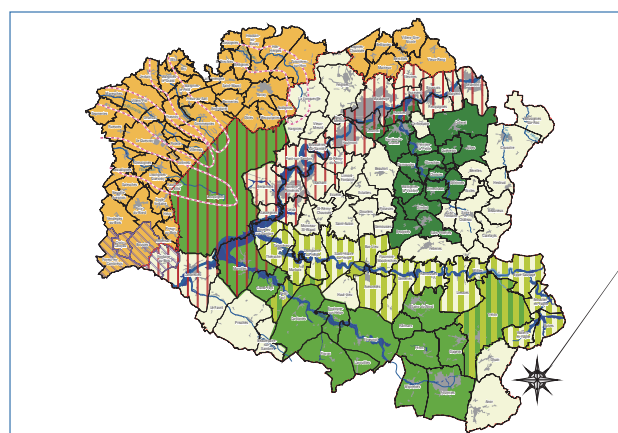
industrielles... Il existe toute une réglementation pour prévenir les risques liés à ce phénomène. Les entreprises en activité et potentiellement dangereuses sont soumises à des règles strictes de prévention. Quant au risque d'inondation, il est pris en compte par le PERI (Plans d'Expositions aux Risques Inondations) de la Sambre et par deux PPRI (Plans de Prévention des Risques d'Inondation) approuvés.

DES DÉCHETS DE PLUS EN PLUS VALORISÉS

Le territoire est bien doté en équipements de collecte et de traitement des déchets ménagers. Le taux moyen de valorisation des déchets municipaux est de 38 % (6 points de plus que la moyenne régionale).

La valorisation des déchets industriels est en forte progression pour 70 % de sa production.

PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION DANS LES PÉRIMÈTRES DES SAGE DE LA SAMBRE ET DE L'ESCAUT



Source : Agence de l'eau Artois - Picardie



• La Sambre à Maubeuge

OBJECTIFS

PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU

Pour préserver la quantité et la qualité de la ressource en eau, il convient de :

- préserver les zones humides et prendre en compte les espaces à enjeux définis dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux), plus particulièrement les espaces à enjeux prioritaires ;
- recenser et préserver les champs captants les plus fragiles et protéger les captages d'eau potable ;
- garantir la compatibilité de tout nouvel aménagement avec le renouvellement et la préservation des eaux souterraines et superficielles et le maintien des zones humides.

RÉDUIRE LES GAZ À EFFET DE SERRE

Les objectifs du SCoT s'appuient sur la loi ENE (Engagement national pour l'environnement) en particulier, pour lutter contre le réchauffement climatique.

La réduction des gaz à effet de serre et des pollutions liées à l'automobile passe par :

- la limitation de l'étalement urbain,
- la recherche de la compacité urbaine,
- une plus grande efficacité des transports collectifs, du canal de la Sambre et du réseau de voies ferrées,
- la préservation des espaces naturels et la maîtrise du changement de destination des sols,

- le développement des énergies renouvelables, y compris auprès des particuliers,
- la mise en place des dispositifs permettant les économies d'énergie.

Le Plan Climat Énergie Territorial, élaboré sous l'égide du Syndicat Mixte, définira un plan d'actions pluriannuel intégrant la maîtrise de la consommation d'énergie et la production d'énergies renouvelables.

RÉDUIRE LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Il faut être attentif aux deux sites SEVESO du territoire, le site Nobel Explosifs France (seuil haut) à ETH, qui fait l'objet d'un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques), et le site de la verrerie AGC France de Boussois (seuil bas), afin de maîtriser l'urbanisation alentour. De nouvelles implantations d'entreprises classées seront possibles à condition d'être suffisamment éloignées des zones d'habitat. Réciproquement, il faudra veiller à ne pas construire à proximité de ces entreprises. Les sites pollués ou susceptibles de l'être feront l'objet d'une évaluation, en particulier lorsqu'il s'agit de friches, avant de les reconquérir.

OPTIMISER LA GESTION DES DÉCHETS

Deux objectifs complémentaires doivent se mettre en place :

- la diminution des quantités de déchets produits ;
- la valorisation de 50 % des déchets produits.



• Réduire la production de gaz à effet de serre en limitant la circulation automobile



• Déchetterie d'Aulnoye-Aymeries



• Privilégier les formes compactes d'habitation (ici Hautmont)



• Helpe Mineure à Étrovingt



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com



2013, UNE ANNÉE DÉCISIVE POUR LE SCOT

Le calendrier prévisionnel d'élaboration du SCOT de la Sambre-Avesnois a été modifié pour répondre aux exigences de la réglementation imposée par la loi Engagement National pour l'Environnement (ENLE) votée en juillet 2010, dite loi Grenelle 2, entrée en vigueur en 2011. Cette loi a introduit de nouvelles exigences et nécessités, tant en matière de planification que de travail d'accompagnement du PADD et l'avancement du DOO. Aujourd'hui, deux grandes étapes d'avancement se dessinent : la validation par le comité syndical du PADD



LE GRENNELLE 2 : UN PAS DE PLUS VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2010, alors que le territoire français compte environ 400 projets de SCOT, une nouvelle législation a modifié en profondeur leur constitution, la loi Engagement National pour l'Environnement (ENLE) dite loi Grenelle 2. Le Code de l'Urbanisme définit ainsi une approche beaucoup plus environnementale des SCOT à travers quatre objectifs prioritaires : la limitation de l'artificialisation des sols, la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la nécessité de créer un lien entre de densité urbaine et déserte par les transports collectifs. Ces nouvelles orientations ont des incidences sur l'élaboration des SCOT

METTRE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS AU CŒUR DU PROJET DE SCOT

La politique estde s'appuyer sur les atouts du territoire pour faire émerger une dynamique économique. Le projet politique du territoire s'appuie de ce fait sur sept axes :

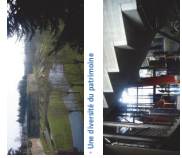
- rendre cohérent le renforcement ou la création de zones d'activités économiques autour des principaux bassins de vie et d'une meilleure accessibilité du territoire,
- développer les filières spécialisées autour des produits spécifiques du territoire (bois, lait, pierre),
- renforcer l'activité agricole par la protection des espaces naturels et la mise en valeur des productions locales,
- développer les logements, équipements culturels et de loisirs, politique festival pour développer l'accueil et l'activité touristique,
- renforcer et encourager l'implantation de petites entreprises au sein des bourgs et villages qui offrent une proximité de travail,
- assurer une bonne maîtrise des équilibres commerciaux,
- adapter les formations aux besoins locaux, développer les pôles d'excellence et de recherche.



Site de Maubeuge, Construction du nouvel hôpital (HAC 2)

FACILITER L'ÉMERGENCE DE PROJETS QUI INTÉRESSENT TOUT LE TERRITOIRE

L'Avesnois est un territoire qui présente une diversité de zones urbaines (Sambre industrielle, secteur de Fournies). Il est riche de ses complémentarités avec son histoire, sa culture, son environnement, ses atouts naturels. Ces éléments de convergence et d'enrichissement sont la force de cohérence sur laquelle il faut s'appuyer pour créer ou développer de nouvelles zones d'activités et d'échanges entre les territoires ruraux et ruraux.



Théâtre à La Chesney

OPTIMISER LE MAILLAGE DU TERRITOIRE PAR UNE MISE À NIVEAU D'ÉQUIPEMENTS QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DE LA POPULATION

L'implantation des équipements doit respecter la hiérarchie des polarités :

- le pôle majeur de Maubeuge-Sambre doit être renforcé en termes de services pour développer certaines fonctions majeures à l'échelle du territoire : santé (centres hospitaliers), enseignement (université), culture (bibliothèque centrale)...
- puis les implantations des équipements secondaires, intermédiaires, pourpays (Avesnois sur-Hepe, La Chesney, Fournies, Landreches, Soire-le-Château), dont la relative proximité avec le pôle de Maubeuge-Sambre ou du Quesnoy peut permettre l'implantation de services de proximité (bibliothèque, centre de santé, etc.)

PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PADD) : LES CINQ GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET

Le projet politique du SCOT est défini dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, dont la version provisoire a été présentée en mai 2011. Document pivot, il présente le projet partagé par les acteurs et il exprime les objectifs stratégiques retenus, au nombre de cinq, il se fonde sur les problématiques du territoire, révélées par un diagnostic complet préalablement établi, qui sera prochainement enrichi des études complémentaires en cours.



DÉVELOPPER LES COOPÉRATIONS TRANSFRONTALIÈRES ET TRANS-REGIONALES FACILITÉES PAR UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ DU TERRITOIRE

Le territoire s'est engagé vers des coopérations transfrontalières dans le domaine de la santé, de la culture (coopération Maubeuge-Mors, Maubeuge-Chaillou, Fournies-Chimay) et dans le domaine économique (coopération entre le Guide du Pays de Trélon et la Belgique). Au quotidien, les échanges transfrontaliers sont constants : on traverse régulièrement la frontière à son travail, fréquenter les commerces, profiter de équipements de loisirs... Des échanges entre l'Avesnois et les régions voisines se développent. D'une part avec la région picarde, principalement autour du pôle de Fournies, avec la coopération hospitalière Fournies-Chimay-Hirson. D'autre part, avec le Hainaut-Cambrésis grâce à la proximité géographique. Il s'agit de renforcer ces rapprochements avec les territoires voisins du département (Valenciennes, Cambésis) et de s'associer à la dynamique créée autour de l'aire métropolitaine lilloise. Consolider l'ensemble de ces coopérations passe par l'amélioration de l'accessibilité du territoire. À ce propos, le projet du SCOT pointe du doigt la nécessité :

- de la mise aux normes autoroutières de la RN 2, pour mieux drainer la Sambre Avesnois en direction du réseau autoroutier nord-européen,
- d'une jonction à 222 voies de la RD 649, entre Valenciennes et Jeumont pour mettre de la mise en circulation de la Sambre à l'alternative à la circulation des poids lourds et de développement touristique vers la Belgique et le Bassin parisien),
- de la mise en place du TER-CV entre Lille, Maubeuge, Aulnoye-Arennes, Avesnois-sur-Hepe et Fournies pour une meilleure mobilité des habitants,
- de la mise en place d'un réseau de transports collectifs par route, associée à un maillage performant du réseau piéton et cycliste.



Préserver la diversité paysagère, notamment les bocages

PRÉSERVER ET S'APPRUIVER SUR LES ESPACES NATURELS POUR LA QUALITÉ DE VIE EN SAMBRE-AVESNOIS

En Sambre-Avesnois la nature est omniprésente. Y compris dans la Sambre industrielle. Les massifs boisés ou le bocage qui entourent les zones d'activités, les champs et communes rurales donnent l'odeur de la campagne. Les espaces naturels et agricoles, les cours de nature sont une richesse pour le territoire. Il est donc de la préservation afin de conserver la riche biodiversité qu'ils représentent (zones humides, forêts, bocages, milieux aquatiques, pelouses, etc.). Ces espaces naturels sont la force de cohérence sur laquelle il faut s'appuyer pour créer ou développer de nouvelles zones d'activités et d'échanges entre les territoires ruraux et ruraux.

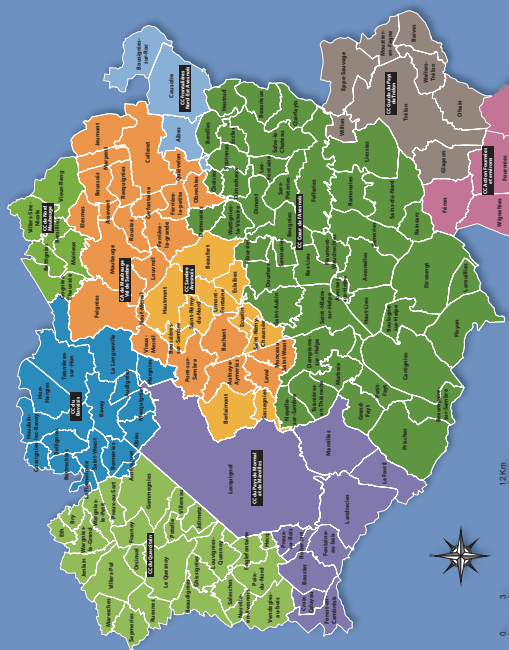
Ces cinq orientations majeures sont les grandes orientations du projet politique. Elles sont le socle de la stratégie d'aménagement, de développement économique, d'échanges et de déplacements, environnement et cadre de vie. Elles sont la base pour élaborer le PADD et le DOO, qui seront les outils de mise en œuvre de la stratégie d'aménagement durable du territoire.

www.scot-sambre-avesnois.fr

RÉALISATIONS : DATES CLÉS

- 2007** Création du Syndicat Mixte de la Sambre Avesnois
- 2011** Débat sur les orientations du PADD, élaboration et présentation en bureau syndical (mai)
- 2008** Délibérations du Syndicat, lancement des études complémentaires dans le cadre de la loi Grenelle 2
- 2009 - 2010** Réalisation du diagnostic
- 2013** Arrêt du projet et approbation du SCoT (fin 2013)

LE TERRITOIRE CONCERNÉ PAR LE SCOT DE LA SAMBRE AVESNOIS



CHIFFRES CLÉS

- >10 intercommunalités
- >150 communes
- >234 000 habitants (2009)
- >1 407 km²
- >18 040 euros de revenu brut/moyen annuel par ménage (2009)

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DU SCOT

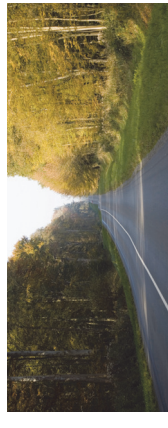
- organiser l'urbanisation, en fonction des besoins, des capacités et des enjeux
- préserver et développer les espaces naturels et agricoles
- développer les transports, collectifs et les déplacements doux (vélo, marche)
- diversifier l'habitat, pour l'adapter à l'évolution des besoins et améliorer la qualité des logements (énergie, accessibilité)
- économiser le foncier
- développer l'activité économique

LA CONDUITE DU PROJET

Le Syndicat Mixte du SCOT de la Sambre Avesnois a été créé par arrêté préfectoral en date du 27 mars 2007. Le SCOT est présidé par M. Jean-Pierre LECHE, Maire de Valenciennes, et M. Alain PIGNAT, Vice-président. Le Syndicat Mixte est en charge de l'élaboration et du suivi du SCOT. Il est composé de 44 membres. Des 2008, le Syndicat Mixte mène un groupe de travail pour la mise en œuvre du projet, en tant qu'association à maîtrise d'ouvrage. Cinq commissions thématiques composées d'élus de l'ensemble du territoire ont été créées.

* PETIT LEXIQUE...

- Artificialisation** : correspond à une construction ou à une transformation qui modifie les qualités physiques et fonctionnelles d'un site naturel, briser la construction de basses, de jardins, de parkings...
- Cheminement doux** : voie de circulation dédiée au vélo ou à la marche.
- Cœur de nature** : éléments de l'ossature de la trame verte et bleue.
- Corridor écologique** : passage qui relie des espaces naturels. Les cours d'eau et les talus végétalisés sont des exemples. Les animaux et les plantes voyagent d'un endroit à un autre par ces passages.
- Décongestion** : phénomène selon lequel la circulation cesse d'être fluide sous le même état des lieux du territoire.
- Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)** : il précise les orientations du SCOT, les orientations du PADD et définit les mesures spécifiques à conduire pour assurer la cohérence des politiques d'urbanisme.
- Intermodalité** : utilisation de plusieurs modes de transport au cours d'un même déplacement.
- Plate-forme multimodale ou pôle d'échanges** : lieu où se situent plusieurs modes de transport, permettant des pratiques intermodales entre différents modes de transport (vélo, train, bus, etc.).
- Projet d'aménagement et de Développement Durable (PADD)** : il restitue le projet politique du territoire défini par les élus du Syndicat Mixte.
- Rapport de présentation** : il dresse un état des lieux du territoire permettant de définir la stratégie du projet.
- Trame verte et bleue** : réseau d'échanges constitué d'eau (cours d'eau, zones humides, lacs, etc.) et de végétation (bois, prairies, etc.). Pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, communiquer, circuler, se nourrir, se reproduire, se reposer, etc., il est nécessaire de maintenir ces services que nous rend la biodiversité : qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie...



Syndicat Mixte de la Sambre Avesnois • Rue de l'Avanture sur Helpe 113, 59383 Avesnois-sur-Helpe Cedex
 contact : @scot-sambre-avesnois.com • scot-sambre-avesnois.com

LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

Issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU), élaborée en 2000, le SCOT est un document de planification territoriale d'urbanisme, d'habitat, de développement, de développement commercial. En 2010, une nouvelle législation a modifié en profondeur sa constitution, la loi n° 1258 du 10 août 2010 relative à la réforme de l'urbanisme (la Loi Grenelle 2). Le Code de l'Urbanisme définit ainsi une approche beaucoup plus environnementale des SCOT à travers quatre objectifs prioritaires : la limitation de consommation en énergie, la préservation des ressources, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la nécessité d'urbaniser à proximité des transports collectifs.



CONTACTS UTILES

Syndicat Mixte du SCOT Sambre Avesnois
 Marie Perle, Secrétaire Générale
 113, Rue de l'Avanture sur Helpe
 59383 Avesnois-sur-Helpe Cedex
 Tél. 03 27 56 57 58
 Fax 03 27 56 57 55
 contact : @scot-sambre-avesnois.com
 scot-sambre-avesnois.com

Vision d'avenir

ers un projet de territoire de la Sambre Avesnois pour les 20 ans à venir



ENSEMBLE, CONSTRUONS L'AVENIR DE NOTRE TERRITOIRE



Faire face à la raréfaction des ressources planétaires, réduire les émissions de gaz à effet de serre et protéger notre environnement, tout en développant notre économie et en améliorant notre qualité de vie, tels sont les grands enjeux du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale).

Ce document de planification territoriale permet d'envisager des projets à une échelle qui dépasse les frontières des communes et des communautés de communes ou d'agglomération.

Ces projets vous concernent directement puisque, dans un avenir proche, ils auront un impact sur les déplacements, les façons de construire, les types et le nombre de logements, la diversité des équipements et leur implantation géographique, la gestion des zones d'activités, les commerces, la mobilité, les services publics, etc. Les projets sont vastes et complexes, et ils s'agissent d'envisager leur globalité pour construire un avenir durable et cohérent.

Le SCOT de la Sambre Avesnois est engagé depuis 2008. Beaucoup de choses ont déjà été faites. Mais 2013 est une année très importante car le SCOT devait être approuvé à la fin du mois de décembre. D'ici là, des réunions publiques se tiendront prochainement organisées (cf. ci-contre). Surmontez, venez-y nombreux car elles seront l'occasion de vous exprimer sur le SCOT.

En attendant, vous pouvez prendre connaissance de l'avancée du projet et de son contenu sur le site www.scot-sambre-avesnois.com et d'ores et déjà donner votre avis.

Et cette brochure vous propose un aperçu de notre projet à travers les grandes thématiques qu'il aborde.

Bonne lecture !

Rudi Pauwels
 Président du Syndicat Mixte du SCOT de la Sambre Avesnois



SCOT Sambre Avesnois
 Une vision d'avenir

SCOT SA ANNEXE 13

UN SCOT, 3 DOCUMENTS, 5 THÉMATIQUES...

En France, environ 400 SCOT sont en cours d'élaboration. Si tous ont la même vocation, en revanche, chacun répond aux spécificités du territoire concerné.

- Un SCOT se construit en trois grandes étapes correspondant à trois documents :
- l'étape 1 : le diagnostic (Rapport de présentation) ; déjà finalisé.
- l'étape 2 : le projet politique (Projet d'aménagement et de Développement Durable) ; en cours de finalisation.
- l'étape 3 : les orientations (Document d'Orientation et d'Objectifs) ; en cours de réalisation.

À l'inférieur de cette brochure, les cinq grandes thématiques du SCOT vous sont présentées. Chacune d'elles comprend une synthèse des problématiques révélées par le diagnostic (trame intercommunale bleue) et les objectifs du projet, ainsi qu'une liste des actions à mettre en œuvre et des exemples de réalisations déjà dans le cadre du SCOT.



PLANNING DES RÉUNIONS PUBLIQUES

La première réunion publique aura lieu le 6 mars 2013, à 18 h, à la salle des fêtes d'Avesnois-sur-Helpe. D'autres réunions publiques se tiendront courant mars 2013 sur le territoire. Elles seront annoncées par voie de presse et sur notre site www.scot-sambre-avesnois.com.

Votre avenir en face d'avenir

LES GRANDES ORIENTATIONS DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

HABITAT : DES LOGEMENTS DE QUALITE POUR TOUS

En Sambre Avesnois, la population est en baisse, elle est vieillissante et le nombre de personnes par ménage diminue alors que le nombre de ménages s'accroît (plus de personnes seules et premières personnes). L'habitat doit être adapté, notamment en termes de densité, de mixité sociale, de confort, de sécurité, de services, de transports, de commerces, de loisirs, de consommation, moins d'énergie et les lieux de constructions devaient être repensés. En effet, l'habitat a tendance à s'étaler le long des routes de campagne avec, par conséquent, une dépendance à automobile, un impact sur les milieux naturels et agricoles, un accroissement des temps de trajet domicile/travail, des coûts pour les communes en équipements et en infrastructures (réseaux, voiries, éclairage public...). Une adaptation ou une banalisation des pratiques.

EXEMPLE A YVRE

ECOLOGIE QUARTIER D'AVENELLES

Un éco-quartier et développement durable

Au total, six programmes de rénovation urbaine sont en cours de réalisation sur le territoire de la Sambre Avesnois à Maubeuge. Ils s'effectuent prioritairement dans des quartiers déstabilisés par de lourds dysfonctionnements urbains et sociaux (standings, logements sociaux), des habitats dégradés, des équipements publics vieillissants et des nuisances. Les lieux sont refaits et les habitants par des opérations d'envieure : démolitions et reconstructions de logements avec réajustement des habitants et des équipements publics, développement des espaces publics, développement d'activités économiques avec créations d'emplois. C'est dans une démarche de développement durable que se réalise la "réhabilitation" des sols, performance énergétique des logements et réduction de l'usage de l'automobile au profit des transports en commun (bus, vélo, etc.).



Renovation du quartier de Yvres, à Maubeuge

CHIFFRES CLES

- > 79% du logement matériels (2009)
- > 19% de logement de travail
- > 100% de logement de travail
- > 5% des trajets domicile-travail en transport en commun (2006)

OBJECTIFS DU SCOT

- > Requalifier la RN 2 et achever la mise à 2x2 voies de la RD 649 (contournement nord de Maubeuge).
- > Faciliter les liaisons ferroviaires et améliorer les liaisons routières et avec les territoires voisins.
- > Développer l'intermodalité.
- > Améliorer le réseau de bus.
- > Développer les cheminements doux.

CHIFFRES CLES

- > 8% de personnes âgées de plus de 65 ans en 2007 contre 6% en 1999
- > 101 917 habitants (2009)
- > 8% de la population en 2009 (10% en 1999) en région et 8,2% en France métropolitaine
- > Age du Parc de logements : 28% : 1975-1989 : 17% : 1990-1999 : 18% : 1990-2009 : 6%

OBJECTIFS DU SCOT

- > Offrir des logements adaptés à toutes les situations familiales, tout au long de la vie.
- > Construire des logements de meilleure qualité, moins énergivores.
- > Construire le long des axes de transport en commun.
- > Limiter l'éparpillement des maisons, des habitations, des équipements, des commerces, des services, des équipements publics, des équipements naturels et agricoles.



Renovation du quartier de Yvres, à Maubeuge

DÉPLACEMENTS : DÉVELOPPER LES TRANSPORTS EN COMMUN

Si l'enjeu est de réduire les impacts du territoire, les axes sont principaux (RN2 et RD 649) et les axes de transport en commun sont les plus importants. Le réseau de transport en commun est le plus important mais les durées de trajets sont trop longues pour relier les principaux pôles d'emploi régionaux. Enfin, le réseau de bus ne constitue pas encore une vraie alternative à la voiture.

EXEMPLE A YVRE

PROJET DE PALE D'ÉCHANGES MULTIMODAL A L'AVENELLES

en commun

La gare SNCF d'Avrigny-Aymeries, située à proximité du centre-ville, constitue un pôle d'échanges multimodal afin de faciliter l'usage des transports en commun et de développer le réseau de transports en commun.

Dans ce cadre, le projet prévoit la construction d'un parking en site sur 3 niveaux de 700 places, la mise en place d'un système de vélos à la gare par une piste dédiée. Les abords de la gare seront réaménagés afin de favoriser les déplacements multimodaux (dépose et reprise des bagages, vélos, etc.).

Enfin, le réseau de bus sera amélioré et les trajets seront raccourcis sur la RN2.



Renovation du quartier de Yvres, à Maubeuge

ÉCONOMIE : RENDRE NOTRE TERRITOIRE ENCORE PLUS ATTRACTIF

En Sambre Avesnois, les industries offrent le plus d'emplois soit automobile, la métallurgie et la sidérurgie. Le domaine des services, tente de rattraper son retard par rapport à la région. Le secteur des services est en croissance, mais la Sambre Avesnois reste en retard. La région est particulièrement présente dans les services de conseil (urbanisme, création d'entreprises, etc.). Quant au tourisme, le territoire possède de nombreux atouts mais il manque d'infrastructures (chambres d'hôtes, gîtes, etc.).

EXEMPLE A YVRE

PÔLE INTERCOMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (PID) A L'AVENELLES

de l'industrie économique

L'ambition du projet est d'offrir, au sein d'un même bâtiment, un véritable guichet unique pour accueillir, informer et orienter les porteurs de projets. Ce bâtiment de 1 685 m² aux normes HGE (Haute Qualité Environnementale) et THPE (Très Haute Performance Énergétique) devient le lieu de rencontre et de collaboration entre le futur siège de la commune de communes d'Avrigny-Aymeries et de la commune d'Avrigny-Aymeries.

Action Fournies et environs une Ruche Départementale d'Entreprises et des professionnels de l'industrie et du commerce. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nord-Pas de Calais, la Boutique Gestion Espace, l'Atelier Initiative, l'Atelier Initiative.



Le projet de construction (Fournies et environs)

CHIFFRES CLES

- > 11 000 m² prévus pour la construction d'une médiathèque à Fournies
- > 11 000 m² prévus pour la construction d'une médiathèque à Fournies
- > 11 000 m² prévus pour la construction d'une médiathèque à Fournies
- > 11 000 m² prévus pour la construction d'une médiathèque à Fournies

OBJECTIFS DU SCOT

- > Accroître l'attractivité via, notamment, les équipements.
- > Veiller à une bonne irrigation et hiérarchisation du territoire.
- > Améliorer l'offre médicale et hospitalière.
- > Développer les équipements pour les personnes âgées et la petite enfance.

CHIFFRES CLES

- > 15% de taux de chômage (2012)
- > 69 113 emplois en 2006 contre 67 900 en 1999
- > 1 600 activités commerciales (7 commerces pour 1 000 habitants) en 2006 contre 1 400 en 1999 et 2000

OBJECTIFS DU SCOT

- > Développer l'activité tertiaire tout en confortant l'industrie.
- > Soutenir les filières spécialisées (lait, viande et bois).
- > Rééquilibrer l'offre commerciale.
- > Soutenir l'activité agricole.
- > Développer le tourisme.

ÉQUIPEMENTS : COMPLÉTER L'OFFRE ET MIEUX LA RÉPARTIR

En Sambre Avesnois, le territoire du SCOT est plutôt bien doté mais l'offre est par ailleurs bien répartie. L'offre d'équipements de grande envergure (centre hospitalier, pôle universitaire, parc zoologique, arénas, etc.) est quantitatativement suffisante. Le sport constitue un élément majeur de l'offre en loisirs. Les parcs et les bases de loisirs, répartis sur l'ensemble du territoire, assurent à la population et aux visiteurs des espaces ouverts et conviviaux. Le territoire dispose de nombreux équipements culturels (musées, théâtres, salles de spectacle, bibliothèques, médiathèques, etc.).

EXEMPLE A YVRE

NOUVEAU PÔLE UNIVERSITAIRE DE MAUBEUGE

écologique

Le projet de construction d'un nouveau pôle universitaire est en cours de réalisation. Ce pôle sera situé à proximité du centre-ville, le long de l'axe de transport en commun. Il sera composé de plusieurs bâtiments et sera doté de nombreux équipements (bibliothèque, salle de spectacle, etc.).

Le projet de construction d'un nouveau pôle universitaire est en cours de réalisation. Ce pôle sera situé à proximité du centre-ville, le long de l'axe de transport en commun. Il sera composé de plusieurs bâtiments et sera doté de nombreux équipements (bibliothèque, salle de spectacle, etc.).



Le projet de construction (Fournies et environs)

ENVIRONNEMENT : PROTÉGER NOTRE RICHESSE PAYSAGÈRE...

Le territoire de la Sambre Avesnois dispose de nombreux sites naturels riches en biodiversité et de paysages spécifiques (massif forestier ardennois, bocage, grands plateaux hennuyers). De plus, le Parc Naturel Régional couvre une bonne partie de la Sambre Avesnois et le territoire comprend la réserve naturelle la plus grande de la région. C'est sur notre territoire que la rive verte du fleuve Scheldt se situe. Le territoire est riche en patrimoine naturel et culturel. Le bocage est menacé par le remembrement, les maladies et le manque d'entretien. Les haies sont perçues comme une entrave à l'agriculture. Les espaces agricoles ont souffert des constructions de maisons et de routes.

EXEMPLE A YVRE

MARPIAUX À MARPIRE

restauration des marais

Le territoire de la Sambre Avesnois dispose de nombreux sites naturels riches en biodiversité et de paysages spécifiques (massif forestier ardennois, bocage, grands plateaux hennuyers). De plus, le Parc Naturel Régional couvre une bonne partie de la Sambre Avesnois et le territoire comprend la réserve naturelle la plus grande de la région. C'est sur notre territoire que la rive verte du fleuve Scheldt se situe. Le territoire est riche en patrimoine naturel et culturel. Le bocage est menacé par le remembrement, les maladies et le manque d'entretien. Les haies sont perçues comme une entrave à l'agriculture. Les espaces agricoles ont souffert des constructions de maisons et de routes.

Le territoire de la Sambre Avesnois dispose de nombreux sites naturels riches en biodiversité et de paysages spécifiques (massif forestier ardennois, bocage, grands plateaux hennuyers). De plus, le Parc Naturel Régional couvre une bonne partie de la Sambre Avesnois et le territoire comprend la réserve naturelle la plus grande de la région. C'est sur notre territoire que la rive verte du fleuve Scheldt se situe. Le territoire est riche en patrimoine naturel et culturel. Le bocage est menacé par le remembrement, les maladies et le manque d'entretien. Les haies sont perçues comme une entrave à l'agriculture. Les espaces agricoles ont souffert des constructions de maisons et de routes.

EXEMPLE A YVRE

MARPIAUX À MARPIRE

restauration des marais

Le territoire de la Sambre Avesnois dispose de nombreux sites naturels riches en biodiversité et de paysages spécifiques (massif forestier ardennois, bocage, grands plateaux hennuyers). De plus, le Parc Naturel Régional couvre une bonne partie de la Sambre Avesnois et le territoire comprend la réserve naturelle la plus grande de la région. C'est sur notre territoire que la rive verte du fleuve Scheldt se situe. Le territoire est riche en patrimoine naturel et culturel. Le bocage est menacé par le remembrement, les maladies et le manque d'entretien. Les haies sont perçues comme une entrave à l'agriculture. Les espaces agricoles ont souffert des constructions de maisons et de routes.

Le territoire de la Sambre Avesnois dispose de nombreux sites naturels riches en biodiversité et de paysages spécifiques (massif forestier ardennois, bocage, grands plateaux hennuyers). De plus, le Parc Naturel Régional couvre une bonne partie de la Sambre Avesnois et le territoire comprend la réserve naturelle la plus grande de la région. C'est sur notre territoire que la rive verte du fleuve Scheldt se situe. Le territoire est riche en patrimoine naturel et culturel. Le bocage est menacé par le remembrement, les maladies et le manque d'entretien. Les haies sont perçues comme une entrave à l'agriculture. Les espaces agricoles ont souffert des constructions de maisons et de routes.

CHIFFRES CLES

- > 17% du territoire est couvert par des forêts (28 000 hectares)
- > 10 000 km de haies
- > 53 000 hectares de prairies
- > 3 000 marais écopés

OBJECTIFS DU SCOT

- > Préserver la diversité écologique (limiter ou empêcher l'artificialisation* des terrains, préserver de toute destruction les corridors écologiques...).
- > Lutter contre la disparition des espèces naturelles et agricoles



Le projet de construction (Fournies et environs)



Le projet de construction (Fournies et environs)

...PRÉVENIR LES RISQUES ET RÉDUIRE LES GAZ À EFFET DE SERRE

Les risques naturels et technologiques sont soumis à une réglementation stricte. Les captages en eau potable sont soumis à des règles de protection. Les entreprises en activité et potentiellement dangereuses sont soumises à des règles de protection. Quant aux risques d'inondation, les plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) sont en cours d'élaboration. La protection de l'environnement passe aussi par la lutte contre le réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

CHIFFRES CLES

- > 3,8 millions de tonnes équivalent CO₂ d'émissions de gaz à effet de serre dans l'agglomération
- > 20% de la population est en zone à risque d'inondation
- > 62% des déplacements sont effectués à l'alimentation en eau potable et 38% à l'industrie

OBJECTIFS DU SCOT

- > Préserver la ressource en eau.
- > Réduire les risques naturels et technologiques.
- > Réduire les gaz à effet de serre liés à l'automobile et à l'habitat.
- > Mettre en place le Plan Climat Territorial.

EXEMPLE A YVRE

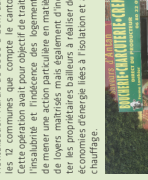
OPH (OPÉRATION PROGRAMMÉE) CANTON DE TROIS

écologique

Le canton de Trois est doté d'une OPH (Opération Programmée) qui vise à améliorer la performance énergétique des logements. Cette opération a pour objectif de réduire la consommation d'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une feuille de route définit les actions à mener et les ressources disponibles. Cette opération a pour objectif de réduire la consommation d'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une feuille de route définit les actions à mener et les ressources disponibles.

Le canton de Trois est doté d'une OPH (Opération Programmée) qui vise à améliorer la performance énergétique des logements. Cette opération a pour objectif de réduire la consommation d'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une feuille de route définit les actions à mener et les ressources disponibles.

Le canton de Trois est doté d'une OPH (Opération Programmée) qui vise à améliorer la performance énergétique des logements. Cette opération a pour objectif de réduire la consommation d'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une feuille de route définit les actions à mener et les ressources disponibles.



Le projet de construction (Fournies et environs)

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) EN SAMBRE AVESNOIS

Vision d'avenir

ers un projet de territoire de la Sambre Avesnois pour les 20 ans à venir

Le SCoT Sambre Avesnois va s'achever par une étape clé : l'arrêt de projet, prévu en juillet 2013. D'ici là, le Syndicat mixte, pilote du SCoT, poursuit sa phase de concertation auprès des habitants avec trois réunions publiques. L'objectif est de débattre du 3^e et dernier grand volet du SCoT, le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO). Un volet capital car il fixe les règles d'aménagement, auxquelles devront se conformer, notamment, les Plans locaux d'urbanisme (PLU). Soyez donc nombreux à participer et à vous exprimer !

❖ PARTICIPEZ AUX RÉUNIONS PUBLIQUES ! ❖

La concertation prend fin avec l'arrêt de projet, dans le courant du mois de juillet prochain. Elle aura duré tout au long de l'élaboration du SCoT, c'est-à-dire depuis 2008.

Les moments phares de la concertation sont les réunions publiques car vous avez l'occasion de vous adresser directement à vos élus.

En mars dernier, 170 participants se sont exprimés à l'occasion des trois réunions publiques organisées pour débattre du deuxième volet du SCoT, le PADD (Projet d'aménagement et de développement durables).

L'artificialisation, c'est-à-dire la consommation de terres agricoles ou d'espaces naturels, à l'échelle de l'arrondissement, ainsi que l'équilibre du développement entre zones rurales et zones urbaines ont été les sujets les plus débattus.

En juin prochain, c'est au tour du 3^e et dernier grand volet du SCoT de vous être présenté :

le Document d'orientation et d'objectifs (DOO). Trois réunions publiques, dirigées par Rémi Pavros, président du Syndicat mixte, vous permettront de vous exprimer sur ce document réglementaire.

Son importance est capitale car les Plans locaux d'urbanisme, les cartes communales, les Plans de déplacements urbains, les Programmes locaux de l'habitat et les opérations foncières et d'aménagement devront s'y conformer dès son application, début 2014 !



RÉUNIONS PUBLIQUES

Venez échanger sur les principales orientations du territoire pour les 20 ans à venir :

- **LE LUNDI 10 JUIN 2013, À 18 H 30, SALLE DES FÊTES D'AVESNES-SUR-HELPE,**
pour la Communauté de communes Cœur de l'Avesnois, la Communauté de communes Guide du Pays de Trélon et la Communauté de communes Action Fourmies et environs
- **LE JEUDI 13 JUIN 2013, À 19 H 30, HÔTEL DE VILLE DE LE QUESNOY,**
pour la Communauté de communes du Quercitain, la Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles et la Communauté de communes du Bavaisis
- **LE JEUDI 20 JUIN, À 19 HEURES, MAISON FOLIE (PLACE VAUBAN) DE MAUBEUGE,**
pour la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Sambre Avesnois, la Communauté de communes Nord Maubeuge et la Communauté de communes frontalières Nord-Est Avesnois

❖ LE DOO Y SERA DÉBATTU... MAIS LE DOO, C'EST QUOI ?

Volet réglementaire du SCoT, le DOO (Document d'orientation et d'objectifs) est le document opposable du SCoT.

Son élaboration est à ce jour achevée. Il a été débattu en conseil syndical le 30 mai dernier. Le DOO est composé de dispositions prescriptives qui découlent des orientations du projet politique (le PADD).

Il fixe les mesures propres à assurer la cohérence des politiques publiques : les objectifs en matière d'habitat, de transport, d'équipement, de développement économique et d'environnement.

Le DOO est présenté en 4 grandes parties thématiques :

- les conditions de la maîtrise de la consommation de l'espace (enveloppe foncière disponible à l'urbanisation pour les 20 ans à venir et les conditions de sa répartition au sein du territoire ; nouvelles manières de construire...),
- les conditions du développement urbain, économique et social équilibré (identification des pôles de développement majeurs et secondaires, conditions de l'aménagement commercial...),

- la restauration du territoire dans une nouvelle dynamique d'échange (transfrontalier notamment) et de déplacements,
- le choix d'un développement durable valorisant l'environnement et préservant le cadre de vie (Plan climat territorial, préservation des espaces naturels et agricoles, trame verte et bleue, biodiversité, prévention des risques naturels et industriels...).



COMMENT PRÉPARER VOTRE INTERVENTION



Depuis le début de l'élaboration du SCoT, des outils ont été mis en place afin que vous puissiez prendre connaissance de son avancée et de son contenu :

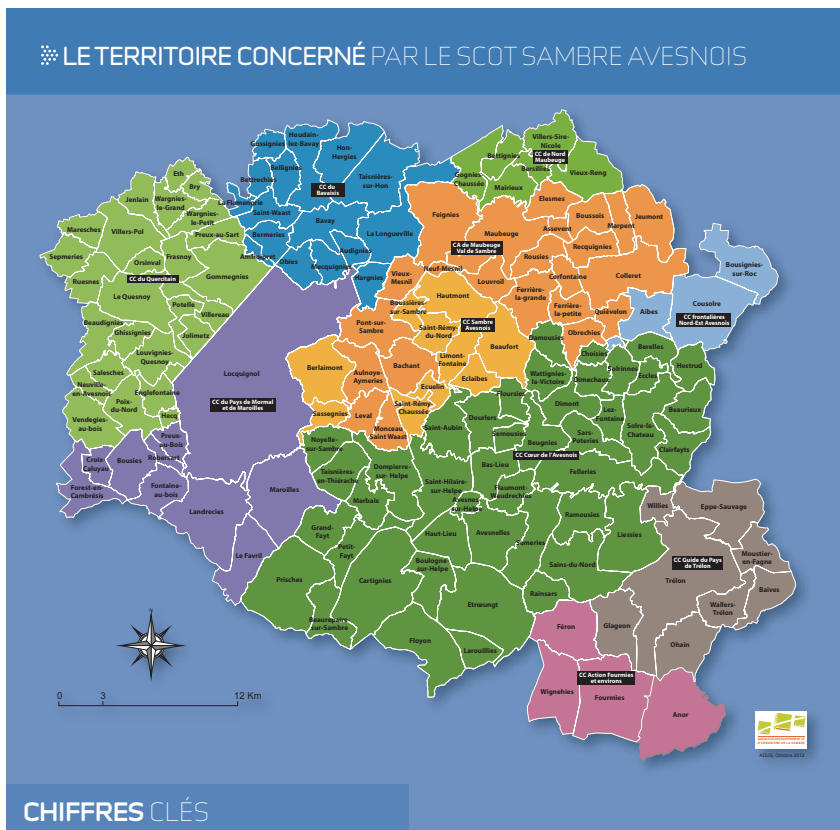
- des panneaux d'exposition,
- une brochure grand public,
- des réunions publiques,
- des articles parus dans la presse,
- et surtout, un site Internet dédié au SCoT www.scot-sambre-avesnois.fr

Le Syndicat mixte a déjà pu recueillir des remarques, notamment, lors des 3 dernières réunions publiques.

Aujourd'hui, si vous souhaitez vous informer sur l'ensemble du SCoT, rendez-vous sur le site Internet. Tous les actes qui ont guidé la procédure y sont rassemblés ainsi que tous les documents constitutifs du projet : le rapport de présentation, c'est-à-dire le diagnostic du territoire, le PADD et, prochainement, le DOO.

Ce site propose également une boîte de dialogue pour vous exprimer librement.

Lors de la réunion publique, vous pourrez prendre la parole à loisir et laisser vos remarques sur un registre d'expression.



CHIFFRES CLÉS

- 10 intercommunalités
- 151 communes
- 234 257 habitants (2009)
- 1 407 km²
- 18 040 euros de revenu brut moyen annuel par ménage (2009)

PROCHAINES ÉTAPES 2013

- Juillet 2013
ARRÊT DE PROJET DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE
- Août à octobre
CONSULTATION DES PERSONNES PUBLICQUES ASSOCIÉES
- Novembre (1 mois)
ENQUÊTE PUBLIQUE
- Fin 2013
APPROBATION DU SCOT



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois • Mairie d'Avesnes-sur-Helpe • 13, place du Général-Leclerc BP 208 - 59363 Avesnes-sur-Helpe cedex

contact@scot-sambre-avesnois.com • scot-sambre-avesnois.com

Conception, réalisation : Empreinte communication

Vision d'avenir

ers un projet de territoire de la Sambre Avesnois pour les 20 ans à venir

Le SCoT Sambre Avesnois va s'achever par une étape clé : l'arrêt de projet, prévu en juillet 2013. D'ici là, le Syndicat mixte, pilote du SCoT, poursuit sa phase de concertation auprès des habitants avec trois réunions publiques. L'objectif est de débattre du 3^e et dernier grand volet du SCoT, le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO). Un volet capital car il fixe les règles d'aménagement, auxquelles devront se conformer, notamment, les Plans locaux d'urbanisme (PLU). Soyez donc nombreux à participer et à vous exprimer !

PARTICIPEZ AUX RÉUNIONS PUBLIQUES !

La concertation prend fin avec l'arrêt de projet, dans le courant du mois de juillet prochain. Elle aura duré tout au long de l'élaboration du SCoT, c'est-à-dire depuis 2008.

Les moments phares de la concertation sont les réunions publiques car vous avez l'occasion de vous adresser directement à vos élus. En mars dernier, 170 participants se sont exprimés à l'occasion des trois réunions publiques organisées pour débattre du deuxième volet du SCoT, le PADD (Projet d'aménagement et de développement durables).

L'artificialisation, c'est-à-dire la consommation de terres agricoles ou d'espaces naturels, à l'échelle de l'arrondissement, ainsi que l'équilibre du développement entre zones rurales et zones urbaines ont été les sujets les plus débattus.

En juin prochain, c'est au tour du 3^e et dernier grand volet du SCoT de vous être présenté : le Document d'orientation et d'objectifs (DOO).

Trois réunions publiques, dirigées par Rémi Pavros, président du Syndicat mixte, vous permettront de vous exprimer sur ce document réglementaire.

Son importance est capitale car les Plans locaux d'urbanisme, les cartes communales, les Plans de déplacements urbains, les Programmes locaux de l'habitat et les opérations foncières et d'aménagement devront s'y conformer dès son application, début 2014 !



LE DOO Y SERA DÉBATTU, PRÉPAREZ VOTRE INTERVENTION !

Volet réglementaire du SCoT, le DOO (Document d'orientation et d'objectifs) est le document opposable du SCoT.

Il fixe les mesures propres à assurer la cohérence des politiques publiques en matière d'habitat, de transport, d'équipement, de développement économique et d'environnement. Le DOO est présenté en 4 grandes parties thématiques :

- les conditions de la maîtrise de la consommation de l'espace,
- les conditions du développement urbain, économique et social équilibré,
- la restauration du territoire dans une nouvelle dynamique d'échange (transfrontalier notamment) et de déplacements,

- le choix d'un développement durable valorisant l'environnement et préservant le cadre de vie.

Si vous souhaitez vous informer sur l'ensemble du SCoT, rendez-vous sur le site Internet www.scot-sambre-avesnois.com. Tous les actes qui ont guidé la procédure y sont rassemblés ainsi que tous les documents constitutifs du projet : le rapport de présentation, c'est-à-dire le diagnostic du territoire, le PADD (projet politique) et, prochainement, le DOO.

Ce site propose également une boîte de dialogue pour vous exprimer librement.

Lors de la réunion publique, vous pourrez prendre la parole à loisir et laisser vos remarques sur un registre d'expression.

RÉUNIONS PUBLIQUES

Venez échanger sur les principales orientations du territoire pour les 20 ans à venir :

- **LE LUNDI 10 JUIN 2013, À 18 H 30, SALLE DES FÊTES D'AVESNES-SUR-HELPE,** pour la Communauté de communes Cœur de l'Avesnois, la Communauté de communes Guide du Pays de Trélon et la Communauté de communes Action Fourmies et environs
- **LE JEUDI 13 JUIN 2013, À 19 H 30, HÔTEL DE VILLE DE LE QUESNOY,** pour la Communauté de communes du Quercitain, la Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles et la Communauté de communes du Bavaïsis
- **LE JEUDI 20 JUIN, À 19 HEURES, MAISON FOLIE (PLACE VAUBAN) DE MAUBEUGE,** pour la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Sambre Avesnois, la Communauté de communes Nord Maubeuge et la Communauté de communes frontalières Nord-Est Avesnois

PROCHAINES ÉTAPES 2013

- **Juillet 2013**
ARRÊT DE PROJET DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE
- **Août à octobre**
CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES
- **Novembre (1 mois)**
ENQUÊTE PUBLIQUE
- **Fin 2013**
APPROBATION DU SCOT



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



La Voix du Nord
Maubeuge
Samedi, 15 juin 2013, p. 3210

EN BREF

MAUBEUGE

*SCoT Sambre-Avesnois Une
réunion publique sur le schéma de
cohérence territoriale Sambre-
Avesnois aura lieu le jeudi 20 juin, à
19 heures, à la Maison folie, pour la
communauté d'agglomération
Maubeuge Val de Sambre, la
communauté de communes Sambre-
Avesnois, la communauté de
communes Nord Maubeuge et la
communauté de communes
frontalières Nord-Est Avesnois.
Informations relatives au projet
accessibles via le site: [www.scot-
sambre-avesnois.com](http://www.scot-sambre-avesnois.com)*

PUBLI-C news-20130615-VN-20130615212 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)

SCOT

La Sambre-Avesnois dans 20ans, un débat assez méfiant

Depuis 2008, la Sambre-Avesnois discute de son SCOT (schéma de cohérence territoriale). Un document qui fixera les orientations en matière d'aménagement du territoire pour les 20 ans à venir. Un document, auquel les mairies et les communautés de communes devront se conformer avant de prendre une décision. Le syndicat mixte chargé de rédiger le document organise des réunions publiques. La première a eu lieu lundi à Avesnes. Rémi Pauvros, avec sa casquette de président du SCOT, a animé le débat qui a suivi la présentation des grandes lignes du schéma. Celui-ci peut se résumer en grandes orientations: un développement urbain équilibré et maîtrisé, une nouvelle dynamique d'échange et de déplacements, un cadre de vie valorisé. Dans la salle une trentaine de personnes, dont une bonne part

d'élus. Cinq sont intervenues. Colette Wattremez, maire de Rainsars, semblait un peu désemparée: «J'ai refait ma carte communale. Je n'ai pas besoin du SCOT. Dans mon village, il n'y a pas de dents creuses à combler, je suis cerné par les terres agricoles, j'ai une population vieillissante. Je peux mourir...» Rémi Pauvros a essayé de la rassurer. «Avec le SCOT, il faut qu'on soit attentif à ne pas créer des situations irréversibles», a-t-il conclu. Philippe Léty s'est également fait la voix des petits villages, craignant qu'au vu des prescriptions en matières de réduction des gaz à effets de serre, on décourage les populations à s'installer dans des communes éloignées des axes routiers. L'écologie avait ses supporters en les personnes de Guy Wanderpepen de l'association ATTAC et de Jacques

Lainet de Hainaut Environnement. Ils ont répété leur opposition au projet de centre d'essais ferroviaires. Et si Rémi Pauvros leur a répondu, c'est surtout la réplique d'un citoyen dans la salle qui a marqué les esprits: «Je ne suis pas militant écolo mais j'adore la nature. J'ai l'impression que si on veut que l'Avesnois devienne une réserve d'indiens qu'on continue comme ça. Tous nos jeunes diplômés partent sur Lille ou Valenciennes. Je veux que l'Avesnois vive. Je pense que la boucle ferroviaire c'est un bon moyen de faire rayonner l'Avesnois.» Toutes ces remarques, le syndicat mixte doit les prendre en compte avant de présenter le SCOT pour sa validation au deuxième semestre. AM. M.

© 2013 La Voix du Nord ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130612-VN-20130612408 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)

ON EN PARLE

Aire de grand passage: une réflexion, six possibilités et quelques remous...

C'est loin d'être le gros morceau du Scot (schéma de cohérence territoriale, document devant prévoir pour les vingt années à venir les grandes lignes de l'aménagement du territoire à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes), mais c'est un point de réflexion qui crée déjà des remous. L'implantation d'une aire de grand passage pour les gens du voyage n'est pas encore actée qu'elle fait déjà parler. On fait le point. PAR CLAIRE DE VREGILLE maubeuge@lavoixdunord.fr PHOTO REPRO «LA VOIX» Petit retour en arrière. La semaine dernière, à la fin d'une réunion publique à Wagnies-le-Grand, les esprits s'échauffent. Des personnes de l'assistance abordent une information contenue dans l'agenda mensuel de la commune qui précise que Wagnies-le-Grand «fait partie des six sites entre Maubeuge et Jenlain actuellement à l'étude» pour implanter une aire de grand passage. Il n'a pas fallu plus de détails pour que les personnes présentes confient leurs craintes et surtout refusent catégoriquement que cette aire de grand passage soit créée sur le territoire de leur commune. Face à une foule galvanisée, Catherine Morel, maire de Wagnies-le-Grand, martèle: «On n'en veut pas de cette aire et on se battra contre.» C'est en tout point le discours avancé par Régis Grémont-Naumann, maire de La Flamengrie, autre commune

susceptible d'accueillir une aire de grand passage. Les deux édiles partagent un autre point commun: ils assurent n'avoir jamais été consultés ni prévenus par le syndicat mixte du Scot Sambre-Avesnois. Et pour cause. La commission qui travaille depuis juin 2012 sur l'aire de grand passage prévoit d'informer les élus concernés dans les prochaines semaines. Alors où en est-on exactement? Qu'est-ce qu'une aire de grand passage? Quelles sont les communes ciblées pour l'accueillir et pourquoi? Voilà quelques éléments de réponse Aire de grand passage, késako? «Elle peut accueillir entre 50 à 200 caravanes, détaille Patrick Leduc, président de la commission dédiée au sein du syndicat mixte du Scot Sambre-Avesnois, dans le cadre d'un événement festif et religieux.» Soit entre quinze jours et trois semaines par an, entre avril et septembre. «Il faudrait entre 4 et 5ha, ajoute Patrick Leduc, avec un point d'eau et un terrain stabilisé.» L'aire de grand passage, au même titre que les aires d'accueil de court séjour, est une obligation légale résultant du schéma départemental d'accueil des gens du voyage. Ainsi, à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes, ce sont 162 emplacements dits de court séjour (avec sanitaires, point d'eau, etc) et une aire de grand passage qui doivent être réalisés d'ici 2017. Certaines aires d'accueil de court séjour ont

d'ores et déjà été aménagées à Louvroil, Jeumont, Aulnoye-Aymeries ou encore Fourmies. La réflexion à mi-parcours. Lors de la récente réunion publique à Wagnies-le-Grand, les habitants de la commune semblaient penser que la création de l'aire de grand passage c'était pour demain. En réalité, c'est plutôt pour après-demain. La commission qui travaille sur le sujet au syndicat mixte du Scot Sambre-Avesnois en est plus ou moins à mi-parcours. Un bureau d'étude a été chargé de définir des critères «objectifs», selon Patrick Leduc, pour permettre de cibler des sites sur le territoire susceptibles d'accueillir des aires de grand passage. Quels sont-ils? «En tout premier lieu, l'accessibilité, répond Patrick Leduc. Il faut que le terrain soit proche d'échangeurs de l'un ou l'autre des deux grands axes du territoire la RN2 et la RD649. Côté foncier, on veut privilégier les sites qui appartiennent aux collectivités publiques plutôt qu'à des privés. On se pose ensuite la question de l'aménagement. Va-t-il falloir terrasser, dépolluer, les réseaux se trouvent-ils à proximité? Autre critère: l'intégration du site, qu'il se trouve non loin des services et des écoles. On s'interroge sur l'impact sur les populations locales, à savoir les risques de conflits de voisinage... Enfin, l'aspect environnemental n'est pas à négliger. Le site retenu ne doit



pas se trouver en zone inondable par exemple.» Ces critères ont été validés par les élus représentant les intercommunalités présents lors du vote. Six sites potentiels. Au départ, dix-sept communes avaient été ciblées, elles ne sont plus que six aujourd'hui (voir ci-dessus): Wagnies-le-Grand, La Flamengrie, Houdain, Bavay, Boussois, Hautmont. Le nord du territoire en somme et en particulier l'axe longeant la route départementale 649. Mais la commission en charge de l'implantation d'une aire de grand passage n'émet qu'un avis. La validation des sites doit se faire en même temps que celle du Scot. Probablement en fin d'année. À moins que les échéances électorales de 2014 ne repoussent, faute de consensus sur ce sujet apparemment sensible, la concrétisation de l'aire de grand passage.

© 2013 La Voix du Nord ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130511·VN-20130511448 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)

QUERCITAIN

Rémi Pauvros répond à Guislain Cambier sur le Scot

Le député-maire de Maubeuge et président de l'agglomération Maubeuge val de Sambre a souhaité s'exprimer suite à notre article paru le 30 avril concernant la réaction de Guislain Cambier, président de la communauté de communes du Quercitain (CCQ), sur le Schéma de cohésion territoriale (Scot). Sur la question du manque de concertation, pour Rémi Pauvros, «Guislain Cambier vient d'être élu à la CCQ. Il n'a pas pris en compte le travail de trois années auquel les élus du Quercitain ont participé. Sortir un document qui définit les orientations du territoire sur les vingt ans n'est pas le fait d'une personne, et ne peut être efficace que s'il est partagé. Les choses sont loin d'être décidées. Nous sommes dans une période de finalisation des études. La place est encore au débat. Il reste encore deux conseils syndicaux, trois réunions publiques à tenir. J'invite Guislain Cambier à participer au débat. Les réunions publiques sont animées par moi-même et par Alain Poyart, président du Coeur de l'Avesnois, dans laquelle se trouvent beaucoup de communes rurales. Quand Guislain Cambier dit «nous ne sommes pas une réserve d'Indiens», cela fait trente

ans que j'ai entendu ça dans l'Avesnois. Guislain Cambier est trop jeune pour utiliser cet argument».

«Trouver un équilibre»

Concernant le douloureux sujet d'artificialisation des sols, pour Rémi Pauvros «la règle est de fixer un pourcentage maximum au regard des études que nous devons porter sur la réalisation d'artificialisation depuis dix ans. Sur cette base, se dégage le nombre d'hectares possibles à artificialiser. Il y a en plus deux approches différentes, le Grenelle qui ne veut pas d'artificialisation supplémentaire ou à 3,5% au maximum. Aujourd'hui, notre approche est de fixer l'artificialisation à 5%. Le conseil régional émet des réserves, c'est un taux conforme au Parc. Il faut qu'on intègre à ces 5% les grands projets de territoire, que ce soit les espaces routiers, les zones d'activités..., et les logements. La ministre de l'Égalité des territoires et du logement a un projet de loi plus drastique sur la conquête des zones agricoles. Par exemple une zone qui n'a pas été utilisée depuis dix ans deviendra une zone protégée pour la

biodiversité. Ce sont des démarches contraignantes. Nous devons trouver les meilleures solutions pour l'arrondissement». Et Rémi Pauvros d'apporter à ce sujet quelques précisions: «Je crois que dans les zones urbaines, il y a un mitage important, qui tient à l'histoire industrielle. Si vous prenez une photo aérienne des zones urbaines, on distingue des espaces plus ou moins abandonnés. Ce sont des espaces à utiliser en priorité pour densifier les secteurs urbains, et qui rentrent en dehors du taux d'artificialisation. Cela libérerait donc des zones pour les communes périurbaines et rurales. Nous sommes en rapport avec la chambre régionale d'agriculture, et il faut savoir qu'il y a une forte question des agriculteurs qui souhaitent qu'on n'artificialise pas plus les terres agricoles. Il faut trouver un équilibre savant, prendre en compte les spécificités du Quercitain, qui est une zone attractive sur le plan environnemental mais aussi penser au développement économique du territoire, y compris dans le Quercitain. Je rappelle que nous avons un des taux de chômage le plus important.» E.B.

La Voix du Nord
Avesnes
Mardi, 5 mars 2013, p. _

RAPPEL

AVESNES-SUR-HELPE Réunion publique sur le SCoT. La première réunion de concertation publique sur le schéma de cohérence territoriale en Sambre-Avesnois se déroulera mercredi 6 mars à 18 heures, à la salle des fêtes d'Avesnes-sur-Helpe. 100 000 foyers de l'arrondissement ont été les destinataires d'une brochure explicative sur le sujet, un document de planification territoriale suivant les grands thèmes de l'habitat, des déplacements, de l'économie, des équipements et de l'environnement. Le diagnostic du SCoT a été finalisé, le projet d'aménagement et de développement durable est en cours de finalisation et le document d'orientation et d'objectifs du schéma en cours de réalisation. Les organisateurs appellent la population à se rendre nombreux aux réunions publiques du mois de mars, afin de pouvoir s'exprimer sur la démarche entreprise.

© 2013 La Voix du Nord ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20130305-VN-201303051033 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)

LE VISAGE DE L'ACTUALITÉ

Olivier André, futur ex sous-préfet d'Avesnes : « Cet arrondissement a de l'avenir »

Il était sous-préfet de l'arrondissement d'Avesnes depuis 2009. Olivier André est appelé à de nouvelles responsabilités. Il l'a annoncé hier soir lors de ses vœux : ce lundi, il rejoindra le ministère de l'Intérieur. Retour sur quatre années de travail. PAR CÉCILE LEGRAND-STEELAND

clegrandsteeland@lavoixdunord.fr
PHOTOS SAMI BELLOUMI 1 Des dossiers majeurs « Emploi, développement économique, gouvernance, développement urbanistique sont les dossiers sur lesquels j'ai le plus travaillé. La nostalgie d'un certain âge d'or de l'industrie est encore présente ici dans les esprits. Mais les choses changent en profondeur et emmèneront l'arrondissement vers une transformation définitive. Quand la reprise économique sera là, on verra tout cela émerger plus fortement. » 2 RN2 « L'ouverture de la deux fois deux voies entre Maubeuge et Beaufort est une extension limitée mais c'est un début. Cela montre que le projet existe. En tant que rapporteur pour avis du budget sur les transports routiers, ferroviaires et fluviaux, Rémi Pavros est en mesure de relancer ce dossier. Il existe des

perspectives pour donner à la RN2 une fonction plus large dans un cadre régional lié à l'engorgement lillois et lui donner une dimension transfrontalière et européenne. » 3 Ferroviaire « Aulnoye tend à trouver une dynamique plus forte autour des perspectives d'installation du centre européen d'essais ferroviaires, un des projets les plus prometteurs pour l'avenir, qui peut modifier l'image de l'arrondissement. » 4 Gouvernance Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) doit donner une logique à l'implantation des zones d'activité, des zones commerciales, des transports (...) pour que les projets se développent de manière harmonieuse (...) Il doit être arrêté avant la fin d'année (...) Quant au schéma départemental de coopération intercommunal, il est entré dans sa dernière phase de mise en oeuvre (...) Les neuf communes de la CCSA (l'ont refusé mais) si une majorité des communes sont pour, la loi considère que la procédure peut continuer. La fusion des communautés de communes du Quercitain, du Bavaisis et du pays de Mormal et Maroilles va se poursuivre pour une création effective au 1er janvier 2014. Le préfet prendra un arrêté de fusion avant fin

juin. Pour le sud (3CA, Guide du pays de Trélon, Action Fourmies et environs), soit le préfet arrête tout, soit il retourne - c'est son intention - devant la commission départementale de coopération intercommunale pour trouver une solution. Il faut trouver une formule pour que chacun se sente acteur du dispositif et qu'il ne soit pas perçu comme une contrainte. Beaucoup le regretteront si la fusion ne se fait pas : le sud du département a des difficultés, ce ne serait pas un bon signal envoyé à l'extérieur. Ce territoire a besoin d'être mieux entendu. » 5 Image « Je garderai de la Sambre-Avesnois un image composite. C'est un territoire multiple : urbain et rural, composé de grandes entreprises et d'un tissu de PME, aux orientations politiques variées et d'une très grande vitalité. J'ai côtoyé ici des hommes et des femmes ayant une vraie capacité d'initiative. Cet arrondissement a de l'avenir. » Olivier André a par ailleurs été élevé hier au grade de chevalier dans l'Ordre national du Mérite. Nous y reviendrons dans une prochaine édition.

La Voix du Nord

Avesnes

Dimanche, 6 novembre 2011, p. AVESNES_18

fourmies@lavoixdunord.fr

TRELON

Schéma de cohérence territoriale Une exposition présentant le schéma de cohérence territoriale Sambre-Avesnois (SCOT) est visible dans le hall de la mairie (aux heures d'ouverture). Un registre est à la disposition de tous ceux qui souhaitent y noter leurs remarques.

PUBLI-C news-20111106-VN-20111106599 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)

ZOOM

Ce diagnostic agricole a été commandé par le SCOT Sambre-Avesnois, le Schéma de cohésion territorial. Le SCOT est un document d'urbanisme qui fixe à l'échelle de l'arrondissement les principes fondamentaux de son développement pour les « 15-20 ans » à venir. Il est porté par un syndicat mixte formé par 42 élus, venant des 12 communautés de communes de l'arrondissement. Le document d'urbanisme propose une stratégie aussi bien sur l'économie, l'habitat, les déplacements que l'environnement. Ces stratégies sont sur le site Internet du SCOT Sambre-Avesnois.

© 2011 La Voix du Nord ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20110721·VN·20110721855 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)

maubeuge@lavoixdunord.fr

BAVAY Comité syndical du SCOT Sambre Avesnois Il a défini les modalités de concertation avec la population. Une exposition accompagnée d'un registre de remarques aura lieu aujourd'hui de 17 h à 19 h à la salle des fêtes de Bavay. Chacun pourra y consigner ses observations sur les aménagements prévus dans ce document.

PUBLI-C news-20110420-VN-20110420873 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)

SCOT

La volonté affichée d'une seule voix pour l'arrondissement

La machine SCOT est lancée. Le diagnostic annoncé en juin 2008 a été présenté dans ses grandes lignes jeudi soir aux élus de l'arrondissement. La philosophie est là, reste à travailler et réunir. Qui n'a pas rêvé d'une voix d'envergure pour l'arrondissement? D'une seule voix capable de défendre notre territoire? Les élus veulent y croire. En tout cas, ils y travaillent. Difficile à imaginer quand par le passé Sambre et Avesnois n'ont pas été épargnées par les querelles de clocher. Maubeuge rêvant d'être sous-préfecture; Avesnes parlant de «délocalisation» pour le déménagement de l'entreprise Bigard à Feignies. Au sein même de la Sambre, il n'y a pas unanimité quand on évoque les transports... La conférence permanente a essayé de trouver cette unité, le SCOT y parviendra-t-il? Il le devra car il s'agit cette fois d'établir un document d'urbanisme qui, s'il doit au minimum être compatible, prévaudra sur tous les autres (PLU, cartes communales, programmes d'habitat...). 1. Au travail. Avant d'établir le document de référence, il s'agissait d'établir un diagnostic de points forts et faiblesses : « la photo de notre

Avesnois ». La soirée visait à présenter les grandes lignes de ce diagnostic entrepris depuis un an sur le territoire. «Nous sommes réunis ici pour travailler, faire avancer notre projet de cohérence du territoire. Cette rencontre est une étape du projet», a expliqué le président R. Pauvros. Un projet qui vise à trouver «équilibre et cohérence ». 2. La question du périmètre. «Nous avons été très ambitieux de décider que le SCOT devait avoir pour périmètre l'arrondissement. C'est la résultante du travail engagé à la conférence permanente de pays. Nous avons considéré cette échelle pertinente. Il s'agit de travailler au nom de, avec et pour 240000 habitants ce n'est pas rien. C'est l'échelle de beaucoup de départements de France, la responsabilité est grande.» 3. Responsabilité encore. «C'est un document qui a ses limites. Il faut prendre l'essentiel, fixer l'orientation, limiter les contraintes. C'est notre travail qui va fixer les orientations pour les vingt ans à venir. Là aussi la responsabilité est importante (...) On nous dit que le territoire est divisé que nous sommes incapables de porter un dossier. Nous affirmons ici

ensemble que nous avons comme volonté de parler du même projet.» 4. Développement durable. «Avec le Grenelle 1 puis le débat engagé sur Grenelle 2, le SCOT se verdit avec l'affirmation d'une orientation beaucoup plus volontariste en matière de développement durable. Le document sera à caractère programmatique.» 5. Avec concertation. «La méthode sera la concertation la plus large possible. Pour cela le site du SCOT est ouvert pour une interactivité avec les citoyens. Notre ambition est bien sûr d'afficher une orientation mais de partager la vision la plus forte de l'avenir de l'arrondissement. Mais pour ce faire il faut que le projet soit partagé, porté et donc élaboré par le plus grand nombre. Je lance un appel à tous, n'hésitez pas à nous interpeller. Bien sûr nous aurons des moments d'arbitrage mais surtout nous devons faire en sorte que nous parlions demain du même projet pour l'arrondissement. Nous avons tellement envie que notre Avesnois lève la tête. »

M. C.H.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Rémi Pavros et Alain Poyart tiennent les rênes du SCOT

SCOT ou schéma de cohérence territoriale, voilà l'appellation barbare d'un document d'urbanisme qui, à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes, va servir de référence au développement économique harmonieux de la Sambre-Avesnois. L'idée est belle dans ce territoire dual entre ville et campagne. L'enjeu est fondamental pour les vingt prochaines années, mais la route sera longue.

PAR FLORENCE DELSINNE

Fdelsinne@lavoixdunord.fr Il aura fallu du temps pour recoller les morceaux, mais les portes qui claquent au sein d'une conférence permanente divisée après l'affaire Bigard semblent de l'histoire ancienne. Jeudi soir, à la mairie d'Avesnes, les représentants des douze intercommunalités de la Sambre-Avesnois, dont quelques frères ennemis d'hier - mais quand même sans Joël Wilmotte, opposé au schéma - ont élu le bureau du syndicat mixte

du SCOT. Une installation qui donne le coup d'envoi de la mise en oeuvre de cette « bible », imposée par la loi SRU (1), et qui distribue les rôles en matière d'urbanisme et de développement économique. Comme prévu, Rémi Pavros, maire de Maubeuge, vice-président du conseil général, et seul candidat au poste de président, a été élu très largement lors d'un scrutin à bulletins secrets. Deux candidats se sont ensuite présentés à la vice-présidence: Élisabeth Koral (Actions Fourmies et environ) et Alain Poyart (communauté de communes du Pays d'Avesnes). Le second l'a emporté haut la main avec 34 voix contre pour la Fourmisiennaise. Une liste de douze membres (un par EPCI) a ensuite été adoptée.

Respect

Les discordances entre Sambre et Avesnois devront disparaître à la faveur de ce SCOT « oecuménique ». C'est en tout cas le vœu de Rémi

Pavros qui a souhaité travailler « dans un respect mutuel, en transparence et dans la sérénité ». Ce nouvel outil de planification sera « sérieux, mais il coûtera le moins cher possible », a-t-il ajouté, précisant que le budget s'élève à 900 000 € sur plusieurs années. Le secrétariat du SCOT sera assuré par la ville d'Avesnes, siège de l'instance. Dans un premier temps, l'inventaire de toutes les études - il y en a à la pelle - sera fait, avant d'établir un cahier des charges, puis de choisir le bureau d'étude. En 2009 (?), le document final devra répondre à une grande question: « Comment fait-on pour que l'urbain et le rural se développent ensemble dans ce territoire? ». Au boulot.

t

(1) SRU: solidarité et renouvellement urbain. (2) EPCI: établissement public de coopération intercommunale.

© 2007 La Voix du Nord ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C news-20070713-VN-20070713855 - Date d'émission : 2013-07-08

Ce certificat est émis à M. bertrand boisson à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la liste des articles](#)



SCoT Sambre Avesnois

Une vision d'avenir

COMMUNIQUÉ DE PRESSE, LE 27 FÉVRIER 2013

Le 6 mars 2013, 18 h, à Avesnes-sur-Helpe RÉUNION PUBLIQUE SUR LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) SAMBRE AVESNOIS

UNE VISION D'AVENIR

→ *Vers un projet de territoire en Sambre Avesnois pour les 20 ans à venir*

Engagé depuis 2008, le SCoT Sambre Avesnois est un document d'urbanisme permettant aux élus d'envisager des projets d'envergure à une échelle territoriale pertinente. En effet, le SCoT aborde des problématiques transversales englobant les 151 communes, regroupées au sein de 10 intercommunalités, de l'arrondissement d'Avesnes. Au travers de son projet politique (PADD, Projet d'Aménagement et de Développement Durables), le SCoT doit permettre un développement cohérent et équilibré du territoire pour les 20 ans à venir, dans les domaines de l'habitat, de l'équipement, des déplacements, du développement économique et de l'environnement.

Aussi, parce qu'il influera sur le quotidien de près de 235 000 habitants, le SCoT s'élabore selon un processus de concertation large associant tous les acteurs du territoire : les élus, les associations, le conseil de développement, l'État, la Région, les chambres consulaires, le Parc Naturel Régional...

VOTRE AVIS NOUS INTÉRESSE !

→ *Mars-avril 2013 : trois réunions publiques de concertation sur le projet d'aménagement et de développement durables*

L'année 2013 est décisive dans l'élaboration du SCoT Sambre Avesnois puisque son approbation est prévue à la fin du mois de décembre. Dans cet intervalle, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables puis le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) devront être débattus et validés par le Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, porteur du projet.

Et tous ces projets vous concernent directement puisque, dans un avenir proche, ils auront un impact sur les déplacements, les façons de construire, les types et le nombre de logements, la diversité des équipements et leur implantation géographique, la gestion des zones d'activités, les commerces, la protection des espaces agricoles et naturels...

C'est pourquoi nous vous convions à participer aux réunions publiques qui présenteront les axes de développement de notre territoire selon le projet politique rédigé par les élus en 2011 et enrichi d'études complémentaires tout au long de l'année 2012.

Venez échanger avec vos élus :

le mercredi 6 mars 2013, à 18 h 00, à Avesnes-sur-Helpe, salle des fêtes d'Avesnes,

pour la Communauté de communes Cœur de l'Avesnois, la Communauté de communes Guide du Pays de Trélon et la Communauté de communes Action Fourmies et environs.

Nota : deux autres réunions de concertation seront organisées courant mars-avril :

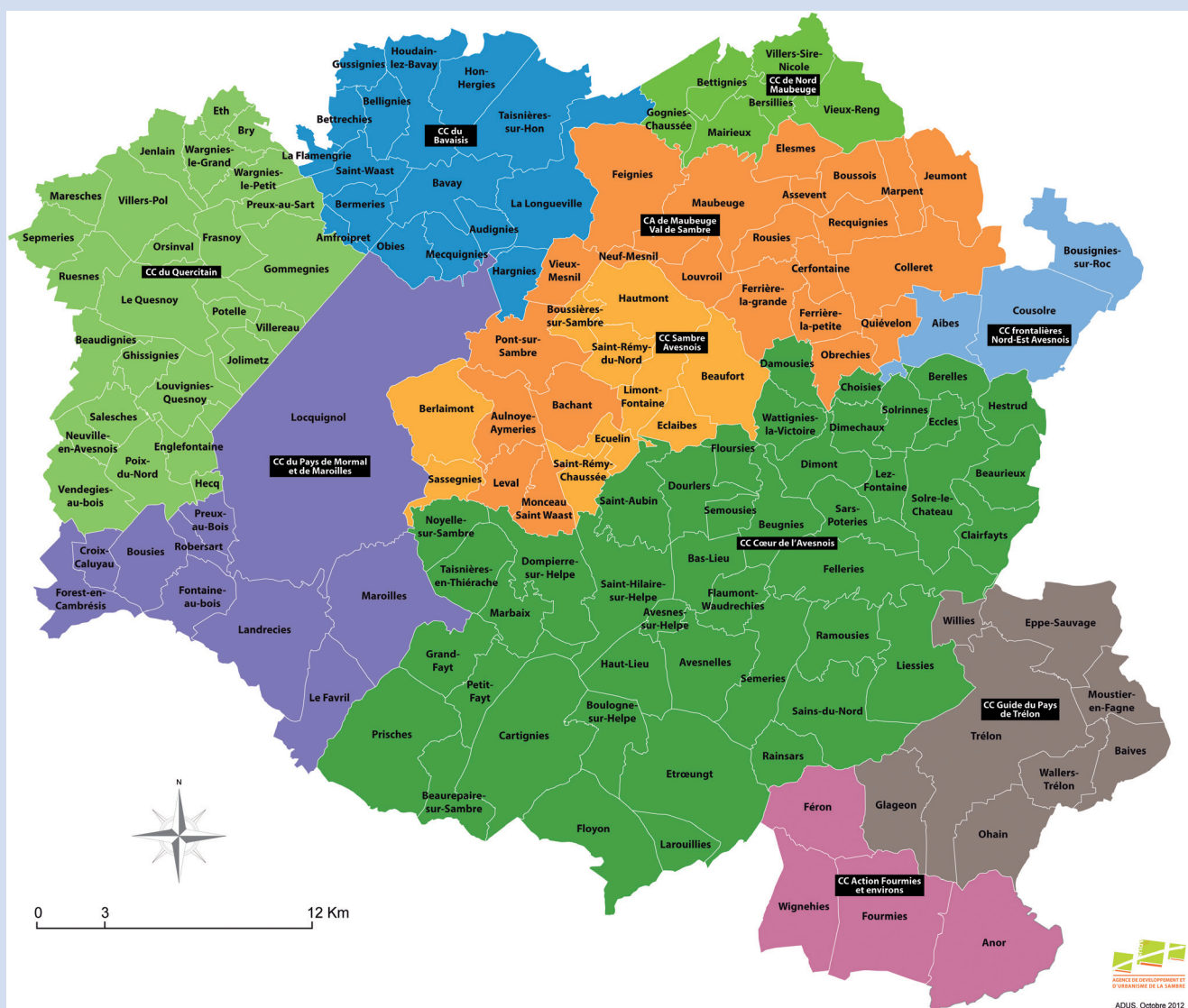
- à Maubeuge, pour la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de communes Sambre Avesnois, la Communauté de communes Nord Maubeuge et la Communauté de communes frontalières Nord-Est Avesnois ;
- à Le Quesnoy, pour la Communauté de communes du Quercitain, la Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles et la Communauté de communes du Bavaisis.

Dates à venir sur notre site :

www.scot-sambre-avesnois.com

REPÈRES

→ Périmètre du SCoT et intercommunalités



→ Chiffres clés

- 10 intercommunalités
- 151 communes
- 1 407 km²

Ménages

- 234 257 habitants (2009)
- 2,46 personnes par ménage (2009)
- 18 040 euros de revenu brut moyen annuel (2009)
- 8 % de personnes âgées de plus de 65 ans en 2009 contre 6 % en 1999
- 15 % de taux de chômage (2012)

Habitat

- 101 917 logements (2009)
- 17 140 logements HLM (2006)

Économie

- 69 113 emplois en 2006 contre 67 900 en 1999
- 90 % des actifs travaillent dans le département du Nord
- 1 600 activités commerciales (7 commerces pour 1 000 habitants)

Déplacements

- 79 % de ménages motorisés (2009)
- 5 % des trajets domicile-travail en transports en commun (2006)

Environnement

- 3,8 millions tonnes équivalent CO₂ d'émissions de gaz à effet de serre dans l'arrondissement (source : Bilan Carbone)
- 17 % du territoire est couvert par des forêts (28 000 hectares)
- 10 000 km de haies
- 53 000 hectares de prairies
- 3 000 mares recensées
- 92 884 hectares d'espaces agricoles en 2009 (-1,8 %/1998)
- 31 812 hectares de milieux naturels (+1,2 %/1998)

REPÈRES

→ Un planning contraint par les évolutions réglementaires

Le planning prévisionnel du SCoT Sambre Avesnois a été modifié pour répondre aux exigences de la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE, votée en juillet 2010 et entrée en vigueur en mars 2011), produit du Grenelle 2. Ainsi, le Code de l'Urbanisme définit-il aujourd'hui une approche beaucoup plus environnementale des SCoT à travers quatre objectifs prioritaires : la limitation de la consommation foncière, la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et la nécessité de créer un lien entre densité urbaine et desserte par les transports collectifs.

Les incidences sur l'élaboration des projets sont importantes et ont nécessité des études complémentaires.

Aujourd'hui, les étapes clés du calendrier se dessinent :

- la validation par le comité syndical du PADD enrichi de ces études, puis une validation du projet de DOO, pour un arrêt projet prévu à fin mai ;
- la consultation des Personnes Publiques Associées, c'est-à-dire l'État, la Région, le Département, mais également l'ensemble des acteurs et partenaires du territoire (les associations, le conseil de développement, les chambres consulaires, le PNR...) ;
- l'enquête publique, permettant à l'ensemble des habitants de l'arrondissement d'accéder aux documents projets du SCoT et d'émettre leur avis.

Cette procédure amènera le Syndicat mixte à approuver le projet final, ajusté au regard de ces différentes phases de consultation, en décembre 2013.

→ Une conduite de projet tripartite

Le Syndicat Mixte du SCoT de la Sambre Avesnois a été créé par arrêté préfectoral en date du 27 mars 2007. Présidé par MM. Rémi Pauvros et Alain Poyart (vice-président), et composé de 44 membres, il est en charge de l'élaboration et du suivi du SCoT.

Le Syndicat Mixte a missionné un groupement de prestataires extérieurs (urbaniste, paysagiste, économiste, agence de communication...) pilotés par le bureau d'études lillois Études et Cartographie pour l'assister tout au long de la procédure.

Par ailleurs, l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre (ADUS) apporte son concours technique dans la mise en œuvre du projet en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage.

L'élaboration du SCoT s'effectue au sein de cinq commissions thématiques :

- démographie, logement, positionnement inter et intra régional,
- patrimoine urbain et paysager, qualité environnementale,
- économie, agriculture, commerce et artisanat,
- aménagement, dont infrastructures et transport,
- développement social, culturel, sportif, touristique, services à la population, dont la santé.

Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois

Mairie d'Avesnes-sur-Helpe
13, place du Général-Leclerc
BP 208
59363 Avesnes-sur-Helpe cedex
contact@scot-sambre-avesnois.com
scot-sambre-avesnois.com

Contact presse : Lucile HAMOIGNON

Urbaniste
Chargée de mission SCoT Sambre
Avesnois
lucile.hamoignon@adus.fr
Tél. 03 27 53 01 32

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE SAMBRE AVESNOIS (SCOT)

RÉUNION PUBLIQUE

Votre avis nous intéresse !



Vous avez reçu cette plaquette présentant les grands objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale Sambre Avesnois en cours d'élaboration.

5 grandes thématiques touchant à votre quotidien y sont abordées : habitat, déplacements, équipements, économie et environnement. Aujourd'hui, nous attendons votre avis.

Vous avez des questions ? Vous souhaitez faire des remarques ? Émettre des suggestions ?

VENEZ RENCONTRER VOS ÉLUS POUR ÉCHANGER SUR L'AVENIR DE VOTRE TERRITOIRE !

• Le mercredi 6 mars 2013 • 18 h • Avesnes-sur-Helpe salle des fêtes d'Avesnes

pour la Communauté de communes Cœur de l'Avesnois, la communauté de communes Guide du Pays de Trélon et la Communauté de communes Action Fourmies et environs*.

*Deux autres réunions publiques seront organisées sur Maubeuge et Le Quesnoy courant mars-avril 2013.

Toutes les informations sur le SCOT :
www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

SCOT SAMBRE AVESNOIS

RÉUNIONS PUBLIQUES SUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

RÉUNION PUBLIQUE DU 6 MARS 2013

02

Avesnes-sur-Helpe, 18 h 00 - Salle des fêtes
Communauté de communes Cœur de l'Avesnois,
Communauté de communes Guide du Pays de Trélon
Communauté de communes Action Fourmies et environs

RÉUNION PUBLIQUE DU 26 MARS 2013

08

Maubeuge, 18 h 00 - Maison Folie, place Vauban
Communauté de d'agglomération Maubeuge-Val de Sambre,
Communauté de communes Sambre Avesnois,
Communauté de communes Nord Maubeuge,
Communauté de communes frontalière Nord-Est-Avesnois

RÉUNION PUBLIQUE DU 28 MARS 2013

15

Siège de la Communauté de communes du Quercitain, à Le Quesnoy, 18 h 00
Communauté de communes du Quercitain,
Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles
Communauté de communes du Bavaisis

SYNTHÈSE DES RÉUNIONS PUBLIQUES

23



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

SCOT SAMBRE AVESNOIS

REUNION PUBLIQUE

MERCREDI 6 MARS 2013

Communauté de communes Cœur de l'Avesnois,
Communauté de communes Guide du Pays de Trélon
Communauté de communes Action Fourmies et environs ;

Avesnes-sur-Helpe, 18 h 00 - Salle des fêtes

COMPTE RENDU

La séance se déroule sous la présidence :

- de Monsieur Alain POYART, vice-président du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, Président de la Communauté de commune Cœur de l'Avesnois, Maire d'Avesnes-sur-Helpe
- de Monsieur Philippe CURE, sous-préfet d'Avesnes-sur-Helpe

La réunion rassemble près de 80 participants dont 75 inscrits sur le registre de présence. Parmi eux, de nombreux élus, citoyens, représentant du monde agricole.

Deux journalistes ont suivi l'ensemble de la séance (Voix du Nord, pour la Presse Quotidienne -édition Avesnes- et l'Observateur -hebdomadaire).

Aucun participant n'a formulé de remarque par écrit sur le registre d'expression présenté à l'accueil.

La séance dure 1 h 40 (dont 40 mm dédiées à l'introduction et la présentation du PADD par le bureau d'études).

P.J. : diaporama de présentation du PADD

LES INTERVENANTS

Pour le bureau d'études :

M. Bruno GELLEREAU, Études & Cartographie

Mme BAUDIN, Empreinte communication

Pour l'ADUS

Mme Lucile HAMOIGNON

PRÉAMBULE

M. POYART, vice-président du Syndicat Mixte du SCoT accueille les participants aux côtés de M. le sous-préfet, Philippe CURE.

Le vice-président salue et remercie les participants de leur présence dans le cadre de la première des trois réunions publiques consacrées à la présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

I - INTRODUCTION (Monsieur POYART)

Monsieur POYART indique qu'il s'agit effectivement de la première d'une série de six réunions publiques qui vont marquer une étape de concertation forte avant l'arrêt de projet du SCoT, prévu à la fin du mois de mai. Trois réunions sont organisées pour présenter de PADD ; la première, ce soir, sera suivie de deux réunions, les 26 et 28 mars prochain, respectivement à Maubeuge et Le Quesnoy. Par la suite, trois réunions complémentaires auront lieu dans le cadre du DOO, le volet règlementaire du SCoT.

M. POYART rappelle les grandes dates clés de la construction du SCoT :

- en 2004, la décision de créer un SCoT à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes pour définir les grands projets du territoire pour les 20 à 30 années à venir. Ce SCoT étant au service d'une meilleure qualité pour les habitants et une promotion du territoire.
- Les élus se sont réunis pour ce projet en créant, en 2007, le Syndicat Mixte, autour de la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS.
- L'élaboration du SCoT a débuté en 2008, selon un processus de concertation large et tout au long de la procédure avec les élus du territoire mais également les habitants, à l'image de ce soir par exemple, où élus et habitants sont conjointement présents.

Ce soir, l'objectif est de présenter l'état d'avancement du projet et d'inviter les participants à réagir, pour mieux construire, ensemble, ce projet de territoire. Concrètement, il s'agit de présenter le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Il y a déjà eu un travail important d'accompli, de nombreuses réunions techniques et avec les élus, des études dans le cadre de la nouvelle réglementation, la loi Grenelle, notamment. La communication sur le projet s'est traduite par la création d'un site Internet, dès 2009, une exposition dans chacun des 12 EPCL, en 2011, et tout récemment, la diffusion d'une brochure auprès de 100 000 foyers du territoire, ainsi que des informations par voie de presse.

Le PADD, aujourd'hui présenté à l'ensemble de la population, a déjà fait l'objet d'un débat en conseil syndical, en mai 2011. Il s'agit, en particulier, de rechercher l'équilibre entre le développement urbain et rural à l'échelle de notre territoire, par la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale notamment.

Avec le Grenelle, le respect de l'environnement à travers l'aménagement durable du territoire est un élément qui devient particulièrement important ; il s'agit :

- de diminuer les obligations de déplacements et de développer les transports collectifs,
- de préserver les espaces de nature et protéger la biodiversité, les continuités écologiques,
- de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES).

C'est pour prendre en compte cette loi Grenelle et les réglementations qui en découlent qu'ont été engagées des études complémentaires tout au long de l'année 2012 afin d'enrichir le PADD, que nous présentons ce soir.

Avant cette présentation, le vice-président laisse la parole à Monsieur CURE, sous-préfet, qui rappelle l'étroite collaboration de l'État dans le cadre de l'élaboration du SCoT, que cette collaboration est impérative, les services de l'état étant des associés obligatoires des collectivités. L'État est tenu tout d'abord d'assister les collectivités dans cette exercice qui est complexe et il est à l'origine d'un bon nombre de bouleversements, évoqués d'ailleurs précédemment (la loi Grenelle) qui a introduit une dimension environnementale très forte dans le cadre des SCoT. Le sous-préfet indique d'ailleurs que lorsqu'il qu'il a pris connaissance du SCoT, il a perçu une réelle cohérence du territoire de l'arrondissement : une agglomération, un cœur urbain et un environnement rural, les deux se complétant et s'enrichissant mutuellement.

Monsieur Philippe CURE précise enfin qu'il est important aujourd'hui d'aboutir le projet rapidement, notamment parce qu'il coïncide également avec une phase intense de regroupement intercommunal qui va aussi jouer sur la cohérence de l'arrondissement. Le parallélisme des deux calendriers doit inciter tous les acteurs, État compris, à être présents aux étapes décisives d'élaboration. À ce titre, l'étape de concertation publique de ce soir est une étape clé de la procédure.

Monsieur POYART laisse alors la parole au bureau d'études, en charge de l'élaboration du projet, et préconise une présentation n'excédant pas 30 minutes, pour laisser place aux débats.

II - PRÉSENTATION DU PADD (B. Gellereau, Études & Cartographie)

Monsieur Gellereau rappelle que le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est en fait le projet politique du SCoT.

Il s'oriente autour de 7 objectifs majeurs :

- mettre le développement économique et la création d'emploi au cœur du projet SCoT,

- faciliter l'émergence de projets intéressant tout le territoire,
- stabiliser la population sinon l'accroître raisonnablement à l'échelle du territoire,
- optimiser le maillage du territoire par une mise à niveau d'équipements qui répondent aux besoins de la population
- développer les coopérations transfrontalières et transrégionales facilitées par une meilleure accessibilité du territoire,
- préserver et s'appuyer sur les espaces naturels pour mettre en valeur la qualité de vie du territoire,
- bâtir un avenir énergétique et climatique durable pour la Sambre Avesnois.

Et 4 thématiques transversales :

- l'aménagement urbain (habitat),
- les déplacements,
- l'économie,
- l'environnement.

Monsieur Gellereau présente ainsi ces objectifs et les décline un à un, selon les quatre grandes thématiques citées (cf. diaporama de présentation joint).

III – LES DÉBATS

Monsieur POYART reprend ensuite la parole et invite les participants à s'exprimer. Il rappelle par ailleurs les différents moyens d'expression disponibles : un registre d'expression dans la salle, le site Internet, ou encore un courrier directement adressé au Syndicat mixte.

Philippe LETY (Maire de Solre-le-Château)

Alors, effectivement, on mesure, à travers cette présentation, tout le parcours établi dans le cadre de ce SCoT et des démarches réalisées. Le périmètre est tout à fait fondé.

Les grands pôles ont été situés, nous sommes dans la logique des choses. Néanmoins, n'oublions pas les possibilités d'installation de PME et PMI sur les différentes communautés de communes, notamment celle du Cœur de l'Avesnois. Sur certains permis de construire (PC), on oppose les rejets de CO2 aux PC. On a quelque part oublié que l'on était en zone rurale... Certes, il faut préserver ces zones, certes il faut respecter la réglementation (loi Grenelle, etc.), mais cela va loin tout de même.

Concernant le développement touristique et les sites : on n'aborde pas ceux qui sont dans l'arrondissement, comme cela, ça ne dérange personne... Cela étant dit, nous devons parler avec fierté du Val Joly qui a un rôle important dans le développement touristique de l'arrondissement, avec l'ensemble des réseaux, l'ensemble des richesses alentours. Il faut préciser le montant des investissements conséquents et ce site a un coût en terme de fonctionnement.

Concernant l'agriculture, vous évoquez la perte de surface en herbe au profit de terres labourées. Nous sommes aujourd'hui dans un conflit économique entre les gains des céréaliers et ceux des herbagers, et si l'on favorise les céréaliers, nous allons creuser cet écart ; et nous devons veiller chacun à cet équilibre.

Le 5 % concernant l'artificialisation cela fait peu. Surtout que l'on n'a pas défini les critères, notamment l'équilibre entre espaces ruraux et espaces urbains. J'espère que vous allez nous éclairer face à cet équilibre.

Alain POYART

Je rappelle que ces 5 % ont été votés lors de l'avant-dernière réunion du comité syndical.

Effectivement, qu'intègre-t-on ou pas dans ces 5 % ? On retire bien sur la RN2, les carrières... Ces déductions se font sur l'ensemble de l'arrondissement. Ce qui reste est partagé sur l'ensemble des intercommunalités. Ce qui est important de connaître, c'est l'enveloppe urbaine (ouverte à l'urbanisation), que l'on ne connaît pas encore. Et il n'y a rien qui dit que ce n'est pas au Syndicat mixte de la définir. C'est un travail que nous devons donc réaliser.

Jean-Claude FOVEZ (Maire de Prisches)

Si l'on prend l'exemple de ma commune, située à 30 km de Maubeuge, on ne pourra plus construire si j'ai bien compris ? La population va baisser, nous avons encore des commerces, nous avons encore une école mais cela ne va pas durer !

Bruno GELLEREAU, (Études & Cartographie)

Alors, c'est le technicien qui s'exprime : l'objectif du Syndicat mixte est de réduire l'artificialisation qui s'est largement développée et accélérée ces dernières années, dans la dernière période. Elle était moindre auparavant. Ce n'est pas uniquement le Syndicat mixte qui décide de la réduire, mais c'est toute la région qui propose de réduire de façon drastique partout, et non pas uniquement dans votre commune, cette artificialisation. Alors est-ce que cela veut dire que l'on a plus le droit de construire ? Non, pas du tout. Cela signifie que l'on doit construire autrement. Quand on regarde, y compris le centre de votre village que je connais un peu, si l'on prend le nombre d'habitations à l'hectare, nous sommes sur un nombre d'habitations plus important que sur les développements qui se sont fait plus récemment dans d'autres secteurs, le long des routes avec des pavillons sur des terrains de grande ampleur. Donc réduire l'artificialisation, ça n'est pas ne plus construire, mais autrement. Et notamment répondre à ce qu'on appelle le parcours résidentiel, c'est-à-dire de construire des logements pour des jeunes ménages, d'autres plus

vastes pour les familles, d'autres plus petits pour les aînés qui pourront libérer des logements qui ne sont plus adaptés à leur situation... Donc il faut rentrer dans cette nouvelle réflexion qui est que l'on ne va pas s'arrêter de construire mais qu'il faut construire pour continuer d'accueillir de nouvelles populations mais dans des logements plus adaptés à leur accueil et aux secteurs d'accueil également. Vous parliez de vos commerces et services. Cela fonctionne mieux si l'on est à proximité que si l'on doit prendre sa voiture. Si l'on doit prendre sa voiture, on ne va pas chez l'épicier, on s'oriente vers des commerces de plus grande ampleur. Si l'on reprend l'exemple de Bousignies-sur-Roc, c'est un charmant village, il est par ailleurs dépourvu de tout équipement.

Philippe LETY (maire de Solre-le-Château)

Cela signifie qu'il est condamné ? On voit bien qu'à terme la possibilité d'évoluer, pour ces communes rurales, est nulle. Et qu'en est-il de la liberté des populations ? La liberté de continuer à résider dans leur commune, etc.

Intervenant 3

Sur le Grenelle, comme sur le SCoT, il y a la réglementation et la manière dont on l'interprète. On anticipe sur ce que l'on veut. Il y a une incohérence totale. On dit par exemple qu'il faut renforcer les aménagements existants. Mais si l'on habite à Prisches, on va d'abord faire ses courses à Landrecies et pas à Auchan. Dans la CC Cœur d'Avesnois, plus de 80 % des achats alimentaires sont faits dans la CCCA. Alors, nous avons d'un côté des constatations socio-économiques et de l'autre des objectifs dans le cadre du SCoT. Et l'on s'étonne que le discours visant à dire que le SCoT va permettre le développement du territoire ne soit pas entendu. Il y a des incohérences profondes dans la manière dont sont accordées, ou plutôt pas accordées, les autorisations d'urbanisation en zone rurale, les objectifs du SCoT et les indicateurs socio-économiques sur le territoire. Et cela fait des mois que les élus le disent et je n'ai pas le sentiment qu'ils sont écoutés.

Marc GOJJARD, Trélon (président du COTESS Sambre Avesnois)

Concernant la concertation de la société civile : le Conseil de Développement (CODEV) de l'agglomération Maubeuge Val de Sambre (AMVS) a une commission SCoT et a travaillé en ce sens. La société civile est donc associée, mais en partie, puisque le CODEV ne concerne que l'AMVS. Il serait donc intéressant que, dans le cadre de la gouvernance territoriale, soit associée la société civile dans son ensemble et qu'elle puisse produire de la réflexion. Pour le SCoT et les autres outils de prospective, on ne peut que constater la carence de l'association de la société civile sur l'ensemble du territoire, dont l'absence d'un Conseil de développement à l'échelle de l'arrondissement.

Sur le vieillissement de la population : la population diminue mais elle vieillit. Et nous ne disposons pas des outils, moyens et services en mesure d'accompagner ce vieillissement (maintien à domicile, dépendance...). Il faudrait que le SCoT puisse inscrire une réflexion spécifique dans ce cadre et je pense que les acteurs de l'accompagnement à domicile, par exemple, pourraient faire des préconisations.

Sur le développement Transfrontalier. Certes, il faut travailler à l'échelle transfrontalière mais il faut surtout que les acteurs du territoire (élus, professionnels, chambres consulaires) mettent en œuvre des politiques appropriées. Il est avéré (par le Conseil Régional notamment) que nous sommes dans l'incapacité de monter de tels projets, faute d'ingénierie adaptée. Nous sommes l'arrondissement qui utilise le moins les dispositifs d'accompagnement européens.

Sur les filières. Concernant la filière bois. Si la filière existe, aucun m³ n'est transformé sur place. Tout part à l'extérieur. Et l'un des enjeux, c'est-à-dire la création d'emplois, nécessite de transformer sur place.

Sur l'offre touristique. Effectivement il y a une offre importante mais pas de "mise en économie". Il y a un coût mais pas de retour économique. Parce qu'il n'y a pas de mise en marché de l'offre sur plusieurs jours notamment. Cela fait 10 ans que cela dure, et nous avons des outils d'accompagnement, à l'échelle régionale par exemple mais aussi territoriale.

Sur le recul du bocage. C'était l'un des enjeux de la création du parc naturel régional (PNR). Mais le parc seul ne peut pas tout. Les élus et agriculteurs doivent se battre pour que les aides européennes en matière agricole profitent plus au développement de l'agriculture durable et raisonnée, à la préservation du bocage également. Cela servirait également la logique de production du Maroilles fermier.

Intervenant 4

Sur l'artificialisation, il y a un double discours : celui de la limitation des déplacements et celui du maintien des commerces de proximité, des commerces dans les petites communes. Or, rien ne nous donne dans le SCoT de pourcentage sur l'artificialisation des sols, de ce qui sera attribué aux uns et aux autres. Si l'on reprend la charte du parc, on indique que ce sera en fonction des demandes, au prorata des demandes. On s'interroge donc. Si l'on veut maintenir les petits commerces dans les petites communes, il faut y amener du monde. D'un autre côté, on souhaite limiter les déplacements, il faut qu'il y ait de nouveaux logements, mais l'on dit également qu'il ne faut plus artificialiser les terres agricoles, et construire en hauteur, etc. Dans nos communes, nous ne pouvons pas construire d'immeubles. On va privilégier les constructions en centre-ville près des gares, près des centres où il y a des déplacements.

Nous avons abordé l'artificialisation qui, rappelons-le, reprend les zones industrielles, les bois, les carrières. Donc, on va être à 2,5 % à peine. Si les gros pôles s'octroient les plus grosses parts (j'ai entendu M. Pavros dire j'ai besoin de 2 000 logements sur Maubeuge, Monsieur Baudoux, à Aulnoye, dans la presse, dit "moi il me faut 700 logements", à Louvroil, l'éco quartier, c'est 400 logements, etc. Et nous, dans nos campagnes ? Dans les PLU, on prend les moyennes, sur 10 ans : vous avez construit 2 logements, eh bien, vous avez besoin de 2 logements pour les 10 ans

à venir ! Au nom de quoi vous allez limiter les communes comme Beugnies, Sart-Poterie, comme Solre-le-Château qui sont très bien équipées et où l'on n'a pas besoin de sa voiture pour faire ses courses ?

Il y faut donc que le SCoT délimite dans chaque communauté de communes la part de chacun. Pour que les gros centres ne s'octroient pas la totalité de la part à artificialiser.

Intervenant 5

Il faut être conscient qu'il y a un département agricole qui disparaît tous les 5 ans. Il faudrait déjà y réfléchir. Concernant Floyon, moi, je suis contre les constructions. Pourquoi ? Je suis ancien agriculteur : à chaque fois que l'on construit une maison, c'est un agriculteur qui recule. Pour avoir des bovins, il faut des pâtures. Si l'on n'a pas les terrains, on n'a pas le droit d'avoir les bêtes ! Et si l'on veut doubler la population de Floyon, on peut le faire, sans construire une maison. Moi, je vis dans une maison "9 cheminées", nous sommes 2 ! Il faut arrêter ! Si l'on ne réagit pas, on va tous mourir. C'est ce que je voulais dire.

Philippe CARTIAUX, Cousolre (représentant de la chambre d'agriculture)

Nous sommes dans une aire où il faut faire attention à l'utilisation du foncier, sachant qu'en 2050, nous serons 9,5 milliards sur la terre et qu'il faudra nourrir tout le monde, sachant que si nous nous orientons vers le bio, il nous faudra également plus de terres à cultiver, sachant qu'il y a aussi beaucoup de friches industrielles à réhabiliter. Cela, nous n'en n'avons pas parlé. Et sachant qu'il y a beaucoup de logements vacants dans les communes. Il y a donc du travail à faire. On a vu se bâtir un peu partout, n'importe comment. Il faut assumer les responsabilités.

Jean-Pierre VOLKMAR (habitant de La Longueville)

Nous avons reçu un document du SCoT dans notre boîte aux lettres. Il y a un article qui nous chagrine : "préserver notre environnement". Nous sommes confrontés depuis 8 jours à un terroriste de l'environnement ; un agriculteur qui arrache les haies et laboure une pâture avec un arrêt municipal de 2003. Le constat de gendarmerie a été fait, nous avons déposé plainte sur les conseils du maire de Marpent qui tente de se battre également. La presse n'est pas sensible à cette histoire, c'est un sujet qui ne fait pas vendre de papier. Nous sommes donc venus demander ce que l'on peut faire face à cet état d'esprit et je profite de la présence de Monsieur le sous-préfet.

Nous avons également un autre point : sur l'artificialisation. Il faut peut-être faire attention aux ronds-points. Au bout de ma rue, j'ai le rond-point de "l'As de trèfle" à Maubeuge, on y édifiait les remparts de Maubeuge auparavant. Maintenant, on nous a mis des girafes ! Qui vient entretenir les girafes ? Il y avait de quoi faire 2 immeubles de 6 étages au moins sur cette surface ! Bon, il faut faire attention !

Intervenant 8

Alors, on vient de l'évoquer, mais nous sommes dans un contexte économique où la culture rapporte plus que l'élevage. Cela fait longtemps que j'alerte l'opinion publique en disant attention, l'élevage est en danger, eh bien nous y sommes. Effectivement, certains pensent à arrêter la traite. Rien n'a été fait. La seule chose qui pouvait contrebalancer dans les aides européennes, c'était la prime à l'herbe. On préservait le bocage, et on maintenait l'élevage. Les avancées ne sont pas significatives et ce n'est pas faute de se battre. Il faut également pouvoir vivre de son métier. Le bocage doit évoluer aussi. Les surfaces de 50 ares doivent évoluer.

Madame Watremez (maire de Rainsars)

Lorsque nous faisons notre carte communale, les agriculteurs sont associés. Moi, à Rainsars, cela s'est bien passé ! Mais je suis un mauvais maire pour avoir gaspillé 10 000 euros pour faire ma carte communale et m'entendre dire par l'État, que je mangeais les terres agricoles : "vous aurez 2 parcelles pour faire 4 logements". Nous avons une belle parcelle, mais on nous dit que c'est un cône de vue ! J'ai de la chance, j'ai encore 9 fermes dans mon village. J'ai entendu également qu'on allait privilégier les éoliennes. Je pensais qu'on ne pouvait pas en mettre chez nous ?

Bruno Gellereau

Il y a en effet dans certains secteurs, notamment dans le Quercitain, des sites favorables à l'implantation d'éoliennes, mais ce n'est pas obligatoire. En revanche, sur une majeure partie du territoire, la région a indiqué dans son plan, que le secteur n'était pas favorable aux éoliennes. Par ailleurs, dans la charte du parc, il y a une cartographie de secteurs limités à l'implantation d'éoliennes, en Thiérache également, mais c'est limité à certains secteurs seulement.

Pour répondre à la question faite précédemment : le Syndicat mixte a décidé de répartir la partie à artificialiser entre les communautés de communes. C'est l'intention actuelle, qui a été débattue par le Syndicat dont vous êtes adhérent.

Alain POYART

C'est important. Cela signifie que si par exemple Floyon, dont nous avons parlé, ne veut pas de terrain à bâtir, il n'en aura pas ! La répartition se fait à l'échelle de la communauté de commune. Ce seront les maires et le conseil municipal qui décideront pour chaque commune.

Pierre HERBET (maire de Hestrud)

Premier point : j'étais dans une réunion ce matin, au golf de Mormal organisée par ERDF, qui disait que les réseaux étaient très fatigués et que lorsque l'on veut créer des zones éoliennes ou photovoltaïques, il faut un nouveau réseau. Donc les budgets utilisés pour ces réseaux ne le sont plus pour les réseaux vieillissants. Ils sont donc très mitigés

sur ces nouveaux réseaux et leurs préconisations étaient plutôt sur des consommations internes, pour ne plus transporter l'énergie.

Second point, je suis maire d'Hestrud. Le parc (la charte du PNR) interdit l'éolien. Je suis à 300 m de la Belgique où un parc important est programmé. On me demande de prendre position mais ce n'est pas mon rôle. Vous voyez la contradiction. Chez moi, c'est interdit, mais de ma fenêtre, j'aurai tout de même un beau parc d'éoliennes !

Intervenante 11 (Noyelles-sur-Sambre)

Je suis en bordure de nationale et nous avons un atelier mécanique qui s'agrandit. De jour en jour, ce sont des camions qui font les trajets répandant des copeaux, font leur demi-tour, les vélos ne roulent plus, ils crèvent. Là, on prend sur les terres agricoles, on va construire pour que les camions fassent leur demi-tour, et nous n'avons jamais de répit, c'est toute la semaine de 5 heures du matin jusqu'au soir. Que pouvons-nous faire ?

Alain POYART

Je ne sais pas ce que vous devez faire. En revanche, ce n'est pas en bordure de nationale ! (c'est en fait le long de la départementale, NDLR) C'est une activité économique qui doit exister depuis longtemps, qui se développe et qui a donc eu les autorisations nécessaires, et les permis de construire.

L'intervenante précise qu'avant, il s'agissait d'un simple atelier de maçonnerie, qu'aujourd'hui, c'est plus de 6 à 10 salariés provenant de l'étranger notamment et qu'effectivement toutes les autorisations sont données automatiquement (Monsieur Parent, conseiller municipal, est cité). Qu'elle représente ce soir une grande partie de la population de Noyelles qui en a "marre" de cette entreprise et des nuisances incessantes causées par le trafic des camions.

Alain POYART

Si l'on prend l'exemple des carrières d'Avesnes sur la route de Cartignies, c'est 400 camions par jour ! Et de la poussière !

L'intervenante (Noyelles-sur-Sambre)

D'accord, mais alors pourquoi on ne les installe pas dans les zones industrielles ?

Alain Poyart indique qu'il prend note du sujet qui sera au compte rendu.

Monsieur CURE, sous-préfet

(Répondant à plusieurs questions sur le projet RN2)

Effectivement, je ne suis pas en poste depuis longtemps, ce que je peux vous dire néanmoins, c'est que la programmation est inchangée. Le projet est bien sur la programmation nationale entre 2014 et 2019. L'incertitude effectivement c'est l'année, puisque les finances publiques ne sont pas fameuses. Mais le ministre des transports, M. Cuvillier, originaire de la région par ailleurs, a fait un point sur l'ensemble des projets qui avaient été déprogrammés par l'ancienne majorité. Ce qui est maintenu, c'est bien la N2, les 2 sections, c'est-à-dire, le doublement jusqu'à proximité d'Avesnes et le contournement d'Avesnes. Nous n'avons pas aujourd'hui les budgets c'est pourquoi je ne peux que confirmer la tranche, c'est-à-dire 2014-2019. Il nous faut quelques dizaines de millions d'euros !

IV - CONCLUSION (Alain Poyart)

Je vous remercie de votre participation. Il y a eu de nombreuses réflexions, c'est intéressant.

Je tiens néanmoins à vous dire que sur l'habitation, le tourisme, la protection du bocage, etc., si à un certain moment les élus de l'arrondissement d'Avesnes s'étaient mis d'accord sur une carte intercommunale cohérente, je dis bien cohérente, nous ne discuterions pas de certaines choses aujourd'hui. C'est pourquoi nous ne devons pas avoir peur de la réforme de la carte intercommunale et devons aller plus loin encore que ce que nous proposera le préfet lors de la prochaine commission interdépartementale intercommunale.

En ce qui concerne le SCoT, il va continuer et je vous invite à prendre connaissance des documents sur le site Internet www.scot-sambre-avesnois.fr

Alain Poyart conclut en rappelant le calendrier de la procédure : le DOO (Document d'orientation et d'objectifs) est en cours d'élaboration. Lorsque cette étape sera terminée, les élus viendront à nouveau à la rencontre de tous pour le présenter. L'arrêt de projet interviendra à l'issue de cette phase, puis la phase de concertation des PPA (personnes publiques associées). Le SCoT sera validé à la fin de l'année 2013 après l'enquête publique.

SCOT SAMBRE AVESNOIS

REUNION PUBLIQUE

Mardi 26 MARS 2013

Communauté de d'agglomération Maubeuge-Val de Sambre,
Communauté de communes Sambre Avesnois,
Communauté de communes Nord Maubeuge,
Communauté de communes frontalière Nord-Est-Avesnois

Maubeuge, 18 h 00 – Maison Folie, place Vauban

COMPTE RENDU

La séance se déroule sous la présidence de Monsieur Christophe DI POMPEO, vice-président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (AMVS), Conseiller régional Nord-Pas de Calais.

La réunion rassemble une trentaine de participants, dont 22 inscrits sur le registre de présence. Parmi eux, des élus, des citoyens et des représentants du CODEV. Un journaliste a suivi la séance (Voix du Nord, pour la presse quotidienne). Aucun participant n'a formulé de remarque par écrit sur le registre d'expression présenté à l'accueil. La séance dure 1 h 20 (dont 30 mm dédiées à l'introduction et la présentation du PADD par le bureau d'études).

P.J. : diaporama de présentation du PADD

LES INTERVENANTS

Pour le bureau d'études :

M. Bruno GELLEREAU, Études & Cartographie

Mme BAUDIN, Empreinte communication

Pour l'ADUS

Mme Lucile HAMOIGNON

I - INTRODUCTION (Monsieur DI POMPEO)

Monsieur DI POMPEO, vice-président de l'AMVS accueille les participants et les remercie de leur présence dans le cadre de cette réunion publique consacrée à la présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Nous sommes dans une démarche légale puisque depuis 2004, nous avons défini le périmètre du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) et que nous devons, à travers ce SCoT, projeter sur ce périmètre ce que nous voulons pour notre territoire. Alors, pour ceux qui ne le savent pas, généralement lorsque l'on vient à ce genre de réunion, on est au fait, mais je resitue tout de même les choses. Donc nous avons, auparavant au travers des Plans d'occupation des sols, les POS, des zones constructibles et non constructibles. Pour pouvoir évoluer, nous sommes passés aux PLU, Plans locaux d'urbanisme, pour pouvoir définir également les différents enjeux qui existent pour les différentes communes. Troisième plan, troisième strate si je peux dire, nous sommes passés aux Schémas de cohérence territoriale, pour définir ces enjeux à l'échelle de territoires. Et nous avons, nous, décidé de réfléchir à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes. Nous étions certes un territoire avec des disparités fortes (je suis un peu en retard, je sors d'une réunion à Fourmies, et lorsque l'on sort de Fourmies, et que l'on rejoint Maubeuge par la route, on se rend compte que les articulations et les cohérences ne sont pas toujours visibles.) Nous avons donc créé un Syndicat mixte pour conduire ce SCoT, dont le président est le député-maire, Rémi Pauvros. Ce syndicat est composé de la communauté d'agglomération et des communautés de communes de l'ensemble du territoire.

(Monsieur DI POMPEO détaille la carte du périmètre arrêté, présentée sur le diaporama, et précise que, conformément à la réorganisation territoriale, certaines intercommunalités fusionneront au 1er janvier 2014, NDLR).

Le SCoT s'élabore au travers d'une large concertation et il y a eu de nombreuses réunions avec les élus, les chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des métiers), les acteurs institutionnels et économiques de l'arrondissement... Il se compose de trois documents majeurs : le rapport de présentation, constitué du diagnostic du territoire ; le PADD qui va vous être présenté aujourd'hui et, enfin, le Document d'orientation et d'Objectifs (DOO) qui sera voté et qui sera opposable aux tiers. C'est-à-dire que lorsqu'une commune fera son PLU, elle sera obligée d'être en conformité avec le DOO.

Monsieur DI POMPEO précise les dates clés de la procédure, et souligne les étapes majeures à venir, soit, l'arrêt du projet, puis l'approbation du SCoT qui devrait intervenir en fin d'année 2013. Il laisse ensuite la parole à Monsieur Gellereau pour présenter les principaux enjeux du PADD.

II - PRESENTATION DU PADD (B. Gellereau, Etudes & Cartographie)

Monsieur Gellereau rappelle que le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est en fait le projet politique du SCoT.

Il s'oriente autour de 7 objectifs majeurs :

- mettre le développement économique et la création d'emploi au cœur du projet SCoT,
- faciliter l'émergence de projets intéressants tout le territoire,
- stabiliser la population sinon l'accroître raisonnablement à l'échelle du territoire,
- optimiser le maillage du territoire par une mise à niveau d'équipements qui répondent aux besoins de la population
- développer les coopérations transfrontalières et transrégionales facilitées par une meilleure accessibilité du territoire,
- préserver et s'appuyer sur les espaces naturels pour mettre en valeur la qualité de vie du territoire,
- bâtir un avenir énergétique et climatique durable pour la Sambre Avesnois.

Et 4 thématiques transversales :

- l'aménagement urbain (habitat),
- les déplacements,
- l'économie,
- l'environnement.

Monsieur Gellereau présente ainsi ces objectifs et les décline un à un, selon les quatre grandes thématiques citées (cf. diaporama de présentation joint).

III - LES DÉBATS

Monsieur JADAS (Mairieux)

Concernant le Bilan Carbone® et l'habitat ancien, et avant de parler des actions énergétiques type éolienne etc., que fait-on pour entrer positivement dans la Bilan Carbone® ?

Christophe DI POMPEO

Vous avez raison. La première économie, c'est quand on ne consomme pas d'énergie. Concernant l'habitat ancien, au niveau de l'arrondissement, aujourd'hui, on suit ce qui se fait au niveau du Conseil régional qui a mis en place cette année, ce qu'on appelle : "le plan 100 000 logements". Les années précédentes, notamment au travers du programme ANRU (projet de renouvellement urbain des quartiers, NDLR,) nous avons engagé un grand programme d'isolement des logements collectifs. Aujourd'hui donc, le conseil régional s'engage dans un programme d'isolation d'ensemble, c'est-à-dire pas seulement du locatif mais également pour les logements des propriétaires particuliers. Chacun peut avoir accès à ce programme. C'est tout récent, cela se met en place, ce n'est pas évident sur le plan juridique notamment.

Alors, vous soulevez un point important également, celui des professionnels qui doivent mettre en œuvre ces isolations. Aujourd'hui, on sait installer, en revanche, nous n'avons pas d'artisans qui sachent réparer. Nous devons faire cet effort dans les prochaines années avec les plans de formation régionale. Nous avons d'ailleurs été alertés sur ce point par la Chambre de commerce et d'industrie ainsi que la Chambre des métiers. La formation reste donc l'une des premières mesures et nous, en tant qu'arrondissement d'Avesnes, nous devons l'accompagner.

Intervenant 2 , membre du CODEV (conseil de développement, représentant la société civile)

Ce qui a été présenté est effectivement à la fois large et complet. Les questions que je me pose sont plutôt comment et quand ? Je me suis focalisé tout d'abord sur le redéploiement industriel et la part du tertiaire. N'y en a-t-il pas un qui sous-tend l'autre ? Le développement industriel est plutôt créateur de richesses et le tertiaire plus souvent accompagne, même si, de temps en temps, ce dernier est également créateur de richesses, bien-sûr. Sur le plan des industries, ce qui vient à l'esprit, ce sont les infrastructures, le désenclavement, etc. On parle de RN2, de la Sambre... Tout cela ne va pas se faire rapidement et il y a des priorités à donner. Finalement, quelles sont les priorités et comment les établir ? Quand on dit la RN2 ou la RD649, peut-on mettre autour de la table les gens qu'il faut pour savoir par quoi il faut commencer, ce qui est le plus porteur. Le "comment" m'intéresse plus que ce qui est présenté là. C'est un exemple que je prends, il y en a d'autres. La formation, c'est pareil, on dit "il faut trouver les formations adaptées". Qui va-t-on mettre autour de la table pour trouver ces formations adaptées ?

D'une façon générale, quelles sont les entités qu'il faut réunir pour planifier les choses correctement, car encore une fois, les infrastructures, on ne les mettra pas en œuvre toutes ensemble.

Christophe DI POMPEO

Vous commencez vos propos en disant que vous ne pouvez être que d'accord avec ce qui vient d'être présenté. Nous sommes là, ce soir, à l'issue de nombreuses réunions, sur un consensus. Lorsque l'on présente, par exemple, les trois zones industrielles (Maubeuge, Fourmies La Marlière et le corridor est), je me souviens de réunions où certains souhaitaient avoir des zones industrielles nouvelles de 100 hectares et nous n'étions pas du tout dans le consensus. Nous y sommes arrivés, mais c'est tout de même un document qui a été chahuté et, à force de travail, il a été lissé et il est aujourd'hui plutôt consensuel, ce qui n'a pas toujours été le cas.

C'est vrai que nous avons la question des industries, celle des services, et vous posiez également un exemple concret avec la formation : comment fait-on pour mettre en œuvre tout cela. J'étais cet après-midi avec votre président, Monsieur Varlet, dans le cadre du Plan local de développement économique (PLDE) et c'est dans ce gendre d'instance au niveau du territoire que nous mettrons en œuvre tout ce qui concerne le développement économique, que l'on mette en place par exemple les formations dont nous avons besoin. Je prends pour exemple la formation qui a été créée à Jeumont, sur la machine-outil. Nous sommes là par rapport à un besoin concret, sous l'impulsion des entreprises et des différents conseils arrivés à une formation et à former aujourd'hui chaque année douze jeunes avec un emploi à la clé.

Sur les infrastructures, quelles sont les plus prioritaires ? Je dirais les deux. Mais effectivement la RN2, cela fait 30 ans que l'on en parle ! Le maire qui est aujourd'hui député et dans la commission qui traite des déplacements à l'assemblée nationale, disait que sur ce dossier, il n'y avait aucune inscription d'état depuis trente ans. Voilà où nous en sommes aujourd'hui, et effectivement, s'il n'y a pas de désenclavement ou par la RN2 ou par la D649, nous sommes condamnés à ne pas évoluer. Lequel faut-il prioriser ? Je pense qu'il est plus facile de traiter la 649, c'est moins long. Nous sommes plus à même de récupérer l'autoroute belge par Charleroi, mais je pense qu'il faut inscrire la RN2 également.

Charles DEMULDER (Elesmes, membre du CODEV)

J'aimerais ajouter un élément concernant ce problème des infrastructures et savoir où nous en sommes sur ce que nous appelons "les autoroutes de l'informatique". Avons-nous le matériel à disposition, les moyens financiers et techniques de nous équiper en fibre optique par exemple, et quels sont les projets à court ou moyen terme sur notre territoire ?

M. DI POMPEO

Ça avance, et ça avance bien ! L'État, avec Orange et avec SFR, a mis en place, sur le territoire national, un schéma de développement du numérique et ce schéma a été repris par la Région. Que dit-il ? Sur la région, vous avez des zones denses et des zones moins denses. Les zones denses sont "rentables" pour les opérateurs ; SFR et Orange ont gagné un marché qui avait été lancé par l'État et vont se partager ces zones sur le territoire. Ces zones denses seront équipées par les opérateurs privés. Pour l'AMVS (car on parle d'entité géographique globale où les secteurs moins denses sont rattachés aux zones denses), l'équipement commence dès 2015, et donc d'ici 4/5 ans. Sur l'agglomération

ration, tout le monde aura la fibre, un câblage fibré jusqu'à la porte des particuliers, et des entreprises également. Il y a plusieurs zones denses au niveau de l'arrondissement d'Avesnes. En revanche, en ce qui concerne les zones moins denses, c'est le Conseil régional avec les départements, avec les collectivités territoriales qui ont engagé un déploiement de la fibre pour compenser là où le marché ne va pas. Cela a été voté au Conseil régional à la dernière séance plénière, il y a un mois. On va maintenant créer un Syndicat mixte du haut débit dans le Nord-Pas de Calais et dès cette année nous engageons, sur le territoire, le déploiement de la fibre pour que l'ensemble de la région soit complètement "fibré" avec l'objectif que chacun soit équipé, à sa porte, d'ici 10 ans.

Avec toujours un danger si je prends aujourd'hui l'AMVS, avec un opérateur défini qui est SFR. Je ne vous cache pas que j'aurais préféré avoir Orange avec qui j'ai des relations depuis de longues années, qu'on critique souvent comme étant l'opérateur historique et monopolistique du marché mais lorsque l'on veut discuter avec quelqu'un chez Orange, on a en face de nous un homme à qui parler. Chez SFR, c'est beaucoup plus difficile, et si on parle des autres, ce n'est pas possible ! Il faut donc que SFR reste fiable et respecte ses engagements. Mais la loi est passée et elle indique que si l'opérateur est défaillant au bout d'un an, l'État compense.

Charles DEMULDER (CODEV)

Une précision : pour l'information des citoyens, puisque c'est le but aussi de cette réunion, ne serait-il pas possible d'avoir une cartographie de ces zones ? J'avais cru voir dans les pages régionales une cartographie, mais pas trop précise...

M. DI POMPEO

Cette carte parue dans la Voix du Nord est celle qui avait été présentée justement pour faire adopter le schéma numérique, avec les délais des engagements. Je peux vous la transférer au Conseil de développement. Nous pouvons également, si vous le souhaitez, monter une réunion pour y travailler.

Claude LEVEQUE (Jeumont, membre du CODEV)

Je ne vais pas poser une énième question par rapport à ce qu'il se fera demain, ce sera avec les acteurs du territoire et il leur appartiendra, dans le cadre des orientations qui seront définies dans ce schéma de cohérence, de voir qu'elles sont les meilleures actions à engager et à entreprendre. En revanche, puisque nous sommes dans le cadre d'un schéma de cohérence, d'un document qui comporte des orientations pour les 20 années à venir, moi, ce qui m'importe, c'est de savoir comment les citoyens et les élus vont s'approprier ce document. Cela me paraît essentiel. Je constate que trop souvent, au niveau des élus, ce document est considéré comme une accumulation de contraintes. Il faut des contraintes, il faut forcément se fixer des règles ; et se fixer des objectifs de développement et d'environnement, cela me paraît nécessaire. Mais ce qui m'intéresse, c'est de savoir quels vont être les outils pédagogiques mis en place pour que les élus qui ont été particulièrement associés dans l'élaboration de ce document ? Je ne suis pas convaincu que tous se soient vraiment impliqués et adhérent de façon constructive. Et surtout au niveau des citoyens, parce que ce sont eux qui, demain, auront à connaître finalement la mise en œuvre des actions découlant de ces orientations.

M. DI POMPEO

Au niveau des élus, nous avons eu de nombreuses réunions. Forcément, il y a des élus plus au courant que d'autres, plus concernés que d'autres, c'est aussi la démocratie...

Lucile HAMOIGNON (chargée de mission SCoT, ADUS)

Le schéma est en cours d'élaboration. Les élus se sont donc beaucoup réunis, nous avons débattu, il y a une concertation mise en œuvre et qui doit être mise en œuvre tout au long de l'élaboration. Lorsque le schéma sera validé et que l'on aura des documents validés et que tout le monde se sera mis d'accord sur les orientations, nous rentrerons dans une phase de mise en œuvre du projet lors de laquelle la concertation et la communication continueront puisque l'idée est de faire un projet, qu'il se mette en place sur le territoire et qu'il puisse vivre. On prévoit l'avenir mais personne ne sait exactement de quoi il sera fait, donc bien évidemment, il sera peut-être revu, en fonction des contextes et des aléas. Nous réfléchissons à des actions de pédagogie, de communication pour accompagner la mise en œuvre du projet après son approbation.

Intervenant 5

Parlant d'élus et de responsables, vous indiquiez que pour le SCoT, c'était Monsieur le Président, Rémi Pavros. Pourriez-vous me rappeler qui sont les autres personnes qui constituent le conseil ?

Lucile HAMOIGNON

Pour être précis, il y a 42 membres qui siègent au Conseil syndical du Syndicat mixte du SCoT. Ce conseil est composé par des représentants des EPCI du territoire selon la carte que nous avons présentée en début de séance. Le nombre des représentants des EPCI est défini au prorata de la population de chaque EPCI.

Intervenant 5

Moi, ce qui m'intéresse, c'est de savoir le pourcentage des petites communes. Comment sont-elles représentées ?

Lucile HAMOIGNON

Je ne peux pas être précise sur ce point puisque nous sommes à l'échelle des EPCI, et c'est à chaque EPCI de représenter ses communes.

Intervenant 5

Le gros problème, d'une façon générale, nous l'avons vu avec les intercommunalités entre autres, c'est toujours très difficile pour les petites unités d'être représentées, de se défendre. Jusqu'à présent, nous avons parlé de secteur, de région, je n'ai pas entendu parler de l'Avesnois, du cœur de l'Avesnois, du sud. Comment ces zones vont-elles être représentées, comment va-t-on pouvoir défendre et remonter les informations des petites communes ?

M. DI POMPEO

Alors, si, je vous rassure, tous les secteurs sont représentés, et toutes les communes. Le vice-président du SCoT, pour exemple, c'est Monsieur POYART, maire d'Avesnes-sur-Helpe. Et il y a eu une réunion, comme celle-ci, le 6 mars dernier, à Avesnes. Il y en aura une autre, jeudi 28, à Le Quesnoy. Vous voyez, nous ne sommes pas sur un projet "Agglomération" contre le reste de l'Avesnois. Le maire d'Obrechies, par exemple, communes de 15 habitants, est au Syndicat mixte du SCoT, il me semble.

Ce sont les EPCI qui désignent, en leur sein, leurs représentants. Ce n'est pas le "Maubeugeois" contre le reste de l'arrondissement ! C'est un travail en commun.

Intervenant 6

D'accord. Ce qui m'interpelle également, c'est ce que l'on voit dans la présentation de ce soir et ce que l'on vit sur le terrain. Lorsque l'on prend la thématique "préserver le patrimoine bâti", moi, je pense au permis de construire (PC) refusé par la DDTM, alors qu'il consistait à remettre en valeur un bâtiment agricole. Il est refusé parce qu'on "vente" la commune, ses ruisseaux, ses arbres. Bon, c'est très bien mais nous sommes à 13 km d'Avesnes, 30 de Maubeuge et qu'à partir de ce moment, nous allons générer des déplacements et que ces véhicules motorisés vont générer une consommation d'énergie, des GES (gaz à effet de serre), bref, on refuse le PC.

Alors, si l'on ne permet pas la valorisation de ce patrimoine rural, nous avons beaucoup de fermettes qui sont en train de tomber en ruine, soit on les rase, soit on les entretient.

M. DI POMPEO

Aujourd'hui, le SCoT n'est pas applicable. Si l'on vous refuse le PC, c'est que votre projet n'est pas conforme à votre POS (plan d'occupation des sols). Sinon, administrativement, on ne peut vous le refuser.

Intervenant 6

En l'absence de PLU (Plan local d'urbanisme), si le maire est d'accord et que l'on n'entraîne pas de frais supplémentaires pour la commune, logiquement, on ne doit pas le refuser.

Geneviève JOLY, DDTM (Direction départementale des territoires et de la mer, délégation territoriale de l'Avesnois)

Effectivement Monsieur, en l'absence de document d'urbanisme (PLU ou carte communale, ou POS), le code de l'urbanisme précise que c'est le Règlement National d'Urbanisme qui s'applique. C'est l'État qui instruit, au nom de l'État, les demandes d'occupation des sols. Alors, cela peut paraître surprenant pour un concitoyen ou un élu, que l'État refuse telle ou telle construction. L'État applique néanmoins les politiques publiques, c'est-à-dire les textes : la lutte contre l'étalement urbain, la lutte contre l'artificialisation des sols et il prône la constructibilité autour de centralités, les cœurs de bourg, les centres de villages. Donc nous avons instruit en appliquant ces directives sans vouloir remettre en cause la valorisation du patrimoine. Et si un autre projet est présenté, nous pouvons avoir un regard différent. J'encourage au nom de la DDTM et au nom des représentants de l'État, toutes les communes à engager des documents de planification (PLU ou cartes communales), de manière à maîtriser leur territoire et avoir une compatibilité avec le SCoT lorsqu'il sera approuvé.

Intervenant 6

Ce que vous dites relève d'une certaine mauvaise foi. On va chercher des détails comme "un km du bourg" et "qu'on ne va pas pouvoir s'insérer dans la vie associative du village". Ensuite, on nous dit que c'est un hangar, ce qui est péjoratif, (un hangar, c'est des parpaings sans ouvertures). Alors que nous avons un bâtiment des années 50, en briques... Il y a des incohérences ! Est-ce une façon pour la DDTM d'obliger les petites communes à faire un PLU ? Mais un PLU, cela a un coût et les communes sont déjà égorgées financièrement. C'est un problème. Pour les projets de réhabilitation, c'est pareil. L'ANAH n'aide pas pour le bâti ancien. Donc beaucoup d'incohérences dans ce que l'on dit !

M. DI POMPEO

C'est pour cela que nous créons un schéma de cohérence !

Intervenant 2 : représentant du CODEV

Je voulais revenir sur les notions d'appropriation et de communication. Il ne faut pas se voiler la face. Dans les commissions thématiques du SCoT qui se sont déroulées au début, nous avons bien vu que les élus prenaient cela plus comme une contrainte et qu'il y a un gros travail d'appropriation au niveau des élus, des petites ou des grosses communes.

En tant que conseil de développement, nous assistons à la plupart des comités syndicaux. Je précise d'ailleurs que les petites communes sont représentées. En revanche, beaucoup d'élus ne se sont pas appropriés le projet, ce n'est pas un consensus comme vous le dites. C'est un premier point.

Deuxième point : nous avons d'ailleurs pointé l'échec de l'exposition faite en 2011 qui a été mal relayée par les élus, et ce n'est pas la faute de l'ADUS. Nous avons donné des recommandations là-dessus et espérons qu'elles seront suivies dans le futur pour bâtir une communication plus construite.

Loïc VITRANT, Jeumont (étudiant)

Au niveau de l'antenne de l'université du Hainaut Cambrésis, sur quels axes de recherche et de formation universitaires se base-t-on ?

M. DI POMPEO

Alors, nous dépassons un peu le cadre du SCoT, mais en deux mots, les 2 filières de formation sur le pôle universitaire de Maubeuge sont la mesure physique et l'informatique, avec 2 départements d'IUT. Nous avons eu la visite du recteur la semaine dernière qui nous annonce la création d'un troisième département et nous demande de réfléchir avec l'université (car seule l'université peut déposer des projets de création), ce qui pour nous est une très bonne nouvelle.

Monsieur LEVEQUE (CODEV)

Je voulais simplement venir en réponse à une intervention précédente : le site Internet du SCoT propose toutes les informations utiles notamment par rapport à la représentation des petites communes. Vous y retrouverez tous les actes fondateurs du SCoT et qui permettent de connaître la répartition des postes de délégués par communauté de communes.

Intervenant 7

Une question naïve : le SCoT est une structure très importante pourtant ignorée par 90 % des habitants. Cela ne pose-t-il pas un problème ?

M. DI POMPEO

L'AMVS a des compétences importantes au quotidien, elle est pourtant ignorée par la plupart des habitants du territoire. Le Conseil régional, dont je suis élu, a des compétences très importantes également. Il s'occupe des TER tous les jours, des lycées, de la culture, de la santé et la plupart de nos concitoyens ne font pas la différence entre le Conseil régional et le Conseil général ! Ça n'est pas un problème de SCoT, c'est un problème de responsabilité de citoyen, de responsabilité par rapport à la politique, à la République et c'est pourquoi nous avons si peu de votants aux élections ! Et pour le SCoT comme pour les autres projets, leur méconnaissance pose effectivement aujourd'hui un problème.

Intervenant 8

C'est un problème de communication ?

M. DI POMPEO

La communication c'est bien, mais prenons 100 personnes dans la rue, demandez-leur la différence entre le Conseil régionale et le Conseil général, ils ne savent pas. Et ce n'est pas seulement une question de niveau. Moi j'ai une formation universitaire, je suis chercheur de métier, j'ai un patron qui est professeur de médecine depuis toujours, il ne sait pas faire la différence, cela fait 10 que je travaille avec lui ! On s'intéresse à la chose publique ou l'on ne s'y intéresse pas, c'est cela le problème.

(Répondant à un intervenant précisant qu'il y a une institution de trop, NLRD).

Je ne partage pas ce point de vue ! Lorsque l'on voit aujourd'hui les agendas des élus, on ne se plaint pas, mais pour travailler correctement on ne peut pas être à la fois conseiller général et conseiller régional !

M. LEVEQUE, CODEV

Toujours sur la communication, si vous le permettez, en tant que société civile, le Conseil de développement peut aussi informer au sein de l'environnement de chacun. S'il existait un pôle de communication au niveau de l'agglomération unissant nos moyens et nos possibilités ? Nous avons réfléchi à un pôle de communication.

M. DI POMPEO

Je n'y suis pas opposé. Nous pouvons voir avec Thomas Plaisant, ici présent, de l'ADUS, pour monter une séance de travail, et avec l'agglomération s'il le faut. Et pourquoi pas créer un outil qui soit transposable au reste du territoire, qu'il puisse s'emparer de la démarche.

Intervenant 2 : représentant du CODEV

Le complément indispensable de la communication que pourrait relayer le conseil de développement, c'est l'implication des élus. Aujourd'hui, c'est un enjeu fondamental. Et ils sont parfois démunis, ce n'est pas forcément simple pour eux. Ils n'ont pas tous les moyens et certains sont débordés. On peut comprendre par moments que le SCoT leur passe au-dessus de la tête.

M. DI POMPEO

J'entends. Mais nous faisons aussi des réunions dans lesquelles les élus ne viennent pas. C'est un problème. On ne peut pas non plus forcer les élus à participer.

Thomas PLAISANT (ADUS)

Je précise que nous étions dans une phase de diagnostic et qu'on rentre aujourd'hui dans le "dur" du sujet. Il y a effectivement beaucoup de questions autour de l'articulation des documents d'urbanisme. Et nous sommes en train de construire une "boîte à outils" pour permettre d'outiller vraiment les élus dans leur démarche de planification territoriale, en relais avec les EPCI, et la DDTM, afin que le SCoT relaie véritablement une nouvelle manière d'aménager. Le SCoT n'est pas un document de contraintes mais une réelle opportunité de bâtir un projet de territoire, et de poser différemment la question de l'aménagement. On change diamétralement de façon d'aménager, c'est ce qui est important. Nous disposons d'une ingénierie dédiée et nous sommes à votre disposition pour vous accompagner.

IV - CONCLUSION

M. Di Pompéo remercie l'ensemble des participants de ce soir de leur présence et de leurs interventions. Il précise que la prochaine étape après ces réunions sur le PADD, sera la rédaction et la finalisation, par les élus du Syndicat mixte, de l'autre document, le Document d'orientation et d'objectifs (DOO). Il sera ensuite présenté lors de réunions publiques aux trois secteurs concernés à l'instar du PADD ce soir.

SCOT SAMBRE AVESNOIS

REUNION PUBLIQUE

JEUDI 28 MARS 2013

Communauté de communes du Quercitain,
Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles
Communauté de communes du Bavaisis

Siège de la Communauté de communes du Quercitain, à Le Quesnoy, 18 h 00

COMPTE RENDU

La séance se déroule sous la présidence de Monsieur Alain POYART, vice-président du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, Président de la Communauté de commune Cœur de l'Avesnois, Maire d'Avesnes-sur-Helpe.

La réunion rassemble une soixantaine de participants dont 46 inscrits sur le registre de présence. Parmi eux, de nombreux élus, des citoyens et représentants du monde agricole et d'associations.

Aucun participant n'a formulé de remarque par écrit sur le registre d'expression présenté à l'accueil.

La séance dure 2 heures (dont 40 mm dédiées à l'introduction et la présentation du PADD par le bureau d'études).

P.J. : diaporama de présentation du PADD

LES INTERVENANTS

Pour le bureau d'études :

M. Bruno GELLEREAU, Études & Cartographie

Mme BAUDIN, Empreinte communication

Pour l'ADUS

Mme Lucile HAMOIGNON

PRÉAMBULE

M. POYART, vice-président du Syndicat Mixte du SCoT accueille les participants. Il les salue et les remercie de leur présence dans le cadre de cette troisième réunion publique consacrée à la présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

M. POYART fait un bref historique de la procédure du SCoT et rappelle les dates clés de sa construction :

- en 2004, la décision de créer un SCoT à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes pour définir les grands projets du territoire pour les 20 à 30 années à venir. Ce SCoT étant au service d'une meilleure qualité pour les habitants et une promotion du territoire.
- Les élus se sont réunis pour ce projet en créant, en 2007, le Syndicat mixte, autour de la présidence de Monsieur Rémi PAUVROS, député-maire de Maubeuge.

Depuis 2008, il y a eu de nombreuses réunions, techniques et avec les élus, ainsi que des études complémentaires, en 2012, dans le cadre de la nouvelle réglementation, la loi "Grenelle".

La communication sur le SCoT s'est traduite par la création d'un site Internet (en 2009), une exposition (en 2011), des informations par voie de presse et une brochure diffusée aux habitants du territoire, ainsi que par des réunions publiques, comme celle de ce soir.

Monsieur POYART indique qu'une première réunion publique a eu lieu le 6 mars dernier, à Avesnes, et a réuni 80 participants ; puis une seconde, mardi 26 mars, à Maubeuge qui, il le regrette, n'a rassemblé qu'une trentaine de personnes. Il salue à ce titre la bonne fréquentation de la séance de ce soir, remarque qu'il y a beaucoup d'élus et que les habitants ne sont pas encore assez nombreux. Il rappelle que ces actions de concertation sont justement dédiées à l'expression des habitants du territoire.

Monsieur POYART annonce que d'autres réunions publiques seront organisées ultérieurement, pour présenter le volet réglementaire du SCoT, c'est-à-dire le Document d'Orientation et d'Objectifs (le DOO) ; elles auront lieu avant l'arrêt du projet.

I - INTRODUCTION (Monsieur POYART)

Ce soir, il s'agit de présenter le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui a déjà fait l'objet d'un débat en Conseil syndical en mai 2011 et qui a été enrichi d'études complémentaires en 2012.

Le PADD, c'est la recherche de l'équilibre entre le développement urbain et rural à l'échelle de notre territoire, par la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale. Les thématiques du Grenelle, la préservation de l'environnement notamment est un élément très important ; la nouvelle réglementation vise en particulier :

- à diminuer les obligations de déplacements et à développer les transports collectifs,
- à préserver les espaces de nature et à protéger la biodiversité, les continuités écologiques,
- à diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Concernant la stratégie commerciale, articulée notamment au travers du DAC (Document d'aménagement commercial), elle a été validée en Conseil syndical fin décembre 2012, et le document sera débattu lors d'une prochaine séance.

Monsieur POYART décline alors les 7 objectifs majeurs du PADD, présentés sur le diaporama :

- mettre le développement économique et la création d'emploi au cœur du projet SCoT,
- faciliter l'émergence de projets intéressant tout le territoire,
- stabiliser la population sinon l'accroître raisonnablement à l'échelle du territoire,
- optimiser le maillage du territoire par une mise à niveau d'équipements qui répondent aux besoins de la population
- développer les coopérations transfrontalières et transrégionales facilitées par une meilleure accessibilité du territoire,
- préserver et s'appuyer sur les espaces naturels pour mettre en valeur la qualité de vie du territoire,
- bâtir un avenir énergétique et climatique durable pour la Sambre Avesnois.

Comme je l'indiquais précédemment, le volet réglementaire du SCoT, le DOO, est en cours d'élaboration et sera débattu en comité syndical.

Nous viendrons vous présenter ce volet avant l'arrêt de projet, c'est-à-dire l'avis définitif de l'ensemble des élus.

Le projet devant être approuvé fin 2013.

Monsieur POYART indique les différents moyens d'expression disponibles sur le projet : le site Internet du SCoT (www.scot-sambre-avesnois.com), le registre d'expression de cette séance, à l'accueil, et par tout courrier adressé au Syndicat mixte.

Il laisse alors la parole au bureau d'études en charge de l'élaboration du projet.

II - PRESENTATION DU PADD (B. Gellereau, Études & Cartographie)

Monsieur Gellereau rappelle que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) constitue en fait le projet politique du SCoT.

Il s'articule autour des 7 objectifs majeurs présentés précédemment par M. Poyart, et 4 thématiques transversales :

- l'aménagement urbain (habitat),
- les déplacements,
- l'économie,
- l'environnement.

Monsieur Gellereau présente ainsi ces objectifs et les décline un à un, selon les quatre grandes thématiques citées (cf. diaporama de présentation joint).

III - LES DÉBATS

Alain POYART

Il s'agit donc de notre vision de l'avenir de notre territoire à 20 ans. Le territoire de nos enfants et petits-enfants. Le SCoT sera ce que nous en ferons. Il ne faut pas le considérer comme un document contraignant, c'est un travail que nous devons mener ensemble, à l'instar de la charte du parc, pour exemple. Ce travail est obligatoire, lorsqu'il sera voté, les PLU (Plans locaux d'urbanisme) devront s'y conformer. Si nous ne travaillons pas correctement et n'approuvons pas le SCoT, cela signifie que nous n'aurons plus de documents d'urbanisme.

Intervenant 1

Le préfet a décidé que nous allons installer un camp de 200 emplacements destiné aux gens du voyage dans une commune du Quercitain. Personne n'est au courant.

Alain POYART

Rien n'est décidé sur ce sujet.

Intervenant 2

Il y a 8 emplacements potentiels définis en fonction de critères spécifiques susceptibles de pouvoir accueillir ces familles. Un dans le Quercitain, un autre à Bavay, etc. Ce que nous avons décidé (car effectivement peu nombreux sont ceux qui souhaitent les accueillir à bras ouverts), c'est d'organiser une réunion avec tous les maires concernés, c'est-à-dire les maires des communes pressenties et les communes voisines, pour en parler. Et nous apprendrons, ensemble, ce qu'il en est.

Intervenant 3

Je suis délégué au SCoT, et il y a 2 choses qui me chagrinent.

Premièrement, la surface qui est réservée aux parcelles (à aménager, NDLR). Car nous ne sommes pas tous dans la même situation, que nous soyons en zone urbaine ou rurale. Nous n'avons pas été au bout du sujet. Il y a encore du travail pour arriver au consensus. On a parlé de 5 ares. C'est aberrant sur certaines communes et cohérent sur d'autres. Si l'on veut attirer des familles sur notre territoire, il faut s'en donner les moyens.

Le second point, ce sont les éoliennes.

Je n'admets pas que l'on puisse dire que l'éolien sera la solution. Si l'on veut du courant tous les jours, en utilisant des éoliennes, il faudra des centrales à charbon à côté, et cela, je n'en veux pas !

Alain POYART

Il y a peu de communes éligibles à l'implantation d'éoliennes ! Nous avons souhaité en avoir, mais ce n'est pas possible.

Intervenant 4

On n'en veut pas en France mais les Belges eux en veulent !

Intervenant 1

Il n'y a jamais de positions fermes ! Sur le terrain dont je parle, sur le Bavaisis, et susceptible d'accueillir des caravanes, il y a 2 ans on nous a refusé un permis d'aménager pour une entreprise ; le terrain devant rester en zone agricole. Je ne comprendrais pas aujourd'hui que les mêmes services me disent qu'il peut accueillir des gens du voyage.

Intervenant 5

Ma question est ce que la zone d'activité prévue sur Wagnies-le-Grand est intégrée au SCoT ? Car en terme d'emploi (c'est un projet de Zone artisanale), c'est important, c'est 30 entreprises.

Bruno GELLEREAU

Oui elle est intégrée. Il y a deux zones, celle de Wagnies-le-Grand, et celle de la RN2, au niveau de Dourlers.

Intervenant 6

Je suis médecin. J'exerce à l'hôpital de Maubeuge. Nous sommes 110 médecins qui attendons avec impatience le nouvel hôpital. A priori Maubeuge est au fin fond des préoccupations si l'on regarde à l'échelle de la région. L'hôpital de Lens, pour exemple, qui a eu une administration financière plutôt exotique, est en train d'être sauvé. Nous, nous avons un bassin de vie de 220 000 habitants, et nous n'arrivons pas à comprendre que nous n'ayons pas d'établissement de santé approprié.

Alain POYART

Ce n'est pas vraiment une réflexion dans le cadre du SCoT. L'implantation d'un nouvel hôpital sur Maubeuge est a priori aujourd'hui acquise, mais je ne peux pas parler à la place du maire.

Intervenant 6

Je ne suis pas élu et plutôt néophyte en terme de SCoT, mais en terme d'offre de soins, d'accès aux soins, que prévoit-on dans le projet ? Quel est le rôle réel du SCoT ?

Bruno GELLEREAU

Le SCoT définit des politiques et des stratégies. Il n'y a pas de moyens financiers derrière pour acter des financements d'équipements par exemple. Dans le cadre global de la réflexion, il y a eu, en 2009, une journée complète organisée sur le thème de la santé où les représentants des hôpitaux et le directeur de l'ARS (Agence régionale de santé) étaient présents. Ce dernier avait donné de beaux espoirs que l'hôpital de Maubeuge soit construit rapidement. Depuis, vous n'êtes pas sans le savoir, il y a beaucoup de contraintes financières.

Intervenant 6

Nous avons respecté toutes les procédures, nous avons joué le jeu, pour nous apercevoir que le projet était dans les limbes ! Il y a plus de 1 000 agents, 45 000 passages aux urgences, nous sommes un pivot en terme de santé.

Danielle DRUESNES (maire de Bellignies)

J'ai vu le nom barbare d'artificialisation de nombreuses fois dans votre présentation. Alors, je sais bien que nous ne pouvons "manger" les terres agricoles, que nous avons consommé 700 hectares dans les 10 dernières années... mais j'aimerais avoir des chiffres. Comment va-t-on s'organiser dans le SCoT dans les 10 années à venir ? Comment va-t-on faire la répartition pour les petites communes ? Que va-t-on dire aux gens qui ont acquis des terrains à bâtir de 1500 m² ? Le diviser en deux, en trois ? Le revendre ?

Bruno GELLEREAU

Il y a un certain nombre de chiffres que je ne pourrai pas vous donner puisqu'ils n'ont pas été actés par le Syndicat. Je vous donne les orientations.

Sur la limitation de la taille des parcelles constructibles : il s'agit uniquement des opérations d'une certaine taille. C'est-à-dire que celui qui possède un terrain constructible de 1 500 m², il construit sa maison. Mais plus on va construire des maisons sur 1500 m², plus on va artificialiser pour une seule construction. Or, chaque commune sera dotée d'un nombre d'hectares «artificialisables». Le premier choix a été de faire cette répartition non pas par commune mais par EPCI. Cela leur permettra d'avoir des politiques plus cohérentes. L'artificialisation, ce n'est pas uniquement l'habitat, c'est tout ce qu'on enlève aux espaces naturels et agricoles (la voirie, les jardins publics, les parkings, les zones d'activité...). C'est-à-dire également qu'il faudra être plus économe. Le bureau d'études en charge des photos satellitaires a vu que plus on avance dans le temps, plus on avance rapidement dans l'artificialisation des terres alors que nous avons une population qui a tendance à diminuer.

Danielle DRUESNES

Peut-être dans les pôles urbains mais pas dans les villages. Nous avons tous ou presque des PLU qui sont déjà extrêmement contraignants. Par exemple, on nous a interdit de construire en linéaire, nous sommes d'accord, mais on nous demande également de laisser les terres aux agriculteurs. Cela devient un véritable casse-tête : nous n'avons plus de marge de manœuvre. C'est de plus en plus difficile. On ajoute encore des réglementations !

Bruno GELLEREAU

Pas forcément. Les réglementations du SCoT sont celles qui s'appliquent déjà dans les PLU. En fait, le SCoT indique comment on s'organise à l'échelle de l'arrondissement, à l'échelle des EPCI, pour répartir en connaissance de cause les choses et non pas au travers de chaque PLU. La CDCEA, nouvel organisme, donne d'ailleurs souvent des avis négatifs parce qu'il y a une trop grande consommation de terres agricoles. Le SCoT reprend les obligations qui s'imposent déjà à vous mais en faisant en sorte que ce soit organisé à l'échelle du territoire et pas à l'échelle de chaque commune.

Alors, effectivement, la loi ENE, que l'on appelle "Grenelle 2", votée en juillet 2010, impose de réduire la consommation d'espace qui s'accélère. En automne, la préfecture a mis en place le SRCAE (Schéma régional climat aire énergie). Outre la trame verte et bleue, ce schéma dit surtout qu'il faut réduire l'artificialisation au niveau de la région de manière drastique. Et dans le cadre du SCoT et des PLU, il faudra effectivement respecter ce qui a été voté par les conseillers régionaux et voté parallèlement par la préfecture de région. Tout cela doit s'inscrire à l'intérieur des SCoT. Alors, l'enjeu n'est pas forcément sur la taille de la parcelle, mais plus comment faire pour construire mieux,

autrement, pas forcément avec des pavillons sur des grandes parcelles. Cela n'exclut pas systématiquement le pavillon. Mais nous avons vu précédemment que pour répondre au parcours résidentiel des ménages, nous avons besoin d'autres types de logements, pour les personnes âgées, pour ceux qui n'ont pas besoin d'un vaste jardin, etc. Nous sommes sur des moyennes, sur des opérations globales.

Danielle DRUESNES

Ça, nous le comprenons. Ce qui m'inquiète, et vous devez savoir à 3 hectares près combien l'arrondissement aura de surface constructible pour la décennie, c'est comment va-t-on se répartir cette enveloppe entre urbains et ruraux. Tout le monde veut pouvoir développer ses projets.

Bruno GELLEREAU

Les élus du Comité syndical du SCoT ont acté, à ce jour, que le volume de répartition se ferait selon le volume d'habitants. J'ai 1 000 habitants, je divise par 1 000, etc.

Alain FREHAUT (maire de Bavay, président de la Communauté de communes du Bavaisis)

Même les élus du SCoT n'ont pas eu de réponse à toutes leurs questions. On nous a indiqué un pourcentage par rapport à ce qui a été fait la décennie précédente. À Bavais, pour des raisons historiques, nous n'avons rien fait... Cela signifie que j'ai le droit à 80 % de ce que je n'ai pas fait, ce n'est pas beaucoup !

Bruno GELLEREAU

Ce n'est pas ce qui a été dit. Ce qui est acté se base sur la totalité de l'artificialisation réalisée sur la totalité de l'arrondissement. Ensuite, c'est divisé par la population de l'EPCI.

Alain FREHAUT

D'accord, mais les mauvais résultats d'un secteur, d'un EPCI, vont pénaliser l'arrondissement !

Danielle DRUESNES

Je pense que le sujet est important et qu'il faudra être extrêmement clairs avant de demander l'avis des différents EPCI. Nous avons besoin de nous développer, ne serait-ce que pour conserver nos écoles. Nous avons une population vieillissante mais on ne va pas mettre dehors cette population, même lorsqu'elle vieillit, même lorsqu'ils ne sont plus que deux dans un logement ! Dans nos villages, nous avons également beaucoup de maisons rénovées, remises aux normes, etc.

Bruno GELLEREAU

Le bâti existant est déjà décompté. Favorisons effectivement la reconquête des logements sous occupés. C'est d'ailleurs l'un des principes nationaux qui s'applique dans les villages comme dans les villes.

Intervenant 8

Alors, soyons pratiques, c'est le tiers de ce que nous avons consommé divisé par trois ?

Bruno GELLEREAU

Le schéma de la Région vise ce principe, mais ce n'est pas le principe retenu par le Syndicat mixte, à ce jour.

Intervenant 8

Oui, mais si l'on se fait "retoquer", c'est ce que l'on nous demandera d'appliquer ?

Bruno GELLEREAU

Aujourd'hui, je ne peux pas vous donner de chiffre !

Intervenant 9

Alors, ce principe risque fortement de restreindre les projets structurants. La RN2 par exemple ?

Bruno GELLEREAU

Il a été proposé de retirer les projets qui intéressent l'ensemble du territoire, comme les infrastructures routières par exemple.

Jean Claude BONNIN (maire de Locquignol)

Dans les zones vertes, que fait-on ? Sur Locquignol par exemple ? Nous n'avons rien fait depuis 10 ans. J'ai engagé une carte communale, on m'a indiqué les zones bleues, vertes, etc. J'ai arrêté. On me dit que quand je prends ma voiture pour aller à Le Quesnoy, je fais des effets de serre !!! On m'a reproché d'avoir laissé faire des gîtes à Locquignol, ils sont toujours complets du reste, mais l'hébergement rural, on le fait où ? Vous en parlez de ce développement !

(M. Bonnin dresse ensuite une liste de projets qui ne peuvent aboutir faute de permis d'aménager).

Alain POMPORTES, DDTM (Direction départementale des territoires et de la mer)

La loi évolue beaucoup et elle se durcit. C'est vrai. Il faut bien l'appliquer. Si l'on n'a pas respecté la loi, on est attaqué, il y a des recours. Alors, nous ne sommes pas là pour débattre d'une commune en particulier, mais si l'on reprend ce qui vient d'être dit, à l'échelle du SCoT, effectivement il faudra appliquer les orientations du SRCAE qui vient d'être voté. Et mieux vaut se préparer et bien se répartir les enveloppes que de subir.

Jean-Marie SCULFORT (maire de Marolles)

Bien sûr, il y a la loi et il faut l'appliquer. Mais ce qui me préoccupe, c'est que je crains fort que nous soyons en train de réitérer ce que nous avons fait dans les années 60. Je ne serai plus là pour le voir. On va densifier les zones urbaines et l'on comprend pourquoi. Il y a des arguments tout à fait objectifs, (déplacements courts, etc.). Mais en densifiant ces zones, par exemple à Maubeuge, là où il y a des "dents creuses", cela signifie que l'on va mettre des gens dans des situations compliquées. Effectivement, nous devons urbaniser avec parcimonie, et je le reconnais. En zone rurale, nous devons maîtriser le linéaire, etc. Mais nous devrions voir autrement, avec intelligence, car c'est évident, la réglementation se retourne contre le monde rural. Il n'y a pas d'idiot dans cette salle, et l'on peut nous raconter ce que l'on veut. C'est une évidence, nous avons compris. Nous ne sommes plus maîtres de notre destin, et nous générons des problèmes à 20 ans, j'en suis convaincu. On va refaire ce que l'on a déjà fait. Nous allons désertifier davantage nos communes. On se mord la queue dans cette histoire ! Je ne dis pas que le travail qui a été fait n'est pas intéressant mais nous, élus, avons une sacrée responsabilité. Et lorsque l'on parle de solidarité, il faut réfléchir plus selon ce que j'appelle une «bi-culture», le rural et l'urbain. Je schématise, mais il y a 120 000 urbains et 110 000 ruraux. C'est une chance, mais on est en train de créer un déséquilibre. Nous parlions des populations en détresse précédemment avec le médecin, mais il me semble que la population est encore plus en détresse lorsqu'on la concentre. Les élus doivent se battre là-dessus, pour que l'on ne mente pas à nos populations.

Paul RAOULT (maire de Le Quesnoy, président du PNR -Parc naturel régional- de l'Avesnois)

Nous avons la chance d'avoir réfléchi à ce sujet dans la charte du parc. On l'avait dite, à l'époque, "jugulaire". Nous voyons que le SCoT l'est encore plus ! L'aspect "coercitif" de la charte et moins élevé que ce que la législation nous impose aujourd'hui ! Appuyons-nous alors sur ce que l'on a dit dans cette charte. Cela étant dit, je suis rapporteur pour un certain nombre de chartes d'autres régions et dans ce cadre, il y a effectivement un gros problème dans les zones rurales, avec des aspects où les maires des zones urbaines affirment : "on ne construira plus dans les zones rurales !". Je l'ai entendu à Metz, à Nancy, à Valenciennes ! Si les élus des grandes métropoles veulent s'approprier le droit de construire, nous ne sommes pas d'accord. Dans le SCoT, il faudra être clair sur le rapport de force urbain/rural. L'enjeu politique, au sens noble du terme, il est là.

Nous avons des éléments restrictifs, c'est clair, nous le savons, et si nous ne faisons pas notre boulot, l'État n'approuvera pas notre SCoT (pour exemple, dans le Vaucluse, à Carpentras, le SCoT a été "refoulé" deux fois de suite ; l'État estimant qu'il n'avait pas été suffisamment restrictif).

Avec ces données, nous devons définir une vraie part pour les zones rurales du droit à construire. C'est un peu facile de mettre la proximité des commerces, etc. dans la balance. Nous allons "crever" !

Il va falloir porter ce discours pour qu'il y ait une répartition correcte du droit à construire sur l'ensemble de l'arrondissement d'Avesnes. C'est le cœur des décisions que nous avons à prendre dans les semaines à venir.

L'autre élément, c'est que nous devons nous mettre dans la tête (et c'est aussi une évolution culturelle) que ce sont les communautés de communes qui devront gérer l'ensemble de leur territoire. On ne peut y échapper, si l'on pense commune par commune, nous sommes "morts" ! Ça n'est pas possible. Nous devons réfléchir, au sein de chaque communauté, à la façon dont nous allons envisager collectivement le développement de nos territoires. Il faut donc apprendre à dialoguer, à concerter. Ça ne peut pas être à l'initiative des opportunités foncières. Et c'est là toute la difficulté.

L'autre difficulté étant que la France est un pays de droit où l'on respecte le droit à la propriété ! C'est le propriétaire qui décide du destin de son terrain ! Et que pour construire des logements, et je le vois bien sur Le Quesnoy, vous ne pouvez pas exproprier ! (Faut-il encore avoir les moyens de payer). Il faut donc donner une certaine souplesse au système et c'est dans la concertation de chacune de nos communautés de communes qu'il faudra gérer ce droit à construire. Mais dans un premier temps, cela va être un rapport de force urbain/rural.

Il me semble que l'on a poussé le bouchon trop loin lorsqu'on a commencé à dire que la France gaspillait du terrain. Quel est aujourd'hui le pays en Europe qui a un excédent démographique de 300 à 400 000 personnes par an ? Cela signifie bien, qu'au fil des ans, il y a besoin de terrains pour loger ces 400 000 personnes. C'est une réalité ! Seconde réalité : quel est le pays qui construit des chemins de fer ? Des lignes TGV ? Ce sont encore des milliers d'hectares consommés ! Et le Canal Seine Nord ? Je pense que nous avons donc exagéré le soit disant "gaspillage" de surfaces. Et en plus, nous avons la chance d'avoir l'un des territoires les moins densément peuplés ! Cela signifie que pour aller d'une ville à l'autre, vous faites forcément plus de km ! Il y a donc un regard sur la consommation d'espace globale qui n'est pas bon ou très caricatural ! Et nous faire croire que parce que demain nous allons construire des lotissements ou logements de 5 ares plutôt que de 10, nous économiserons : on se fiche du monde. Le gaspillage n'est pas là.

Enfin, l'Avesnois est une terre d'habitat dispersé, c'est l'histoire de 2 000 ans. Et d'un coup, d'un seul, de Paris ou de Lille, on vient nous dire, tout le monde doit être dans un habitat groupé. Ce n'est pas notre tradition ! La psychologie collective c'est de continuer à vivre de cette façon. Et pas, de manière impérative et autocratique, de nous faire vivre dans un habitat groupé. Cela nous crée des problèmes culturels plus importants que dans d'autres secteurs où, historiquement, il existe des zones rurales d'habitat groupé.

En conclusion, nous devons défendre nos intérêts, par rapport à la métropole et à la région et par rapport au schéma national. Le SCoT reste un élément intéressant sur l'aménagement de notre territoire : depuis que l'on y travaille, nous avons appris à réfléchir sur cet avenir. De même, et c'est le président du parc qui s'exprime, l'ensemble de nos communes doit posséder une carte communale ou un PLU, ou, effectivement, un PLU intercommunal. Sinon, c'est forcément l'autorité de l'État qui s'impose !

Alain POYART

Alors, j'ai bien compris le message à faire passer aux urbains ! Une harmonisation de l'artificialisation plus favorable aux ruraux !

Pour revenir sur la démographie et les besoins en logements, il faut tout de même penser au nombre de logements vacants à se réapproprier. Pour la communauté Cœur de l'Avesnois (17 000 habitants), nous étions convaincus que nous n'en avions pas ! Nous en avons 400 ! Et qui ne sont pas à vendre, ou pas en état de l'être. Faites le calcul, vous serez surpris !

Hervé FACON (maire-adjoint de Villereau, représentant de l'UDAF - Union départementale des associations familiales)

Monsieur Gellereau fait état d'une déconcentration du nombre d'habitant par habitation (décohabitation des ménages, NDLR). Il ne faut pas négliger que nous changeons et que la société ne souhaite plus vivre avec ses aînés, par exemple, ou avec plusieurs générations sous le même toit.

Bruno GELLEREAU

Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur sur les familles, c'est un constat. À population égale et considérant qu'il y a moins de personnes par ménage, il faut construire des habitations nouvelles. Nous sommes bien sûr sur des moyennes, et d'ailleurs, la cohabitation continue dans certaines familles !

Jean-Pierre VOLKMAR, citoyen, La Longueville

Lorsque j'entends le médecin s'exprimer, je trouve inadmissible qu'un cycliste accidenté rue de la Liberté à Maubeuge doive être emmené aux urgences de Valenciennes (la rue de la Liberté étant derrière l'hôpital). Ou alors on envoie nos malades à Mons ou à Charleroi.

Alors, s'il n'y a plus d'argent, pourquoi développer des projets pharaoniques sur le bassin de la Sambre ! Comme le port d'Hautmont, la piscine de Louvroil ! Lorsque l'on sait que les piscines sont déficitaires ! Nous avons déjà la base de Le Quesnoy, les étangs de Fourmies, le Val Joly ! Nous avons suffisamment de projets pour le développement touristique ! Et aujourd'hui, on nous abreuve depuis 48 heures avec le Canal Seine Nord. Parce qu'il y a un mentor de la région qui va s'en occuper ! Pourquoi ne fait-il pas aboutir le Canal de la Sambre dans l'Aisne ? Cela fait 7 ans que ça dure ! Et la RN2, pourquoi n'aboutit-elle pas ? Vous n'êtes pas prêts de voir passer des bateaux sur le canal Seine Nord si cela continue, s'il prend le même engagement envers le canal Seine Nord pour désenclaver la région ! Et la RD 649 ? J'habite à 20 m, il faut 35 mn pour faire La Longueville/Maubeuge le matin ! On ne fait rien. Si, on fait des ronds-points ! Et on nous y met des girafes ! J'en ai déjà parlé à la réunion d'Avesnes (première réunion publique sur le PADD, le 6 mars, NDLR). C'est dommage qu'il n'y ait pas plus de citoyens pour écouter ce qui se dit ! Lorsqu'on entend, lors d'une réunion à Feignies sur le magasin Leclerc, Monsieur Jarosz dire que les gens de MCA (l'usine Maubeuge Construction Automobile) lorsqu'ils sortent, ils n'ont plus rien jusqu'à Valenciennes ! Merci pour les magasins de Bavay ! Il y en a des magasins à Bavay ! Ils ont été décorés d'ailleurs, avec les "terroristes" agriculteurs ! Je vous en ai déjà parlé Monsieur Poyart des terroristes ! Vous auriez pu voir ce Samedi, la honte à Bavay. Mais que font-ils ces gens-là ? Qui va acheter le lait à 52 centimes le litre, chez Lidl ou Aldi à Bavay, quand il est à 1,10 euro à la ferme ! Il y a tout de même un décalage ! Et Monsieur Jarosz, il veut absolument un Leclerc sur la zone industrielle, qu'il veut faire détourner pour une zone commerciale. Il a refusé 2 entreprises (Point P et une centrale à béton) sur cette zone-là. Encore pour faire un magasin ? Vous pensez que les gens de Maubeuge, lorsqu'ils passent trois quarts d'heure pour faire Valenciennes/Maubeuge vont encore s'arrêter au Leclerc à Feignies pour faire leurs courses ? Il y a un problème sur le territoire ! Il faudrait que les habitants soient écoutés et que cela puisse paraître dans la presse ! Et les 700 hectares ? Qui les a vendus aux industriels ? On peut se poser des questions tout de même !

Jacques LAINET (Sémeries, représentant associatif, le Coquelicot du Hainaut)

Vous parlez d'artificialisation, et je lis dans la presse qu'un projet allait impacter 300 hectares de terres agricoles. Il s'agit d'une boucle ferroviaire, du centre d'essais ferroviaire ! On instruit ce projet depuis plusieurs années, il se fait en "catimini", on va voir les agriculteurs, on leur promet des sommes sous "confidentialité", les responsables du projet ne veulent jamais communiquer de documents, je parle notamment du président de région, je parle du maire d'Aulnoye-Aymeries, je parle du maire de Bachant. On nous annonce qu'une enquête publique va démarrer, tout ce qu'il y a de plus discret pour ce qu'il en est sur la formulation, on parle d'un raccordement avec la voie ferrée depuis Leval, etc. Et là, bizarrement, on ne parle pas de l'artificialisation ? Parce que c'est un projet décidé en amont ? Et naturellement, on va faire appel aux citoyens, car c'est un projet de 500 millions ! Le constat à faire est un constat d'incohérence et d'une pollution environnementale multiforme, c'est-à-dire que l'on a fait tout et n'importe quoi, et qu'aujourd'hui on doit vivre avec ces pollutions, les déchets et toutes les nuisances générées par notre société. Comment peut-on penser en "haut lieu" que l'on va continuer à devoir partager ce territoire jusqu'à la fin des temps avec ce genre d'incohérences ? Je vois bien qu'il y a les objectifs les plus divers : ressource en eau, reconquête de ceci, reconquête de cela... mais le constat n'est pas fait : vous avez simplement une vision continue de la croissance,

c'est toujours plus, et vous parlez toujours des mêmes choses. La réalité n'est pas celle-là. La réalité ce n'est pas seulement de réduire des parcelles, c'est que l'on continue toujours sur la même logique de la croissance et ce n'est pas le schéma régional climatique qui va résoudre la question.

Monsieur Raoult parlait du PNR, pour exemple. Où sont les projets pour la filière bois ? Quels sont les besoins ? Il n'y a rien.

Encore pour exemple, on a tracé 5 km de 2X2 voies, il faut voir ! Le constat est que sur la zone la plus fragile de ce secteur qui est le synclinal Ferrière-la-Petite/Bachant, un secteur qui génère 65 % de la ressource en eau pour un bassin de 220 000 habitants, on n'a pas respecté le tracé imposé initialement, le tracé 4. On s'est contenté d'un travail plus ou moins approchant : on a fragilisé les zones imperméables des argiles, on a cassé les calcaires durs qui constituaient le plafond de ces nappes et, cerise sur le gâteau, on a rogné les parcelles des paysans les plus faibles, on a creusé des rigoles infâmes, sans base technique, etc. Tout cela sans jamais écouter les gens qui criaient au secours depuis une dizaine d'années. Et aujourd'hui, que va-t-on faire ? On pense à faire la partie restante ? Et sur cette partie restante, c'est pareil, il y a des zones fragiles, des "saloperies", des poisons infâmes qui ont été "oubliés", et l'on va se contenter de construire sur ces zones ? Autre exemple, Monsieur Cartiaux, lors de la première réunion disait qu'on souhaitait requalifier des friches : on veut construire sur des friches polluées à Ferrière-la-Grande ! Où est-il le constat de tout ce que vous avez fait ? Ce n'est pas avec un avion que l'on constate ! On va sur le terrain et on regarde ce qu'il en est des risques. Et les risques sont gravissimes à 20 ans. Ce n'est pas par hasard s'il y a une mortalité, une morbidité aussi importante sur notre secteur ! C'est parce que nous avons fait beaucoup d'erreurs et pris énormément de risques. Alors, avant d'aller plus loin, il faut en faire le constat. Comment peut-on cohabiter avec les impacts sanitaires, etc. ? Comment développer des transports en commun adaptés à notre territoire ? Encore pour exemple : je croise tous les jours des bus avec quelques passager uniquement, les seuls bus bondés sont ceux des zones urbaines les plus pauvres ! Alors, avant de s'engager dans un SCoT, il faudrait peut-être voir avec le président de région et celui du département, quels sont les constats et quels sont les besoins. Je pense à la filière bois, je pense à la transition énergétique, ici des éoliennes et ailleurs du gaz de couche, du gaz de schiste, etc. (L'intervenant poursuit sur d'autres exemples, Monsieur POYART l'invite à conclure).

Intervenant 17

C'est une réponse concernant la boucle de Bachant. Elle ne va pas coûter ce que l'on vient d'entendre car c'est un projet porté par les industries ferroviaires et Réseau Ferré de France. Ce sera un pôle européen, et mondial. Les anciennes friches SNCF seront réinvesties et c'est donc un projet très intéressant pour le secteur d'Aulnoye-Aymeries.

IV - CONCLUSION (Alain Poyart)

Les réflexions et observations continuent toujours : vous pouvez vous exprimer sur le site Internet notamment.

Nous pouvons conclure en disant que cette réunion a été riche.

Le point central, il me semble, le point qui pose problème, c'est bien l'artificialisation et la répartition des superficies à construire entre les zones rurales et urbaines. À charge pour nous, donc, de faire passer les messages auprès notamment du président.

Merci à tous et très bonne soirée !

SCOT SAMBRE AVESNOIS

SYNTHÈSE DES REUNIONS PUBLIQUES PRESENTATION DU PADD, MARS 2013.

Mercredi 6 mars 2013, Avesnes-sur-Helpe, 18 h, salle des fêtes ; pour les Communautés de communes Cœur de l'Avesnois, Guide du Pays de Trélon et Action Fourmies et environs.

Mardi 26 mars 2013, Maubeuge, 18 h, Maison Folie, place Vauban ; pour la Communauté de d'agglomération Maubeuge-Val de Sambre et les Communautés de communes Sambre Avesnois, Nord Maubeuge et frontalière Nord-Est-Avesnois.

Judi 28 mars 2013, Le Quesnoy, 18 h, siège de la Communauté de communes du Quercitain ; pour les Communautés de communes du Quercitain, du Pays de Mormal et de Maroilles et du Bavaisis.

SYNTHÈSE

Les réunions se sont déroulées sur la base d'1 h 40 à 2 heures d'échange. Pour chacune, 30 minutes ont été consacrées à la présentation du PADD par le bureau d'études Études & Cartographie, en charge de l'élaboration du SCoT. Les débats tenant à minima pour 1 h à chaque séance, avec une moyenne de 15 à 20 intervenants distincts par réunion.

Au total, les trois réunions ont rassemblé 170 participants dont élus, citoyens, représentants d'associations et du monde agricole (avec notamment une bonne fréquentation de la première réunion, le 6 mars à Avesnes, pour 80 participants). La presse quotidienne régionale et la presse locale hebdomadaire ont également suivi les séances. Chaque réunion a fait l'objet d'une transcription (cf. 3 comptes rendus ci-joints) et a été accompagnée d'un support de présentation également joint.

Les principaux débats relatifs aux orientations du SCoT ont porté sur :

- l'équilibre du développement des zones rurales par rapport aux zones urbaines et la question de l'artificialisation des terres, notamment : le volume de l'enveloppe foncière dédiée aux aménagements sur l'arrondissement pour les 10 ans à venir, le mode de répartition de cette enveloppe à l'échelle du périmètre SCoT et au sein de chaque EPCI.
- la gouvernance dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du SCoT, en particulier, l'appropriation du projet par les élus et les conditions de l'association de la société civile aux réflexions menées.
- les différents projets du territoire : les échéances effectives des projets d'infrastructures routières (RN2 et RD 649) et de l'hôpital de Maubeuge, le développement de projets de transport en commun adaptés au territoire.
- le développement des projets transfrontaliers et celui des activités en lien avec le tourisme.
- les préoccupations environnementales (la position sur l'éolien notamment, l'impact environnemental des aménagements réalisés et des projets à venir, les risques liés à la pollution des friches industrielles).

LES INTERVENTIONS MAJEURES

SUR L'ARTIFICIALISATION DES TERRES À L'ÉCHELLE DE L'ARRONDISSEMENT ET L'ÉQUILIBRE DU DÉVELOPPEMENT ENTRE ZONES RURALES ET DES ZONES URBAINES

Cette thématique a été le point d'orgue des débats lors des réunions d'Avesnes et plus encore de Le Quesnoy.

Les élus, essentiellement, s'interrogent sur le devenir de leurs communes respectives. Ils craignent particulièrement que les zones urbaines "s'octroient" la majeure partie de l'enveloppe foncière qui sera ouverte à l'urbanisation sur l'arrondissement, et de perdre ainsi toute perspective de développement de leur commune et par conséquent de devoir fermer leurs écoles, perdre leur population, appauvrir leur services, équipements, commerces...

De nombreuses interrogations portent sur les règles qui vont définir l'enveloppe foncière à urbaniser pour les 10 ans à venir ainsi que le volume même de cette enveloppe et la méthodologie de répartition de ces surfaces à l'échelle des EPCI, puis de chaque commune. Les intervenants décrétant que le principe visant à retenir un tiers de la surface totale artificialisée sur les 10 dernières années (700 hectares) semblait proprement insuffisant pour mener à bien le développement du territoire.

SUR LE CARACTÈRE CONTRAIGNANT DU SCOT

De nombreux élus s'inquiètent de la mise en œuvre d'un projet qui va encore réduire leur marge de manœuvre déjà très contrainte par les PLU. Certains participants (en secteur rural notamment) détailleront des projets qui n'ont pu aboutir faute de permis de construire et s'interrogent sur la pertinence des argumentations qui accompagnent ces refus et leurs incohérences avec les enjeux de développement du territoire (développer l'hébergement touristique, pour exemple).

→ Les réponses apportées par le Syndicat mixte, le bureau d'études, la DDTM et l'ADUS

Les réglementations portées par le SCOT sont celles qui s'appliquent déjà dans les PLU. Le SCOT reprend ainsi les obligations qui s'imposent déjà à chaque commune mais il indique une organisation à l'échelle de l'arrondissement, à l'échelle des EPCI, leur permettant un développement plus équilibré et plus cohérent.

La DDTM -Direction départementale des territoires et de la mer- rappelle qu'en l'absence de document d'urbanisme (PLU ou carte communale, ou POS) c'est le Règlement National d'Urbanisme qui s'applique, c'est donc l'État qui instruit, au nom de l'État, les permis de construire. Et lorsque l'État refuse telle ou telle construction, c'est qu'il applique les textes relatifs à la lutte contre l'étalement urbain, la lutte contre l'artificialisation des sols, etc. Les services encouragent en ce sens toutes les communes à se doter d'une carte ou d'un PLU afin de mieux maîtriser leur développement.

Par ailleurs, consciente que l'articulation de ces documents d'urbanisme soulève de nombreuses interrogations, l'ADUS (Agence de développement et d'urbanisme de la Sambre) travaille sur une "boîte à outils" permettant d'accompagner les élus dans leur démarche de planification territoriale, en relais avec les EPCI et la DDTM, pour que le SCOT relaie une nouvelle manière d'aménager.

Bruno Gellereau (Études & cartographie) rappelle que, conformément aux orientations de la loi ENE -Engagement national pour l'environnement (votée en juillet 2010) et plus récemment du SRCAE -Schéma régional climat air énergie (adopté à l'automne 2012 par la Région), le Syndicat mixte du SCOT Sambre Avesnois a pour objectif de réduire l'artificialisation qui s'est largement développée et accélérée ces dernières années.

Pour autant, réduire la consommation foncière à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes ne signifie pas que l'on ne pourra plus construire, ni aménager. Cela signifie qu'il faut aménager autrement et en répondant de manière adaptée aux nouveaux besoins en logements identifiés des ménages tout au long des différentes étapes de la vie (le parcours résidentiel).

Il s'agit parallèlement de continuer d'accueillir de nouvelles populations, dans des logements plus adaptés à leur accueil et aux secteurs d'accueil également, c'est-à-dire favorables à l'accessibilité des transports en communs, des commerces, services et équipements.

L'enveloppe foncière ouverte à l'urbanisation sera répartie par EPCI et le volume de répartition se fera sur la base de l'artificialisation globale réalisée sur la totalité de l'arrondissement, puis répartie au prorata du nombre d'habitants par EPCI. C'est l'intention actuelle, qui a été débattue par le Syndicat mixte.

Enfin, effectivement, le schéma de la Région vise le principe d'un tiers de la superficie consommée, mais ce n'est pas le principe retenu par le Syndicat mixte, à ce jour.

SUR LA GOUVERNANCE ET L'ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES À L'ÉCHELLE DE L'ARRONDISSEMENT

Deux types d'interventions fortes ont marqué les débats :

Sur la gouvernance (intervention portée par les représentants du CODEV -Conseil de développement, représentant la société civile- réunion de Maubeuge).

Le CODEV pose la question des arbitrages relatifs aux projets et de leur légitimité : les orientations du SCoT présentées sont à la fois larges et complètes. Comment va-t-on planifier et prioriser la mise en œuvre des projets, sachant que leur ampleur et leurs coûts financiers imposeront naturellement des arbitrages ?

Par ailleurs, le CODEV insiste sur l'importance d'anticiper une méthodologie capable d'accompagner les élus dans la mise en œuvre et le suivi du SCoT, indiquant que ces derniers, pour la plupart, se sont encore peu approprié le sujet. D'une façon générale, le CODEV regrette que les élus ne soient pas assez impliqués dans le projet et invite à réfléchir sur les actions à mettre en place pour favoriser l'appropriation du projet. L'implication des élus aujourd'hui est un enjeu fondamental, elle constitue un préalable à la participation des citoyens.

Enfin, le CODEV se pose comme un acteur et un relais potentiel de toute démarche qui irait en ce sens et invite le Syndicat mixte et l'ADUS à l'associer à l'organisation d'un "pôle de communication" dédié.

→ Réponses apportées par l'AMVS (M. Di Pompéo, vice-président) et l'ADUS

La présentation du PADD est l'aboutissement d'un long processus de concertation avec les élus. Il a nécessité de nombreuses réunions et a été longuement débattu. C'est le processus adopté tout au long de la procédure d'élaboration du SCoT et lorsque le schéma sera adopté, le Syndicat mixte rentrera dans une phase de mise en œuvre et de suivi du projet où la concertation et la communication continueront. Une réflexion sur les actions à mener dans ce sens est d'ores et déjà engagée.

Sur les arbitrages : le territoire s'est doté d'instances (à l'échelle de l'arrondissement) ayant la charge de mettre en œuvre les projets de développement, à l'instar du Plan local de développement économique (PLDE), pour exemple.

Sur l'appropriation des projets : il ne s'agit pas d'un point spécifique au SCoT, ni même à l'arrondissement. C'est un problème de responsabilité de citoyen, de responsabilité par rapport à la politique, à la République. Il se traduit par ailleurs par le peu de votants dans les urnes. Effectivement, pour le SCoT, comme pour les autres projets, leur méconnaissance pose aujourd'hui des difficultés. Aussi, M. Di Pompéo invite-t-il le CODEV à se rapprocher de l'ADUS pour monter une séance de travail et d'envisager une réflexion qui soit transposable au reste du territoire.

Sur le rapport de force et la recherche d'équilibre entre secteurs ruraux et secteurs urbains (interventions portées par Monsieur Sculfort, maire de Maroilles et par Monsieur Raoult, président du PNR de l'Avesnois et maire de Le Quesnoy).

Monsieur Raoult indique que l'enjeu politique du SCoT réside avant tout dans la recherche d'un équilibre du rapport de force entre urbains et ruraux, que les élus doivent "s'opposer à toute appropriation du droit à construire par les métropoles".

Certes, il faudra intégrer des éléments suffisamment restrictifs pour que le SCoT soit approuvé mais il faut également obtenir une répartition correcte du droit à construire sur l'ensemble de l'arrondissement. Monsieur Raoult précise encore que ce sont aux communautés de communes de gérer l'ensemble de leur territoire, les élus devant, au sein de chaque communauté, réfléchir collectivement à la manière d'organiser le développement de leurs territoires, par, notamment, l'apprentissage du dialogue et de la concertation, et non pas au grès des opportunités foncières. Il s'agit-là d'une «évolution culturelle» qu'il faut impérativement réussir.

Enfin, le président du PNR rappelle qu'historiquement l'Avesnois est une terre d'habitat dispersé, et que vouloir amener les populations à vivre différemment engendre des problèmes culturels plus importants que dans d'autres régions.

Monsieur Sculfort indique que si effectivement les élus doivent faire appliquer la législation en matière d'urbanisme, ils ont également la responsabilité de ne pas réitérer les "erreurs du passé". Il expliquera notamment qu'il faut avoir une réflexion qui dépasse le schéma actuel proposé consistant uniquement à densifier les zones urbaines et à désertifier les zones rurales. Ce schéma ne faisant qu'accroître les difficultés des populations les plus fragiles.

SUR LE DÉVELOPPEMENT TRANSFRONTALIER

L'Avesnois monte peu de projets transfrontaliers faute d'ingénierie adaptée et reste ainsi l'arrondissement qui utilise le moins les dispositifs européens. Les élus et professionnels doivent mettre en œuvre des politiques appropriées.

SUR LA FILIÈRE BOIS

Si la filière existe, aucune activité de transformation n'est développée sur place alors que l'un des enjeux de ce type de projet, c'est-à-dire la création d'emplois, nécessite de transformer sur place, et aucune action n'émerge en ce sens.

SUR L'OFFRE TOURISTIQUE

Il y a une offre importante sur le territoire mais pas de "mise en économie". Il y a un coût mais pas de retour économique, et le "schéma" perdure. Il faudrait notamment mettre en œuvre les outils d'accompagnement existants, à l'échelle régionale mais aussi territoriale.

SUR LES PROJETS DU TERRITOIRE EN GÉNÉRAL

Un citoyen qui s'est déplacé aux réunions d'Avesnes, puis de Le Quesnoy, s'interroge sur le développement de nombreux projets touristiques qu'il estime "pharaoniques" ou déficitaires alors que les projets "vitaux" pour l'arrondissement (l'hôpital de Maubeuge et les infrastructures routières –RN 2 et RD 649) sont en attente de financements depuis trop longtemps.

Un citoyen, médecin à l'hôpital de Maubeuge, s'exprimera longuement sur la nécessité de faire aboutir le projet du nouvel Hôpital de Maubeuge et regrette amèrement que l'arrondissement soit "laissé pour compte" en matière d'offre de santé, lorsque des territoires voisins ont vu leur projet s'accélérer.

Un participant évoque le projet du centre d'essais ferroviaire (la boucle de Bachant). Il indique que le projet manque de transparence, tant sur les coûts qui devront être supportés par les citoyens que par la consommation de foncier générée. Un participant précise qu'il s'agit d'un projet porté par les industries ferroviaires et Réseau Ferré de France et qu'il s'agira d'un pôle mondial, potentiellement très attractif pour le territoire.

SUR LES DÉPLACEMENTS

Les participants s'interrogent sur le devenir du projet RN 2, l'enclavement de certains secteurs du territoire, les difficultés de circulation sur la RD 649 et l'inadéquation des transports en commun sur le territoire (des lignes de bus "à vide" en zone rurale et, a contrario, des lignes surchargées dans les secteurs urbains les plus fragilisés).

→ Éclairage apporté sur le projet de la RN 2

Le sous-préfet, M. Cure, présent à la réunion publique d'Avesnes, a confirmé aux participants que le projet de la RN 2 (le doublement jusqu'à proximité d'Avesnes et le contournement d'Avesnes) est bien sur la programmation nationale 2014/2019. L'incertitude sur l'année effective de lancement est liée aux difficultés financières actuelles, le projet représentant plusieurs dizaines de millions d'euros.

SUR LES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

L'éolien

Plusieurs interventions ont lieu sur la légitimité des implantations et projets. Certains s'étonnent de voir des territoires "autorisés" et d'autres pas, des communes frontalières s'étonnent du fait qu'elles ne peuvent implanter de l'éolien alors qu'elles auront tout de même les structures devant leur fenêtres, en Belgique. D'autres encore s'interrogent sur la rentabilité des implantations qui nécessitent des coûts financiers importants en terme de réseau.

→ L'éclairage du bureau d'études

Il y a en effet dans certains secteurs de l'arrondissement, notamment dans le Quercitain, des sites favorables à l'implantation d'éoliennes. En revanche, sur une majeure partie du territoire, la Région a indiqué dans son plan directeur, que le secteur n'était pas favorable aux éoliennes. Par ailleurs, dans la charte du PNR, il existe une cartographie des secteurs d'implantation d'éoliennes (jusqu'en Thiérache notamment).

L'impact environnemental des projets

Un citoyen, représentant d'association, s'exprimera longuement, à Le Quesnoy, sur les pollutions et risques générés par certains aménagements. Il cite en particulier le tracé de la 2X2 voies entre Ferrière-la-Petite et Bachant qui impacterait dangereusement la ressource en eau du bassin de vie et s'étonne que les élus prônent la reconversion de friches industrielles, c'est-à-dire l'aménagement de sites fortement pollués. Il insiste sur le fait qu'il faille, au préalable de la mise en œuvre du SCoT, établir un diagnostic des aménagements réalisés et des risques courus.

SCoT Sambre Avesnois Réunions publiques des 06, 26 et 28 mars 2013



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



SOMMAIRE

- **Le SCoT, présentation générale**
- **Les principaux enjeux**
- **Un territoire rassemblé autour de 7 objectifs**
- **4 grandes thématiques : aménagement urbain, déplacements, économie, environnement**
- **SCoT Sambre Avesnois : planning prévisionnel**



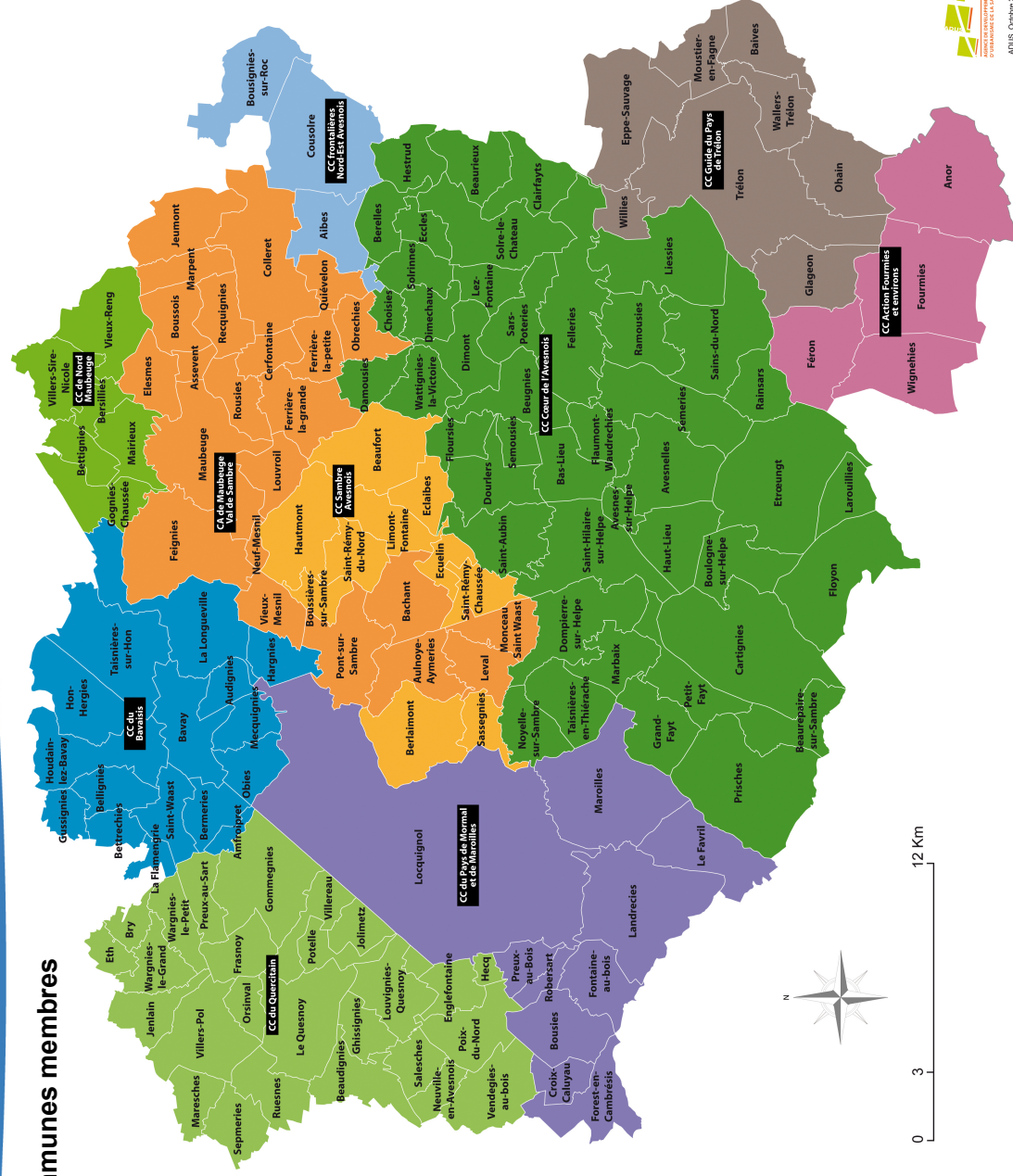
Le SCoT présentation générale

Le SCoT, c'est quoi ?

- Un **document réglementaire stratégique et prospectif** visant à définir les grands orientations en matière d'aménagement, d'économie, d'urbanisme, de déplacements, d'environnement mais aussi de cadre de vie et d'habitat
- **À l'échelle de la Sambre Avesnois, actuellement 10 intercommunalités et 151 communes**
- **Basé sur le principe de la cohérence, de l'équilibre des territoires** dans le respect des principes du développement durable et du Grenelle 2
- Un document qui sera **opposable aux différents documents d'urbanisme à l'échelle intercommunale** : PLH, PDU, PLU mais aussi **locale** : PLU, carte communale...
- Le Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, créé en 2007, pour élaborer et suivre le SCoT

présentation générale

Intercommunalités et communes membres





Le SCoT présentation générale

Le SCoT, un travail de concertation important

- Bon nombre de réunions de travail : groupe technique, services associés, acteurs du territoire, élus
- Une concertation auprès de la population au travers d'une exposition de panneaux, d'une plaquette d'information, d'un site Internet dédié
- Déjà 5 années de procédure

Le SCoT : 3 documents majeurs

- **Le rapport de présentation** (diagnostic, État initial de l'environnement)
- **Le Projet d'Aménagement et de développement durables (PADD)**
- **Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)**



Le SCoT présentation générale

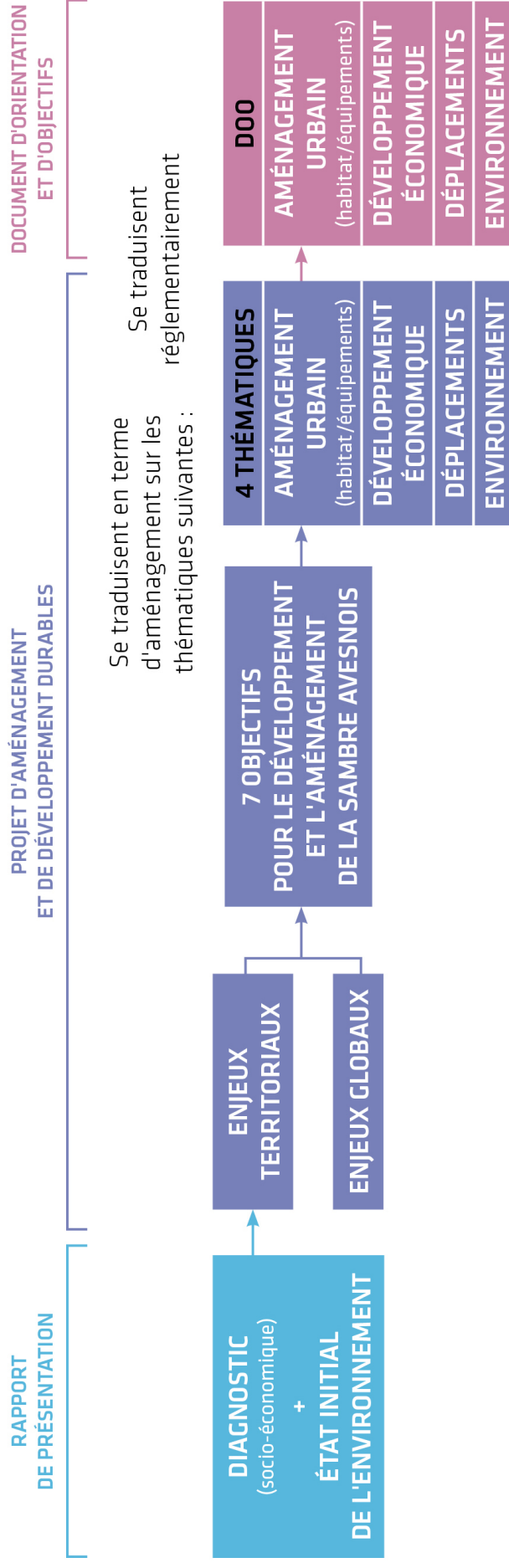
Quelques dates clés

- **2007** : création du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois
- **2008** : délibération du Syndicat, lancement du SCoT et sélection d'un groupement en charge des études
- **2009-2010** : réalisation du diagnostic
- **2011** : Débat sur les orientations du PADD, élaboration et présentation en bureau syndical (mai)
- **2012** : lancement des études complémentaires dans le cadre d'une nouvelle réglementation (loi Grenelle 2)
- **2013** : arrêt du projet et approbation du SCoT (fin 2013)



Le SCoT présentation générale

Schéma d'organisation du PADD



Les principaux enjeux



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Les principaux enjeux du SCoT Sambre Avesnois

- **Assurer l'équité entre tous les habitants du territoire**

- > En terme d'équilibre social, local ou économique, dans l'accès aux services, au numérique et aux équipements, d'équilibre entre espaces urbanisés et espaces ruraux

- **Gérer l'espace de façon autonome**

- > Maîtriser l'urbanisation en réduisant de manière importante l'artificialisation des terres agricoles ou des espaces naturels

Le principe : reconquête des friches, des logements vacants, de l'habitat dégradé... développement des zones d'activités uniquement en continuité de l'existant

- **Préserver la qualité environnementale**

- > Respect des richesses naturelles reconnues (trame verte et bleue), prise en compte de la Charte du Parc Naturel Régional de l'Avesnois, du SAGE de la Sambre... protection de la ressource en eau, préservation de la qualité des entrées de ville et des opérations d'aménagement urbain



Les principaux enjeux du SCoT Sambre Avesnois

- **Améliorer les infrastructures de transport**

- > Accessibilité routière, tant interne (meilleure accessibilité aux pôles locaux) Belgique, Région, Paris et autres régions françaises) au territoire (mise à 2 voies des RN2 et RD 649), mise en place du TER-GV en direction des pôles-gares, optimisation des axes de transport liés aux activités économiques ou touristiques (train, canal de la Sambre...
Étendre une offre de qualité en transport en commun par bus à tout le territoire

- **Bâtir un avenir énergétique et climatique durable**

- > Réduire les consommations d'énergie (réduire les déplacements, rénover les logements inadaptés)
- > Valoriser les ressources (filières courtes, filière énergie-bois, valorisation des déchets...)
- > S'adapter au changement climatique et à la transition énergétique

- **Prévenir les risques**

- > Les Risques naturels ou industriels (inondation, industriels ou autres)
- > Les risques sociaux liés à un mauvais équilibre par exemple entre zones d'emploi et zones d'habitat

Un territoire rassemblé autour de **7 objectifs majeurs**



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Un territoire rassemblé autour de 7 objectifs majeurs

METTRE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LA CRÉATION D'EMPLOI AU CŒUR DU PROJET DE SCOT

PRINCIPE : s'appuyer sur les atouts du territoire pour faire émerger une dynamique économique

- Rendre cohérent le renforcement ou la création de zones d'activités économiques autour des principaux bassins de vie en relation directe avec les polarités reconnues
- Encourager et accueillir, dans les villes, les bourgs et le villages, des entreprises aux activités diversifiées dès lors qu'elles offrent une proximité de travail
- Renforcer l'activité agricole par la protection des espaces naturels et la mise en valeur des productions locales
- Valoriser le cadre de vie pour développer l'accueil et l'activité touristique
- Assurer une bonne maîtrise des équilibres commerciaux
- Adapter les formations aux besoins locaux, développer les pôles d'excellence et de recherche



Un territoire rassemblé autour de 7 objectifs majeurs

FACILITER L'ÉMERGENCE DE PROJETS INTÉRESSANT TOUT LE TERRITOIRE

PRINCIPE : s'appuyer sur la richesse des complémentarités du territoire pour créer ou développer des synergies, des liens, des échanges entre les territoires urbains et ruraux

STABILISER LA POPULATION SINON DE L'ACCROÎTRE RAISONNABLEMENT À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE

PRINCIPE : constater toutefois que le desserrement des ménages (décohabitation, vieillissement de la population, moindre nombre d'enfant par ménage...) implique de trouver au minimum 600 nouveaux logements par an



Un territoire rassemblé autour de 7 objectifs majeurs

OPTIMISER LE MAILLAGE DU TERRITOIRE PAR UNE MISE À NIVEAU D'ÉQUIPEMENTS QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DE LA POPULATION

PRINCIPE : assurer dans le pôle majeur mais aussi dans les pôles intermédiaires ou les pôles ruraux, une attractivité renouvelée du territoire en termes de santé, d'enseignement, d'emploi, de culture, de sport et de services.

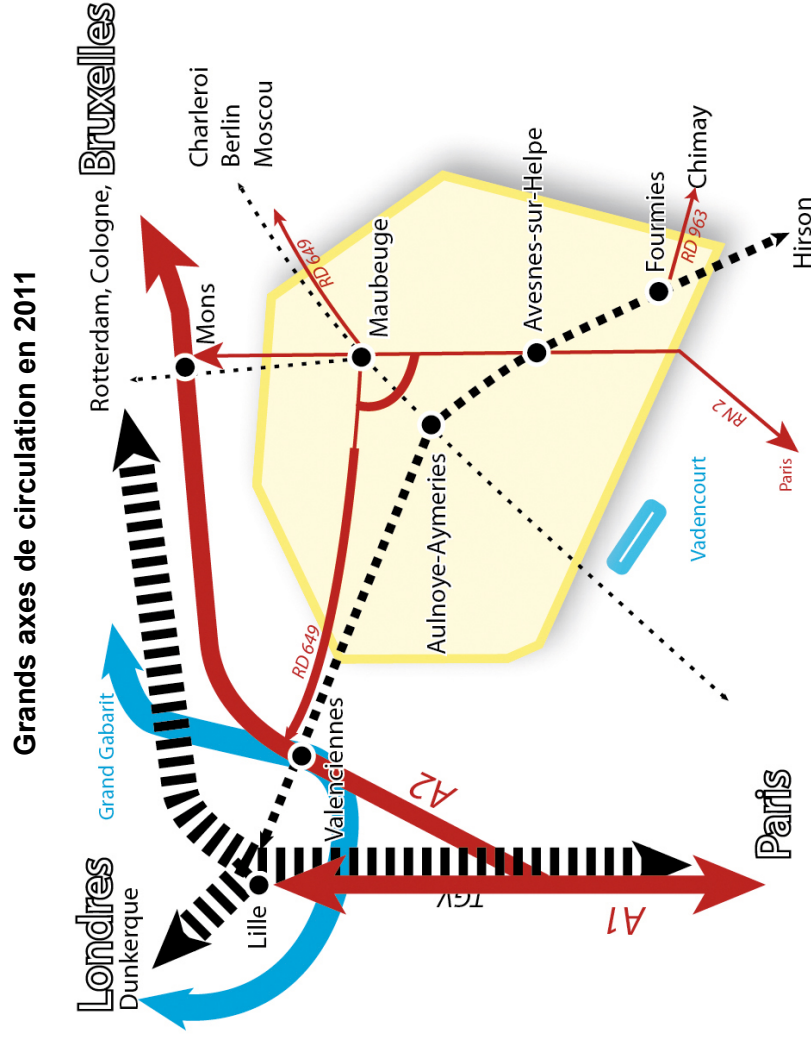
Faire en sorte que les bourgs et villages puissent relayer ces équipements principaux par des équipements de proximité adaptés



Un territoire rassemblé autour de 7 objectifs majeurs

DÉVELOPPER LES COOPÉRATIONS TRANSFRONTALIÈRES ET TRANS-RÉGIONALES FACILITÉES PAR UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ DU TERRITOIRE

PRINCIPE : renforcer les rapprochements avec les territoires voisins du département (Belgique, Valenciennois, Cambrésis) et s'associer à la dynamique créée autour de l'aire métropolitaine lilloise en améliorant l'accessibilité du territoire et son maillage interne





Un territoire rassemblé autour de 7 objectifs majeurs

PRÉSERVER ET S'APPUYER SUR LES ESPACES NATURELS POUR METTRE EN VALEUR LA QUALITÉ DE VIE DU TERRITOIRE

PRINCIPE :

- **préserver les espaces naturels et agricoles ainsi que les cœurs de nature afin de conserver la richesse de la biodiversité qu'ils représentent**
(zones humides, forêts, bocages, milieux aquatiques, pelouses calcicoles)
- **affirmer, pour l'essentiel du territoire, son appartenance au Parc Naturel Régional de l'Avesnois et au respect de la charte approuvée en septembre 2010**



Un territoire rassemblé autour de 7 objectifs majeurs

BÂTIR UN AVENIR ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE DURABLE POUR LA SAMBRE AVESNOIS

PRINCIPE :

Mettre en place le Plan Climat territorial élaboré par le Syndicat Mixte du SCoT Sambre

Avesnois, dont les ambitions sont de :

- réduire nos consommations d'énergie
(bâtiments moins énergivores, autre manière de se déplacer, modes de production et de consommation raisonnés et sobres en carbone)
- valoriser nos ressources via la structuration de filières courtes sur le territoire, la valorisation de nos déchets et le développement du tourisme vert
- s'adapter au changement climatique et à la transition énergétique en s'informant sur les effets du changement climatique, en organisant notre moindre dépendance aux énergies non renouvelables, en préservant les espaces naturels du territoire, en prêtant attention à la qualité de l'air

4 grandes thématiques : aménagement urbain, déplacements, économie, environnement



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Les grandes orientations du SCoT : aménagement urbain (habitat)

CONSTAT

- Une baisse de la population
> 234 257 habitants en 2009 contre 238 557 en 1999
- Un vieillissement de la population
> 8 % des personnes âgées de plus de 65 ans en 2009 contre 6 % en 1999
- Une diminution du nombre de personnes par ménage
> 2,6 personnes en 1999 contre 2,4 en 2009
- Un parc de logements vieillissant (énergivore)
> 47 % du parc date d'avant 1947 (chiffre 2008)
- Une urbanisation, récente (linéaires et peu dense) peu maîtrisée
> conséquences : dépendance à l'automobile, impact sur les milieux naturels et agricoles, accroissement du temps de trajet domicile/travail, surcoût pour les communes en équipements et infrastructures, disparition ou banalisation des paysages



Les grandes orientations du SCoT : aménagement urbain (habitat)

OBJECTIFS

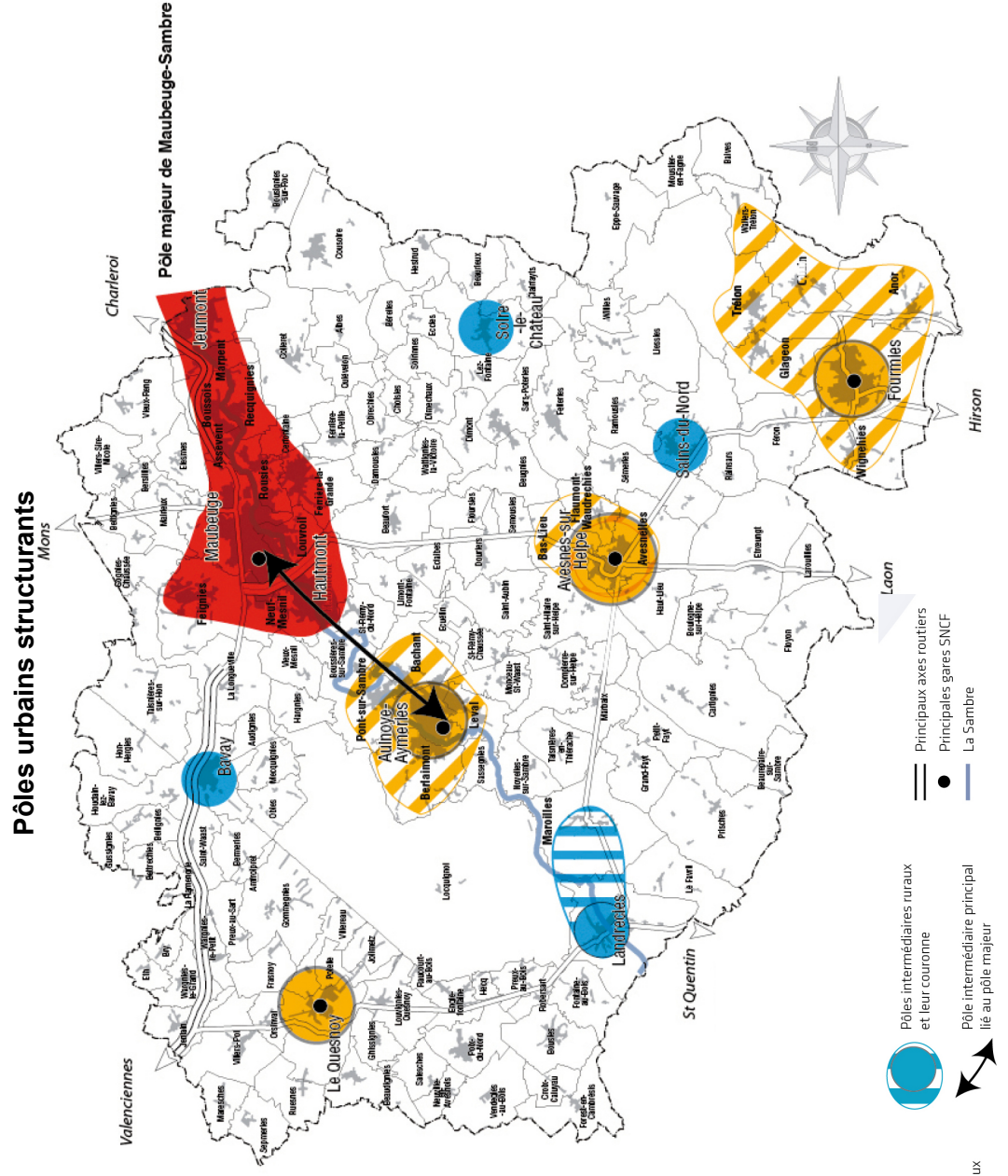
- **Limiter l'étalement urbain**
- Maîtriser les extensions urbaines en limitant l'artificialisation des surfaces agricoles et naturelles en :
 - renforçant les formes compactes d'urbanisation
 - favorisant le renouvellement urbain
 - reconquérant les friches
 - développant des formes d'habitat adaptées aux besoins et aux territoires
 - conciliant qualité urbaine et compacité



Les grandes orientations du SCoT : aménagement urbain (habitat)

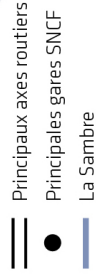
OBJECTIFS

- **Diversifier l'offre de logements et assurer la mixité sociale**
 - Offrir des logements adaptés à toutes les situations familiales, tout au long de la vie (parcours résidentiel)
 - Développer la mixité sociale, intergénérationnelle et fonctionnelle
- **Construire des logements de meilleure qualité, moins énergivores**



Pôles urbains structurants

-
- Pôle majeur
- Pôles intermédiaires principaux et leur couronne
- Pôles intermédiaires ruraux et leur couronne
- Pôle intermédiaire principal lié au pôle majeur





Les grandes orientations du SCoT : aménagement urbain (équipements)

OBJECTIFS

- Mettre en place un Schéma territorial de santé permettant de développer et d'améliorer l'offre hospitalière
- Développer les équipements sociaux à proximité des centralités, en direction des personnes âgées, la petite enfance et les personnes en difficulté d'insertion
- Poursuivre l'effort d'accueil des gens du voyage
- Accentuer l'effort de formation initiale par le développement de l'antenne universitaire du Hainaut-Cambrésis et la diversification de l'offre de formation à l'échelle du territoire



Les grandes orientations du SCoT : aménagement urbain (équipements)

OBJECTIFS

- Bien diffuser l'offre culturelle en définissant un Schéma culturel de territoire
- Améliorer la qualité des équipements à vocation sportive et de loisirs, et développer l'offre touristique en définissant un Schéma de développement touristique
- Améliorer l'offre des services ordinaires en freinant la périurbanisation et en confortant les centralités, y compris rurales, pour que les services soient accessibles au plus grand nombre

Les grandes orientations du SCOT : les déplacements

CONSTAT

Réseau routier

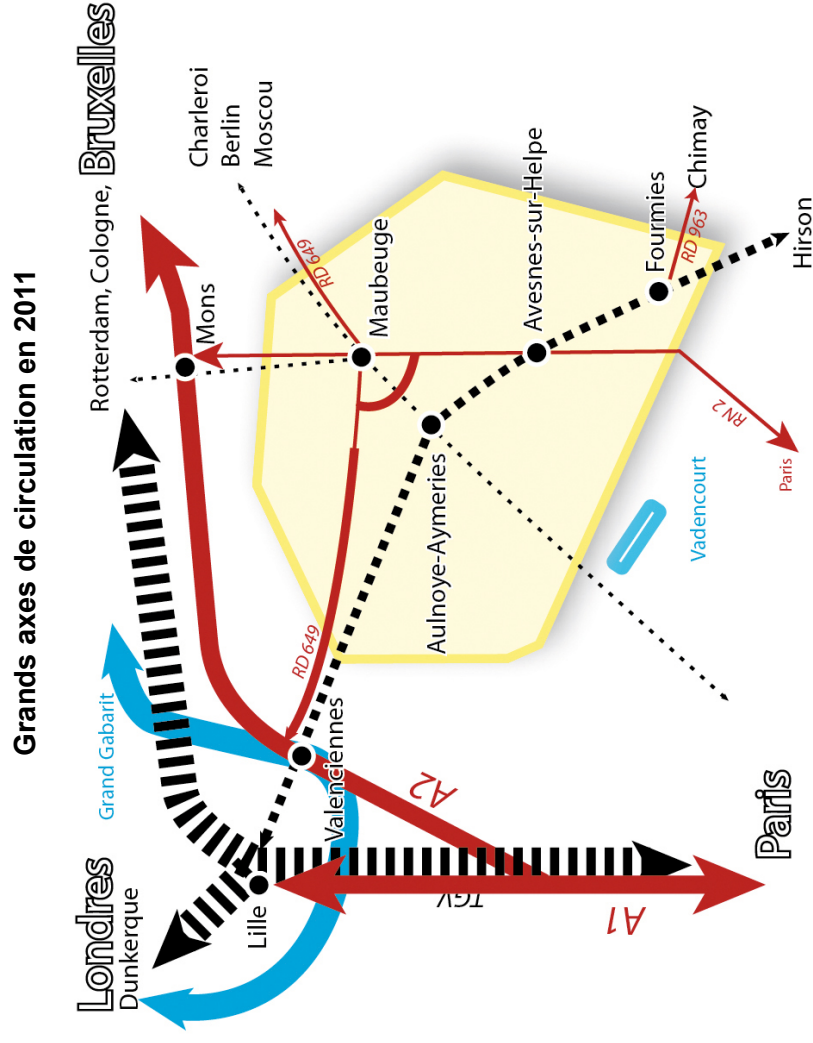
- Bonne irrigation du réseau secondaire
- La RN 2 et la RD 649 raccrochent mal la Sambre Avesnois aux territoires voisins

Réseau ferré

- Perte de sa fréquentation internationale
- Durées de trajets trop longues pour relier les principaux pôles d'emploi régionaux

Réseau de bus

- Ne constitue pas une vraie alternative à la voiture





Les grandes orientations du SCoT : les déplacements

OBJECTIFS

- **Optimiser les grands axes routiers et raccrocher le territoire aux territoires voisins**
 - Requalifier la RN 2 au gabarit autoroutier et achever la mise à 2x2 voies de la RD 649 (contournement nord de Maubeuge)
 - Faciliter les liaisons ferroviaires à l'intérieur du territoire et avec les territoires voisins
 - Rouvrir le canal de la Sambre
- **Développer l'offre de transports en commun et l'adapter aux caractéristiques du territoire**
 - Améliorer le réseau de bus, particulièrement en zones rurales
 - Développer l'intermodalité au niveau des pôles d'échanges (bus, train, covoiturage)
 - Urbaniser prioritairement au contact des infrastructures de transport collectif
- **Favoriser l'usage des modes doux (vélo, marche)**
- **Développer les communications numériques par un meilleur accès aux TIC et un engagement fort dans l'économie numérique**



Les grandes orientations du SCOT : l'économie

CONSTAT

- Un fort taux de chômage (15 % en 2012)
- Une spécialisation industrielle en recul : textile autour de Fourmies, sidérurgie/métallurgie dans la vallée de la Sambre
- Des industries phares
 - > automobile, mécanique nucléaire...
- Un secteur tertiaire en cours de rattrapage par rapport à la région
- Une attractivité commerciale des centres urbains à améliorer
- Une agriculture vivante mais soumise à la pression foncière liée à la périurbanisation
- De nombreux atouts pour le développement du tourisme mais un manque d'hébergements
 - > chambres d'hôtes, gîtes ruraux, campings, hôtels...



Les grandes orientations du SCoT : l'économie

OBJECTIFS

- **Renforcer les grandes zones industrielles existantes**
 - > Grévaux-les-Guides à Feignies et Maubeuge,
 - > zone de la Marlière à Fourmies,
 - > "Corridor Est" du pôle majeur de Maubeuge-Sambre
- **Développer l'accueil des entreprises sur les sites existants**
- **Diversifier les activités économiques :**
 - > Activités liés à la mécanique
 - > Activités tertiaires

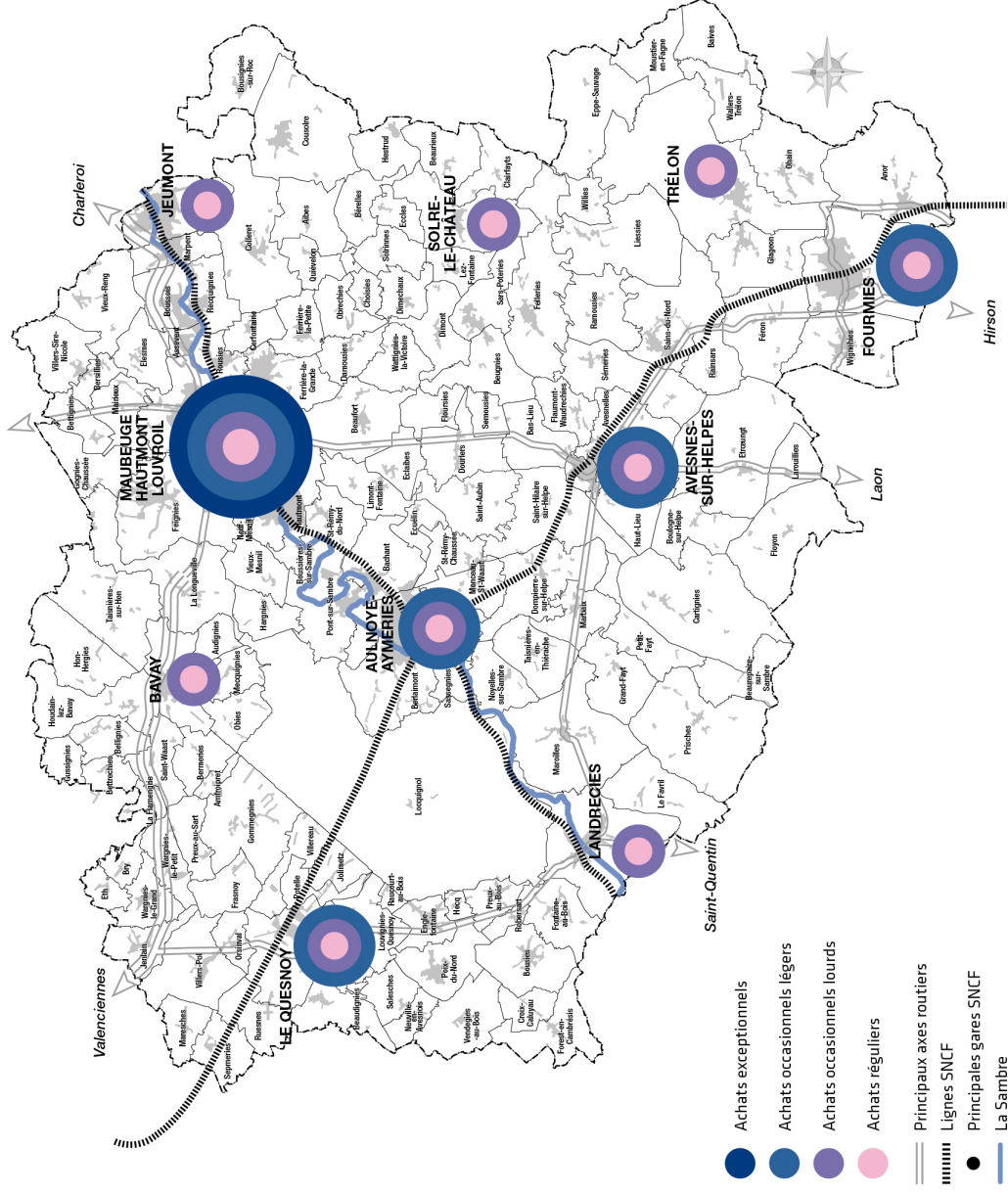


Les grandes orientations du SCOT : l'économie

OBJECTIFS

- Rééquilibrer l'offre commerciale
- développer une stratégie d'équilibre et de complémentarité entre les différents pôles
- améliorer l'intégration urbaine et la qualité des sites commerciaux

Armature commerciale : localisations préférentielles de + de 1 000 m²





Les grandes orientations du SCoT : l'économie

OBJECTIFS

- Soutenir les filières spécialisées : lait, pierre, bois
- Organiser une dynamique permettant d'accompagner les entreprises ou d'en accueillir de nouvelles
 - Mettre en place des pôles d'excellence et conforter l'existant
- **Protéger l'activité agricole et lui permettre de se développer**
 - Limiter l'artificialisation nouvelle par rapport au 10 dernières années
 - Ne pas enclaver les exploitations agricoles
 - Valoriser les productions agricoles
 - Développer la filière agroalimentaire
 - Développer les circuits courts alimentaires



Les grandes orientations du SCoT : l'économie

OBJECTIFS

- **Étendre l'offre touristique**
 - Multiplier les capacités d'hébergement
 - Mettre en réseau les grands générateurs de flux touristiques, les espaces naturels, les sites dédiés à la promenade et aux loisirs afin de retenir des visiteurs sur plusieurs jours



Les grandes orientations du SCoT : l'environnement

CONSTAT

- De très nombreux sites naturels riches en biodiversité et paysages spécifiques
 - > massif forestier ardennais, bocages, grands plateaux hennuyers, milieux humides
- Un territoire en bonne partie couvert par le Parc Naturel Régional
- Une trame verte et bleue présentant la plus forte densité de cœurs de nature par rapport au reste de la Région Nord-Pas de Calais
- Mais des espaces naturels et agricoles menacés
 - Un système bocager qui recule devant les terres labourées
 - Une forte diminution des terres agricoles (plus de 700 ha en dix ans)



Les grandes orientations du SCoT : l'environnement

CONSTAT (suite)

- Des risques naturels et technologiques bien présents sur le territoire
- Des captages en eau potable en grande partie protégés
- Un risque inondation pris en compte par le PERI de la Sambre et deux PPRI approuvés
- Des pratiques qui participent au réchauffement climatique
> 3,8 millions de tonnes équivalent CO₂ d'émissions de gaz à effet de serre dans l'arrondissement

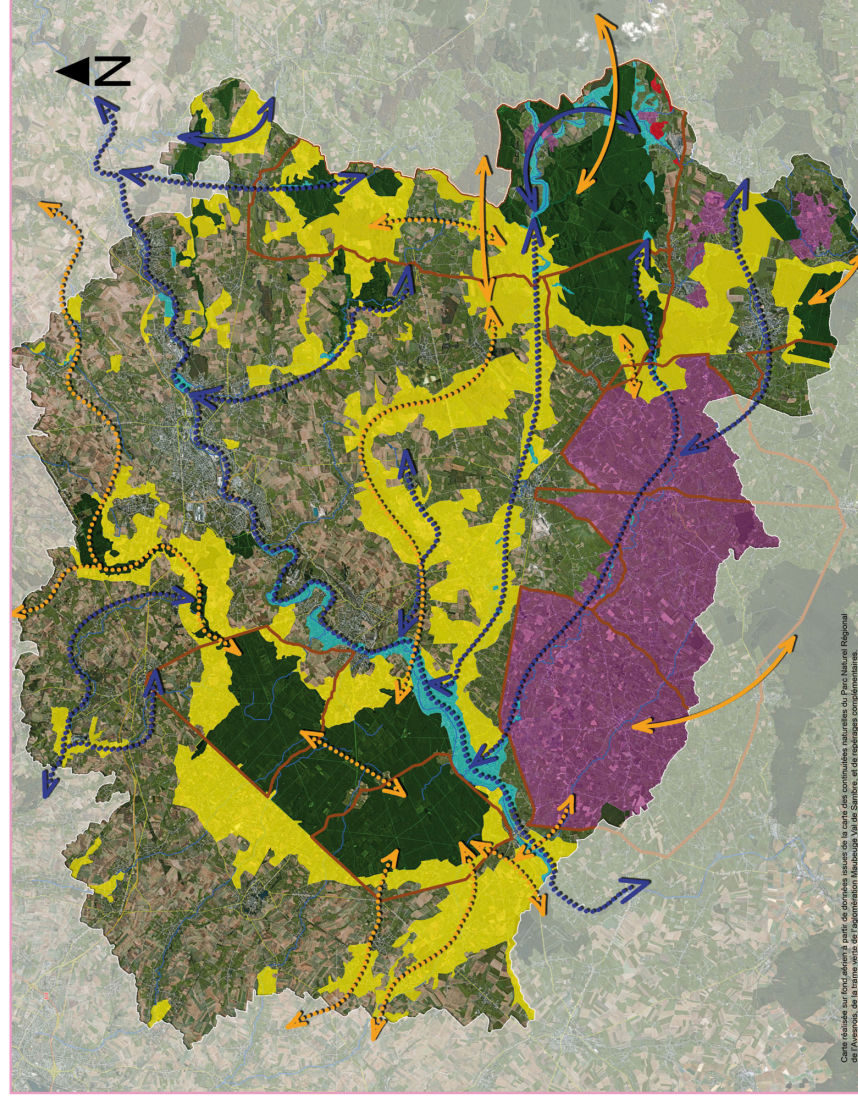


Les grandes orientations du SCoT : l'environnement

OBJECTIFS

- Maintenir la biodiversité, protéger et retrouver, si nécessaire, les continuités écologiques

Synthèse des orientations de la trame verte et bleu à l'échelle du SCoT



Cœurs de nature à préserver

- Forestiers
- Milieux humides et aquatiques
- Pelouses calcicoles
- Milieux bocagers

Les continuités

- Les principaux continuums écologiques
- Les corridors de milieux aquatiques :
 - à conforter
 - à restaurer

- Les corridors de bocage et forêt :
 - à conforter
 - à restaurer
- Les espaces à étudier



Les grandes orientations du SCoT : l'environnement

OBJECTIFS

- **Rechercher un bon équilibre entre les usages des milieux naturels**
 - Concilier tourisme vert et préservation de la biodiversité
 - Encadrer l'hébergement touristique
 - Équilibrer la préservation du patrimoine naturel et le maintien d'une agriculture durable...
- **Limiter l'artificialisation des sols**
 - Limiter les nouveaux espaces artificialisés entre 2010 et 2022
 - Renforcer les formes urbaines compactes, favoriser le renouvellement et la requalification urbaine, reconquérir les friches, proscrire l'étalement urbain...
 - Réguler la maîtrise de l'artificialisation au niveau des intercommunalités



Les grandes orientations du SCoT : l'environnement

OBJECTIFS

- **Préserver, protéger et valoriser le patrimoine bâti et naturel**
- **Préserver la ressource en eau**
 - Préserver les zones humides et prendre en compte les espaces à enjeux définis dans le SDAGE (applicable depuis 2010) et le SAGE de la Sambre
 - Recenser et préserver les champs captants les plus fragiles et protéger les captages d'eau potable
 - Garantir la compatibilité de tout nouvel aménagement avec le renouvellement et la préservation des eaux souterraines et superficielle et le maintien des zones humides



Les grandes orientations du SCoT : l'environnement

OBJECTIFS

- **Optimiser la consommation énergétique et développer localement les énergies renouvelables en s'appuyant sur le Plan Climat Territorial pour :**
 - maîtriser la consommation d'énergie
 - > réduire les déplacements en limitant l'étalement urbain
 - > développer les transports collectifs et le covoiturage
 - > réhabiliter les constructions
 - > développer l'éco-construction
 - > inciter aux économies d'énergie
 - > mise en place de réseaux de chaleur...
 - Développer les énergies renouvelables
 - > développer l'éolien
 - > développer de la filière bois énergie pouvant être utilisée par des réseaux de chaleur
 - > valoriser les déchets organiques et ménagers
 - > implanter des centrales photovoltaïques sur des friches non reconvertis en habitat ou en activités économiques



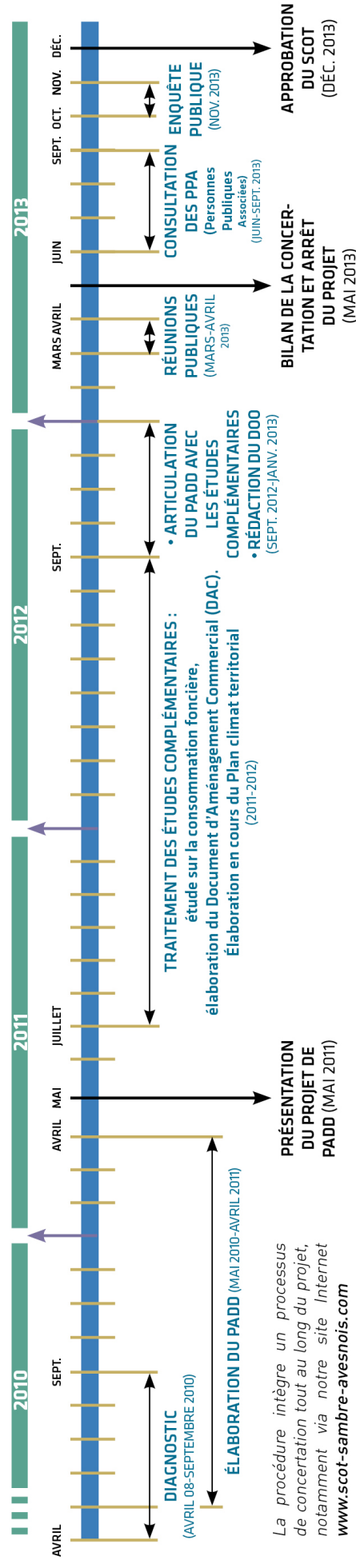
Les grandes orientations du SCoT : l'environnement

OBJECTIFS

- Prendre en compte et réduire les risques naturels et technologiques, les nuisances sonores et les pollutions
- Réduire et gérer les déchets de manière optimale
 - Valoriser 50 % des déchets produits



SCoT Sambre Avesnois planning prévisionnel



Toutes les informations sur
www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

SCOT SAMBRE AVESNOIS

RÉUNIONS PUBLIQUES SUR LE DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS

RÉUNION PUBLIQUE DU 10 JUIN 2013	02
Avesnes-sur-Helpe, 18 h 30 - Salle des fêtes Communauté de communes Cœur de l'Avesnois, Communauté de communes Guide du Pays de Trélon Communauté de communes Action Fourmies et environs	
RÉUNION PUBLIQUE DU 13 JUIN 2013	08
Hôtel de ville de Le Quesnoy, 19 h 30 Communauté de communes du Quercitain, Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles Communauté de communes du Bavaisis	
RÉUNION PUBLIQUE DU 20 JUIN 2013	15
Maubeuge, 19 h - maison Folie, place Vauban Communauté de d'agglomération Maubeuge-Val de Sambre, Communauté de communes Sambre Avesnois, Communauté de communes Nord Maubeuge, Communauté de communes frontalière Nord-Est-Avesnois	
SYNTHÈSE DES RÉUNIONS PUBLIQUES	23

SCOT SAMBRE AVESNOIS

REUNION PUBLIQUE

LUNDI 10 JUIN 2013

Communauté de communes Cœur de l'Avesnois,
Communauté de communes Guide du Pays de Trélon
Communauté de communes Action Fourmies et environs

Avesnes-sur-Helpe, 18 h 30 - Salle des fêtes

COMPTE RENDU

La séance se déroule sous la présidence de :

- Monsieur Rémy Pavros, président du Syndicat mixte, député-maire de Maubeuge,
- Monsieur Alain Poyart, vice-président du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, Président de la Communauté de commune Cœur de l'Avesnois, Maire d'Avesnes-sur-Helpe.

La réunion rassemble une petite cinquantaine de participants (40 inscrits sur le registre de présence). Parmi eux, des élus, citoyens, représentant d'associations.

Une journaliste a suivi l'ensemble de la séance (Voix du Nord, pour la Presse Quotidienne).

Aucun participant n'a formulé de remarque par écrit sur le registre d'expression présenté à l'accueil.

La séance dure 1 h 48 (dont une cinquantaine de minutes dédiées à l'introduction du président et à la présentation du D00 par le bureau d'études).

P.J. : diaporama de présentation du D00

LES INTERVENANTS

Pour le bureau d'études :

M. Bruno Gellereau, Études & Cartographie

Mme Baudin, Empreinte communication

Pour l'ADUS

Mme Lucile Hamoignon

PRÉAMBULE

M. Pavros président du Syndicat Mixte du SCoT accueille les participants aux côtés de M. Poyart.

Le président salue et remercie les participants de leur présence dans le cadre de cette seconde série de réunions publiques du SCoT ; les trois nouvelles séances étant consacrées à la présentation du Documents d'Orientation et d'Objectifs (D00), volet réglementaire du projet.

Le président rappelle les éléments du calendrier à venir, soit un arrêt de projet, à l'issue de cette dernière phase de concertation, prévu au 12 juillet prochain. Il précise que s'en suivra une phase plus administrative, c'est-à-dire la consultation des personnes publiques associées (État et Région notamment), puis d'une enquête publique avant l'approbation du projet, à l'échéance fin 2013/tout début 2014.

I - INTRODUCTION

Nous sommes ainsi dans notre dernière phase de concertation publique, pour trois réunions. Les suivantes auront lieu à Le Quesnoy, jeudi, puis Maubeuge, la semaine prochaine.

Je vous rappelle quelques principes ; ce document, le D00, est un document obligatoire, prévue par la loi. Il fixe les orientations d'aménagement du territoire pour 20 ans. Il y a des contraintes donc. Plusieurs secteurs de la région ont déjà approuvé leur SCoT, mais nous ne sommes pas forcément en retard.

Ce document est ce qu'on appelle "opposable", c'est-à-dire qu'il fixe les règles d'aménagement qui s'imposeront sur le périmètre du SCoT. Il doit y avoir cohérence entre les PLU (Plans locaux d'urbanisme) et le SCoT, pour exemple. Sachant que les conseils municipaux restent maîtres sur leur commune. Une nouvelle loi, votée en 2010, a modifié certains principes, et amène les collectivités à prendre leur destin en main : quel projet porter pour l'avenir de leur territoire ? Souvent, on en parle comme si c'était un "malheur". Non, il s'agit pour nous de pouvoir afficher nos ambitions. Pour exemple, dans l'attribution des subventions de l'Europe, l'État, la Région, ce sera un atout que d'avoir un projet commun. Je vous rappelle encore que c'est volontairement que le périmètre qui a été arrêté est celui de l'arrondissement d'Avesnes, après une très longue réflexion. Nous aurions pu arrêter un périmètre plus grand ou à l'inverse plus restreint. C'est bien donc que nous avons souhaité afficher une cohérence à l'échelle de l'arrondissement. Et je pense en particulier à nos successeurs, que nous puissions parler ensemble, enfin tous ensemble, à l'échelle de l'arrondissement. J'insiste sur cet autre aspect également : les communautés de communes et les communes restent maître de l'aménagement de leurs communes. Le SCoT fixe les orientations générales.

Enfin, le document présenté ce soir a été validé à l'unanimité par les élus du syndicat mixte, comme l'ont été les documents précédents, notamment le PADD.

Je laisse la parole à Bruno Gellereau qui va nous présenter synthétiquement le D00. Le dernier volet du projet.

II - PRÉSENTATION DU PADD (B. Gellereau, Études & Cartographie)

Monsieur Gellereau rappelle que la rédaction du D00 est intervenue après un long travail notamment de diagnostic du territoire (depuis 2008) puis d'élaboration et de validation du projet politique du SCoT, le PADD ; le D00 est un document prescriptif, c'est-à-dire qu'il donne un certain nombre de règles auxquelles les PLU et cartes communales devront se conformer.

Les orientations s'articulent autour de 4 thématiques majeures :

- maîtriser l'urbanisation,
- choisir un développement urbain, économique et social équilibré,
- replacer le territoire dans une nouvelle dynamique d'échanges et de déplacements,
- valoriser l'environnement et prendre soin du cadre de vie.

Monsieur Gellereau présente ainsi ces orientations selon un diaporama de 45 pages /écran (cf. diaporama de présentation joint).

III - LES DÉBATS

Monsieur Pauvros reprend ensuite la parole et invite les participants à s'exprimer.

Madame Watremez (maire de Rainsars)

Que voulez-vous dire lorsque vous parlez des communes en zone rurale en matière de logement ?

Bruno Gellereau

Alors, effectivement, brièvement, j'ai évoqué les communes de moins de 2 000 habitants. Il n'y a que les opérations de plus de 1 hectare de superficie, ou 5 000 m² de surface de plancher qui sont concernées par un nombre minimum de logements. C'est-à-dire qu'en deçà, l'application de la règle de 15/ha ne s'applique pas. Il y a une autre règle qui s'applique pour autant, c'est la règle du maximum d'hectares qui vous sera attribué. Si vous pouvez construire sur 2 ha et que vous y construisez 5 habitations, vous n'aurez pas plus de 5 habitations.

Monsieur Jacques-Yves Lainet, Sémeries (responsable d'association pour l'environnement)

J'ai l'impression que tout cela va être difficile à mettre en œuvre. Vous évoquez le développement durable, mais vous ne parlez en fait que de développement économique durable.

Nous ne voyons que des projets d'implantation de zones colossales qui sont dévolues à l'industrie ou aux infrastructures routières (je pense notamment à la boucle ferroviaire ou la 2x2 voies). Je ne vois pas comment nous allons développer des modes doux.

Vous avez de beaux projets en matière de logement, de l'accession du logement social, mais encore faut-il que les gens puissent avoir un emploi dans ces secteurs ! Et je n'entends pas de projets structurants en terme d'emploi,

c'est à peine si l'on parle des filières lait, bois, énergies renouvelables, etc.

Je n'entends que des projets de dépenses et d'investissements colossaux alors que nous n'avons pas les financements ! Ils seront supportés par les citoyens. Le développement durable ce n'est pas ça !

Concernant les déchets, on ne parle pas de méthanisation. On ne parle pas non plus des circuits courts.

Il faut pourtant passer à autre chose que le "tout économique" et je n'entends rien qui aille dans ce sens !

Rémi Pavros

Bon, par rapport à cette intervention un peu excessive mais l'excès nuit toujours à la qualité des arguments, et ce n'est pas moi qui le dit !

Je comprends le sens de votre intervention. Alors, pour échanger entre nous, je vous rappelle que nous faisons ce soir une synthèse. Tout n'est pas repris dans cette synthèse que vient de nous faire Monsieur Gellereau. Rappelons notre taux de chômage, le plus important de la région, et notre responsabilité, celle de notre génération en particulier, c'est de faire en sorte que notre territoire soit capable à travers nos choix, de faciliter et d'accompagner la création d'emplois. C'est notre projet.

Un autre projet serait de dire, après tout, l'Avesnois est en déclin, on garde une population vieillissante, et puis nous créons des services à la personne, comme le prévoyait l'INSEE en 2000 (notamment que l'Avesnois aurait moins de 200 000 habitants en 2020). Cela peut être un choix. D'avoir ici une réserve naturelle intéressante écologiquement, un poumon vert pour la Région. Mais ce n'est pas notre choix. Et permettez-moi d'être en désaccord, mais le développement durable, soutenable d'ailleurs en anglais, c'est que le progrès doit être au service de l'homme. Et nous sommes tout à fait dans cette optique-là. Et effectivement M. Gellereau ne l'a pas évoqué, mais il ne peut pas tout évoquer non plus, c'est le Plan climat territorial dans lequel nous sommes engagés.

Ensuite, vous évoquez un certain nombre de dossiers, alors je suis d'accord avec vous, par exemple sur le plan énergétique, je porte avec la Communauté Val de Sambre un très grand projet de méthanisation. Dans le même esprit, nous avons inscrit, dans notre document d'orientations, les circuits courts, nous avons par ailleurs organisé des séances, très récemment, dans ce sens, avec les représentants du monde agricole. Et nous avons avec les maires des projets de restaurations scolaires dans ce sens. Ces projets existent donc.

Là où ne nous ne serons pas d'accords, c'est le projet Railenium. Monsieur le sous-préfet a notamment repris la concertation sur ce sujet. Il s'agit d'un projet qui, effectivement, peut consommer un certain nombre de terres agricoles, nous le savons. J'ai rencontré pour ma part les agriculteurs concernés. Monsieur le sous-préfet va retravailler avec les porteurs de ce projet pour regarder précisément le tracé. Il s'agit de quoi ? D'un projet qui doit permettre d'améliorer notre compétitivité ferroviaire. Il s'agit donc de permettre le développement intelligent, sécurisé de l'utilisation du train. Et le train, en terme écologique est plus intéressant, nous le savons. Nous risquons d'être envahit demain par des produits concurrents de Bombardier ou Alstom, par des produits tchèques ou chinois, ou encore japonais, pour exemple. Et le projet présenté aujourd'hui est beaucoup plus recentré que les précédents imaginés à l'époque sur d'autres secteurs.

Enfin, nous avons opté pour 5 % d'artificialisation, par période de 10 ans. 5 % c'est le seuil de la charte du Parc régional, déjà fixé. Nous construirons d'abord sur les dents creuses. Nous utiliserons en priorité les espaces perdus. Il faut trouver ce qui nous permet d'avancer. Il faut trouver les équilibres et les compromis.

M. Guy Wanderpepen (association ATTAC)

Notre association s'occupe d'environnement et de projets sociétaux.

Concernant ce projet ferroviaire, je pense que c'est un crime, contre les générations futures qui auront besoin de nourriture, contre les réserves en eaux qui sont déjà mises à mal par les carrières. On nous dit qu'on limite l'artificialisation des terres agricoles mais l'État et la Région ne veulent pas dépasser 3 %, alors que Mme Mattighello (Présidente de l'ADUS, conseillère régionale et Vice-Présidente de l'AMVS, NDLR) indique 5 % ?

Il y a des pétitions sur ce projet, dans quelle démocratie sommes-nous ? Nous pourrions déclencher des pétitions à plus grande échelle. Les associations organisent d'ailleurs très prochainement des débats sur tous ces grands projets inutiles, comme la boucle ferroviaire, mais aussi les gaz de schiste, l'élevage industriel... Continuez Messieurs les élus, vous abandonnez vos pouvoirs à des pirates qui ont pris le contrôle de l'avion et vous n'avez plus le pouvoir ! Vous ne dirigez plus l'avenir et le développement durable. La démocratie actuellement, c'est la démocratie "cause toujours" !

Rémi Pavros

Malgré votre sagesse et votre grande expérience, je suis tenté de dire qu'il faut toujours faire attention aux mots que l'on utilise. Lorsque vous dites "c'est un crime", moi je sais ce qu'est un crime, c'est l'image qui me vient, c'est quand on démolit un gamin "à coup de pompe".

Après on discute de l'avenir, entre nous. Vos interventions sont à prendre en compte. Je ne suis pas sur l'opposition des écolos excessifs et des ultras productivistes qui se moqueraient de tout. Mais il faut faire attention, un petit peu. Concernant les gaz de schiste, par exemple, nous ne sommes pas concernés. Il n'y en a pas sous nos pieds ! Ensuite, je vous rappelle que le gouvernement a tranché sur le sujet de l'extraction par fracture hydraulique. Cela ne se fera pas ! Il y a un groupe parlementaire qui réfléchit sur le sujet de façon plus globale et qui fera son rapport. Mais sur la fracture hydraulique, c'est tranché !

Je vous propose de laisser de côté Railenium puisque nous l'avons abordé et nous ne serons pas d'accord ; la concertation est par ailleurs en cours.

Sur l'artificialisation, effectivement, nous ne sommes pas d'accord sur ces 3 %. Nous proposons 5 % et nous savons

que ce n'est pas gagné. Nous travaillons jusqu'à l'arrêt de projet dans ce sens. Nous avons évolué dans nos discussions. La répartition se fera par EPCI, et il y a un équilibre à trouver. Nous sommes d'abord sur l'utilisation de l'enveloppe urbaine existante. Alors nous discuterons avec la Région et l'État, mais nous sommes sur cette orientation.

Philippe Lety (mairie de Solre-le-Château)

Nous avons évoqué les logements sociaux et les quotas. Il s'agit uniquement des logements requis par les bailleurs sociaux ou les autres logements sociaux du privé notamment ?

Bruno Gellereau

Effectivement, il s'agit des logements aidés par un prêt spécifique de l'État, cela intéresse donc les bailleurs sociaux.

Philippe Lety

Vous savez que nous avons d'autres logements sociaux, il serait peut-être intéressant d'élargir le regard.

(Monsieur Gellereau acquiescera sur ce point, NDLR).

Monsieur LETY pose ensuite une série de questions sur la RN2 avec l'hypothèse initiale d'un échangeur sur le secteur de Sars-Poteries, les énergies en terme de transports et les politiques en faveur de l'environnement qu'il estime parfois risquées parce que trop contraignantes.

Rémi Pavros

Ce dernier point est très important, il faudra intégrer peut-être un chapitre complémentaire. Je suis partant pour que nous ayons un syndicat unique de transport qui permette de répondre aux problématiques soulevées. Je ne parle pas du transport uniquement par autocar ou collectif. Je pense à tous les modes, les modes doux, le covoiturage... Concernant le raccordement, je travaille sur le tracé tel qu'il a été fixé. Et il faut sans doute le travailler plus finement. Mais sincèrement revenir sur la DUP, aujourd'hui, cela me paraît très difficile.

Monsieur Thierry Lemoine, enseignant (Sars-Poteries)

Je suis originaire de l'Avesnois, je suis attaché à cette région. J'aime la nature mais je ne suis pas un écologiste fervent. Ce que je souhaite dire, c'est que si l'on veut que l'Avesnois soit une réserve d'Indiens, continuons sur ce chemin. Je suis ulcéré d'entendre certains discours. Je vois tous nos diplômés qui partent travailler ailleurs. Moi, je veux que l'Avesnois vive ; et je pense, contrairement aux autres intervenants, que le projet de la boucle ferroviaire va être une formidable opportunité pour l'Avesnois, il va être un élément de rayonnement de notre territoire.

Mme la Maire de Rainsart

Petite précision, concernant l'enveloppe urbaine secondaire ? Et dans la limite des 50 m linéaires ? Comment cela fonctionne-t-il ? Également une question sur la répartition de l'enveloppe foncière ?

Lucile Hamoignon, ADUS

La règle définit est la suivante : l'enveloppe urbaine, ce sont les espaces bâtis sans discontinuité supérieure à 50 m. Une première enveloppe sera délimitée, c'est celle qui concerne la principale concentration de commerces et services, puis les secondaires. Lors de discontinuités supérieures à 50 m, nous sommes dans une autre enveloppe urbaine.

Concernant la répartition du compte foncier entre les différents EPCI, elle se fera en fonction du poids démographique des EPCI.

Rémi Pavros

Je souhaite revenir sur votre intervention pour la compléter.

Je vous rappelle qu'une nouvelle loi est en projet et pourrait instaurer que lorsqu'une terre n'est pas utilisée depuis trois ans, elle devienne un espace protégé. C'est très généreux et nous sommes tous contre les friches agricoles, c'est évident. Mais soyons attentifs, imaginons autour de Rainsart par exemple, qu'une exploitation disparaisse, et que les propriétaires n'en fassent rien. Elle sera, au terme de ces trois ans, inconstructible, si cette loi passe ! Alors comptez sur moi, en tant que parlementaire, pour travailler sur ce projet de loi. Nous devons être attentifs dans notre SCoT à ne pas créer des situations irréversibles.

Que se passe-t-il aujourd'hui dans notre arrondissement ? Nous avons réussi à stabiliser la population. Lorsqu'on parle de 650 logements par an, c'est déjà ce que prévoit l'agglomération Maubeuge Val de Sambre dans son PLH. Notre souci, c'est la disparition de la classe moyenne. C'est la disparition des gens qui travaillent. Or, un déséquilibre de ce type aura des répercussions très importantes. Et moins il y a de travail, plus cela s'accroîtra, et les jeunes quitteront le territoire au profit de la métropole.

Si nous faisons un SCoT qui ne fait qu'accompagner le déclin, et encore une fois je le précise, ce n'est pas pour nous, mais pour les générations futures, que leur réserve-t-on ? Le vieillissement est là. Nous aurons moins de gens qui travaillent, moins d'impôts, mais de plus en plus d'aides à la personne... C'est un enjeu majeur. C'est pour cela qu'il faut assurer les équilibres. Et cet équilibre je pense que nous l'atteignons au travers de nos propositions, mesurées, dans notre SCoT. Mais ce n'est effectivement pas gagné, nous l'avons vu, entre l'État la Région qui nous perçoivent encore comme un territoire en déclin.

M. Lainet (association)

Je rebondis sur les interventions : a-t-on parlé du maraîchage ? Nous n'avons pas de développement du maraîchage ? Alors que nous avons des possibilités importantes puisque nous avons plus de 230 000 habitants sur notre territoire. Monsieur Lainet fait ensuite un long parallèle avec la nécessité de développer les circuits courts afin de développer des circuits qualitatifs et de proximité, de faire des économies de déplacements, sur les dangers de l'agriculture intensive, la disparition des espèces fragilisées, etc.

Monsieur Pauvros répondra en précisant un certain nombre de projets qui sont en cours, au plan national notamment.

Il indiquera, sur le maraîchage, que cela passe par des accords spécifiques avec les distributeurs et le développement des circuits courts.

Il indiquera enfin que l'une des forces de l'Avesnois c'est en même temps d'avoir des projets de développement, de préserver le bocage et la qualité environnementale qui est la nôtre, d'où le PNR, d'où nos investissements dans les filières énergies renouvelables...

Monsieur POYART invite notamment les deux derniers intervenants à la communauté Cœur de l'Avesnois, pour découvrir l'ensemble de projets portés et qui concernent directement le maraîchage.

M. Wanderpepen

Moi aussi je suis préoccupé par l'emploi dans l'Avesnois. Mais nous avons assisté à la disparition de l'industrie, et ce sont nos élus qui ont accepté la mondialisation et cette Europe libérale contre l'Europe des citoyens. Bien sûr, nous sommes pour l'emploi, mais ce n'est pas la boucle ferroviaire ou le Val Joly qui vont nous sortir de là. On nous avait annoncé que le Val Joly nous amènerait de l'emploi !

Nous prônons la relocalisation de l'économie, produire local et consommer local !

IV - CONCLUSION

Monsieur Pauvros remercie les participants de leur présence, précise que l'ensemble des remarques produites seront prises en compte et rappelle l'échéance de l'arrêt de projet au 12 juillet prochain.

SCOT SAMBRE AVESNOIS

REUNION PUBLIQUE

JEUDI 13 JUIN 2013

Communauté de communes du Quercitain,
Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles
Communauté de communes du Bavaisis

Hôtel de ville de Le Quesnoy, 19 h 30

COMPTE RENDU

La séance se déroule sous la présidence de Monsieur Rémi Pauvros, président du Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois, député-maire de Maubeuge et de Monsieur Alain Poyart, vice-président, maire d'Avesnes-sur-Helpes.

La réunion rassemble plus de 300 participants dont (dont 113 se sont inscrits sur le registre de présence). Parmi eux, de nombreux citoyens, des élus, des représentants du monde agricole et d'associations.

Aucune remarque n'a été formulée sur le registre d'expression.

La séance dure 2 heures et 15 minutes (dont 30 mm dédiées à la présentation du D00 par le bureau d'études).

P.J. : diaporama de présentation du D00

LES INTERVENANTS

Pour le bureau d'études :

M. Bruno Gellereau, Études & Cartographie

Mme Baudin, Empreinte communication

Pour l'ADUS

Mme Lucile Hamoignon

PRÉAMBULE

Monsieur Raoult, maire de Le Quesnoy accueille les participants, venus extrêmement nombreux. Plus de 300 citoyens tenteront de se masser dans la salle, lorsque des dizaines encore envahissent le hall. Le maire les salue en attendant l'arrivée de Monsieur Pauvros, mais indique qu'il n'assiste à la réunion qu'en tant "qu'hôte" de celle-ci, en tant que maire de Le Quesnoy.

Il indique savoir pourquoi l'assistance est si nombreuse (les participants entendent contester l'accueil, sur leur secteur, d'un terrain destiné à l'aire de grand rassemblement des gens du voyage, dossier en cours d'étude sur l'arrondissement, NDLR) mais précise n'avoir aucune légitimité pour répondre aux éventuelles questions.

Monsieur Raoult rappelle les grandes dates clés du SCoT : la création du Syndicat mixte, structure porteuse, et le démarrage des études, en 2008, à l'échelle de l'arrondissement d'Avesnes, qui constitue une échelle importante (151 communes, 10 EPCI, plus de 234 000 habitants). Enfin Monsieur Raoult indique que s'il a conscience des préoccupations actuelles (l'aire de grand passage, NDLR) et de l'émotion produite dans l'assistance, il n'en reste pas moins que le débat démocratique dans le cadre du SCoT doit avoir lieu sérieusement.

Monsieur Poyart prend ensuite la parole. Il indique que la réunion de ce soir consiste à présenter le charnière du projet : le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et s'inscrit dans un processus de concertation engagé depuis plusieurs années. Il précise les principaux objectifs du projet : comment se loger, se déplacer, comment préserver les grands équilibres de l'arrondissement, entre secteurs urbains et zones rurales ; comment développer l'attractivité du territoire, les emplois notamment, dans un secteur particulièrement touché par les difficultés économiques.

I - INTRODUCTION (Monsieur Pauvros)

Monsieur Pauvros, venant d'arriver et s'excusant de son retard dû notamment à sa présence aux obsèques de Pierre Mauroy, qui, il le rappelle, est venu de nombreuses fois sur le territoire, dans cette salle précisément.

Monsieur Pauvros indique d'entrée de jeu, puisque manifestement nombreux sont venus ce soir pour discuter de l'aire de passage, que les élus du Syndicat mixte ne proposeront pas un terrain situé dans le secteur de Le Quesnoy pour cette aire.

Un travail a été fait par les bureaux d'études pour identifier des terrains possibles, car le Syndicat est tenu d'avoir, au moins sur l'arrondissement d'Avesnes, un terrain qui peut accueillir, temporairement, (non pas un terrain permanent) les grands passages, qui rejoignent annuellement les rassemblements religieux souvent dans le secteur de Nancy. C'est la règlementation, et c'est une compétence d'État, mais nous devons proposer des terrains. Alors, ce terrain ne pourra pas se situer entre Valenciennes et Maubeuge, mais plutôt entre Maubeuge et Avesnes. Nous en sommes là. Le terrain qui avait été ciblé ici, vers Wargnies-le-Grand, ne sera pas retenu. Le SCoT est un travail que nous faisons ensemble et pas de façon unilatérale ; et nous allons avoir d'ailleurs, ce soir, un certain nombre de débats : l'artificialisation, l'aménagement commercial, etc. Et j'exclus donc cette problématique de l'aire de grand passage, puisque rien n'est défini et que dans tous les cas, elle n'est pas prévue sur ce secteur.

Nous sommes là ce soir pour débattre des grandes orientations pour les 20 ans à venir. Il s'agit d'entendre les positions de chacun. Il y aura ensuite un vote des élus (l'arrêt de projet) puis une délibération du Conseil régional et du Conseil Général, validée par un arrêté préfectoral.

Nous portons ce projet depuis plus de trois ans et nous souhaitons l'approuver avant les prochaines échéances électorales. Cela veut dire aujourd'hui qu'aucune décision n'est prise avant l'arrêt de projet cet été. Et notamment sur le sujet de l'aire de grand passage, qui, par ailleurs, nous le savons, est rejeté par tous. Personne ne veut accueillir ce type d'aires ! Mais ce n'est pas le sujet essentiel du SCoT, je le répète.

Ce travail sera porté par les générations futures. Nous devons donc avec sagesse porter les équilibres du territoire : définir les zones d'activités, les besoins en logements, les secteurs à préserver...

Intervenant 1

C'est donc le préfet qui prend la décision ?

Rémi Pauvros

Le préfet par arrêté valide le SCoT. La proposition émane des élus. Elle doit être conforme aux lois, le Grenelle notamment, et si notre document n'est pas conforme, il ne donnera pas d'arrêté.

Intervenant 1

Si le Syndicat mixte ne peut pas faire de proposition pour l'aire de rassemblement, et que le SCoT doit être bouclé fin d'année, pourrions-nous nous voir imposer un site d'accueil ?

Rémi Pauvros

Je ne pense pas. Mais c'est une compétence d'État. Le problème c'est que nous n'avons pas de solutions. Alors, à chaque fois que la situation se présente, nous devons la gérer en urgence, toujours avec autant de problèmes. Il faudrait être plus intelligent, c'est un problème qui nous dépasse et beaucoup de secteurs en France en sont victimes

lors des grands rassemblements religieux. Il n'y a pas d'enthousiaste, c'est difficile. Nous avons régulièrement un appel d'un pasteur qui nous indique qu'un rassemblement de 75 à 100 caravanes arrive dans cette période de migration...

Voilà, si c'est clair je souhaite que l'on passe à la présentation du D00 et ensuite aux débats.

II - PRÉSENTATION DU PADD (B. Gellereau, Études & Cartographie)

Monsieur Gellereau indique effectivement que la présentation de ce soir n'aborde pas l'aire du grand passage, conformément d'ailleurs à l'annonce faite en dernier Conseil syndical, dans la mesure où ce sujet fait l'objet d'un travail parallèle spécifique.

Il rappelle que la rédaction du D00 est intervenue après un long travail notamment de diagnostic du territoire, puis d'élaboration et de validation du projet politique du SCoT (le PADD) ; le D00 est un document prescriptif, c'est-à-dire qu'il donne un certain nombre de règles auxquelles les documents d'urbanisme devront se conformer (PLU et cartes notamment).

Les orientations de ce document s'articulent autour de 4 thématiques majeures :

- maîtriser l'urbanisation,
- choisir un développement urbain, économique et social équilibré,
- replacer le territoire dans une nouvelle dynamique d'échanges et de déplacements,
- valoriser l'environnement et prendre soin du cadre de vie.

Monsieur Gellereau présente ainsi ces orientations selon un diaporama de 45 pages /écran (cf. diaporama de présentation joint).

Dans ce laps de temps, la salle se "désemploie" d'environ la moitié des participants.

III – LES DÉBATS

Monsieur Pauvros

Nous arrivons à un moment de l'élaboration du projet où les points les plus sensibles "ressortent" et nous sommes là pour en parler.

Intervenant 2

Un citoyen prend la parole pour, d'une part indiquer que le projet n'est pas consensuel puisque la maire de Wargnies-le-Grand a dû se faire entendre (ce citoyen anticipe l'intervention de Mme le maire qui se produira dans les minutes suivantes, NDLR) ; d'autre part sur les conditions techniques de la réunion publique, à savoir les problèmes de sonorisation, de visualisation de l'écran et de confort en général (la salle n'étant pas prévue, ni équipée pour recevoir plusieurs centaines de participants, NDLR).

Enfin, ce participant demandera des précisions concernant l'articulation des documents d'urbanisme PLU, votre SCoT, et notamment ce qu'il se passe lorsqu'une commune a déjà produit son PLU, doit-elle le "réécrire" ?

Monsieur Pauvros

Bonne question, mais tout d'abord je corrige un point : il ne s'agit pas de Notre SCoT, c'est un document commun, sur lequel nous travaillons tous, et c'est la règle. Le Conseil syndical s'est réuni très régulièrement avec l'ensemble des présidents d'EPCI concernés et l'ensemble des délégués concernés, ainsi qu'avec les maires. À l'échelle de l'arrondissement (151 communes), nous ne pouvions pas faire davantage et il appartient aux maires et aux présidents d'EPCI et aux délégués de prendre le relais de ces réunions, informations et débats.

Lucile Hamoignon, ADUS

Concernant le principe d'opposabilité. Le PLU doit être compatible avec le SCoT et lorsque le SCoT est approuvé, les PLU doivent se mettre en conformité dans un délai de trois ans. C'est le code de l'urbanisme.

Intervenant 3

Et qui paye ? Pour ces PLU ?

Lucile Hamoignon, ADUS

Les collectivités, subventionnées à hauteur de 75 % par l'État.

Il ne s'agit pas de réécrire tout un PLU, il s'agira dans la plupart des cas, peut-être de revoir un point particulier du document, d'y retravailler.

Monsieur Pauvros

C'est un point important, qu'il faut bien comprendre : le SCoT est un document d'orientation général. Le PLU, c'est la compétence d'une municipalité. Nous devons fixer des règles, à l'échelle des intercommunalités.

Intervenant 2

Alors, vous fixez des règles sans tenir compte des PLU qui existent déjà ?

Monsieur Pauvros

Il est évident que les maires sont porteurs de leurs projets, a fortiori de leur PLU. Leurs discussions et débats, logiquement, sont cohérents avec les prescriptions de leurs PLU ! Ils ne prêchent pas l'inverse de ce qu'ils ont acté, logiquement. C'est là d'ailleurs toute la difficulté, rechercher des équilibres.

Catherine Morel, maire de Wagnies-le-Grand

Merci tout d'abord de nous avoir rassurés sur cette aire de grand passage. Je souhaite revenir sur ce changement, sur la zone d'activités de Wagnies-le-Grand qui n'avait jamais été inscrite au document, ce soir, je la vois inscrite. C'est bien ça ?

Monsieur Pauvros

Oui, elle ne l'était pas, on nous l'a fait remarquer voilà tout.

Catherine Morel

Bien, mais pourquoi ce changement d'orientation, vers la logistique ? Pour moi, la zone de Wagnies, elle est porteuse de travail, d'emplois.

Bruno Gellereau (Études & cartographie)

Je peux vous répondre d'un point de vue technique : à l'époque, cela remonte à plus de 2 ans, au sein des commissions ad hoc, les élus ont décidé que les zones d'activités économiques devaient se situer plutôt à proximité des centres urbains, des zones d'habitat.

Intervenant 5

Cela ne répond pas à la question : pourquoi restreindre la vocation, en terme d'emplois, de ces zones ?

Monsieur Pauvros

La question est en fait : les zones d'activités sont-elles ouvertes à tout type d'activités ou restreintes à une problématique de logements de proximité ?

Catherine Morel

Oui, c'est tout à fait cela. Parce qu'avec les transports en commun, il est possible de créer un arrêt à proximité de cette zone, sans la limiter.

Bruno Gellereau

La réflexion qui a eu lieu était de respecter les règles du Grenelle et, par conséquent, de limiter les déplacements.

Intervenant 5

Comment allez-vous restreindre cette main-d'œuvre ? Par l'activité ?

Bruno Gellereau

Effectivement, la décision de l'époque était de réserver cette zone aux activités liées au transport, à la logistique, moins consommatrice de main-d'œuvre. Puis les débats ont fait évoluer les positions, et l'on a étendu ces activités. Restera au PLU à définir ce que l'on y fera.

Monsieur Pauvros

Ce qu'il faut comprendre, c'est que si un projet est déjà bien engagé, et j'ai cru comprendre que c'était le cas sur cette zone de Wagnies (Mme la maire acquiesçant), il n'est pas dans l'objectif du SCoT de freiner le projet. Néanmoins, le problème global, ce sont bien les distances domicile/travail et ce problème est lourd dans l'Avesnois. L'agglomération Maubeuge Val de Sambre totalise 60 % des actifs, de l'Avesnois, cela signifie que les 40 % restant sont soumis aux déplacements, les trajets en voiture... Et le Grenelle vise en particulier à réduire autant que possible ces déplacements ; c'est-à-dire qu'il nous faut créer les conditions pour que l'habitat soit à proximité des zones de travail. Alors effectivement, au regard de notre taux de chômage, au regard de la situation de crise et des difficultés générées sur notre territoire, cela devient un peu théorique, je vous l'accorde !

Pour conclure sur ce point, effectivement, il nous faut créer les conditions de transport à l'échelle de l'arrondissement. Certains ont évoqué un outil de transport unique sur l'ensemble du territoire, cela peut être un élément de réponse.

Jean Claude Bonnin (maire de Locquignol)

M. Bonnin salue la présence du président et note que ce dernier n'était pas présent à la dernière réunion (la réunion publique du 28 mars dernier, NDLR). M. Bonnin rappelle ainsi sa dernière intervention, soit qu'il se voit refuser des permis d'aménager, par la DDTM notamment, alors qu'il note que sur d'autres secteurs du territoire, des terres agricoles sont consommées sans soucis pour aménager... Monsieur B Bonnin invective ensuite le bureau d'études

qui tente, selon ses mots, de "vendre son SCoT", alors que la bonne méthode, toujours selon lui, consisterait à demander préalablement aux élus ce qu'ils souhaitent, ce dont ils ont besoin...

Monsieur Pauvros

Le président répondra d'une part que le choix du Syndicat mixte a été celui d'un travail en commun, ainsi le projet est co-piloté par lui-même et Alain Poyart, vice-président, qu'ils sont tous les deux divers et échangent donc. Que d'autre part, l'ensemble des EPCI sont pleinement associés au projet, depuis le départ et que cette organisation collégiale est induite au regard de la grandeur du territoire (151 communes). Enfin, il précise que l'avenir de l'Avesnois le mérite. L'Avesnois qui a durant trop longtemps souffert d'un manque de vision commune, de porter des projets d'une même voix. Le président ajoute que cette volonté commune sera décisive dans les négociations à venir pour l'attribution des subventions européennes, et que les territoires qui auront su porter leur projet commun auront un avantage certain.

"C'est bien l'état d'esprit dans lequel nous sommes et nous devons, non pas pour nous mais pour les générations futures, prendre nos responsabilités. Nous aurions pu décider à l'époque d'un territoire plus restreint, à l'échelle de l'agglomération, pourquoi pas ! Cela aurait été plus aisé, juste entre nous, avec les mêmes préoccupations. Mais nous avons dit non ! Nous avons affirmé ne pas pouvoir rester chacun dans notre coin, nous avons affirmé avoir une ambition commune pour l'avenir de l'Avesnois, pour plus de 234 000 citoyens, à une échelle qui peut peser au sein d'une région. Je vous rappelle que nous avons un taux de chômage très important ! Et l'agglomération n'est pas la seule concernée ! Qui peut se targuer de ne pas connaître dans sa famille au moins une situation de rupture ? Hélas, personne ici ce soir, j'en doute ! Et c'est à cela que nous nous attelons".

Concernant la question particulière de Locquignol, le président affirme que le SCoT n'empêchera en rien la construction de 10 habitations sur cette commune (projet dont il ne connaît pas les tenants et aboutissants), mais qu'en l'occurrence le principe du SCoT est de définir une enveloppe à urbaniser à répartir entre chaque EPCI. C'est donc au sein de chaque EPCI, que la répartition devra se faire en respectant les équilibres et les projets à l'échelle du secteur concerné.

"Arrêtons de prendre le SCoT comme un document de contraintes, c'est au contraire un document qui affiche notre volonté de faire émerger des projets pour l'Avesnois !".

Rémi Pauvros précise enfin les termes de la négociation engagée sur l'artificialisation et présentée en Conseil syndical du 30 mai dernier, à savoir que le Syndicat a repris la base de la charte du PNR (adoptée à l'unanimité par la partie du territoire en PNR) qui vise 5 % d'artificialisation. Or, la Région et l'État visent 3,5 %. Le Syndicat argumente notamment :

- que l'Avesnois représente un des rares secteurs de la région à posséder de l'espace,
- que l'Arrondissement a besoin de logements pour maintenir sa population. Le président rappelle à ce sujet que depuis longtemps les services de l'État ont en tête le déclin de l'arrondissement, se basant notamment sur les chiffres de l'INSEE de 2000 qui prévoyaient moins de 200 000 habitants. Or, les chiffres actuels démontrent que l'arrondissement a stabilisé sa population (230 000 habitants), que c'est capital et qu'il faut maintenir ce cap.
- que le SCoT prévoit de construire en priorité dans l'enveloppe urbaine existante en réhabilitant des friches notamment, en réhabilitant également des logements mal adaptés ; et urbanisera pour produire 650 logements/an, afin de maintenir sa population (ce qui est peu puisque à l'échelle de l'AMVS, il s'agit déjà actuellement de 450 logements/an).

Rémi Pauvros conclut qu'il s'agit d'être à la fois raisonnable et volontaire.

Marie-Sophie Lesne, Conseillère régionale

Il est important de bien comprendre les choses et de pouvoir les "toucher du doigt". Nous sommes dans une situation très complexe. D'un côté la Région et l'État considèrent l'Avesnois comme un territoire en déclin, de l'autre, il existe des pressions écologistes de plus en plus fortes, à savoir limiter l'artificialisation. Nous devons donc nous battre pour limiter ces contraintes, au-delà de toute appartenance politique. Parce que le SCoT est contraignant, alors bien sûr on peut y placer une ambition, mais dans les faits, il l'est, de par la loi même, et cette loi on ne peut s'en exonérer. J'insiste sur un point : nous ne sommes pas n'importe quel arrondissement en France, ni même au sein de la région. Nous totalisons, avec le Calaisis, le plus fort taux de chômage. Je suis contente que tout cela puisse être entendu ce soir devant une si nombreuse assemblée, parce que nous nous battons depuis longtemps pour faire entendre notre situation. Sur l'artificialisation, les 5 % ont été adoptés par le Syndicat, dont je ne fais pas partie du reste, mais il faut garder à l'esprit que ce 5 % représente l'hypothèse la moins contraignante.

Il faut savoir, pour exemple, que nous avons consommé sur le Quercitain, ces 10 dernières années, et principalement pour l'habitat puisque l'on voit que le développement économique n'est pas réalisé, nous avons consommé 204 ha. Cela signifie que nous aurons 96 ha pour les 10 années à venir. Cela va être très difficile. Et le développement économique peut être un point de discord. On nous impose la fusion de trois intercommunalités, et trois intercommunalités peu riches (Mormal/Maroilles, le Quercitain et le Bavaisis) et bien nous revendiquons, nous, de bénéficier de conditions permettant notre développement économique. Enfin, l'aire de grand rassemblement est une réelle préoccupation, nous sommes satisfaits ce soir d'avoir eu une explication nette et sans bavure et vous en remercions, Monsieur le député-maire, parce que ces éléments, nous ne les avons pas !

Intervenant 9

Quelles sont les variables d'ajustement concernant l'artificialisation ? Il y a des disparités sur le territoire, en terme de démographie par exemple, sur le Quercitain notamment. Si le curseur, c'est la population, quelles capacités aurons-nous sur des communes comme la nôtre (Wagnies-le-Petit) si notre projet de développement économique (la zone d'activités de Wagnies-le-Grand) fonctionne ?

Il est vrai que nous avons des spécificités. Sur le Quercitain, on m'a fait remarquer notamment la spécificité du bâti en "linéaire" comme on dit. Or, lorsque l'on parle d'enveloppe urbaine, je dis bien enveloppe urbaine, qui existe déjà donc, et qui n'entre pas dans l'artificialisation, il est parfois difficile de parler de centre... Il faut garder la règle des 50 m pour les villages et bourgs mais peut-être pourrions-nous réduire cet intercalaire pour les secteurs comme ceux que nous venons d'évoquer. Il me semble que c'est juridiquement possible et que cela pourrait répondre à vos préoccupations, notamment. Nous allons y travailler avec nos rédacteurs.

Alain Frehaut, maire de Bavay

Je reviens sur ce variable d'ajustement. Je l'espère, car si l'on prend l'exemple de Bavay, en 10 ans nous avons artificialisé 2 ha ! Et je suis optimiste. Alors pourquoi, eh bien par ce que lorsqu'on a voulu construire des logements à Bavay, nous sommes tombés sur notre histoire, notre histoire gallo-romaine, nous avons des dents creuses mais nous n'en ferons rien. Comment allons-nous pouvoir noter cette spécificité ? J'ai souligné ce fait depuis longtemps, j'espère que l'on en tiendra compte.

Intervenant 11

Que voulez-vous dire par zones activités existantes ?

Bruno Gellereau

Il s'agit bien des zones inscrites, aux PLU notamment, et construites, c'est-à-dire qui possèdent un certain nombre d'activités.

Intervenant 12

Qu'en est-il du haut débit ?

Rémi Pauvros

C'est tout à fait d'actualité, il se prépare un plan très important concernant le haut débit. Je pense notamment que le développement des TPE/PME va se jouer sur cette carte du haut débit. Il y a par exemple à Bruxelles, pas mal de PME qui quittent le centre et s'installent dans des secteurs moins denses.

Intervenant 13

Cet intervenant s'interroge sur la pertinence de l'enveloppe de 160 ha réservée au développement des carrières et pense que ce projet nécessiterait des études plus approfondies.

M. Guy Wanderpepen (association ATTAC)

Concernant le projet ferroviaire (Railenium, NDLR) nous avons fait des propositions, sur l'ancienne base militaire aérienne de Cambrai, par exemple. On justifie le projet par la création d'emplois, mais c'est infime, alors que l'on va détruire et déstructurer des exploitations et que le projet va demander de gros investissements financiers que nous, citoyens, devons supporter : l'étude d'impact, l'enquête publique le remembrement... Nous faisons des propositions, elles ne sont jamais étudiées. Ce projet se fait sans aucune concertation, nous constituons des pétitions, les riverains de Bachant, d'Aulnoyes, tous ces gens concernés qui ne sont pas écoutés. L'emploi, vous vous en moquez ! Il y a bien d'autres moyens pour créer de l'emploi en Avesnois, premièrement en arrêtant systématiquement de localiser les développements (comme celui à venir sur le textile par exemple) sur la métropole !

Rémi Pauvros

Je connais vos positions que vous avez notamment déjà exprimées la semaine dernière à Avesnes. Il y a un point sur lequel je ne peux vous laisser dire : l'emploi, je ne m'en moque absolument pas !

On peut rêver d'un territoire protégé sur lequel il ne se passe plus rien. On peut vouloir laisser se concentrer tous les emplois sur Valenciennes et que le Quercitain devienne une cité dortoir... ce n'est pas ce que nous voulons. Vos élus ne veulent pas voir leurs jeunes partir pour voir une population vieillir. Sur Maubeuge, nous n'avons quasiment plus de classe moyenne. Réfléchissez à cela. Sur le projet que vous évoquez, vous savez que le préfet mène la concertation. Si le projet initial a traumatisé le secteur, le projet actuel est complètement différent.

Le Développement durable, ce n'est pas ne plus rien faire, c'est mettre le progrès au service des citoyens, ce développement passe par les projets, Railenium y compris. J'ai reçu les agriculteurs sur le sujet, mais la concertation c'est le préfet. Attendons ce travail. Je vous réponds un peu avec force monsieur, mais moi je crois à l'avenir de notre territoire.

Je vois qu'il n'y a plus d'intervention. Je souligne tout de même que nous n'avons pas abordé le sujet des zones commerciales. Des élus pensent que l'avenir c'est des superficies de centres commerciaux. Il me semble que si nous ne revoyons pas nos prétentions cela ne passera pas.

Un intervenant encore, le maire de Maroilles, s'interroge sur le sens de la centralité, notamment concernant les implantations de commerces.

Lucile Hamoignon, ADUS

Il s'agit de l'implantation des commerces de 1 000 m². Nous devons veiller à un équilibre entre les grandes centralités et les zones en périphéries. Ce qui a été défini, ce sont les centralités qui accueilleront des commerces de + de 1 000 m².

Toutes les autres communes, et l'on parle de centralité lorsque l'on fait référence aux services, aux équipements, aux écoles, donc petites ou grandes, pourront accueillir des commerces de proximité, c'est l'orientation validée.

IV - CONCLUSION (Rémi Pauvros)

On ne s'en sortira pas tout seul. Il y a une zone urbaine, un centre administratif, un secteur rural. La principale faiblesse de l'arrondissement a été depuis longtemps de ne pas porter de projets communs, l'avenir, et d'ailleurs Pierre Mauroy nous le rappelait si souvent, passe pourtant par notre rassemblement autour d'un projet pour l'Avesnois, le nombre de fois où il nous a appelé à nous rassembler ! Alors, je sais bien que tout n'est pas si facile, ce n'est pas un monde de bisounours ! Mais nous devons trouver cet équilibre. À ce titre, je veux remercier tous les élus qui ont travaillé dans ce sens.

Ce soir nous avons eu un échange, nous n'avons pas de décision et nous avons entendu les préoccupations.

SCOT SAMBRE AVESNOIS

REUNION PUBLIQUE

JEUDI 20 JUIN 2013

Communauté de d'agglomération Maubeuge-Val de Sambre,
Communauté de communes Sambre Avesnois,
Communauté de communes Nord Maubeuge,
Communauté de communes frontalière Nord-Est-Avesnois

Maubeuge, 19 h – Maison Folie, place Vauban

COMPTE RENDU

La séance se déroule sous la présidence de Monsieur Rémi Pauvros, président du Syndicat mixte du SCoT Sambre Avesnois, député-maire de Maubeuge.

La réunion rassemble une cinquantaine de participants dont 44 se sont inscrits sur le registre de présence. Parmi eux, des élus, citoyens et des représentants d'associations. Aucun participant n'a formulé de remarque par écrit sur le registre d'expression présenté à l'accueil.

La séance dure 2 h 15 (dont 30 mm dédiées la présentation du D00 par l'ADUS).

P.J. : diaporama de présentation du D00

LES INTERVENANTS

Pour le bureau d'études :
Mme BAUDIN, Empreinte communication

Pour l'ADUS
Mme Lucile HAMOIGNON

I - INTRODUCTION (Monsieur Pauvros)

Monsieur Pauvros, président du Syndicat mixte, accueille les participants et les remercie de leur présence dans le cadre de cette réunion publique consacrée à la présentation du Document d'orientation et d'objectifs ; il excuse par ailleurs l'absence de Monsieur Gellereau, en charge des études relatives au SCoT et indique que la présentation du DDO sera ainsi faite par Mademoiselle Hamoignon, chargée de mission SCoT à L'ADUS (Agence d'urbanisme).

Monsieur Pauvros rappelle que le SCoT est un document imposé par la loi et opposable, notamment son volet réglementaire -le DDO, aux documents d'urbanisme tels que les PLU. Il précise que le SCoT est un document qui fixe des orientations générales, qui ne va pas définir commune par commune les règles d'urbanisme qui relèvent, elles, des PLU, de la compétence des municipalités. Il rappelle encore l'origine de la création du Syndicat mixte pour porter ce projet de SCoT à l'échelle de l'arrondissement, des 151 communes et plus de 230 000 habitants, et non dans le cadre d'un périmètre restreint à l'agglomération -pour exemple ; le choix d'une présidence partagée entre deux élus de formation politique différente dans un vœux de rassemblement pour l'avenir de l'Avesnois, le pilotage du SCoT étant assuré par lui-même et le vice-président, Monsieur Alain Poyart.

L'objectif étant d'assumer, enfin, une vision commune et partagée de l'avenir du territoire de la Sambre Avesnois. C'est l'affirmation que ce SCoT dépasse les clivages politiques et rassemble toutes les préoccupations.

Nous devons avoir en tête que l'INSEE disait, en 2000 pour une prévision à 2020 : "l'Avesnois : moins de 200 000 habitants, l'agglomération centre : moins de 100 000, Maubeuge : moins de 20 000 habitants !"

Nous voulons affirmer, préserver ce qui constitue une carte majeure : un équilibre entre activités économiques, zones urbaines à consolider et à conforter, et un espace rural tout à fait intéressant, les bocages, notamment protégés par le PNR. C'est un atout majeur, cet équilibre, et nous souhaitons le marquer dans les choix pour les 20 ans à venir.

Nous avons approuvé le Plan climat (pour assurer les équilibres environnementaux), nous sommes dans la dernière phase, avant l'arrêt de projet prévu à la mi-juillet. Ensuite, nous amorcerons la procédure plus administrative : la validation de l'État et de la Région, entre autres, et l'enquête publique. Mais notre volonté est de boucler ce projet avant les prochaines élections municipales, car entre la mise en place d'un nouveau comité, des délégués etc., et la mise en place de la réforme territoriale, nous partirions sur une échéance à 2014/2015, ce qui n'est pas envisageable sérieusement. Par ailleurs, nous devons négocier nos subventions européennes et l'absence de vision commune pour notre territoire serait un réel handicap.

Au sein du SCoT, nous avons deux sujets sensibles : le niveau d'artificialisation, nous nous sommes mis d'accords sur 5 %, c'est-à-dire le seuil de la charte du PNR. C'est donc en deçà de ce que nous avons consommé dans les 10 dernières années. Pourtant, la Région et l'État sont réservés et préconisent plus le 3,5 %, qui est la règle générale. Nous sommes donc en plein débat.

Le second, est celui des centres commerciaux, c'est-à-dire le DAC (Document d'Aménagement Commercial) par lequel on fixe les possibilités d'aménagement commercial. Et là, chacun veut sa grande surface sur son secteur ! Ce n'est pourtant pas raisonnable. La CCI a fait une étude qui est plus sévère que nos propositions que nous devrions limiter. Cela reste également en débat.

Deux autres éléments restent sensibles, et nous devons pourtant les inscrire à notre document : Railenium et l'aire de grand rassemblement. Et sur ce dernier point, nous avons vécu un grand débat lors de la réunion particulièrement animée à ce sujet, à Le Quesnoy, la semaine dernière.

Voilà les débats qu'il nous reste à trancher entre nous.

Mais ce SCoT, c'est la responsabilité de notre génération pour les générations à venir.

Pour revenir aux prévisions de l'INSEE : elles sont fausses. Nous savons aujourd'hui que notre population est stabilisée (à 230 000 habitants).

Intervenant 1

Concernant les énergies renouvelables, vous avez prévu de d'y développer l'éolien, alors que la majorité des communes sont contre !

Rémi Pauvros

Nous ne pouvons pas exclure l'éolien. Il y a des communes qui peuvent être porteuses de projets. Personnellement, je n'y suis pas favorable, en particulier si l'on pense à notre patrimoine paysager, le bocage. Mais nous ne devons pas l'exclure, même pour une infime partie du territoire. Nous savons que ce n'est pas ce que la majorité des élus souhaite.

Intervenant 2

Comment justifiez-vous le choix de Bachant pour la boucle ferroviaire ?

Rémi Pauvros

Une concertation est engagée sous l'autorité du sous-préfet (qui m'avait par ailleurs assuré de sa présence ce soir). L'implantation exacte de Railenium, ce n'est pas la responsabilité du SCoT. Elle dépendra des communes concer-

nées notamment. En revanche, le SCoT doit indiquer l'existence du projet et sa consommation de foncier à venir, soit de l'ordre de 70 ha. Le projet a été porté sur un territoire qui a une culture cheminote. Si nous n'apportons pas au ferroviaire la capacité de son développement, nous prenons un risque stratégique pour les futures générations, nous enverrons nos enfants en Chine ou ailleurs. Je ne me sens pas l'autorité, ici au sein du SCoT, d'indiquer une position sur un tracé ou un autre. La concertation est en marche, il s'agira de la responsabilité des communes.

Intervenant 3

Et les populations concernées ? Je suis à 150 m de la boucle, je fais comment ?

Rémi Pavvros

Les populations seront également concertées.

Intervenant 4

Et les captages ? Ils vont être supprimés !

Rémi Pavvros demande alors aux multiples intervenants de prendre la parole chacun à leur tour et de permettre un débat structuré.

Intervenant 5

Vous parlez de la culture ferroviaire sur ce secteur, mais rappelons-nous que l'origine de Bachant, c'est le "bas des champs", c'est la culture agricole, et vous allez saccager une plaine, 70 ha (et c'est au minimum) entretenus depuis des générations. À 50 km la base aérienne de Cambrai permettrait d'utiliser une friche sans foutre en l'air une plaine agricole ! Alors, on nous abreuve d'arguments, mais nous ne pensons pas que ce soit un choix judicieux ; on nous a indiqué au départ que cet emplacement allait nous faire économiser plus de 2 km de voies (sur les 7 prévus) et utiliser des friches agricoles. On en revient aujourd'hui : on ne va pas réduire le nombre de km et en plus on ne sait plus si on va pouvoir utiliser les quelques hectares de friches...

Nous avons déjà contacté votre directeur de cabinet qui a pris note de nos interrogations, mais nous n'avons toujours pas de réponses à nos questions.

Intervenant 6

L'artificialisation de 900 ha qui logiquement produisent, comment allons les remplacer, que cela représente-t-il en pain ? Beurre ? Lait...

Intervenant 7

Alors, je pense qu'effectivement, même si ce projet peut être intéressant et que nous ne souhaitons pas encoder nos enfants en Chine, il me semble qu'il n'est pas idéalement situé. Il faut préserver ce que nous avons de plus beau chez nous. Le ferroviaire est peut être historique mais nos terres sont importantes et il faut réfléchir à la chose, et peut être faire machine arrière.

Monsieur Lainet

Je me répète, mais j'ai l'impression que le constat, pour le territoire, n'a pas été fait, ou peut-être uniquement sur plan ou simplement vu d'avion ! Pour Railenium, c'est pareil !

On ne peut pas constamment viser et courir tous les lièvres à la fois. On ne peut pas toujours viser l'économiquement durable. La réalité c'est la filière bois, la filière pierre ou lait, quels vont être les développements ? Il n'y a jamais de volonté précise ; et lorsqu'il y a des scandales : on minimise !

La 2x2 voies et les problématiques de la ressource en eau : on ne sait même pas où les poisons vont arriver...

Monsieur Lainet qui est intervenu sur l'ensemble des réunions publiques du SCoT, reprend l'ensemble de ses développements précédemment faits : l'eau, le développement économique, les risques environnementaux, etc. Il conclut sur le projet Railenium indiquant que la concertation reste "une vaste rigolade"...

Rémi Pavvros

La peur, l'incompétence, le populisme... tout cela nous connaissons par cœur Monsieur Lainet ! Nous vous entendons depuis un certain moment. Mais je n'entends toujours aucune proposition, jamais rien de constructif !

Nous devons avoir des projets rassembleurs, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, évidemment !

La concertation, elle existe. Elle n'est pas pour vous "endormir" ! Bien sûr, le projet va toucher des terres, et bien sûr, personne ne sera d'accord. Et il y a des positions, celles des agriculteurs qui sont légitimes, bien sûr, mais nous devons pourtant aboutir, par la négociation et la conciliation, chercher des solutions. Ce débat, il faut l'avoir, non pas dans un rapport de force, mais par la discussion. C'est la seule solution. Quelles sont les conséquences en terme économique ? Les nuisances ? etc. On aboutit ou pas. Et c'est le rôle du sous-préfet, sur le terrain. Je ne peux pas, en tant que président du Syndicat, aller plus loin sur ce projet. Mais notre responsabilité est d'inscrire le projet au SCoT. Le tracé, je n'en sais rien et n'ai pas produit de carte sur notre document, vous le constaterez !

Sur les 900 ha, nous avons confié une étude à la chambre d'agriculture et nous devons être prudents.

La position que j'ai défendue et qui a été entendue à l'unanimité, en conseil syndical, c'est d'utiliser l'enveloppe urbaine, en priorité. Nous avons des besoins, notamment en logements, mais nous ne devons pas faire n'importe quoi.

Nous avons évoqué, dans le Quercitain, par exemple la semaine dernière, la spécificité du secteur : la construction en "linéaire", dont nous devons tenir compte dans notre document.

Nous travaillons sur ces sujets en direct avec le monde agricole, car il faut encore que nous puissions maintenir nos exploitations ! Les projets que nous soutenons en matière de développement de la qualité, des circuits courts, pour exemples, vont dans ce sens.

Enfin, pour vous répondre sur la base de Cambrai, il me semble que ce n'est absolument pas envisageable techniquement. A priori, cela ne fonctionne pas.

Intervenant 5

Le problème, c'est que l'on nous dit que ce n'est pas possible mais l'étude n'a pas été faite. C'est différent !

Rémi Pavros

En tant que parlementaire, je peux poser la question. Si ce point n'est pas éclairci, nous pouvons le demander. Bon, il faut rappeler que la vocation du secteur de Cambrai, c'est plutôt l'agroalimentaire.

Pour conclure sur ces points, l'argument que l'on voudrait faire du territoire une "réserve d'indiens", (je reprends l'expression utilisée largement dans la presse, vous l'avez vu), ce n'est pas notre ambition ! Nous ne voulons pas marquer la différence entre secteur rural et secteur urbain. Ce n'est pas les uns contre les autres, nous avons tous un pied dans l'un et l'autre secteur. Nous profitons tous des services. Nous devons maintenir cet équilibre.

Monsieur Wanderpepen (association ATTAQ)

J'ai l'impression de revenir 70 ans en arrière. Cela me fait penser aux accords de Munich. Avec des conséquences beaucoup plus graves. Car l'environnement est menacé par votre politique. Je soulève Railenium, mais nous avons beaucoup d'autres préoccupations : Notre Dame des Landes, les gaz de schiste, notre ressource en eau, et votre politique, celle que vous conduisez, sert des objectifs financiers et pas l'intérêt général. Les milliardaires augmentent et la misère augmente ; vous ne représentez plus nos intérêts !

Rémi Pavros

Monsieur Wanderpepen, je vous connais bien et votre numéro également ! C'est le même à chaque fois. Tout le monde mérite le respect, et au-delà des clivages politiques. Je ne peux pas laisser passer vos invectives, elles n'ont aucun fondement !

L'antiparlementarisme, c'est aussi vieux que l'extrême droite et je ne mange pas de ce pain-là. Je suis aussi un démocrate ! Nous sommes ici des élus qui vous respectons. Ce que vous ne faites pas ; je ne l'accepte pas.

Intervenant, Maire de Rousies

Je suis élu et délégué au Syndicat mixte du SCoT. Je n'admets pas de tels propos, nous sommes ici pour échanger, pas pour se taper l'un sur l'autre. Nous avons mené de nombreuses réunions, les élus donnent beaucoup d'eux, pour le bien de tous.

Monsieur le président, je me fais le porte-parole des transporteurs, qu'en est-il de nos projets routiers ?

Rémi Pavros

Il faut porter les dossiers, et nous le faisons. Vers Charleroi et sur le contournement de Maubeuge. Alors sur ce point, ne me demandez pas le tracé ! Lorsque nous aurons un accord de projet et les financements, nous pourrons travailler concrètement sur le tracé. C'est déterminant pour notre avenir, et les pas que nous avons effectués depuis un an sont importants. Ce qui est important sur notre document est d'afficher que nos engagements sont pris, pour les investisseurs, c'est capital. C'est ce qu'ils regarderont. Nos développements en centres-villes, nos capacités d'attractivité, que nous pouvons demain être un grand territoire, avec un grand espace naturel et un grand espace agricole. C'est cet équilibre qui va nous rendre forts, je le crois.

Intervenant 8

J'habite à Feignies sur la RD 649, où le tronçon devrait-il passer ?

Rémi Pavros

Je me refuse à faire des pronostics sans décision de prise.

C'est le meilleur moyen pour que les choses ne se fassent pas. On nous rétorque ensuite : "de toute façon, ils ne sont pas d'accords...". La méthode, c'est tout d'abord quel est l'objectif ? Un projet pour quoi ? Ensuite, viennent les financements. Ensuite seulement on peut discuter du tracé ! Sinon, on ne s'en sort pas, c'est ce qui s'est passé depuis 30 ans !

Par ailleurs, ce n'est pas la compétence du SCoT, ce sont les PLU, celui de Maubeuge, celui de Feignies. Ce seront des sujets difficiles mais nous n'avons aucun paramètre fiable pour l'instant pour en discuter sérieusement.

Un intervenant précise alors, que l'intervenante précédente faisait référence à une lettre d'expropriation reçue par les services de la DDTM.

Rémi Pavros répond qu'il n'est plus au Conseil général mais que ce n'est pas la façon de traiter un dossier, et qu'il va s'enquérir du sujet.

Il précise, encore : acheter sur un espace ce qui est possible en terme de réserve foncière, c'est une chose, ce qui est différent c'est d'abuser d'une autorité. Si tel est le cas, j'en suis désolé et nous allons nous attacher à traiter ce problème auprès du Conseil général. La méthode, si elle est avérée, est effectivement choquante. En tant que député, je vais interpeller les autorités compétentes, je m'y engage.

Intervenant 9

Concernant l'aire de grand passage, je vous ai entendu à Le Quesnoy, vous avez évoqué les sites possibles retenus, vous avez indiqué que cela ne se ferait pas sur le secteur du Quercitain et rassuré ainsi la population qui était venue en masse. Avez-vous opté pour d'autres secteurs ?

Rémi Pauvros

Je vous répète ce que j'ai déjà dit : il s'avère que personne ne veut de cette aire. Nous avons entre 100 et 200 caravanes à chaque période. Nous sommes prévenus par un pasteur quelques semaines auparavant et nous devons les installer en urgence, ou ils s'installent n'importe où. Il faut gérer et nous n'avons pas de solution, sauf que certains subissent cela tous les ans. Et les autres s'en fichent ! C'est pourtant un problème d'intérêt collectif, mais personne ne veut en parler. Je ne peux que répercuter ce fait, cet état des lieux ! En tant que président du Syndicat mixte, je prends acte que personne n'en veut ! Sur le fond, je pense que nous pourrions trouver des solutions, collectivement. Une installation de 15 jours/trois semaines à gérer, avec un contrat, des défraiements. Cela serait plus démocratique et responsable. Parce que ce sont toujours les mêmes qui subissent les conséquences. Vous êtes citoyens et les problèmes collectifs vous concernent également ; c'est également votre responsabilité. N'hésitez pas à faire des propositions d'intérêt collectif, nous sommes preneurs, et tous les élus ici présents le sont !

Intervenant 10

Il y a des terrains sur Berlaimont : 80 ha en friche, pourquoi ne pas accueillir les gens du voyage sur ces terres ! L'État est propriétaire, les anciens propriétaires sont décédés.

Plusieurs interventions suivront sur le sujet : sur les potentialités de ces terres qui seraient restreintes au regard de leur pollution, qu'elles pourraient être utilisées pour le projet de "boucle ferroviaire"...

Rémi Pauvros répondra ne pas connaître cette situation. Il conclura sur le sujet de l'aire de grand passage en indiquant qu'il s'agit d'un point très annexe du SCoT.

"Vous n'avez pas évoqué les zones d'aménagement commercial : je suis pourtant convaincu que cela nourrira encore des échanges.

Intervenant 5

Je reviens sur Railenium : si le projet devait consommer plus des 70 ha ? Cela remettrait-il en question son fondement ?

Rémi Pauvros

Pour conclure sur ce point, je dirais que l'on ne peut pas raisonnablement porter un projet si technique, aussi complexe, sans répondre aux questions posées. Et si l'on a demandé au sous-préfet de reprendre la concertation, c'est bien pour traiter ces "faiblesses". Vos interrogations sont légitimes. Nous allons laisser le sous-préfet avancer, et je vais faire remonter les préoccupations exprimées, sachant que le projet actuel est un projet différent, restreint, avec moins de km, une vitesse réduite. C'est un projet complètement différent des propositions précédentes, sur d'autres secteurs notamment. L'autre pays en capacité d'accueillir ce projet c'est la Tchéquie...

Les intervenants reprennent une série d'interrogations sur le sujet, Monsieur Pauvros réitère ses propos en invitant la salle à conclure.

IV - CONCLUSION

Monsieur Pauvros remercie les participants de leur présence et des échanges produits, rappelant que les interventions seront consignées, à l'instar des précédentes réunions.

NB. : à l'issue de la réunion et du rafraichissement proposé, le président sera encore sollicité pendant plus d'une demi-heure par un groupe de 5/6 participants sur les préoccupations relatives au projet Railenium.

SCOT SAMBRE AVESNOIS

SYNTHÈSE DES REUNIONS PUBLIQUES PRESENTATION DU DOO, JUIN 2013.

LES INTERVENTIONS MAJEURES

Très significativement, les trois réunions ont porté des débats spécifiques qui ont mobilisé la majeure partie des séances :

- la question de l'artificialisation, particulièrement la crainte de subir une restriction des développements des secteurs ruraux de l'arrondissement,
- l'opposition à l'inscription d'une aire de grand rassemblement pour les gens du voyage sur l'un ou l'autre des 6 secteurs de l'Arrondissement "potentiellement" ciblés ;
- l'expression d'un grand nombre de préoccupations quant au projet Railenium, notamment sur la "destruction" de terres agricoles.
- des interventions soutenues et récurrentes de deux représentants d'associations en faveur de l'environnement qui pointeront du doigt les risques environnementaux et sociaux engendrés, selon eux, et par les projets mis en œuvre et à venir (consommation de foncier, appauvrissement de la ressource en eau, pollution des terres, précarisation des populations...).

SUR L'ARTIFICIALISATION DES TERRES

Les questionnements sur l'enveloppe foncière vouée à l'urbanisation, posés à l'occasion des précédentes réunions de mars 2013, ont été réitérés. Les craintes exprimées se cristallisent sur l'avenir des secteurs ruraux, qui voient leurs possibilités de développement plus que restreintes par le SCoT. D'une façon générale, les élus souhaitent témoigner de leurs difficultés croissantes à conduire des projets au regard d'une réglementation de plus en plus dure et complexe.

- L'éclairage du syndicat mixte (le président, R. Pauvros)

Le document est ce qu'on appelle "opposable", c'est-à-dire qu'il fixe les règles d'aménagement qui s'imposeront sur le périmètre du SCoT, sachant que les communautés de communes et/ou communes restent maître de l'aménagement de leurs secteurs, via les PLU et PLUi en particulier, le SCoT fixant les orientations générales.

Une nouvelle loi (la loi ENE, dite Grenelle II) votée en 2010 a modifié certains principes et amène les collectivités à prendre leur destin en main : quel projet porter pour l'avenir de leur territoire ? Trop souvent, le projet est perçu comme négatif, contraignant, non il s'agit pour les élus de l'Avesnois de pouvoir afficher leur ambition.

Le président répondra que d'une part le choix du Syndicat mixte a été celui d'un pilotage commun assuré par lui-même et Alain Poyart, vice-président, dont les appartenances sont diverses. Que d'autre part, l'ensemble des EPCI sont pleinement associés au projet, depuis le départ et que cette organisation collégiale est induite au regard de la grandeur du territoire (151 communes). Enfin, il précise que l'Avesnois a souffert durant trop longtemps d'un manque de vision commune, de porter des projets d'une même voix. Il ajoute que cette volonté commune sera décisive dans les négociations à venir pour l'attribution des subventions européennes, et que les territoires qui auront su porter leur projet commun auront un avantage certain.

Le projet fixe ainsi la volonté de préserver ce qui constitue une carte majeure pour l'Avesnois : un équilibre entre activités économiques, zones urbaines à consolider et à conforter, et un espace rural tout à fait intéressant, les bocages, notamment protégés par le PNR.

Enfin, le document présenté ce soir a été validé à l'unanimité par les élus du syndicat mixte, comme l'ont été les documents précédents, notamment le PADD.

SUR LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX EN GÉNÉRAL

Les deux interventions majeures ayant été portées, pour chacune des trois séances, par Messieurs Lainet et M. Wanderpepen (ATTAQ)

Monsieur Lainet réitère et complète ses propos tenus en mars, à savoir que le diagnostic du territoire n'a pas été réalisé concrètement, que les projets présentés (boucle ferroviaire, projets routiers) ne permettront pas d'atteindre les objectifs en termes d'emploi ou de modes de déplacements alternatifs. L'intervenant déplore encore que les filières bois, lait et pierre, ainsi que les énergies renouvelables, ne fassent pas l'objet de projet de développement plus concret en terme d'emploi. Il précise enfin ne pas avoir entendu suffisamment évoquer la thématique des déchets et de la méthanisation.

Monsieur Wanderpepen évoquera particulièrement le projet Railenium indiquant qu'il impactera les ressources des générations futures et ne sera, finalement, pas générateur d'emploi. Il évoquera de nombreux autres sujets (le gaz de schistes ou des projets nationaux n'ayant pas d'objet avec le SCoT de la Sambre Avesnois) sur les mêmes critères (risque environnemental majeur à venir). Enfin, Monsieur Wanderpepen, précise que via les pétitions et associations, les citoyens du territoire et plus largement de la région s'opposent fermement au projet Railenium, proposant notamment d'étudier une implantation sur l'ancienne base aérienne de Cambrai, et que ces propositions ne sont pas écoutées. D'une façon générale, sur ces sujets, il note le manque de concertation avec la population concernée. Enfin, M. Wanderpepen s'interroge sur la position de l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, dans sa proposition d'artificialisation à 5 % (il citera en particulier la position de la présidente de l'ADUS en conseil communautaire, relayée récemment par la presse) quand l'État (précise-t-il) vise un objectif de 3 à 3,5 %.

Sur le projet RAILENIUM

Les interventions des deux représentants d'association ont été complétées, en particulier à Maubeuge le jeudi 20 juin, par un groupe de participants constitué en "collectif spontané" étant intervenu exclusivement sur le sujet. La dizaine de citoyens a ainsi évoqué la gestion globale du projet et de la concertation, déplorant qu'aucune réponse, depuis trois ans, n'ait été apportée aux interrogations posées ; que la proposition d'implantation sur la base de Cambrai a été jugée impossible sans qu'aucune étude ne vienne justifier cette position. Ce collectif précise encore qu'aucune information technique n'est traitée auprès des riverains concernés ; que la consommation estimée (70 ha) serait en deçà du besoin réel. Enfin, la préoccupation centrale est le risque de détruire une plaine entretenue et protégée depuis des générations pour un projet, qui au final, générerait peu d'emplois.

• L'éclairage du syndicat mixte (le président, R. Pauvros)

En réponse aux représentants d'associations, Monsieur Pauvros indique que s'il comprend le sens des interventions. Il déplore les invectives et la contestation permanente sans qu'une attitude d'échange et de dialogue n'émerge jamais.

Sur le fond, il rappelle le taux de chômage extrêmement important et les difficultés économiques croissantes des populations du territoire. La responsabilité des élus est ainsi, en particulier pour les générations à venir, de faire en sorte que le territoire soit capable, à travers le choix des élus, de faciliter et d'accompagner la création d'emplois. Et c'est cette vision que porte le projet de SCoT. Sur la question général de l'environnement, il rappelle que le plan climat et ses orientations ont été votées à l'unanimité, et qu'il est en marche, que les enjeux climatiques et énergétiques sont très largement intégrés à la stratégie du SCoT (il évoquera également le fait que l'AMVS porte un très grand projet de méthanisation). Dans le même esprit, il souligne le travail et les projets en faveur des circuits courts alimentaires.

Sur le projet Railenium, Monsieur Pauvros rappelle que le sous-préfet a repris la concertation. Il s'agit d'un projet qui, effectivement, peut consommer un certain nombre de terres agricoles, les agriculteurs concernés ayant d'ailleurs été rencontrés. Il s'agit d'un projet qui doit permettre d'améliorer la compétitivité ferroviaire, le développement intelligent, sécurisé de l'utilisation du train (en terme écologique plus intéressant). Si les projets n'émergent pas, c'est la concurrence tchèque ou chinoise, ou encore japonaise qui s'imposera sur ce marché. Il faut ainsi trouver les équilibres et les compromis.

Sur l'artificialisation. Le syndicat a opté pour 5 % d'artificialisation, par période de 10 ans. 5 % c'est le seuil de la charte du Parc régional, déjà fixé. Il confirme qu'effectivement le syndicat n'est pas d'accord sur les 3 % annoncés et travaille jusqu'à l'arrêt de projet dans ce sens.

Il précise enfin que la négociation engagée et présentée en Conseil syndical du 30 mai dernier argumente notamment :

- que l'Avesnois représente un des rares secteurs de la région à posséder de l'espace,
- que l'Arrondissement a besoin de logements pour maintenir sa population (si les chiffres de l'INSEE de 2000 prévoyaient un déclin de population -moins de 200 000 habitants à 2020- les chiffres actuels démontrent que l'arrondissement a stabilisé sa population (à 230 000 habitants), il faut maintenir le cap donc ;
- que le SCoT prévoit de construire en priorité dans l'enveloppe urbaine existante et urbanisera pour produire 650 logements/an, afin de maintenir sa population.

Sur l'aire de grand rassemblement des gens du voyage, le président précise, à Le Quesnoy notamment, que les élus du Syndicat mixte ne proposeront pas un terrain situé dans le secteur de Le Quesnoy pour cette aire. Il rappelle le

contexte : un travail a été fait par les bureaux d'études pour identifier des terrains possibles, car le Syndicat est tenu d'avoir, au moins sur l'arrondissement d'Avesnes, un terrain qui peut accueillir (sur quelques semaines annuellement) les grands passages qui rejoignent les rassemblements religieux dans l'est. C'est la réglementation, c'est une compétence d'État, mais le Syndicat, dans le cadre du SCoT, doit proposer des terrains.

SCoT SAMBRE AVESNOIS

Synthèse des éléments du Document d’Orientation et d’Objectifs (DOO)



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Présentation générale

RAPPORT
DE PRÉSENTATION

PROJET D'AMÉNAGEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

DOCUMENT D'ORIENTATION
ET D'OBJECTIFS

Se traduisent en terme
d'aménagement sur les
thématiques suivantes :

Se traduisent
réglementairement

DIAGNOSTIC
(socio-économique)
+
ÉTAT INITIAL
DE L'ENVIRONNEMENT

ENJEUX
TERRITORIAUX
ENJEUX GLOBAUX

7 OBJECTIFS
POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET L'AMÉNAGEMENT
DE LA SAMBRE AVESNOIS

4 THÉMATIQUES
AMÉNAGEMENT
URBAIN
(habitat/équipements)
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
DÉPLACEMENTS
ENVIRONNEMENT

D00
AMÉNAGEMENT
URBAIN
(habitat/équipements)
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
DÉPLACEMENTS
ENVIRONNEMENT



Les grands principes inscrits dans le DOO

- **Maîtriser l'urbanisation**
- **Choisir un développement urbain, économique et social équilibré**
- **Replacer le territoire dans une nouvelle dynamique d'échanges et de déplacements**
- **Valoriser l'environnement et prendre soin du cadre de vie**

(Synthèse des éléments du DOO)

La maîtrise de l'urbanisation dans le SCoT SAMBRE AVESNOIS

- Artificialisation
- Enveloppe urbaine



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Grenelle 2 : maîtriser le développement et éviter l'étalement urbain

Principes inscrits dans la Loi du 12 juillet 2010

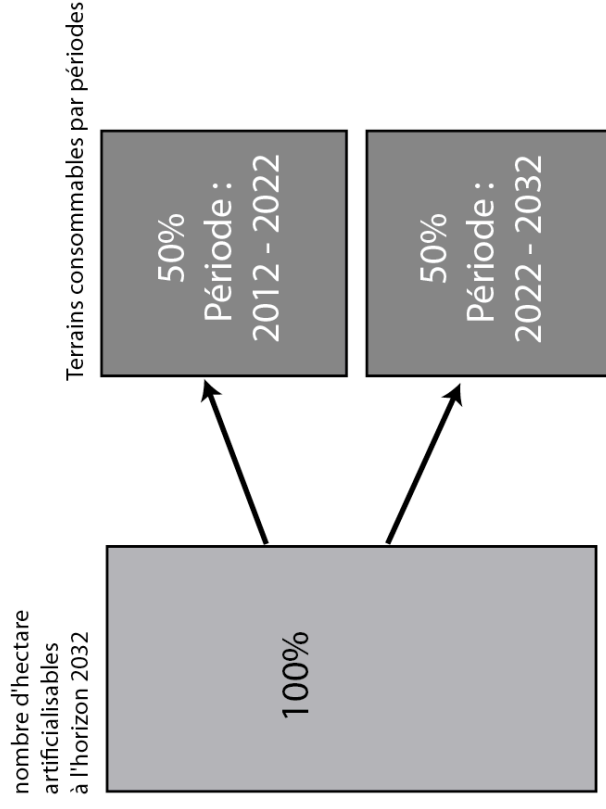
- Limiter quantitativement les possibilités d'extension urbaines
- Réaliser un diagnostic foncier complet de l'existant avant toute inscription d'extensions urbaines
- Définir, dans le SCoT, la limite de consommation d'espace autorisée, en la justifiant par la consommation antérieure (artificialisation)



SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

- Les élus du SCoT ont défini un objectif fixant le maximum d'artificialisation à 5 % par période de 10 ans, au lieu des 7,7 % constatés les 10 dernières années (diminution d'un tiers de l'artificialisation constatée)

A l'échelle du SCoT





SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

Considérer les Grands projet qui s'inscrivent à l'échelle de la région Nord-Pas de Calais

Ces projets ne seront pas pris en compte en tant qu'artificialisation du territoire Sambre Avesnois

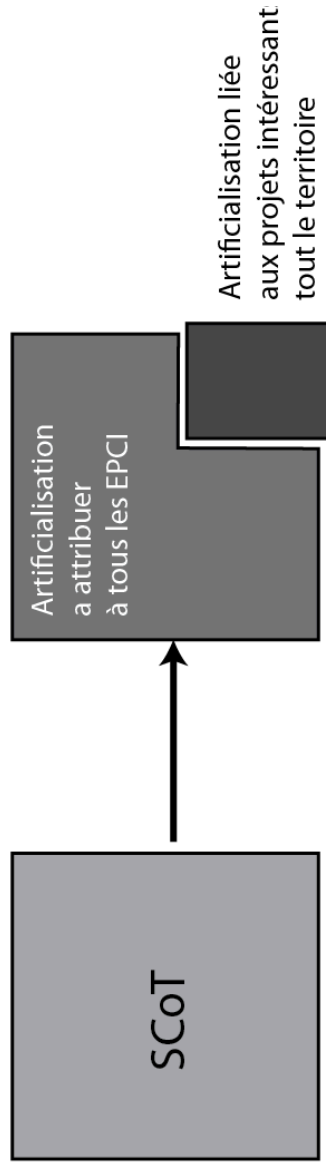
- Projet Railenium : 60 ha
- Sites majeurs d'activités économiques (Grévaux-les-Guides, corridor est, de Maubeuge à Jeumont) : 170 ha
- Mise à deux fois deux voies de la RD 649 : 50 ha



SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

- **Considérer les projets qui intéressent tout le territoire pour ne pas bloquer le développement des communes concernées** (mise à 2 fois 2 voies de la RN2, déviation de RD...)
- **Déduire globalement cette artificialisation à l'échelle du SCoT**

Artificialisation effective ou programmée par période





SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

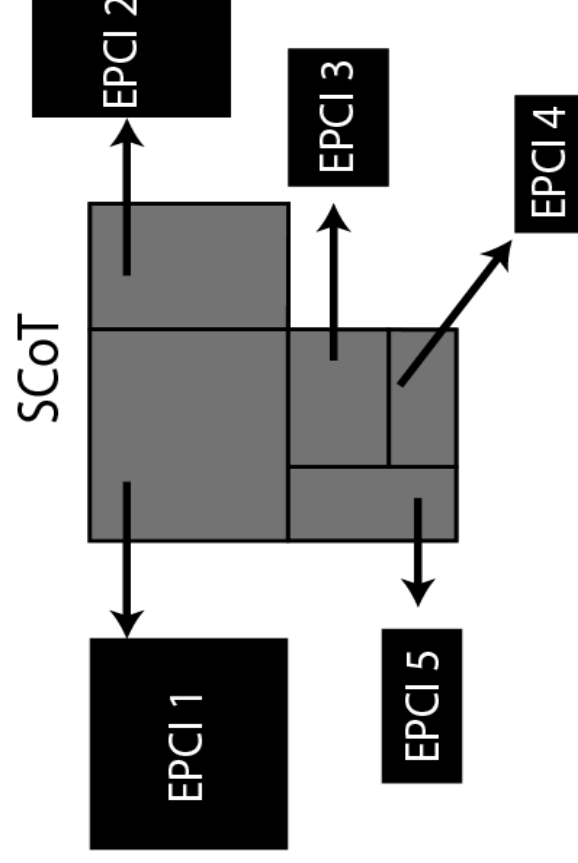
- **Quels peuvent être les projets qui intéressent tout le territoire afin de ne pas bloquer le développement des communes concernées ?**
- Infrastructures routières (RN 2, diverses déviations) : 110 ha
- Carrières : 160 ha
- Site majeur d'activités économiques de La Marlière à Fourmies : 40 ha

**Soit 310 ha sur 20 ans
150 ha sur la période 2012-2022**

SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

- Répartir le solde d'artificialisation autorisée entre les EPCI en fonction de leur poids démographique

Ventilation de l'artificialisation effective ou programmée, autorisée par EPCI en fonction de leur poids démographique





SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

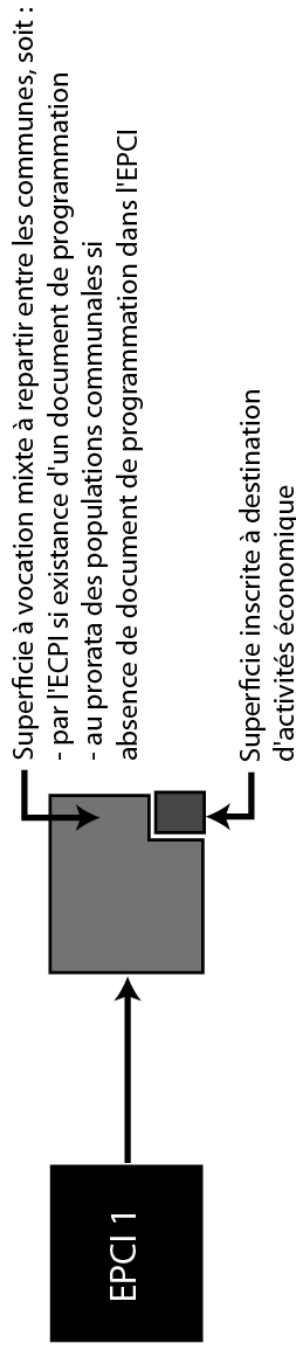
- **La ventilation par EPCI permet :**
 - la mise en place de politiques locales : PLH, transports en commun, zones d'activités économiques, équipements intercommunaux...
 - la prise en compte fine des réalités locales,
 - la prise en compte d'événements pouvant subvenir postérieurement à l'approbation du SCoT.



SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

- **Les EPCI pourront définir eux-mêmes les objectifs maximum de consommation d'espace par commune :**
- les zones d'activités économiques ou les équipements intercommunaux seront déduits globalement de l'artificialisation autorisée à l'EPCI
- le solde sera distribué aux communes en fonction de critères que l'EPCI validera

Ventilation de l'artificialisation dans les EPCI





SCoT : comment exercer cette maîtrise de l'artificialisation ?

Projections d'artificialisation par EPCI issues du SDCI

	Population en 2009		Ventilation de l'artificialisation en ha	
	Nb	%	Période 2012-2022	Période 2022-2032
CA Sambre	128 016	54,6	409,5	425,9
CC Ouest Avesnois	47 979	20,5	153,5	159,7
CC Cœur de l'Avesnois	31 245	13,3	99,7	103,7
CC Fourmies Trélon	27 017	11,6	87	90,5
Total (Projets intéressant tout le territoire)	234 257		750 (150)	780 (160)



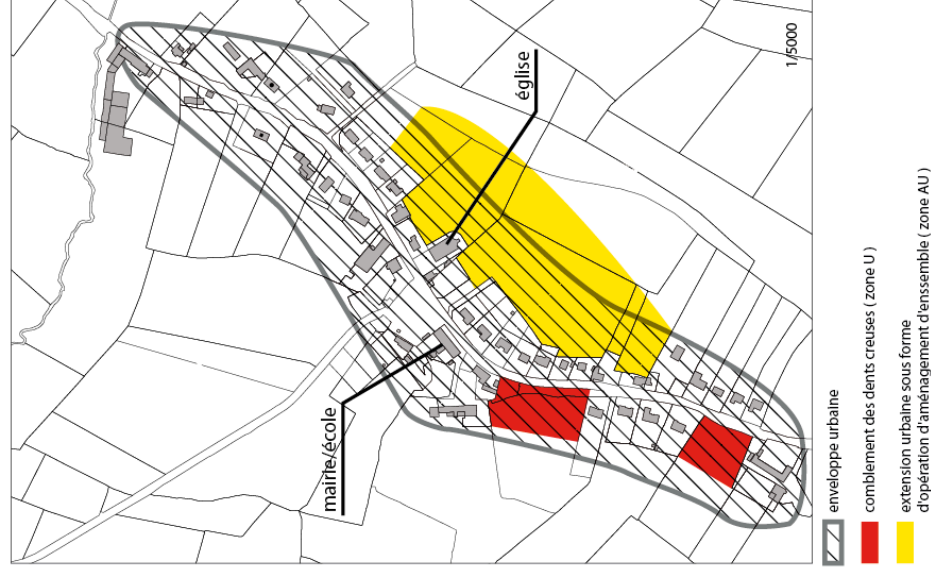
Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain

- Réaliser des diagnostics fonciers complets avant l'adoption des documents d'urbanisme (recensement des dents creuses, des friches, des immeubles vacants...)
- Favoriser le renouvellement urbain et positionner au moins les 2/3 des **projets d'habitat** dans les enveloppes urbaines existantes, à moins d'en démontrer l'impossibilité (les **projets économiques** pourront se développer, sous condition, hors des enveloppes urbaines)
- Conforter l'enveloppe urbaine des noyaux urbains (enveloppes urbaines principales), n'autoriser que le comblement des dents creuses dans les extensions urbaines et les hameaux (enveloppes urbaines secondaires)



Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain

Développement de l'urbanisation
au contact du noyau urbain



Sur le schéma ci-contre, l'enveloppe urbaine principale de la commune s'organise autour du noyau central sans discontinuité supérieure à 50 mètres

Les « dents creuses » apparaissent en rouge

L'extension urbaine à privilégier apparaît en jaune (au contact direct du « noyau urbain »)



Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain





Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain

Comblement de discontinuités urbaines dans un linéaire urbain



Les **linéaires urbains** situés hors noyau central de plus de 10 constructions et ne présentant pas de discontinuités supérieures à 50 mètres (« enveloppe urbaine secondaire »)

Seules les dents creuses présentant des discontinuités inférieures à 5 mètres pourront être constructibles. Il en est de même pour les linéaires situés face à 5 parcelles bâties en continuité

Les extensions urbaines (zones U, zones AU) y sont proscrites

Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain





Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain

Comblement des discontinuités urbaines dans un hameau



- enveloppe urbaine du hameau
- parcelles constructibles :
- dent creuse de moins de 50 m linéaire
- parcelle jouxtant une parcelle bâtie et située face à une autre parcelle bâtie

Les **hameaux** composés de plus de 10 constructions et ne présentant pas de discontinuités supérieures à 50 mètres (« enveloppe urbaine secondaire »)

Seules les dents creuses présentant des discontinuités inférieures à 50 mètres pourront être constructibles. Il en est de même pour les parcelles situées face à une parcelle bâtie

Les extensions urbaines (zones U, zones AU) y sont proscrites

Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain





Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain

- Prévoir des densités minimales de logements par ha allant de 15 logements/ha pour les communes rurales de moins de 2 000 habitants à 45 logements/ha pour les communes les plus urbaines, pour toutes les opérations de plus d'un hectare ou de plus de 5 000 m² de surface de plancher
- Privilégier des formes d'urbanisation compactes en fonction de la morphologie des lieux, en adaptant ces formes aux communes rurales ou urbaines
- Rechercher, dans les communes, la maîtrise anticipée du foncier pour préparer des opérations d'urbanisme mixtes, denses, cohérentes



Les principes à adopter pour une moindre artificialisation : lutter contre l'étalement urbain

Densités minimales

Densités minimales pour toutes les opérations d'aménagement d'ensemble de plus d'un hectare ou de plus de 5 000 m ² de SHON		
Maubeuge, Fourmies, Hautmont, Jeumont	45 logements par ha	
Aulnoye-Aymeries, Ferrières-la-Grande, Feignies, Louvroil, Le Quesnoy	35 logements par ha	
Communes de plus de 2 000 habitants, pôles intermédiaires : Avesnes-sur-Helpe, Bavay, Landrecies, Solre-le-Château, Sains-du-Nord	25 logements par ha	
Autres communes de plus de 2 000 habitants : Anor, Avesnelles, Bachant, Berlaimont, Boussois, Cousolre, Leval, Marpent, Poix-du-Nord, Pont-sur-Sambre, Recquignies, Rousies, Trélon, Wignehies	20 logements par ha	
Communes de moins de 2000 habitants	15 logements par ha	

(Synthèse des éléments du DOO)

Choisir un développement urbain économique et social équilibré



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Renforcer les polarités urbaines et répondre aux besoins des bourgs et villages en zone rurale

Stabiliser la population, sinon l'accroître raisonnablement à l'échelle de tout le territoire

- Il est nécessaire d'investir **650** nouvelles résidences principales par an pour **stabiliser** la population
- Une augmentation de population, même légère, impliquera la **création de logements supplémentaires**
- La création de ces logements devra se réaliser sans dépasser le **volume du compte foncier** dévolue aux EPCI et aux communes

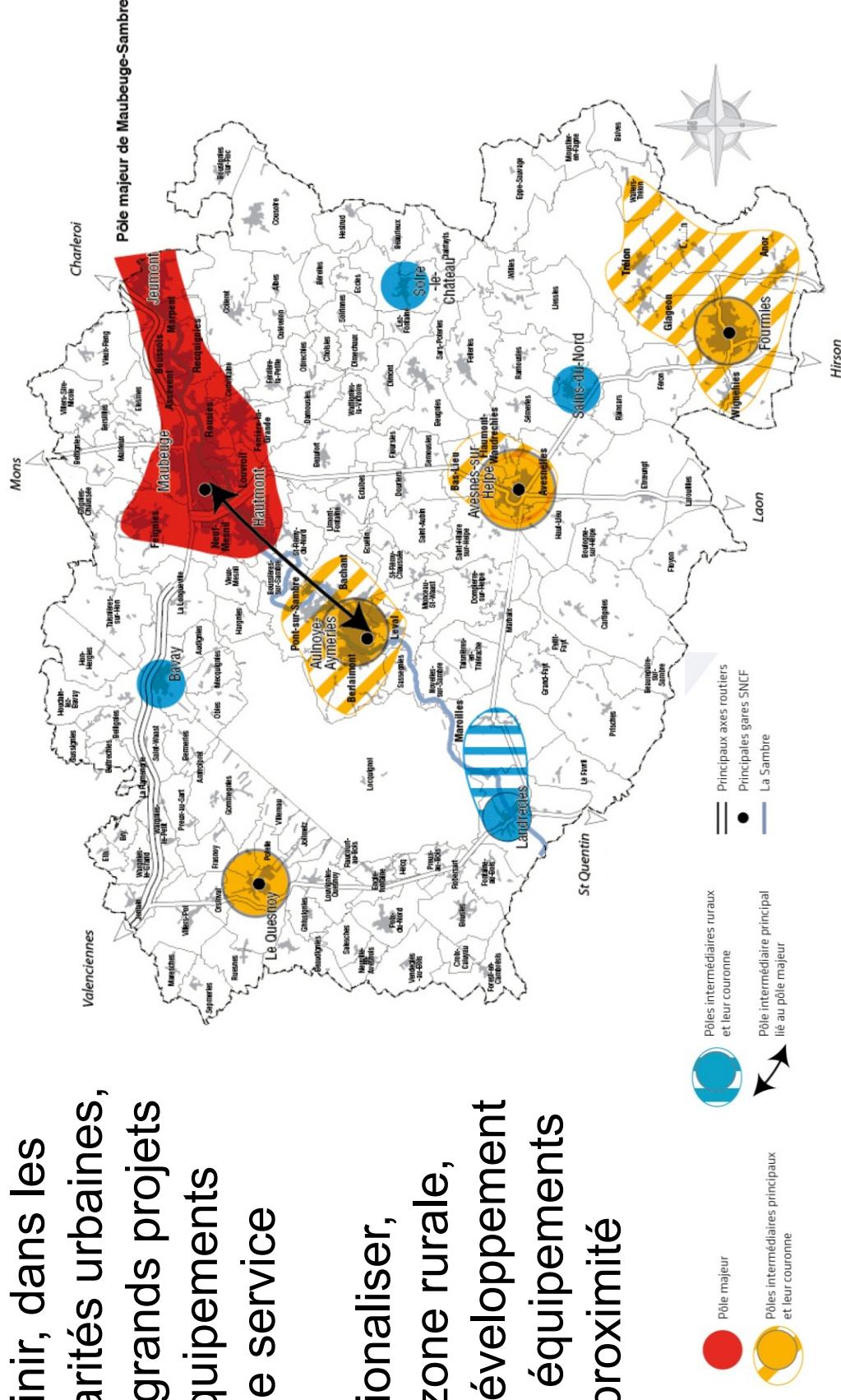
La **densification** des opérations d'aménagement permettra la création des logements nécessaires aux politiques locales



Renforcer les polarités urbaines et répondre aux besoins des bourgs et villages en zone rurale

Définir, dans les polarités urbaines, les grands projets d'équipements et de service

Rationaliser, en zone rurale, le développement des équipements de proximité





Renforcer les polarités urbaines et répondre aux besoins des bourgs et villages en zone rurale

Diversifier l'offre de logements et assurer la mixité sociale

- Définir, au niveau de chaque EPCI, un objectif global de 30 % de logements sociaux d'ici 20 ans
(Logement social : locatif social et accession sociale aidée)
- Les communes qui disposent déjà de cette part de 30 % ne doivent pas être encouragées à l'étendre
- Les logements locatifs aidés doivent être localisés à proximité des services et des équipements, que ce soit dans les villes ou les villages



Définir, pour les activités économiques, les conditions d'un développement urbain maîtrisé

Renforcer et développer les grandes zones d'activités existantes

Deux secteurs existants doivent connaître un développement conséquent de leur emprise

- La continuité du site de Grévaux-les-Guides à Feignies et Maubeuge (partie ouest du « Corridor » en direction de Charleroi)
- Le site intercommunal de « La Marlière » sur les communes de Fourmies et Wignehies



Définir, pour les activités économiques, les conditions d'un développement urbain maîtrisé

Prévoir des opportunités à l'échelle du territoire

- La partie est du « Corridor » en direction de Charleroi entre Maubeuge et Jeumont
- Le projet Railenium dans le secteur d'Aulnoye-Aymeries
- Le site multi-activités des 3 pavés pour la Communauté de communes Cœur de l'Avesnois (lors de la réalisation de la mise à 2x2 voies de la RN 2).
- Le site multi-activités de Jenlain-Wargnies-le-Grand sur la RD 649



Définir, pour les activités économiques, les conditions d'un développement urbain maîtrisé

À l'exception de ces 6 grands sites et des secteurs spécialisés, n'autoriser que le renforcement des zones d'activités existantes

- Sous condition, mais sans limitation de taille (mais à condition de respecter le « compte foncier ») dans le pôle majeur, les pôles intermédiaires principaux et ruraux
- En limitant, sur des terrains agricoles ou naturels, l'extension des zones d'activités existantes à 2 ha, à condition que la zone existante soit saturée et qu'il n'existe pas de friches dans la commune
- Favoriser, sans le limiter, l'implantation d'activités économiques à l'intérieur des enveloppes urbaines



Définir, pour les activités économiques,
les conditions d'un développement urbain
maîtrisé

Valoriser et développer les filières spécialisées (pierre, bois, lait)

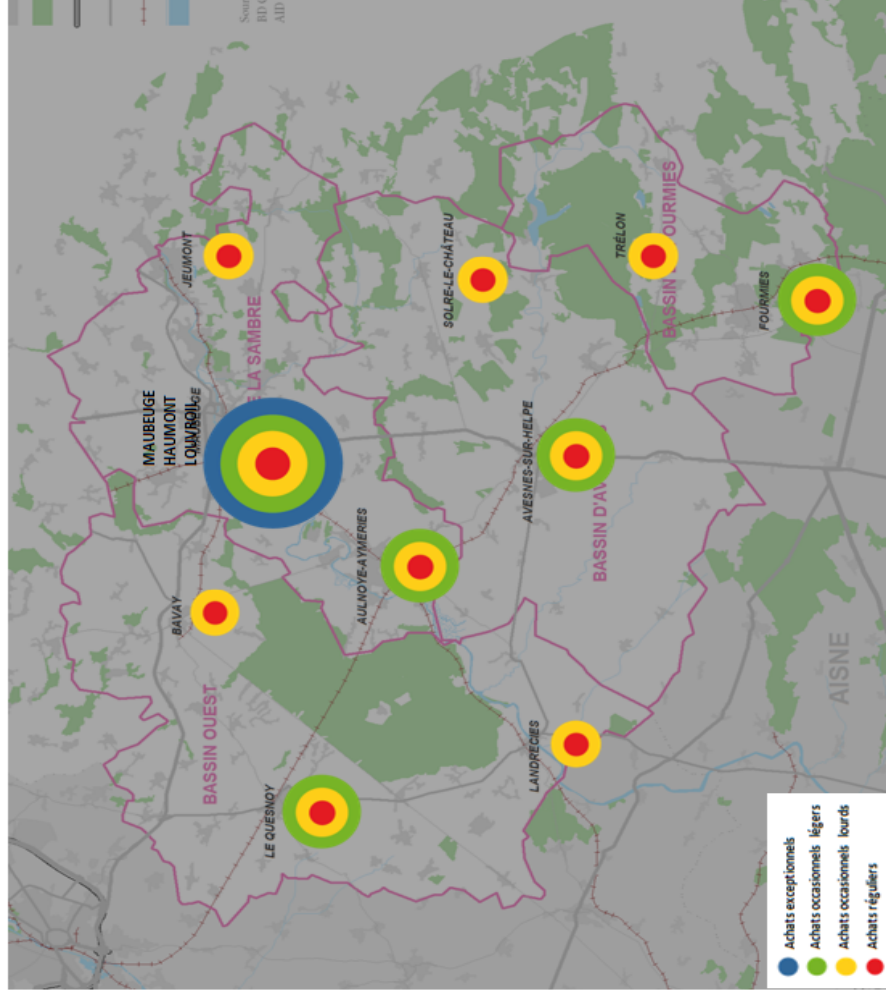
- Les activités directement liées à ces filières pourront se développer au contact direct des sites de production et de recherche
- Filière bois : Trélon
- Filière lait : Maroilles et Petit-Fayt
- Filière pierre : Wallers



Définir, pour les activités économiques, les conditions d'un développement urbain maîtrisé

Rééquilibrer l'offre commerciale

Localisation préférentielle de l'offre commerciale de plus de 1 000 m² (centralités et ZACOM)





Définir, pour les activités économiques, les conditions d'un développement urbain maîtrisé

Rééquilibrer l'offre commerciale

- Il n'y a pas nécessité à créer de grandes surfaces périphériques nouvelles
- Les documents d'urbanismes locaux devront favoriser l'implantation des commerces de moins de 1 000 m² **dans l'enveloppe urbaine** des villes, bourgs et villages.
Leur implantation à l'extérieur de l'enveloppe urbaine n'étant autorisée que si elle accompagne une opération de logement



Définir, pour les activités économiques, les conditions d'un développement urbain maîtrisé

Promouvoir l'agriculture et ses productions

- Les productions agricoles doivent se développer sur des terrains pérennes en limitant l'artificialisation des sols hors des enveloppes urbaines
- Les activités agroalimentaires ont toute leur place dans les zones dédiées aux activités économiques
- Les documents d'urbanismes locaux devront autoriser la diversification des exploitations agricoles vers des activités complémentaires



Définir, pour les activités économiques, les conditions d'un développement urbain maîtrisé

Étendre l'offre touristique et culturelle

- Les documents d'urbanismes locaux
 - ne devront pas entraver le développement d'une offre d'hébergement touristique à l'exception d'implantations hôtelières périphériques
 - devront permettre le changement d'affectation de certains bâtiments agricoles en accueil touristique
- L'implantation de nouveaux campings ou de parcs HLL ne pourra être autorisée que dans le cadre d'une réflexion intercommunale, l'implantation d'habitations légères de loisirs isolées ne pouvant être autorisée

(Synthèse des éléments du DOO)

Remplacer le territoire dans une nouvelle dynamique d'échanges et de déplacements



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



Développer des coopérations transfrontalières et transrégionales facilitées par une meilleure accessibilité du territoire

Favoriser les échanges

- Mettre à 2 x2 voies les relations :
 - nord-sud (RN2) en direction de Mons, Laon et Paris
 - ouest-est en direction de Valenciennes-Lille et Charleroi
- Réouverture à la navigation fluviale du canal de la Sambre
- Développer et améliorer les transports collectifs (voies ferrées, transports collectifs urbains et interurbains)

Développer les coopérations transfrontalières et transrégionales



Diminuer les obligations de déplacement

Prendre appui sur les gares pour organiser l'intermodalité

- Implanter, au contact des gares, des arrêts de bus, aires de stationnement de courte durée, parkings, plate-forme de co-voiturage, stationnement de courte durée...

Densifier les zones d'habitat au contact des « pôles-gares » et des arrêts de transport en commun TCSP

**Ne développer l'accueil d'entreprises qu'au contact direct
des zones urbaines agglomérées ou dans des lieux bien
desservis par les transports en commun**



Diminuer les obligations de déplacements

Favoriser l'usage des modes doux

- Les opérations d'aménagement prévoient des cheminements doux en direction de la centralité, à proximité de laquelle elles s'implantent
- Meilleure accessibilité aux équipements commerciaux

Ouvrir à tous le meilleur accès aux communications numériques

(Synthèse des éléments du DOO)

Valoriser l'environnement et prendre soin du cadre de vie



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir



**Mettre en œuvre la protection réglementaire
nécessaire à la préservation des espaces naturels
remarquables et des continuums écologiques**

Respecter la Charte du Parc naturel Régional de l'Avesnois

Prendre en compte le recensement des ZNIEFF et des zones Natura 2000

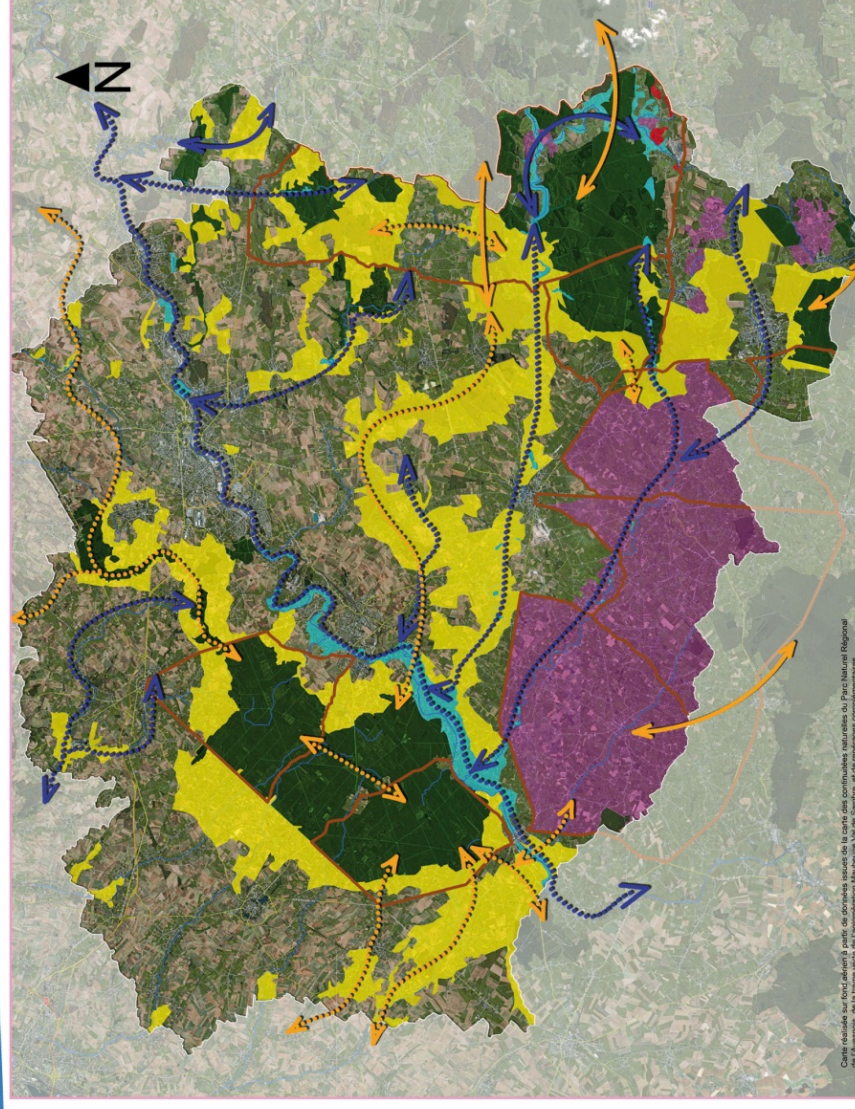
- À moins qu'une étude spécifique ne démontre l'absence d'incidence de l'urbanisation au sein des ZNIEFF de type 1 ou à proximité des zones Natura 2000, seules seront autorisées les extensions limitées des constructions non agricoles existantes.

Dans ces secteurs les nouvelles implantations agricoles sont prohibées



Mettre en œuvre la protection réglementaire nécessaire à la préservation des espaces naturels remarquables et des continuums écologiques

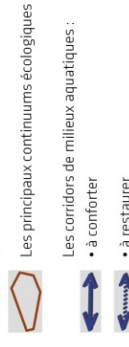
Respecter
la trame verte
et bleue et
les prescriptions
qui lui sont liées



Cœurs de nature à préserver



Les continuités



Les corridors de bocage et forêt :





Rechercher le bon équilibre entre les usages des milieux naturels

**Associer économie agricole et touristique et protection
de l'environnement**

**Préserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti
et naturel ainsi que les paysages**

- Repérer, dans les documents d'urbanisme, les éléments patrimoniaux au titre de l'article L 123-1-5-7
- Réaliser, pour toutes les extensions urbaines (à vocation économique ou d'habitat), une réflexion identique à celle stipulée à l'article L 111-1-4 du Code de l'urbanisme (nuisances, sécurité, qualité de l'urbanisme, de l'architecture et des paysages)



Intégrer les enjeux climatiques et contribuer à lutter contre les gaz à effet de serre

Renforcer la production d'énergie renouvelables (sous condition)

- énergie solaire
- filière bois-énergie
- énergie éolienne

Maîtriser la consommation d'énergie

- Les documents d'urbanisme ne devront pas faire obstacle à l'utilisation de matériaux renouvelables et à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable lorsqu'il s'agit de consommation domestique



Préserver la ressource en eau

Protéger les aires d'alimentation en eau potable

- Les nouvelles zones d'extension urbaine seront interdites dans les périmètres de protection rapprochés. Elles ne pourront être localisées dans les périmètres de protection éloignés que s'il n'existe pas d'autres alternatives

Maîtriser et collecter les eaux usées

- Seules les communes ayant mis en place un SPANC (service public d'assainissement non-collectif) pourront autoriser des constructions dans les zones d'assainissement non collectif
- Dans les zones d'assainissement collectif, l'urbanisation est subordonnée aux capacités des stations d'épuration



Eaux pluviales et milieux humides et aquatiques

Eaux pluviales

- Réduire l'imperméabilisation, le ruissellement et l'érosion des sols par une moindre artificialisation des sols ainsi que par une maîtrise du ruissellement en amont (tamponnement obligatoire)

Protéger les milieux humides et aquatiques

- Les zones à dominante humide recensées par les SAGE devront être classées en zones naturelles strictement protégées

Valoriser les eaux d'exhaure issues des carrières



Risques, nuisances et pollutions

Prévenir les risques

- En l'absence de PPR, les documents d'urbanisme locaux devront prendre en compte, dans leurs projets d'urbanisation, tous les risques connus ou supposés

Mettre en place dans toutes les communes les DICRIM

- Ceux-ci doivent recenser, pour informer la population, les différents risques, les sites pollués, les nuisances diverses

Veiller à la qualité de l'air et gérer les déchets de manière optimale



Planning prévisionnel de l'élaboration du SCOT Sambre Avesnois

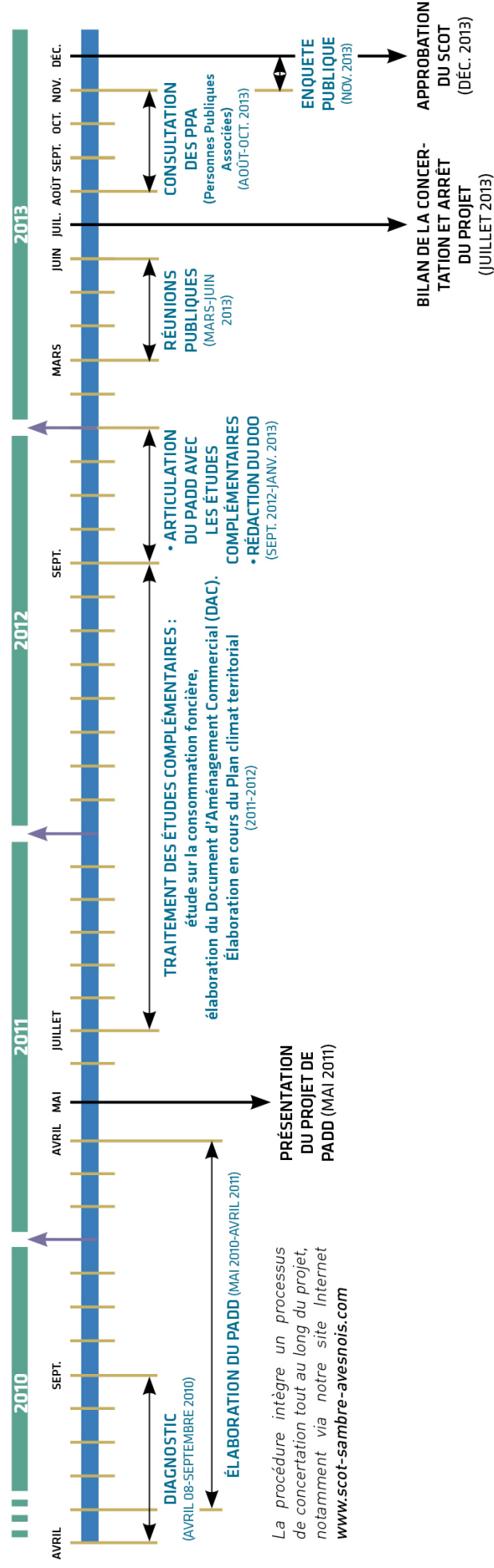


Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en Sambre Avesnois

Communauté de communes Cœur de l'Avesnois,
Communauté de communes Guide du Pays de Trélon
Communauté de communes Action Fourmies et environs

RÉUNION PUBLIQUE

mercredi 6 mars 2013, à 18 h
salle des fêtes d'Avesnes-sur-Helpe

REGISTRE DE PRÉSENCE

SCOT SA ANNEXE23



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com















RÉUNION PUBLIQUE DU 6 MARS 2013 • CCCA - CCGPT - CCAFE

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
DORCHIES	Alice	Wiesnes	Présidente Association	
NIMAZ	Chapotele	AVESNES / HEIPE	Petite Enfance	
UPTELIÉ	François	3C9	Dr. G. L. S.	
VIN	Jean Marie	Flaumont - Waudreches	Maire	
DEFNOIGNONT	Ju	JEMEPES	Maire	
LEVEQUE	Claude	TEURNOT	Membre du COGEC	
CHARBON	BEAUVES	GATON	Maire	
Levy	Michiel	freshes and Hef.	Adjoint	
HORLAIT	Jean Claude	BIMECHAUX	Adjoint	
Sequin	Jean	Essoyelles	Adjoint	
DUBUC	Vincent	Gommegnies	Chargé de mission Pays Sambre Avesnois	
HEVIN -	Dan Jéré	Avesnes / Hepe	C. Municipale déléguee Action Sociale	
ANCEAU	Jean Jacques	Stoumpt	Maire	
FAWON	François	Beaufort		



SCot Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

RÉUNION PUBLIQUE DU 6 MARS 2013 • CCCA - CCGPT - CCAFE

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
DUBOIS	Nicolas	BEUGNIES		
NASUTER	Fabrice	AVESNES / HELPE		
CARDELLIN	Yvan	La Longueville		
VOLLMAR	Y. Pierre	La Longueville		
DUBRON	Paul	St. L. Chateau	adjoint	
HONORÉ	Gerard	Semoisies	maire	
MAYER	Christine	SARS SOLCIS	Adjoint	
LECOLIER	Jean-François	AVESNES SUR HELPE		
THIAUX	Jacques			
TRACROEN	Ben	Liessies	Synd. Initiative	
DORCHIES	Nicolas	Liessies	Synd. Initiative	
BUISSSET	Christie	Avesnes/Helpre	Conseillère	
DEMAILLEY	J. Paul	Codew-AHEVS	Conseil de développement	
ROUSSELLE	Sébastien	Avesnes 8/Helpre	Conseiller	



RÉUNION PUBLIQUE DU 6 MARS 2013 • CCCA - CCGPT - CCAFE

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
LEVEQUE	Polette	Saint	Citoyenne	DL
Delvaux	Monique	Bos. Wey	Présidente retraitee	in Delvaux
RATTE	Toile	Carlingues	Maire	
DECOMBE	René	Solre	Adjoint Maire	
stas	Patricia	Solre		stas
Deltombe	Ursula	Solre - le - Chateau		U - Deltombe
PASAL	Anno	Gommegnies	Maire	
Tovez	Jean Claude	Prisches	Maire	
lieuand	Claude	f. la f. r.	x	
Liegeois	Cécile	f. la f. r.	x	
Monnier	Stefan	Avesnes	Citoyen	
FAUCONNIER	Jean - Michel	LIÈSSIES	conseiller Municipal	
BASQUIN	Christine	Saint du Nord	Maire	



Président COTESS
Sambre - Avesnois
ADAR Sambre-Avesnois
Citoyenne

GOULARD	Flora	Trelon	Président COTESS Sambre - Avesnois ADAR Sambre-Avesnois Citoyenne
GOULARD	Nadine	Trelon	
VAN MEYER	Thierry	Grand Fayt	Citoyen
DEIMER	M. André	AVESNES/MEUSE	Adjointe
RAHSON	Bernadette	AVESNES/MEUSE	Adjointe
HERBERT	Pierre	Hesboud	Maire
NAVEAU	Olivier	RAMOUSIÈS	Adjoint
JOPEK DE GROOTE	Daniel Bijon	Beaumont RAMOUSIÈS	Maire Maire
MENKENMACK	Anna	Avesnes	3 CA
DESFOSSÉZ	Nicole	Avesnes/Helpe	Adjointe DES
COBAX	Lucas	CC Action	Président
DENIGUY	Jacques	CC Action	responsable d'Avesnes
JOLY	Geneviève	CCIN 59 D'Avesnes	Grand Fayt.
BRASSE	Frédéric	Adjoint. au maire	
LESCUT	Franck	Avesnes/Helpe	
DEBLOCK	Etienne	CCI	
WEURANT	Jean	Sogreco chaussure	Maire

DOLEHANS Marie Noelle
Gautier Guy

Noyette/Sambre
Maire des Forestiers



ROSPORTES Alain

DDT77. d'Avesnes



Vaillant J. Michel

Voix du Nord Avesnes



Wahemeg celte

Rainsons

baire cl^{me} Waltons

CARTIER Philippe
COURTIN Daniel

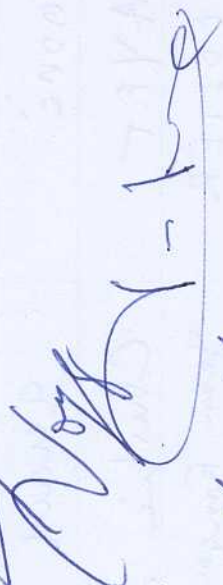
Consolre
Chamba
d'Agri

AVESNECLES



SOYEZ Nicolas

CGN DTPAS Avesnois



Euphémie

clairfayt

Qair

Manny Philippe

clairfayts CM



CHARLOT Michel

Etreuxy



DULINE Agnes

Pontcaule 1^{re} adjointe



LAINET Jacques

Seminar Association Saint
Urbanisme



LETH Philippe

Stue Etchateau

Jair VPCG

Humbion Olivier

observateur

Journalist

ROUVIER Dominique

FOURNIES

Assiste n^y ADA-

BONKE Henri

Avesnes

Adjoint au Maire



Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en Sambre Avesnois

Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre
Communauté de communes Sambre Avesnois
Communauté de communes Nord Maubeuge
Communauté de communes frontalières Nord-Est Avesnois

RÉUNION PUBLIQUE




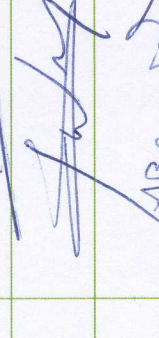

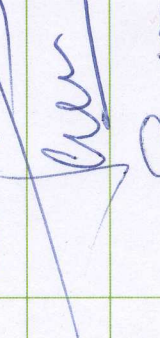
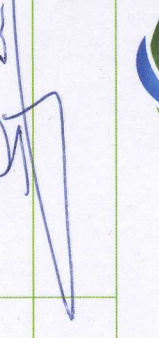


mardi 26 mars 2013, à 18 h
maison Folie de Maubeuge

REGISTRE DE PRÉSENCE











www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
DOUAY	Jean	Maroilles		
LIENART	Lucien	Bettignies	adjoint	
POLAS	Jean Pierre	Bettignies	adjoint	
LEJEDUR	Charles	JEURMONT	Citoyen conseil	
DE MULDER	Charles	ELESMEZ	Président (citoyen)	
VITRANT	Guic	Jourmect	citoyen	
GAVERIAUX	Clair	Grand-Foyt	Maire	
BEVUSSE	Gene	Tout-Sambre	citoyen	
BOURGOINELLE	Bickel	BOUVISSES	citoyen	
BRASSERET	Philippe	Vieux Ruy	Maire	
Vandenbussche	Paul	Hairieux	2 ^e adjoint	
STOOPS	Fathice	Hairieux	CHAIRMAN	



NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
JADAS	Lucien	Mouvières	citoyen	
DERUELLE	Terence	MAUBEUGE	citoyen	
SZCZEPANKI	J. Bernard	BERSILLIES	citoyen	
Rouselle	N. Paule	Bersillies	Maire	
BAILLÉ	Mortine	Oberhoffe	Co-Pr	
LOISEAU	Léon	Mouvières	Maire	
BAYART	Philippe	Bettignies	citoyen élus	
SENECHAL	Jean Luc	Norhinge	Rep. Dev. Rural	
LORDAT	Philippe	Roerich	Co-Pr	
Fromont-Denis	MCh	ANVS		






Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en Sambre Avesnois

Communauté de communes du Quercitain
Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles
Communauté de communes du Bavaisis

RÉUNION PUBLIQUE

mardi 28 mars 2013, à 18 h

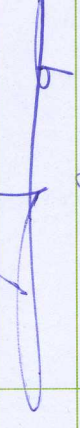
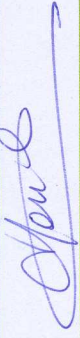
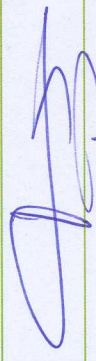







siège de la Communauté de communes du Quercitain
Le Quesnoy

REGISTRE DE PRÉSENCE

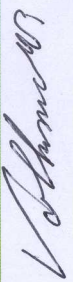
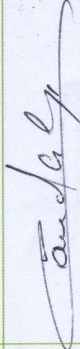
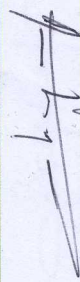

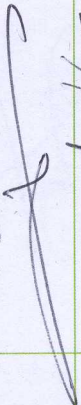


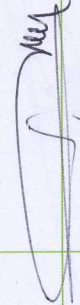

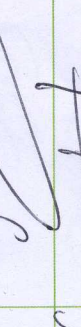

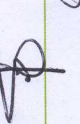

www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
LEGRAND	Jean-Paul	TAISNIÈRES/HON	Maire	
FREHAUT	Alain	BAVAY	Maire	
MOREL	Colleen	Wargnies le grand	Maire	
FREHAUT	André	VILLEKEAU	Maire	
BERTRAND	Jérôme	Laignies Quenoy		
HOLLANDE	M. Christine	Wargnies le Petit	habitant	
HEWIN	Cécile	Seubain	Candidate Municipale	
DELCROIX	SEBASTIEN	JOL/METZ	chargé études ADUS	
NICOLENE	François	Landreux	DGS	
ZJUNIAK	Daniel	le Quenoy	Conseiller Municipal	
RAOULT	Paul	le Quenoy	Maire	
TAÇON	Stéphane	VILLEKEAU	Maire-Adjoint	
DEFORTAINK	Christiane	le Quenoy	adjointe	



NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
VOLKMAR	Jean Pierre	La Longueville		
CHUDELIER	Armand	La Longueville		
CHOQUE	Joséph	Necquignies	Maire	
TAHON	Michel	Beaureches	Maire	
BETH	Jakky	Imphailval	Maire	
HOUZET	Jak	JOLIMETZ	Conseiller	
STOOPS	Frédéric	Clairvaux	CMASG/02	
LELOUT	Thierry	Waudouze la Rivière	Conseiller	
GUICHARD	Jean Claude	Thériville sur Vesle	Conseiller	
BRUSOZ	Jean Louis	OBIES	Maire	
JUSTHOIT	Jean Pierre	OBIES	Conseiller Municipal	
Petit	Gérard	Wagny le Petit	agriculteur	
LOZIER	Jean Louis	SENNES	Adjoint	



NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
POIRPORTES	ALAIN	DDT	représentant	
BLAZ	Jean Marie	Château de la Motte	Secrétaire	
BOQUET	Corinne	Landreux	Adjointe	
VANESSE	Jérôme	Landreux	Habitant	
DÉGARJIN	Charles	St-Vaast	Maire	
DUBOIS	Michel	Arrens sur Arly		
SCULFORT	Jean Marie	MAROLLES	Maire	
CANBIE	Guillaume	CCQ	Président	
LOISEAU	Michel	Beaurepaire	Agriculteur	
LAINET	Jacques	SÉVERES	Association	
WATTIER	David	St. Georges	Agriculteur	





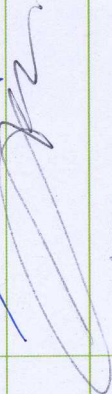


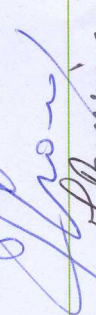



NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
SPRIMONT	EDDY	VAISNIÈRES SUR HAON	Conseiller Municipal	
DRAHEZ	Raymonde	Beauregnies	maire	
CHEVALIER	Odile	dc	n° adjoint	
DRUESNES	Danièle	Bellignies	Maire	
POREZ	Gervaise	Wargnies-le-Petit	Maire	
ÉVLARD	Pierre	JOLIMETZ	Maire	
BONNIN	Jean Claude	LOCQUIGNOL	MARE	
RLTER	Alain	Houdain-lez-Bavay	Maire	
DOUSARIEZ	Gerald	SERPMONDES	maire	



Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en Sambre Avesnois

Communauté de communes Cœur de l'Avesnois,
Communauté de communes Guide du Pays de Trélon,
Communauté de communes Action Fourmies et environs

RÉUNION PUBLIQUE

lundi 10 juin 2013, à 18 h 30
salle des fêtes d'Avesnes-sur-Helpe

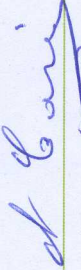


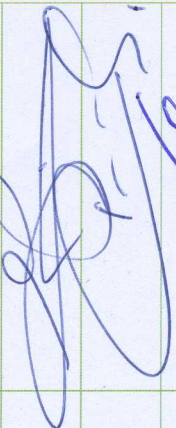



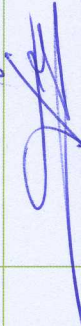

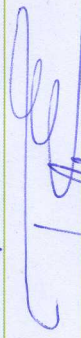



REGISTRE DE PRÉSENCE

www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

RÉUNION PUBLIQUE DU 10 JUIN 2013 • CCCA - CCGPT - CCAFE



NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
Cavion	Annie	St-Hilaire / Help	Adjointe	
Horlaix	Jean Claude	Dimechay	Maire	
HUSCHER	Jean Claude	Eccles	Maire	
Dequin	Jean	Avesnelles	adjoint	
DECANCHÉZ	Danielle	Farbasi	Maire	
LEPORCQ.	Philippe	Petit-Fayt		
LEVEQUE	Claude	TEURNOT	Conseil de développement ATVS	
LEVEQUE	JEAN	Willymin La Violette	Maire	
LEMOINE	Thierry	SARS POTERIE	Enseignant	
FOUR	Christian	Hoeswès / Hebe	Maire	
LESANT	Franck	Avesnes / Help		
Jiliane	Denise	Avesnes / Help	Habitant	
Wanderpepen	Yves	Peschard	ATTAC	



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

RÉUNION PUBLIQUE DU 10 JUIN 2013 • CCCA - CCGPT - CCAFE

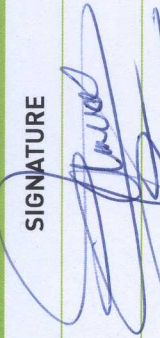



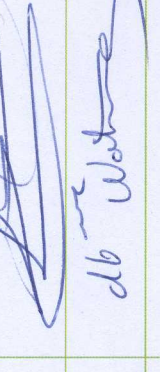

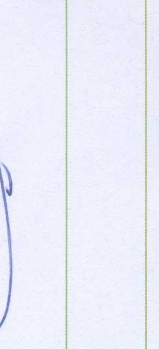

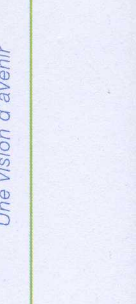
NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
GILLET	Alain	Sars. Poberies	Maire	
DEZIER	Marc-Antoine	Avesnes	Adjointe	
Gautier	Guy	Lez Touffaine	Maire	
DEFRONOT	Jacques	Semeret	Maire	
LEHOINE	Bénégère	Sars Pottes	enseignante	
HERBET	Ricard	Heilker	Maire	
LETTY	Philippe	Solelchaes	Maire Vire	
HILAIRE	PASCAL	Avesnelles	habitant	
JOPEK	Daniel	BEUGNIES	Maire	
Piotrowski	Fabrice	DOURLES	Maire	
DASANT	Sébastien	Avesnes/Mépi.	Secrétaire CSC	
ZASAD	Roland	AVUS (Cabo)	Dir Cabo	
BOUTÉ	Henri	Avesnes	Maire	



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

RÉUNION PUBLIQUE DU 10 JUIN 2013 • CCCA - CCGPT - CCAFE

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
ROUSSEAU	Dachy	Avesnes s/Wepe	Conseiller municipal	
LETELLIER	Fugère	CC Com Avesnes	Dir. Gd. de Sures	
HONORÉ	Gerard	Semoussies	maire	
ANCEAU	T-Taquer	ETREVEUX	Maire	
DESFOSSÉ	Nicole	Avesnes/Helpe	adjointe au maire	
DUBUC	Vincent	Pays Sambre Avesnois	Chargé de mission	
PAULI	Jean-Marie	Avesnes		
MATHIEU	Claude	Haut. lieu	adjoint au maire	
WAKENS	celste	Ransuies	maire	
DECARRE	Jean Claude	Avesnes	Adjoint	
DELSIGNÉ	Denis	Avesnes	Conseiller municipal	



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

[illegible]

Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en Sambre Avesnois

Communauté de communes du Quercitain,
Communauté de communes du Pays de Mormal et de Maroilles,
Communauté de communes du Bavaisis

RÉUNION PUBLIQUE




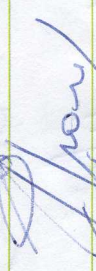


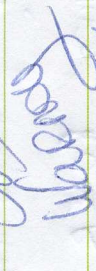






jeudi 13 juin 2013, à 19 h 30
hôtel de ville de Le Quesnoy

REGISTRE DE PRÉSENCE

www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
BONVIN	Jean Claude	Sacquirol	Président	
CARPENTIER	GERARD	WARGNIES LE GRAND	ADJOINT	
HYVERT	Mehdi	WARGNIES LE GRAND	Secrétaire Générale	
EVRAUD	Pierre	Jolimel	Président	
YREL	Cothéline	Wargnies le grand	Président	
HOUSEZ	Mehdi	Wargnies le grand	CM	
Wannote	Isabelle	Wargnies le grand	et Wargnies Adjointe Administrative	
SOUFFLET	Annie	Wargnies le grand	Wargnienne	
LEOISY	Philippe	WARGNIES LE GRAND	CITOTEX	
SOUFFLET	Pierre	Wargnies le grand	Wargnien	
DECHERT	BCL	Wargnies le grand	citoyen	
DECHERT	Annie	Wargnies le grand	Wargnien	
SAUDAGE	DANIEL	BRV	Représentant	



ROY S Claude Senlain citoyen

ROY Isabelle Inlain
GEBERT Marie-Pierre Bry citoyen

LAURENT Indre-Thérèse St Vast la Valle
GROSSEZ Monique La Flamengie
RAOUL Rosette Barl retraiter
HAVÉZ Jean-Pierre Bry retraité

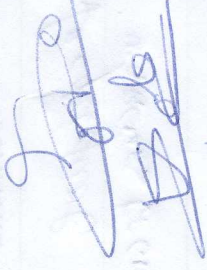
MAGNIEN ROGER LA Flamengie
MAQUIGNE DARTIGES LA FLAMENGIE
DECHAYÉ Tachy Wagnies Libred

MAILLARD Dominique Wagnies lgd
MAILLARD J. Luc Wagnies lgd
DUTERTRE Lise Wagnies lgd

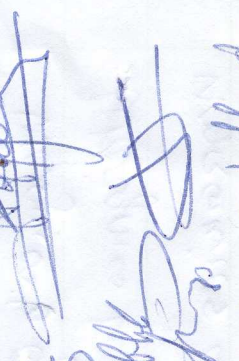
SCIASCIA Amélie Wagnies Le Gg
DESRABANS Didier Solimet
CELLIER Bruno Sebaux

GENAUX Monique Wagnies e PR
GENAUX Florence Wagnies le gd

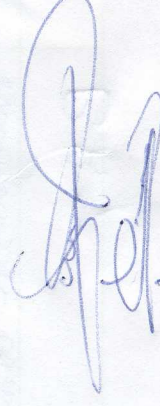






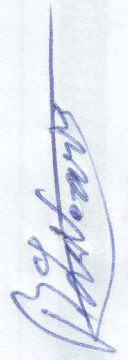












CHASSANT Alexandre Jenlain
PRIN Lise Jenlain
VANDERSCHUEN Bernard LAFLAMENGIE
HUNEAU Luc La Flamengie

HAUGIAUX Solange Jenlain
DEBOCK Céline Jenlain
HAUGIAUX Bernard Jenlain
TAMBRUN Eric Jenlain

FRANÇOIS JJ BAUAY
LEMAIRE Genard BAUAY
MARZION Je-marie BAUAY
Spilmann Bruno BAUAY

LOUIS Fernand (Bry)
Flavel Jenlain

MATHA Geoffroy (Bry) Jenlain
MATHIEZ Julie Jenlain
SABBA Isabelle Jenlain

NISOL Yvelle Jenlain
SABBA Fédère Jenlain


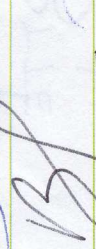











GREVEZ Bertrand Jenlain
LOISEAU Francine Jenlain

HOISEAU DANIEL Jenlain
GUYONNA Jean Claude

PELOZ - GREGORY
GRONIER

SIÉDINSKI Sambre Flémengne Riverain Sig

RÉUNION PUBLIQUE DU 13 JUIN 2013 • CCQ - CCPMM - CCB

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
Dumeste	Fatice	Wargnies le grand	Conseiller	
BUCLY	Philippe	Wargnies le grand	Riverain	
Boudy	Amandine	Wargnies le Grand	Riverain	
Boudy	Michaëlle	Wargnies le Grand	Conseiller	
BUSIGNIES	Nora	Wargnies le Grand Frameries	Divers	
RIBBOCCA Pissot	Team J-Pierre	Wargnies le Grand Frameries	Frameries	
DU MONT DU MONT CATTAN	BOUCHE BOUCHE BOUCHE	Wargnies le Grand	Wargnies	
FRETAUT	Alain	BAVAY	Maire	
LOISEAU	Barade	Frameries	Riverain	
HOUDENX DEUSEMIS	Bernard Florence	Wargnies le Grand Davy	Riverain	
Stocker	Catherine	ST WASST La Vallée	Riverain	
Gilbert	Gianna	La Flamenque	Riverain	
KERTH	Elodie	Bermeries	Riverain	

LEBRINCE
WAILIER
LENGLE
POTHIER

Nicolas
Jean Philippe
Michael
Claude Agnès

Jean Louis
Jean Louis
Curgiques

Riverain
Riverain
Riverain

Maurice Anne
DE JOS PABOL

Grimout Naumann
Maurice Christian
Bambertine

DOTTE
RATIE

V. Fleuvel

JELEZ NME
RENY

Leclercqre

Demerine
DEMESSINE

KONCZAK
KONCZAK

Donner
DANHIEZ

Sanchez

ASSEZ

HOUBA-BUTER

MANIE Jacoby

Bartolotta J. M.
LAURENT, Benoit
Delez Michel

BETRANCOORT

Regis

Benoit
Christian

Jves
Harcel

Ansho
Guy

Gene H.

Jonine
Yves

Arlette
Bernard

Michel

Andre

Yvette
Salmons

Catherine

Anne

Jean

Patricia

La Flamengrie
Evelges

La Flamengrie
La Flamengrie
La Flamengrie

Senlah
Teulain

Jeulain
Jeulain

Jeulain

Wargnies le P.
Wargnies le Petit
Wargnies le Petit

Wargnies le Petit

Wargnies le grand

Warg. le gr.

Wargnies le grand

Presches

Viller. P.

Susif

Villote Jch

Wargnies le Grand

Riverain

Haive

riverain

Responsable
d'Association

President Association

Wargnies le P.
Wargnies le Petit

Jeulain

WENNÉCHER P. WARONIS LE GARD-
CAIOMAS Plan à l'ère
PLUYART B. Uccigrie le Gard
TASNOU Wargnie le Gard
Lolomand Wargnie - le Gard
Pohiva Wargnie le Pt.
GRONIFER Que Tenlan

Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en Sambre Avesnois

Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre,
Communauté de communes Sambre Avesnois,
Communauté de communes Nord Maubeuge,
Communauté de communes frontalières Nord-Est Avesnois

RÉUNION PUBLIQUE

jeudi 20 juin 2013, à 19 heures
Maison Folie de Maubeuge (place Vauban)

REGISTRE DE PRÉSENCE

www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

RÉUNION PUBLIQUE DU 20 JUIN 2013 • CAMVS - CCSA - CCNM - CCFNEA

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
APPART	BRE	Cocquise	Prise Adjoint	
LAUSMENT	Daniel	Cousoir	Maire Adjoint	
HALLANT	Eugénie	LEVAL	Maire	
ROUSSES	Françoise	Bellemont	Conseiller	
THURETTE	Paul	Monceau-St. Waast	Maire	
COUVREUR	Florence	MONCEAU-ST-WAAST	Adjointe au Maire	
HERMENT	Agnes	VIEUX-RENG	Adjointe au Maire	
JOSQUIN	Jacques	Vieux Reng Hoge	Retraité	
LEFEBVRE	Nicole	Beffignies		
BLAS	S. Puvion	Bellegu	Adjoint	
CARTIEAUX	Marline	Cocquise	Conseillère	
LOUGUET	Patrick	St Remy Chaussee	Adjoint	
DEGUY	Arnaud	THURSEVE		




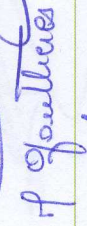











SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

RÉUNION PUBLIQUE DU 20 JUIN 2013 • CAMVS - CCSA - CCNM - CCFNEA

[illegible]

RÉUNION PUBLIQUE DU 20 JUIN 2013 • CAMVS - CCSA - CCNM - CCFNEA

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
ERNESTI	Michel	LEVAL	Adjoint	
GOUTTIERES	Sylvette	LEVAL	Conseillère	
MANNECART	Nichol	Beaufort	Adjoint	
WILLO	Dideri	S ^t Rémy Chaumie	Maire	
MESSAGEA.	Chantal	LOUVROL.	Habitant	
POEHE	Gene	Fousies	Maire	
Russelle	Paula	Bergillies	Maire	
PINSON	Pascal	Bersillue	Adjoint	
LEGRAND	J-Pierre	S ^t Rémy Ch ^{ex}	Ancien Maire	
DIVINA	Frederic	Hautmont	C. Hameing of Sports Supervisor	
DECHOLLE	Amrique	Hamburge	Conseiller	
DUPONT	Christine	Esveldeu	Collectif	
Leclercq	Florence	ST Rémy-Chaussée	Collectif	



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com

RÉUNION PUBLIQUE DU 20 JUIN 2013 • CAMVS - CCSA - CCNM - CCFNEA

NOM	PRÉNOM	COMMUNE	QUALITÉ	SIGNATURE
FAUCHAS	Marie-Thérèse	Rousies	citoyen	Fauchas Marie-Thérèse
BAILLÉ	Dorthe	Maubeuge	Conseil Demeure	Dorthe
LIÉNART	Wim	BETTIGNIES	Agent au Maire	Wim
LIXON	Fanyelin	Faucheux	retraité	Lixon
LIXON	Valérie	Faucheux		Lixon
Bebe	Farline	Boussois	Retraitee	Bebe
Belle	Remy	Boussois	Retraite	Belle
LOISEAU	Paule	Fignies		Loiseau
LAINÉ	Jacques	Sembur	Dsm	Lainé
Wanderpopen	Guy	Hestruel	ATTAC	Wanderpopen
Promont-Danjon	Alfredine	Nauwoude	citoyen	Promont-Danjon



SCot Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

www.scot-sambre-avesnois.com



SCoT Sambre Avesnois
Une vision d'avenir

Syndicat Mixte du SCoT Sambre Avesnois
Mairie d'Avesnes-sur-Helpe • 13, place du Général Leclerc • BP 208 - 59363 Avesnes-sur-Helpe cedex
Tél. 03 27 56 57 58 • Fax : 03 27 56 57 55 • e-mail : scot.sambre.avesnois@orange.fr • www.scot-sambre-avesnois.com